



Commission de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

ÉTUDE SUR L'INVENTAIRE ET LA CARACTÉRISATION DES CENTRES DE FORMATION EN AGROÉCOLOGIE ET L'ANALYSE APPROFONDIE DES CENTRES À SOUTENIR PAR LE PROGRAMME AGROÉCOLOGIE

Livrable 9 : Rapport final des phases 1 & 2



Indice A – Août 2022

BRL
Ingénierie



BSEF

Deal&Consulting



BRL ingénierie

1105 Av Pierre Mendès-France BP 94001
30001 NIMES CEDEX 5

Date du document	08/08/2022
Contact	Dominique OLIVIER

Titre du document	Rapport Final Phases 1 & 2
Référence du document :	a00926_rap final_ph1&2_inda.docx
Indice :	A

Date émission	Indice	Observation	Dressé par	Vérifié et Validé par
08/08/2022	A	Rapport Final Phases 1 & 2	Cécile DANIEL HLI	DOL

ÉTUDE SUR L'INVENTAIRE ET LA CARACTÉRISATION DES CENTRES DE FORMATION EN AGROÉCOLOGIE ET L'ANALYSE APPROFONDIE DES CENTRES À SOUTENIR PAR LE PROGRAMME AGROÉCOLOGIE

Livrable 9 : Rapport final des phases 1 & 2

RÉSUMÉ	1
PRÉAMBULE DE CADRAGE	5
INTRODUCTION	9
1. OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE	11
1.1. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	11
1.2. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE.....	11
1.1.1 Définition de l'agroécologie.....	11
1.1.2 Phase 1	13
1.1.3 Phase 2	14
2 CONTEXTE GLOBALE DE LA FORMATION AGRICOLE DANS LA CEDEAO	15
2.1 LES POINTS FORTS	16
2.2 LES POINTS FAIBLES	17
2.3 LES OPPORTUNITÉS	19
2.4 LES MENACES	20
2.5 INITIATIVES DE SOUTIEN EXISTANTES ET SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉ AVEC LE PAE.....	21
2.5.1 Initiatives de soutien à l'agroécologie.....	21
2.5.2 Initiatives de soutien à la formation rurale et agricole	23
2.5.3 Synergies avec le PAE.....	25
3 RÉSULTATS DE LA PHASE 1	27
3.1 LES CENTRES ENQUÊTÉS	27
3.2 LES RÉSULTATS D'ENQUÊTES	27
3.2.1 Le statut des centres de formation	27
3.2.2 Les types de formation proposés.....	28
3.2.3 Des centres de formation qui traitent déjà de l'agroécologie en la nommant et d'autres non.....	30
3.2.4 Le chiffre d'affaires des centres en lien avec l'agroécologie	37
3.2.5 Qui dit agroécologie, dit élevage	39
3.2.6 Les effectifs par centres	40

3.2.7	Les formats et supports de formation.....	42
3.2.8	La durée des formations et les apprenants	45
3.2.9	La formation des formateurs	46
3.2.10	Le suivi post formation	47
3.3	PROPOSITION D'UNE TYPOLOGIE DES CENTRES DE FORMATION	49
3.3.1	La base de données	49
3.3.2	Méthodologie de création de la typologie.....	49
3.3.3	Propositions pour la phase 2	57
4	RÉSULTATS DE LA PHASE 2.....	61
4.1	CENTRES ENQUÊTÉS	61
4.2	ANALYSE DES CENTRES MODÈLES.....	62
4.2.1	Mission de visite des centres modèles.....	62
4.2.2	Points d'attention.....	63
4.2.3	Des points communs	63
4.2.4	Des points de divergence ou de complémentarité	63
4.3	ANALYSE TRANSVERSALE À TOUS LES CENTRES.....	65
4.3.1	Le soutien des politiques publiques reste plutôt ciblé plus sur l'augmentation de la production agricole en général que sur l'agroécologie précisément.....	66
4.3.2	Un contexte professionnel peu dynamique et des acteurs démunis.....	67
4.3.3	Dynamisme des partenaires financiers.....	68
4.3.4	Dynamisme des partenaires techniques	68
4.3.5	Dynamisme des partenaires en ingénierie de formation	69
4.3.6	Dynamisme des publics ciblés.....	69
4.3.7	Dynamisme des acteurs du secteur agricole	70
4.3.8	Des « groupements », liés à l'agroécologie, naissants	70
4.4	POTENTIALITÉS DES CENTRES DE FORMATION	71
4.4.1	Des ressources humaines présentes, mais qui manquent de renouvellement dans leurs savoirs comme dans leurs méthodes.....	71
4.4.2	Des ressources financières trop faibles et aléatoires.....	72
4.4.3	L'insertion des jeunes dans les métiers de l'agroécologie	72
4.4.4	Des besoins en renforcement des capacités dans tous les domaines	73
4.4.5	Analyse transversale et globale des centres de formation en agroécologie	75
4.5	LE CLASSEMENT DES CENTRES DE FORMATION ENQUÊTÉS.....	76
4.5.1	Les critères de classement des centres de formation à appuyer	76
4.5.2	Proposition de centres à appuyer par pays	79
4.6	SÉLECTION PAR LE PAÉ DES CENTRES DE FORMATION À APPUYER	88
5	RECOMMANDATIONS : APPUI ET ACCOMPAGNEMENT DES CENTRES	89
5.1	LE TYPE D'APPUI : FORME ET MÉTHODE	89
5.2	LE CONTENU DE L'APPUI.....	90
5.2.1	Les compétences techniques en systèmes agroécologiques	90
5.2.2	Les compétences en ingénierie pédagogique.....	91
5.2.3	La compétence en gestion économique, financière et managériale des centres.....	92
5.2.4	La compétence dans le développement de partenariats productifs et stratégiques	92
	CONCLUSION	93
	BIBLIOGRAPHIE.....	95

RÉFÉRENCES À PROPOS DE L'AGROÉCOLOGIE	97
ANNEXES.....	99
Annexe 1. Les 10 éléments clés de l'agroécologie (FAO)	101
Annexe 2. Questionnaire de phase 1	105
Annexe 3. Analyse Atouts, Faiblesses, Opportunités et Menaces de la formation en agroécologie dans les pays de la CEDEAO.....	85
Annexe 4. Initiatives de soutien à la formation agricole et en agroécologie dans les pays de la CEDEAO.....	85
Annexe 5. Base de données des résultats bruts des enquêtes de phase 1 auprès des centres de formation des 15 pays de la CEDEAO.....	85
Annexe 6. Liste des personnes-ressources contactées au cours de la phase 1	85
Annexe 7. Argumentaire pour le choix de priorisation des centres de formation à appuyer en phase 3.....	87
Annexe 8. Guide d'entretien pour l'analyse approfondie du centre – phase 2	89
Annexe 9. Visite du Centre Songhaï.....	95
Annexe 10. Visite du Centre International de Développement Agro-Pastoral (CIDAP)	99
Annexe 11. Fiches résumé des centres enquêtés en phase 2.....	103

TABLE DES ILLUSTRATIONS

FIGURES

Figure 1 : Types de formations dispensées dans les centres de formation	28
Figure 2 : Modes de validation des compétences.....	29
Figure 3 : Parle-t-on d'agroécologie dans les formations ?.....	30
Figure 4 : Termes utilisés dans les formations, autre que "agroécologie"	31
Figure 5 : Intégration de l'agroécologie dans les modules de formation des centres	31
Figure 6 : Niveau d'intégration de l'agroécologie dans les modules de formation	32
Figure 7 : Proportion de formation en agroécologie dans la masse totale de formation des centres.....	32
Figure 8 : Proportion d'agroécologie dans la masse de formation proposée par les centres.....	33
Figure 9 : Thématiques abordées dans les formations en agroécologie	35
Figure 10 : Part des formations en agroécologie dans le chiffre d'affaires de 2020 des centres de formation	37
Figure 11 : Le centre de formation a-t-il un atelier d'élevage ?	39
Figure 12 : Type d'élevage par centre de formation	39
Figure 13 : Nombre moyen de personnes formées par an	40
Figure 14 : Part de femmes formées par les centres de formation	40
Figure 15 : Âge des apprenants	42
Figure 16 : Types d'actions supports réalisées par les centres de formation	43
Figure 17 : Surfaces des champs-école de démonstration des centres de formation	43
Figure 18 : Possibilités de mise en pratique des compétences pour les apprenants lors des formations	44
Figure 19 : Partenariats des centres de formation avec des acteurs du territoire.....	44
Figure 20 : Durée moyenne des formations proposées par les centres	45
Figure 21 : Nombre maximum d'apprenants par groupe de travaux.....	45
Figure 22 : % de temps passé en moyenne par type de support de formation.....	46
Figure 23 : Le centre a-t-il une ingénierie pédagogique ?	46
Figure 24 : Le centre forme-t-il des formateurs ?.....	47
Figure 25 : Dispositifs d'insertion professionnelle proposés par les centres de formation	47
Figure 26 : Le centre a-t-il une base de données des apprenants ?.....	48
Figure 27 : Y a-t-il une appropriation des systèmes agroécologiques par les apprenants sur des exploitations agricoles ?.....	48
Figure 28 : Centres du type 'nominés' par pays.....	52
Figure 29 : Centres du type 'candidats à la nomination' par pays.....	53
Figure 30 : Centres du type 'les potentiellement candidats' par pays	53
Figure 31 : Critères de caractérisation des centres selon les différents types de la typologie.....	55

TABLEAUX

Tableau 1 : 15 centres qui seront appuyés en phase 3	3
Tableau 2 : Centres de formation enquêtés en phase 1, par pays	27
Tableau 3 : Centres de formation ayant une part de leur chiffre d'affaires lié à la formation en agroécologie.....	38
Tableau 4 : Grille de notation utilisée pour caractériser les centres selon différents types.....	51
Tableau 5 : Proposition de centres de formation à enquêter de manière approfondie en phase 2.....	57
Tableau 6 : Centres de formation potentiels à enquêter en Gambie en phase 2.....	59
Tableau 7 : Centres de formation enquêtés en phase 2.....	61
Tableau 8 : Comparaison des centres Songhaï et CIDAP.....	63
Tableau 9 : Classement des centres de formation du Bénin	79
Tableau 10 : Classement des centres de formation du Burkina Faso	80
Tableau 11 : Classement des centres de formation du Cap Vert	80
Tableau 12 : Classement des centres de formation de Côte d'Ivoire	81
Tableau 13 : Classement des centres de formation de Gambie.....	82
Tableau 14 : Classement des centres de formation du Ghana.....	82
Tableau 15 : Classement des centres de formation de Guinée.....	83
Tableau 16 : Classement des centres de formation de Guinée-Bissau	83
Tableau 17 : Classement des centres de formation du Libéria.....	84
Tableau 18 : Classement des centres de formation du Mali.....	84
Tableau 19 : Classement des centres de formation du Niger.....	85
Tableau 20 : Classement des centres de formation du Nigéria	85
Tableau 21 : Classement des centres de formation du Sénégal	85
Tableau 22 : Classement des centres de formation de Sierra Leone.....	86
Tableau 23 : Classement des centres de formation du Togo	86
Tableau 24 : Synthèse du classement des centres de formation	87
Tableau 25 : Les 15 centres qui seront appuyés en phase 3	88
Tableau 26 : Type d'appuis pour le renforcement de la formation en agroécologie	89

RÉSUMÉ

La politique agricole régionale visée par la CEDEAO est de permettre la souveraineté alimentaire et le développement d'un système alimentaire durable pour l'ensemble des quinze pays membres. L'un des leviers utilisé pour y parvenir est le développement de l'agroécologie, notamment dans le cadre du Programme pour l'Agroécologie (PAE), lancé par la CEDEAO et mis en œuvre par son Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA). Cette étude s'inscrit dans la composante 2 de ce programme, « formation agricole et renforcement des capacités pour l'intensification agricole durable et la promotion de l'agroécologie ».

L'objectif général de cette étude était de **diagnostiquer la formation à l'agroécologie non diplômante pour être en mesure d'accompagner son développement dans le cadre de la transition agricole des pays de la CEDEAO. L'ambition est de développer et/ou de consolider, mais aussi de favoriser l'intégration des savoirs et des savoir-faire sur la formation (non diplômante) aux systèmes agroécologiques.** Les pays ciblés par cette étude sont ceux de l'espace CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

L'objectif spécifique de la phase 1 était de réaliser un inventaire des centres de formation agricole proposant des cursus de formation en agroécologie ou agriculture durable, des initiatives existantes d'appui à ces centres et proposer une caractérisation et typologie simple de ces centres.

Les centres ont d'abord été présélectionnés puis enquêtés avant d'être caractérisés. Au total, 80 centres ont été enquêtés. La base de données issue des enquêtes a permis d'aboutir à une typologie qui caractérise trois « idéal-type » de centres de formation en agroécologie :

- Les centres « nominés » qui forment professionnellement à l'agroécologie ou qui tendent vers cela ;
- Les centres « candidats » qui forment plus ou moins partiellement à l'agroécologie, mais sans toujours avoir tous les moyens adaptés faute de savoir et/ou de pouvoir ;
- Les centres « potentiels » qui seraient susceptibles de former à l'agroécologie, mais ne le font pas encore.

En fin de phase 1, des recommandations sur les centres à cibler en phase 2 ont été émises. Il a été recommandé de cibler en priorité les centres de formation « nominés » pour qu'ils soient enquêtés sur site de manière approfondie en phase 2. Pour les pays n'ayant pas de centres de formation classés dans l'idéal-type 1 (« les nominés »), il a été recommandé de cibler les centres dits « candidats » d'idéal-type 2 ou encore les idéal-type 3 « potentiels » s'il n'y avait pas d'autres choix.

Lors de la phase 2 l'objectif était donc d'étudier de manière approfondie des centres de formation agricoles répondant aux critères de ciblage du PAE pour en dégager les forces, faiblesses et les potentialités, les classer et proposer des thématiques pour un appui des centres de formation.

À l'issue des enquêtes approfondies réalisées en phase 2 auprès d'un nombre restreint de centres, il s'avère **que seuls 3 centres¹ sur les 48 enquêtés tendent à former à l'agroécologie dans sa version systémique.** Les autres centres forment à des pratiques agroécologiques, voire durables, qui ne se combinent pas forcément entre elles.

¹ En Guinée Conakry, le centre de Foulaya ; au Togo, le CARTO et en Côte d'Ivoire, le centre de l'ANADER du Grand Lahou



De plus, l'analyse des enquêtes approfondies a permis de faire ressortir les éléments suivants :

- Le soutien des politiques publiques reste ciblé sur l'augmentation de la production agricole en général plus que sur l'agroécologie précisément, qui est encore peu déployée en termes de formation comme de vulgarisation.
- Le secteur professionnel est peu dynamique, car les acteurs sont souvent démunis en termes de moyens financiers et de renforcement de leurs ressources humaines.
- Les partenaires financiers nationaux subventionnent/financent encore peu la formation en agroécologie.
- Les partenaires techniques sont peu nombreux et ceux qui parlent d'agroécologie l'amalgament souvent à des techniques d'agriculture biologique.
- Les partenaires en ingénierie de formation sont souvent les services étatiques, qui ont souvent peu de moyens et peu d'incitation politique et institutionnelle pour cela.
- Des ressources humaines sont présentes, mais manquent de renouvellement dans leurs effectifs, dans leurs savoirs (il y a maîtrise des pratiques biologiques, mais pas des systèmes agroécologiques) et dans leurs méthodes (pas de savoir-faire pour aborder la formation à l'approche systémique par exemple puisque pas de formation sur des systèmes).
- Les ressources financières sont trop faibles et aléatoires.
- Des besoins en renforcement des capacités existent dans tous les domaines (humain, matériel, foncier, financier, partenarial...).
- L'évaluation des formations et des centres de formation est faite.
- Le continuum formation-insertion des jeunes est généralement réalisé, mais il dépend des moyens qui sont faibles (10 centres ont un minimum de suivi post formation).

Afin de mieux guider l'étude, il a été choisi de mieux comprendre et d'analyser les éléments de fonctionnement de deux centres modèles pour la CEDEAO. C'est pourquoi une mission de terrain a eu lieu en février 2022, pour visiter le centre Songhaï au Bénin puis le Centre International de Développement Agropastoral (CIDAP) au Togo. Cette visite a permis de conclure que **ces deux modèles initiés par des initiatives privées individuelles ne sont pas reproductibles à l'identique, mais qu'en revanche, ils pourraient inspirer les autres centres de formation.** Chaque centre de formation est unique et doit s'adapter à son territoire en termes de contexte agro-pédo-climatique mais aussi d'histoire, de culture, de politique et de problématiques économiques et sociales.

Un classement des centres enquêtés en phase 2 a été fait pour chaque pays, selon les critères suivants :

- L'accessibilité géographique et sécuritaire du centre de formation
- Les compétences du centre de formation en agroécologie
- Les capacités des ressources humaines du centre de formation
- Les capacités de gestion du centre de formation
- La quantité et la qualité des infrastructures du centre de formation

Le classement des centres a pour objet de sélectionner un centre dans chaque pays pour recevoir un appui en phase 3 de l'étude. En effet, le PAE souhaite proposer un financement à un centre de formation par pays pour qu'ils développent un projet de formation en agroécologie. L'objet de la phase 3 de l'étude sera ainsi d'appuyer les centres à préparer un Plan de Travail et Budget Annuel en lien avec leur projet de développement de la formation en agroécologie.

Après échange avec l'équipe du PAE ainsi qu'avec les coordinateurs nationaux du PAE dans les 15 pays de l'étude, les centres suivants ont été validés pour recevoir un appui en phase 3 de l'étude.

Tableau 1 : 15 centres qui seront appuyés en phase 3

	Pays	Nom du centre	Classification typologie
1	Bénin	Ferme Agroécologique de Tchaoun Fora de l'Organisation des ruraux pour une Agriculture Durable (ORAD)	Idéal type 3
2	Burkina Faso	Le centre de promotion rurale (CPR) de Kodougou	Idéal type 2
3	Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional de Santa Cruz	Idéal type 2
4	Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Gagnoa-Lakota	Non enquêté en phase 1
5	Gambie	Centre de formation agricole de Pirang	Non enquêté en phase 1
6	Ghana	Kumasi Institute of Tropical Agriculture (KITA)	Idéal type 2
7	Guinée	Centre de Vulgarisation Agricole de Bamban	Idéal type 2
8	Guinée-Bissau	CIFAP S.Murialdo	Idéal type 2
9	Libéria	Centre de Formation Tumutu	Non enquêté en phase 1
10	Mali	Centre d'apprentissage agricole (CAA) de Koulikoro (Samanko)	Idéal type 3
11	Niger	Institut Privé de Formation (IPF) Kaouara Matameye	Idéal type 1
12	Nigéria	Centre ARMTI, Ilorin	Idéal type 1
13	Sénégal	Ferme des 4 chemins	Idéal type 1
14	Sierra Leone	University of Makeni (UNIMAK)	Idéal type 1
15	Togo	Centre d'Animation Rurale Tambimong Ogaro (CARTO)	Idéal type 1

Enfin, en fin de phase 2 des recommandations ont été émises pour l'accompagnement et l'appui des centres à réaliser en phases 3 :

- Type d'appui que le PAE pourrait proposer aux centres de formation :
 - Appui financier pur
 - Dotations ciblées pour le renforcement de la ressource humaine
 - Appui en équipement/matériel
- La forme d'appui peut également prendre plusieurs formes :
 - Appui sur mesure pour chaque centre de formation
 - Appui collectif et transversal via la création d'un collectif comprenant des représentants de chacun des centres appuyés
 - Une combinaison d'appuis individuels et collectifs

PRÉAMBULE DE CADRAGE

Ce préambule est révélateur de la complexité de définir l'agroécologie. S'entendre sur une définition quand le rapport traite de l'agroécologie est incontournable. En effet, malgré des standards définitionnels qui sont théoriques et conceptuels, de nombreuses interprétations sont véhiculées et pourraient biaiser la lecture de ce rapport. **Le parti pris par BRLi dans ce rapport est donc de se baser sur le socle de la définition de la FAO. La FAO a d'ailleurs dû établir une base de données, tellement l'agroécologie est définie et interprétée de multiples façons dans le monde.** En effet, il existe beaucoup de définitions, élaborées en de nombreux endroits de par le monde et par maints acteurs différents. Depuis les années 20, scientifiques et chercheurs emploient ce terme pour désigner l'application de principes écologiques au secteur de l'agriculture. Ce n'est qu'au début des années 1980 que les écologues, les agronomes et les ethnobotanistes ont désigné l'agroécologie comme une discipline à part entière.

La base de données de la FAO restitue les nombreuses facettes de la notion d'agroécologie, mais elle met également en évidence des éléments communs aux différentes définitions du terme, adaptés à chaque contexte. Le cadre conceptuel de la notion d'agroécologie élaboré par la FAO rend compte de ces éléments communs : elle a défini un cadre composé de dix éléments inspirés des principes communs sur lesquels se fonde l'agroécologie². Ils relèvent notamment d'aspects biophysiques et socio-économiques qui reposent sur les trois piliers du développement durable (les dimensions sociales, économiques et environnementales).

DÉFINITION COMMUNE³

L'agroécologie est une approche holistique et intégrée, qui applique simultanément des concepts et des principes économiques, écologiques et sociaux à la conception et à la gestion de systèmes agricoles et alimentaires durables, c'est-à-dire rentables, viables et vivables. Elle cherche à optimiser les interactions entre les plantes, les animaux, les hommes et l'environnement tout en répondant à la nécessité de systèmes alimentaires socialement équitables au sein desquels les producteurs vivent de leur métier et les consommateurs peuvent choisir ce qu'ils mangent et comment et où leur alimentation est produite. L'agroécologie peut-être à la fois une science, un ensemble de pratiques et un mouvement social (pas forcément les trois simultanément) et a évolué en tant que concept au cours des dernières décennies pour élargir son champ d'application, qui était auparavant axé sur les champs et les exploitations agricoles, afin d'englober l'ensemble des systèmes agricoles et alimentaires.

Elle représente aujourd'hui un domaine transdisciplinaire qui inclut les dimensions économiques, écologiques, socioculturelles, technologiques et politiques des systèmes alimentaires, de la production à la consommation. Il n'est plus possible de considérer séparément l'alimentation, les métiers et les revenus et/ou les moyens de subsistance, la santé et la gestion des ressources naturelles. Il est nécessaire d'adopter une réflexion systémique par le biais d'approches holistiques pour relever ces défis complexes et interdépendants. Le lien fondamental entre l'homme et la planète, avec des systèmes agricoles et alimentaires durables souligne l'urgence de prendre des mesures concertées et de mener des politiques visant à un changement transformationnel. Mettre fin à la pauvreté et parvenir à une faim zéro, tout en assurant une croissance inclusive et en gérant durablement les ressources naturelles de la planète dans le contexte du changement climatique et de la perte de biodiversité, ne sera possible que par des approches holistiques et intégrées qui respectent les droits de l'homme.

² FAO. 2018. Les 10 éléments de l'agroécologie. Guider la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables. Disponible sur : <https://www.fao.org/3/i9037fr/i9037fr.pdf>

³ Définition | Plateforme des connaissances sur l'agroécologie | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (fao.org)



L'agroécologie représente un cadre systémique global et complet pour orienter les politiques publiques vers des systèmes agricoles et alimentaires durables. Elle améliore l'efficacité publique en favorisant la conception et la mise en œuvre de politiques intégrées et interministérielles, en réunissant des secteurs agricoles et alimentaires souvent désagrégés. Elle engage activement les différentes parties prenantes par le biais de mécanismes interdisciplinaires qui favorisent une gouvernance responsable et transparente des ressources. En conséquence, les transitions agroécologiques peuvent soutenir la réalisation simultanée de multiples objectifs de durabilité - économiques, environnementaux, sociaux, nutritionnels, sanitaires et culturels - de manière holistique et intégrée à différents niveaux et échelles tout en étant adaptées à différents contextes environnementaux et culturels.

L'agroécologie est basée sur des processus ascendants et territoriaux, contribuant à apporter des solutions contextualisées aux problèmes locaux avec les personnes au centre. Il n'existe pas de méthode unique pour appliquer les approches agroécologiques - cela dépend des contextes locaux, des contraintes et des opportunités, mais il existe des principes communs qui ont été articulés dans le cadre des 10 éléments de l'agroécologie.

10 éléments définissent les caractéristiques importantes des systèmes et des approches agroécologiques, ainsi que les principaux éléments à prendre en compte pour créer un environnement favorable à l'agroécologie. Ces 10 éléments sont liés et interdépendants et représentent une façon simplifiée, mais holistique, de penser la réalité. Ils décrivent les composantes essentielles, les interactions clés, les propriétés émergentes et les conditions favorables souhaitées dans les transitions agroécologiques vers des systèmes agricoles et alimentaires durables :

1. LA DIVERSITÉ

Diversité des espèces, des races et des ressources génétiques ; diversité verticale ; diversité spatiale ; diversité temporelle.

2. LA CO-CRÉATION ET LE PARTAGE DE CONNAISSANCES

Dans le cadre du processus de production conjointe, l'agroécologie associe les savoirs traditionnels et autochtones, les connaissances pratiques des producteurs et des marchands et les connaissances scientifiques mondiales.

3. LES SYNERGIES

L'agroécologie prête une attention particulière à la conception de systèmes diversifiés qui associent de manière sélective les cultures annuelles et les cultures pérennes, les animaux d'élevage et les animaux aquatiques, les arbres, les sols, l'eau et les autres éléments des exploitations et des paysages agricoles. L'agroécologie met l'accent sur les partenariats, la coopération et la gouvernance responsable, qui font appel à différents acteurs à plusieurs niveaux.

4. L'EFFICIENCE

Les pratiques agroécologiques novatrices permettent de produire plus en utilisant de ressources externes (et pas forcément zéro).

5. LE RECYCLAGE

Le recyclage permet de réduire les coûts économiques et environnementaux de la production agricole. Lorsque des systèmes agroforestiers comprennent des arbres à racines profondes, par exemple, ceux-ci peuvent capturer les nutriments que les racines des végétaux annuels ne peuvent atteindre. Les systèmes cultures-élevage favorisent le recyclage de la matière organique par l'utilisation du fumier pour le compost ou directement en tant qu'engrais, et des résidus de cultures et des sous-produits agricoles pour nourrir les animaux.

6. LA RÉSILIENCE

Le renforcement de la résilience écologique va de pair avec celui de la résilience socio-économique. En effet, les humains font partie intégrante des écosystèmes.

7. LES VALEURS HUMAINES ET SOCIALES

L'agroécologie met fortement l'accent sur les valeurs humaines et sociales comme la dignité, l'équité, l'inclusion et la justice, qui contribuent toutes au volet des ODD concernant l'amélioration des moyens d'existence.

8. LES CULTURES ET TRADITIONS ALIMENTAIRES

En favorisant des régimes alimentaires sains, diversifiés et adaptés au plan culturel, l'agroécologie contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition, tout en préservant la santé des écosystèmes.

9. LA GOUVERNANCE RESPONSABLE

La gouvernance à l'échelon des territoires, des paysages et des communautés, notamment les modèles de gouvernance traditionnels et coutumiers, est extrêmement importante pour encourager la coopération entre les parties prenantes et maximiser les synergies, tout en limitant ou en gérant les compromis

10. L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET SOLIDAIRE

Elle rétablit le lien entre les producteurs et les consommateurs, fournit des solutions novatrices pour vivre compte tenu des limites de notre planète, tout en établissant les fondements sociaux d'un développement inclusif et durable.

L'Agroécologie est une approche obligatoirement systémique de l'alimentation d'un territoire, à la verticale comme à l'horizontale : elle permet de développer des interactions entre tous les types d'acteurs du territoire, entre toutes les productions liées au système alimentaire, entre toutes les filières, mais aussi entre les paysages et l'environnement politique et culturel, et pour tout cela au niveau économique, social et environnemental.

Cela doit se matérialiser par des systèmes de cultures (que cela soit des cultures vivrières, de rente et fourragères) alliant de l'élevage (tous types d'élevages) et de l'arbre (en termes d'arboriculture, de gestion forestière, de reboisement ou d'embocagement) qui permettent la gestion durable des sols, des eaux, des paysages et des acteurs qui occupent ce territoire. Elle valorise toutes les connaissances scientifiques modernes, mais aussi les connaissances endémiques plus anciennes, avec des approches sociales, environnementales, économiques, mais aussi politiques, humaines et stratégiques.

*L'agroécologie n'appartient pas au passé, mais le valorise.
Elle ne se résume pas à une approche seulement agricole.
Elle ne peut se résumer à une pratique agricole ou à une compilation de pratiques comme utiliser du compost et avoir une rotation de cultures.
Elle ne se concentre pas seulement sur des pratiques écologiques et/ou biologiques.*

INTRODUCTION

La politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest, l'ECOWAP, place le secteur agricole de manière centrale et insiste sur son rôle déterminant dans le développement durable du territoire de la CEDEAO. En effet, dans son document d'information sur les enjeux agricoles et alimentaires et sur la politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO explique que face à de multiples enjeux sociétaux, l'agriculture est indispensable aux économies nationales, à l'emploi, aux revenus et à la sécurité alimentaire des populations.

Au cours des prochaines années, les agricultures d'Afrique de l'Ouest devront répondre à une forte progression de la demande en termes d'emplois et d'alimentation, conséquence de la poursuite de la croissance démographique. La population de la région comptera plus de 500 millions de personnes en 2030. Enfin, l'agriculture joue un rôle déterminant dans l'aménagement de l'espace, la vitalité des territoires, la gestion des ressources naturelles et la préservation de l'environnement.

L'agroécologie est sentie comme une solution d'avenir pour toute la planète. Mais quelle agroécologie et pour quelles solutions ? Pour diffuser l'agroécologie, il faut former les acteurs à sa mise en œuvre.

Plus précisément, il faut former les producteurs actuels comme les futurs producteurs. Demander à un agriculteur de changer ses pratiques jusqu'à son système d'exploitation est un grand risque surtout quand il n'y a pas de filet de sécurité ; il faut l'accompagner. Pour la majorité des producteurs, le changement déstabilise et insécurise. C'est vraiment face à l'incontournable qu'on va vers l'innovation, quand il n'y a pas d'appuis et/ou de compensations. Accompagner le changement est donc très complexe. Former à l'agroécologie est un défi de taille, car il ne s'agit pas de former à des changements ponctuels de pratiques de çà et là, mais de penser et mettre en œuvre des systèmes d'exploitation entiers de manière totalement différente. Cette difficulté est rencontrée dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, car les premiers blocages ne sont pas économiques, mais sociaux (peur de l'échec, peur d'être différent).

Former à l'agroécologie demande ainsi des savoirs et savoir-faire nouveaux en termes de contenus et de méthodes. Encore très peu de centres de formation dans le monde maîtrisent complètement l'agroécologie, même si beaucoup commencent à tendre vers cette approche.

L'étude vise à identifier et à caractériser quel « patrimoine » de centres de formation en agroécologie il existe au sein du territoire de la CEDEAO et quels sont potentiellement les centres de formation les plus pertinents à appuyer de manière significative pour devenir des leviers stratégiques pour la formation continue des professionnels agricoles à plus grande échelle en agroécologie.

Ce rapport présente ainsi les résultats des phases 1 et 2 de l'étude. Dans un premier temps l'objectif et la méthodologie sont rappelés, puis le contexte global de la formation agricole dans la CEDEAO est présenté. Les résultats des enquêtes des phases 1 et la typologie et l'analyse qui en découlent sont présentés dans la partie 3. Puis les résultats des enquêtes de la phase 2 et l'analyse et le classement des centres sont détaillés dans la partie 4. Enfin, la partie 5 apporte des éléments de réflexion et de décision quant aux types d'appuis possibles et aux thématiques prioritaires à soutenir, dans le but de préparer la phase 3 de l'étude.



1. OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

1.1. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'objectif général de cette étude est de diagnostiquer la formation à l'agroécologie non diplômante pour être en mesure d'accompagner son développement dans le cadre de la transition agricole des pays de la CEDEAO. L'ambition est de développer et/ou de consolider, mais aussi de favoriser l'intégration des savoirs et des savoir-faire sur la formation (non diplômante) aux systèmes agroécologiques. Les pays ciblés par cette étude sont ceux de l'espace CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

L'étude s'est déroulée en deux phases, chacune ayant un objectif spécifique :

- Phase 1 - Réaliser un inventaire des centres de formation agricole proposant des cursus de formation en agroécologie ou agriculture durable, des initiatives existantes d'appui à ces centres et proposer une caractérisation et typologie simple de ces centres
- Phase 2 - Réaliser une étude approfondie des centres de formation agricoles répondant aux critères de ciblage du PAE pour en dégager les forces, faiblesses et les potentialités, les classer et proposer des thématiques pour un appui des centres de formation

En cours d'étude il a été proposé de rajouter une phase 3 dont l'objectif serait d'appuyer un centre de formation dans chacun des 15 pays de la CEDEAO afin qu'ils développent un projet de formation en agroécologie. Cette phase n'a pas encore eu lieu et n'est pas incluse dans ce rapport.

1.2. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

L'ensemble de l'étude a été réalisée par une équipe multiculturelle et pluridisciplinaire, composée d'une cheffe de mission et de 14 experts formation locaux, couvrant tous les pays concernés par l'étude. Seule la Gambie n'a pas été couverte par la présence permanente d'un expert sur place et c'est l'expert du Sénégal qui avait la charge du suivi des enquêtes. La cheffe de mission a encadré les experts à distance, elle a assuré un rôle de coordination et de production, notamment au niveau des rapports d'analyse. Les experts locaux ont eu pour mission la collecte de données au plus près des réalités de terrain, dans le cadre fixé, et la rédaction de notes de synthèses à destination de la cheffe de mission. La cheffe de mission a été en relation permanente avec le back-office du siège de BRLi, un appui technique ou méthodologique lui a ainsi été fourni en fonction de ses besoins.

1.1.1 Définition de l'agroécologie

Déterminer les termes clés d'un sujet à traiter et s'assurer d'une compréhension commune est quelque chose d'indispensable. Dès la réunion de démarrage, ces points ont été cadrés et une note de cadrage a été rédigée pour clarifier les tenants et les aboutissants de l'étude.

Comme présenté en préambule, **l'agroécologie est abordée et déployée de nombreuses manières avec de nombreuses visions**. Nous retenons dans notre étude la définition de la FAO présentée en préambule.

L'Agroécologie est une **approche complexe, mais pas compliquée**, (cf. les écrits d'Edgard Morin sur la complexité), elle nécessite une **adaptation très fine et co-construite à l'échelle locale**. Il en ressort un objectif commun : Réaliser une agriculture territoriale triplement performante au niveau économique, social et environnemental pour :



- Des performances économiques et sociales qui doivent permettre aux agriculteurs de vivre décemment et dignement de leur métier, dans de bonnes conditions de travail, quel que soit leur niveau de développement ;
- Un secteur d'activité qui doit fournir des emplois et permettre une alimentation saine, équilibrée et accessible aux habitants du territoire ;
- Permettre le renouvellement durable des ressources naturelles pour les générations futures par une performance environnementale élevée.

L'Agroécologie visée par l'étude est donc :

- **Une approche systémique** qui vise la création de systèmes agricoles (cultures/élevage/arbres) territoriaux adaptés localement. Ces systèmes intègrent la lutte intégrée, la valorisation des savoirs paysans... Nous ne sommes pas sur la seule vulgarisation de pratiques éparses particulières, mais sur la formation à l'agroécologie dans son ensemble et de manière systémique.
- **Les systèmes agroécologiques sont à transmettre dans leur ensemble.** L'ensemble des pratiques agricoles au sens large qui en découlent sont à articuler de manière cohérente et globale. C'est grâce à l'ensemble des pratiques combinées entre elles par des interactions logiques que l'on peut augmenter les résultats socio-technico-économiques tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des intrants de synthèse et sans détruire les ressources naturelles. La base de l'agroécologie se combine techniquement autour :
 - **des cultures gérées en agriculture de conservation** avec gestion de la fertilité des sols et gestion intégrée⁴ ;
 - **d'un ou des élevages** (intégration agriculture/élevage)
 - **et des arbres** (agroforesterie)

Avec en transversal et de manière induite la lutte intégrée, la gestion et la conservation des eaux, des sols et de la biodiversité, la gestion sociale de l'exploitation (le temps de travail, la pénibilité...), la gestion économique et financière de l'exploitation (marges, résultats, endettement...) et enfin la gestion environnementale de l'exploitation (gestion du sol, des ressources en eau, des émissions de carbone, de la déforestation...)

- L'agroécologie implique une **approche pluridisciplinaire** (agronomie, écologie, économie, sociologie, zootechnie, arboriculture, pédologie, hydrologie, anthropologie...) **et multi acteurs** (scientifiques, agriculteurs, conseillers, enseignants...) pour la **co-construction avec les producteurs** (prise en compte de leurs savoirs endémiques) de systèmes agricoles adaptés à chaque écologie, à chaque territoire, à chaque exploitation.
- Elle implique aussi une **approche territoriale** (travail sur les paysages, approche collective des topo-séquences et des bassins versants, travail sur le projet alimentaire du territoire et bassin d'emplois...).
- Elle impose **d'accompagner l'organisation du travail** (le calendrier cultural étant différent par rapport aux systèmes conventionnels), la pénibilité du travail (qui doit baisser quand les systèmes sont complets et maîtrisés), l'accès aux intrants (qui sont différents donc souvent hors circuits traditionnels), l'accès au crédit de campagne (les systèmes étant différents, les banquiers ou caisses de crédit rural n'ont pas de références), l'accès aux aides quand il y en a, car les références techniques sont différentes du conventionnel (plusieurs cultures en même temps dans la même parcelle par exemple...).

⁴ Ce mode de gestion regroupe l'ensemble des pratiques préventives visant à limiter l'émergence et le développement de la flore adventice pour faciliter, renforcer voire se substituer au désherbage. Le fondement de la gestion intégrée s'appuie avant tout sur le couple succession culturale – gestion du travail du sol. Cette base sera complétée par des pratiques agronomiques d'interculture (déstockage, implantation de cultures intermédiaires) ou de prévention : assolement, nettoyage des outils, ordre de récolte des parcelles, entretien du bord des champs, introduction d'infrastructures agroécologiques... Différentes techniques additionnelles permettent d'esquiver les principales levées d'adventices (décalage de la date de semis, faux semis), de maximiser la couverture du sol ou de compenser les pertes dues au désherbage mécanique (augmentation de la densité de semis).



1.1.2 Phase 1

1.1.2.1 Pré sélection de centres de formation en agroécologie

Il est important de préciser que la priorité a été de recenser des centres de formation en agroécologie. Si aucun ou peu de centres étaient identifiés comme formant en agroécologie, comme nous l'avons défini durant la réunion de démarrage, nous serions dans l'obligation de cibler des centres qui ne forment pas encore à l'agroécologie, mais qui font de la formation agricole au sens large. Les critères de pré sélection des centres de formation ont été les suivants :

- Avoir un **statut de centre de formation agricole** (mais sans forcément d'exclusivité sur l'agriculture) ou être agréé officiellement pour faire de la formation agricole tel certaines Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et/ou Chambre d'Agriculture. A contrario, une structure précaire comme un projet ne pouvait pas être ciblée ou encore un établissement scolaire à vocation diplômante (formation initiale).
- Faire de la **formation continue pour adultes** avec des formations professionnelles **qualifiantes ou certifiantes** mais non diplômantes.
- Avoir des **moyens humains, économiques et financiers stables et sereins** ou le potentiel d'en avoir ; être capable de gérer des subventions et de rendre des comptes ou en avoir le potentiel.
- Avoir la **disponibilité des informations à collecter**.
- **Avoir des partenariats** avec la recherche et/ou d'autres centres de formation et/ou des projets et/ou avec d'autres entités travaillant dans le développement agricole afin d'avoir un certain niveau d'ouverture vers l'innovation et la modernité et surtout une **capacité à évoluer**.

D'autres critères de présélection ont été définis comme préférentiels, mais non obligatoires :

- Avoir la capacité à réaliser des formations sur les systèmes agroécologiques en termes d'alternance théorie/pratique, de durée, de contenus, de méthodes...
- Avoir un certain rayonnement local en termes de formation.

1.1.2.2 Échanges avec des personnes-ressources

Afin d'affiner la pré-sélection des centres de formation, chaque expert national ainsi que la Cheffe de mission a fait appel à des personnes-ressources (cf. annexe 6) afin qu'ils partagent leurs expériences et analyses :

- **Mobilisation des réseaux de contacts** (notamment le réseau FAR) des experts nationaux pour identifier les centres de formation à enquêter.
- **Contact des correspondants du PAE**. Certains ont répondu à nos sollicitations en nous fournissant une liste de centres de formation potentiels à enquêter, nous avons pu échanger par téléphone avec d'autres, et quelques-uns n'ont pas répondu.
- **Contact de les partenaires et personnes-ressources** qui ont pu nous apporter leur vision et leurs connaissances de la formation en agroécologie : ONG AVSF, ONG Terres et Humanisme, GRET, et SupAgro Montpellier.



L'ensemble des partenaires contactés partage une vision de l'agroécologie qui défend les petites exploitations familiales et qui peut être biologique et équitable. Chacun cependant rend ces critères plus ou moins incontournables et les positionne à des degrés différents. En ce qui concerne la formation, suivant les partenaires, certains ont une image assez globale flexible tandis que d'autres en ont une idée plus restreinte. Par exemple, tout le monde ne pense pas la formation continue pour adultes avec des méthodes de pédagogie active où l'on co-construit entre formateurs et apprenants directement sur la parcelle, dans les exploitations et/ou avec des temps théoriques expliqués... Pour certains ce n'est pas considéré comme de la formation formelle faite par des centres de formation professionnelle.

1.1.2.3 Collecte des données sur les centres de formation

Une fois les centres de formation correspondants aux critères identifiés, ceux-ci ont été enquêtés par les experts nationaux à l'aide du logiciel Sphinx sur la base d'un questionnaire.

Un questionnaire d'enquête a été élaboré (annexe 2) afin de mieux caractériser les centres répondant aux critères de sélection. Le questionnaire a été testé par cinq experts dans cinq pays différents (Burkina Faso, Guinée, Côte d'Ivoire, Nigéria et Mali) afin de voir s'il était fonctionnel et compréhensible de tous. Suite à cela, des rectifications et ajustements ont été apportés afin de le fluidifier et de le préciser. Le temps pour répondre au questionnaire est d'une heure et demie (134 questions). Les experts ont ensuite réalisé les enquêtes par téléphone. SPHINX est un logiciel facile d'utilisation. Chaque expert a, grâce à un lien en ligne, pu compléter l'enquête. Ainsi une base de données dans SPHINX a été générée et elle est mobilisable sur Excel. La Cheffe de mission a un accès aux résultats au fur et à mesure que les questionnaires sont complétés. Le logiciel propose aussi une analyse des données.

1.1.3 Phase 2

80 centres de formation ont été enquêtés lors de la phase 1. En phase 2, il a été choisi d'enquêter de manière approfondie les centres les plus pertinents par rapport aux objectifs de déploiement de la formation à l'agroécologie. De plus, il a semblé stratégique de rajouter quelques centres qui n'avaient pu être enquêtés en phase 1 (notamment, car non identifiés initialement). Ainsi 48 centres ont pu être enquêtés en phase 2.

Les experts nationaux ont mené des entretiens approfondis (grâce à un guide d'entretien, avec des questions semi-ouvertes, voire ouvertes) ainsi que des visites sur site pour en tirer une analyse détaillée. Le but du questionnaire de la phase 2 était de confirmer ou d'infirmer les éléments d'informations collectés sur le centre, à distance en phase 1, et de donner plus d'éléments sur les contenus et les méthodes de formation, sur le type de formation et les publics reçus. Enfin, la visite avait vraiment l'intérêt de lier les informations théoriques aux dires des responsables de centre afin de connaître leurs motivations et leurs préoccupations réelles.

De plus, les centres « modèles » (CIDAP au Togo et Centre Songhaï au Bénin) ont été visités par la cheffe de mission pour mieux comprendre et analyser la vision de « l'idéal » visé par les pays de la CEDEAO.

Une fiche résumée par centre de formation permettant d'avoir les informations centrales est annexée à ce rapport (annexe 11). L'analyse de ces données est présentée dans la suite du rapport.



2 CONTEXTE GLOBALE DE LA FORMATION AGRICOLE DANS LA CEDEAO

L'Agriculture ouest-africaine est en transition. Après de longues périodes pendant lesquelles ce secteur a bénéficié d'une attention limitée, les pays d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires de développement reconnaissent son importance décisive pour une croissance diversifiée, la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction de la pauvreté. L'attention renouvelée portée à l'Agriculture se cristallise dans le cadre de la politique agricole régionale de la CEDEAO (ECOWAP) autour du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA / 2015-2025) mis en œuvre en Afrique de l'Ouest par la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et ses Etats-membres.

La reconnaissance du rôle essentiel de l'agriculture coïncide avec des mutations fondamentales du contexte régional et mondial pour la croissance agricole, suscitant des opportunités sans précédent ainsi que de nouveaux défis. Les effets conjugués d'une forte hausse de la demande, de prix agricoles plus élevés et d'une conjoncture macroéconomique et de politiques plus propices engendrent les conditions les plus favorables à la croissance agricole rencontrées depuis plus d'une trentaine d'années. Parallèlement, de nouveaux défis allant du changement climatique à une volatilité accrue des prix, en passant par des crises sanitaires mondiales (COVID19), menacent la capacité des Africains de l'Ouest à saisir ces opportunités.

D'autre part, et de manière non négligeable, les problèmes sécuritaires enraillent voire inhibent totalement le développement. Dans le cadre de son intervention, lors de la réunion du Groupe d'Orientation des Politiques (GOP) du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) les 25 et 26 janvier 2007 à Berlin, Monsieur Massaër DIALLO, Chef d'unité « Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et Sécurité, disait déjà :

« Les relations entre Sécurité, Gouvernance et Développement sont non seulement universellement reconnues, mais jugées très importantes. Les situations de conflit de plus de 7 ans entraînent une baisse de 15 % du revenu par tête et peuvent faire chuter de 2 points le taux de croissance de l'économie nationale. L'absence de sécurité hypothèque le développement et réciproquement la fragilité économique favorise les conflits et l'insécurité... »

Si on parle de développement et plus spécifiquement de développement agricole durable dans les 15 pays de la CEDEAO, on peut répartir de manière caricaturale ces pays en 3 grandes catégories différentes :

- Les pays qui ont toujours placé leur souveraineté alimentaire (agriculture vivrière...) au cœur de leur développement même si des problèmes sécuritaires les empêchent de pouvoir mener leur politique agricole comme ils le voudraient (Burkina Faso, Togo...).
- Les pays qui débutent les investissements sur leur agriculture vivrière et/ou qui débutent une préférence nationale sur leurs produits agro-alimentaires contrairement aux années précédentes où ils avaient misé sur les productions d'exportation ou sur d'autres secteurs d'activité en priorité (Bénin, Mali, Nigéria, Ghana...).
- Les pays qui continuent d'avoir une approche sectorielle très économique (agrobusiness) en ciblant des filières d'exportation plus forte marge économique à court terme et qui investissent peu dans la durabilité et la souveraineté de leur agriculture vivrière (Ghana..).



2.1 LES POINTS FORTS

Voici une analyse globale et transversale mettant en exergue les points faibles, les points forts, les opportunités et les menaces sur l'ensemble des pays de la CEDEAO.

D'UN POINT DE VUE TERRITORIAL

- Existence de centres de formation maillant le territoire et offrant une gamme variée de formations
- Les centres de formation sont souvent bien répartis sur les territoires de manière à englober les différentes zones agroécologiques

D'UN POINT DE VUE INSTITUTIONNEL

- Existence d'un cadre de références institutionnelles et législatives pour la formation professionnelle agricole et rurale
- Secteur agricole qui bénéficie globalement d'un soutien des gouvernements de sorte qu'il existe un environnement politique favorable qui soutient la formation agricole
- Propagation de la prise en compte de l'Agroécologie dans les politiques de développement agricole
- Ratification de conventions favorables au développement de l'Agroécologie (conventions sur la biodiversité, les changements climatiques, la lutte contre la désertification, le maintien de zones humides, etc.)
- Existence de dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes et des femmes par des financements, qui peuvent être complémentaires à ceux ciblant l'Agroécologie

D'UN POINT DE VUE PARTENARIAL

- Engagement des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) qui tend vers l'autofinancement de la formation au profit de leurs membres
- Des acteurs nationaux et internationaux qui développent des initiatives pour le développement de la formation Agricole et Rurale
- Forte implication d'acteurs venant de différents horizons (publics, privés, confessionnels, organisations paysannes et professionnelles, etc.)
- Existence d'ONG locales dynamiques agissant dans la promotion de l'Agroécologie et donc sur sa formation
- Communautés villageoises qui développent des expertises locales et des réseaux de diffusion des connaissances de paysan-à-paysan
- Existence de programmes de recherche engagés dans la recherche sur le développement et la mise en œuvre de l'Agroécologie
- Appui de plus en plus important de la part des partenaires techniques et financiers en faveur du développement de l'Agroécologie
- Développement d'initiatives privées indépendantes

D'UN POINT DE VUE DES RESSOURCES

- Vivier de techniciens supérieurs qui dispose de compétences techniques et aptes à la fonction de formateurs pour adultes
- Présence de centres de formation qui partagent l'orientation vers l'Agroécologie
- Centres de formation souvent très accessibles
- Centres de formation déjà existants qui pour la plupart disposent déjà d'installations pour accueillir des participants tout en accordant une attention adéquate à l'égalité des sexes
- Majorité de centres de formation qui a le potentiel d'avoir des sites de démonstration



D'UN POINT DE VUE DE L'OFFRE DE FORMATION

- Diversité des offres de formation surtout à destination du monde rural et agricole
- Développement de curricula de formation basée sur l'Approche Par Compétence (APC) à travers l'élaboration de référentiels et de Formation Modulaires Qualifiante (FMQ)
- Centres de formation qui dispensent déjà des contenus en lien ou induits à l'Agroécologie, tels que l'agroforesterie, la lutte antiparasitaire intégrée, la gestion des forêts et des ressources naturelles, le changement climatique et l'agriculture intégrée. Même si ce ne sont que des parties d'un tout sans lien systémique qui ne peuvent aboutir avec la même efficacité que le système dans son entier, c'est déjà un pas.
- L'Agroécologie est une approche qui a des points communs avec de nombreuses pratiques endémiques et ancestrales telle la diversification des cultures, la lutte biologique contre les ravageurs, la collecte des eaux pluviales...
- Les formations en Agroécologie, quand elles sont bien menées répondent de manière rapide aux préoccupations des agriculteurs : produire plus, gagner plus, baisser le niveau de pénibilité du travail (fin du labour, moins de sarclage, moins de transport d'eau, plus de diversité dans les productions, meilleure résilience aux aléas climatiques...)

2.2 LES POINTS FAIBLES

D'UN POINT DE VUE TERRITORIAL

- Accès difficile pour les producteurs aux matériels (semer en semis direct, canne planteuse...), intrants agricoles adaptés à l'Agroécologie (semences de plantes de couverture, semences pour les cultures souvent plus précoces et qui demandent des cycles de production différents par rapport à l'agriculture conventionnelle...)
- L'insécurité foncière et les conflits fonciers dans plusieurs régions limitent l'adoption intensive et à large échelle de nombreuses pratiques agroécologiques qui demandent la plantation d'arbres et la mise en œuvre de systèmes agricoles sur plusieurs années

D'UN POINT DE VUE INSTITUTIONNEL

- Faible coordination institutionnelle entre les mécanismes de financement de la FAR
- Faible harmonie entre les différentes stratégies nationales de promotion de l'Agroécologie
- L'Agroécologie encore insuffisamment prise en compte dans les outils de planification et de suivi-évaluation des politiques agricoles nationales
- Faible synergie entre les différents ministères (agriculture/élevage, environnement, finance, emploi, enseignement...) sur le positionnement de l'Agroécologie (approche pluridisciplinaire et systémique)
- Insuffisance des initiatives de soutien à l'installation des apprenants après la formation en Agroécologie
- Éclatement des tutelles des structures de formation professionnelle entre plusieurs ministères, d'où des difficultés de cohérence et de coordination

D'UN POINT DE VUE PARTENARIAL

- L'Agroécologie n'est pas promue à sa juste valeur, car elle est souvent trop amalgamée, à titre erroné, à des approches très environnementalistes ou très biologiques et donc à des approches peu productives et peu durables et qui demandent plus de travaux pénibles, car manuels (car le durable n'est pas qu'environnemental, mais économique et social aussi).
- Faible organisation et faible collaboration entre les acteurs du développement rural/agricole et agroalimentaire vis-à-vis du développement de l'Agroécologie
- Faible collaboration entre acteurs de la formation agricole publique et ceux du privé intervenant dans la formation à l'Agroécologie



- Faible prise en compte des formations à l'Agroécologie mises en œuvre par des acteurs privés et/ou informels par les services publics, même quand elles sont efficaces
- Faible adéquation entre les stratégies, les thématiques et les résultats de la recherche vis-à-vis de la formation à l'Agroécologie alors que la production de références locales au niveau technique et méthodologique est une base sine qua non pour la conception de modules de formation sur les systèmes agroécologiques

D'UN POINT DE VUE DES RESSOURCES

- Trop faible capacité d'accueil des centres de formation au regard de la demande des agriculteurs/trices pour un hébergement
- Faible niveau de financements nationaux (publics et privés) affectés à l'équipement et au fonctionnement des centres de formation
- En parallèle, dépendance continue des centres par rapport à l'aide extérieure
- Manque de moyens de fonctionnement (entretien des bâtiments, paiement de l'électricité, paiement des ressources humaines...), car manque de recettes pour les centres de formation
- Faible voire inexistence d'effectifs de professionnels (formateurs et vulgarisateurs) formés vraiment à l'Agroécologie dans son entièreté et ses spécificités holistiques

D'UN POINT DE VUE DE L'OFFRE DE FORMATION

- Offre de formation insuffisamment orientée sur les préoccupations présentes et concrètes des agriculteurs et des acteurs des filières agricoles. Il faut aborder l'Agroécologie par des portes qui répondent vite aux préoccupations et non par des angles d'approche trop théoriques loin des préoccupations de tous les jours.
- Offre de formation ne développant pas assez la dimension entrepreneuriale du métier d'agriculteur ou d'éleveur
- Faible mise en œuvre d'un suivi post formation qui accompagne l'insertion professionnelle des jeunes et/ou l'appropriation des contenus de formation dans la mise en œuvre des systèmes d'exploitation
- Méthodes et outils pédagogiques encore souvent inadaptés à la formation en Agroécologie : on ne forme pas de la même manière à la mise en œuvre d'une pratique ponctuelle qu'à celle d'un système intégrant les cultures, l'élevage et les arbres se déployant sur plusieurs saisons de cultures et non ponctuellement.
- Méthodes encore souvent trop livresques et théoriques, sans prise en compte des savoirs endémiques paysans
- Programmes de formation agricole en général peu adaptés au marché de l'emploi dans le secteur de l'agriculture
- Programmes de formation en Agroécologie trop souvent calqués sur les programmes de formation à l'agriculture « conventionnelle », avec des rajouts ponctuels de quelques pratiques plus environnementalistes
- Nombre restreint de demandes de formation vu les coûts de formation à l'Agroécologie quand il y en a



2.3 LES OPPORTUNITÉS

D'UN POINT DE VUE TERRITORIAL

- Évolution du contexte mondial et régional au niveau socio-économique, climatique et sanitaire qui incite à déployer une agriculture durable performante comme peut le proposer l'Agroécologie
- Une grande majorité, grandissante, de la population active dépend du secteur agricole et souhaite améliorer ses revenus et conditions de vie : s'approprier de nouveaux systèmes agricoles qui permettent d'améliorer la qualité de vie intéresse. Il s'agit de prouver comment l'Agroécologie peut améliorer les conditions de vie
- La non-résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs peut amener beaucoup de territoires à s'intéresser à une approche qui allie agriculture et élevage de manière très productive
- Le changement climatique est une opportunité face aux systèmes agricoles conventionnels très peu résilients devant une intensification des aléas et très demandeurs d'intrants de synthèse. L'Agroécologie est une approche qui s'adapte à toutes les écologies sous tous les climats et qui est très résiliente face aux aléas.

D'UN POINT DE VUE INSTITUTIONNEL

- Politiques régionales et nationales souvent en faveur de la croissance économique donc de l'agrobusiness. En effet, dans certains pays, la vision d'une Agroécologie très biologique et très environnementaliste donc peu productive, donnée par certains acteurs, ne convainc pas encore, car elle est encore mal perçue.
- Face à l'urgence de l'indépendance alimentaire des états, face au constat d'un besoin de coordination des approches pour plus d'efficacité, les institutions souhaitent jouer au niveau des politiques publiques pour engendrer le développement de l'Agroécologie
- Les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'échelle planétaire incitent à la diffusion de l'Agroécologie

D'UN POINT DE VUE PARTENARIAL

- Augmentation des dispositifs de financement relatif à la diffusion de l'Agroécologie de la part des partenaires techniques et financiers
- Présence de nombreux instituts de recherche agricole avec lesquels les instituts de formation peuvent collaborer pour adapter les systèmes agroécologiques localement et préparer les modules de formation

D'UN POINT DE VUE DES RESSOURCES

- Adaptation, innovation et recherche de solutions de la part des producteurs eux-mêmes face à leurs graves difficultés de survie
- Développement de l'utilisation des Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) dans les systèmes de production et de commercialisation
- Plus grande attractivité de l'Agroécologie pour les publics jeunes qui comprennent mieux les enjeux d'une agriculture plus adaptée aux problématiques environnementales, sociales et économiques et qui sont plus ouverts à de nouvelles méthodes par rapport à leurs aînés qui ont du mal à quitter leurs pratiques plus conventionnelles (brûlis, labour, sarclage, séparation des cultures et de l'élevage, ...).



2.4 LES MENACES

D'UN POINT DE VUE TERRITORIAL

- Existence des foyers de conflits armés graves inhibant tout développement

D'UN POINT DE VUE INSTITUTIONNEL

- L'incapacité des établissements à mobiliser des financements publics ou privés et à mettre en œuvre un modèle de centre de formation économiquement viable
- Les objectifs et les moyens mis en œuvre dans et par les politiques publiques sont peu en cohérence avec les préoccupations concrètes et urgentes du secteur agricole
- Les questions de propriété foncière prolongée créent des incertitudes dans l'acquisition et/ou tout simplement dans la gestion de terres pour les activités agroécologiques
- Les approches institutionnelles privilégient l'agriculture biologique au détriment de l'Agroécologie et risquent le développement de monoculture biologique pour satisfaire des marchés ponctuels, mais pas un besoin d'autosuffisance alimentaire durable
- L'Agroécologie n'est pas une somme de pratiques agricoles, mais une vision révolutionnaire de l'agriculture. La menace est que l'enjeu ne soit pas perçu ou qu'il fasse peur. Il faut repenser l'ensemble des politiques publiques pour aller vers son déploiement et pas une suite de politiques publiques sans cohérence ni coordination : il est nécessaire de penser de manière holistique, le foncier, l'insertion professionnelle, l'agriculture, les services bancaires, les infrastructures routières, les exportations de denrées alimentaires, les importations d'intrants agricoles, les assurances, les formations, la forêt, la gestion des déchets, les modes de gestion des élevages ruminants et hors sol, les énergies...

D'UN POINT DE VUE PARTENARIAL

- L'amalgame fait par beaucoup de partenaires entre l'Agroécologie et l'agriculture biologique avec une focalisation sur le « zéro intrant de synthèse » et pas forcément sur des systèmes agroécologiques bénéfiques au niveau économique, social et environnemental. Cela induit des pratiques agricoles consommatrices de temps et pénibles, quelquefois pires que les pratiques traditionnelles et pour pas beaucoup plus de revenus supplémentaires. Le tout détourne l'attention des producteurs.

D'UN POINT DE VUE DES RESSOURCES

- Des formateurs en nombre insuffisant, vieillissant et souffrant d'un manque de valorisation de leur fonction
- Des Partenaires Techniques et Financiers qui veulent mettre « la charrue avant les bœufs » : le risque est de vouloir vite former beaucoup de producteurs alors que les formateurs ne sont pas encore formés eux-mêmes et que la recherche appliquée n'a produit aucune référence sérieuse pour monter des systèmes durables prêts à la vulgarisation.



2.5 INITIATIVES DE SOUTIEN EXISTANTES ET SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉ AVEC LE PAE

Nous avons pu recenser des initiatives de soutien à la formation rurale et agricole, comme à l'Agroécologie, mais aussi de manière transversale des initiatives de soutien au développement agricole en général. Ce travail a été réalisé dans tous les pays sauf pour la Gambie et en Guinée Bissau pour lesquels nous n'avons pas eu de retour. Une présentation plus détaillée des initiatives de chaque pays est présentée en annexe 4. Dans la partie qui suit, nous avons essayé de faire ressortir l'essentiel.

Il y a donc trois domaines dans lesquels on a recensé des initiatives de soutien, en lien avec l'étude :

- La formation rurale et agricole
- La diffusion de l'agroécologie
- Le développement agricole en général

Ce recensement n'est pas exhaustif.

2.5.1 Initiatives de soutien à l'agroécologie

Toutes les initiatives citées ci-dessous dévoilent la diversité et l'hétérogénéité des approches concernant l'Agroécologie :

- Ceux qui ont un regard très environnementaliste et qui voient forcément l'Agroécologie comme une approche agronomique biologique
- Ceux qui voient l'Agroécologie comme un mouvement social, défendant la petite agriculture paysanne
- Ceux qui voient l'Agroécologie comme une approche de l'Agriculture qui permet des résultats triplement performants au niveau économique, social et environnemental.

Les actions concrètes menées par ces différents projets n'amèneront donc pas aux mêmes résultats et à la même appropriation par les producteurs. Les formations adaptées à chaque vision ne seront pas les mêmes non plus.

La liste qui suit correspond aux initiatives d'appui à l'Agroécologie et équivalent, recensées dans huit pays de la CEDEAO :

NIGER

- Projet de Recherche Action pour la promotion de l'Agroécologie au Niger (RAPAN), financé par Suissaid
- Mise en place d'un Réseau des acteurs de l'Agroécologie dénommé « Raya karkara » qui veut dire « faire revivre le monde paysan », toujours soutenu par Suissaid et d'autres partenaires nationaux et internationaux. Ce réseau a pour but d'œuvrer pour l'émergence d'un mouvement social fort et éclairé en faveur de la promotion de l'agroécologie en vue de la concrétisation effective du droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire au niveau national, régional et international.
- Construction et équipement d'un laboratoire « Agroécologie » au niveau de l'université de la région de Tillabéry. L'idée est de conduire des activités de recherche sur les innovations en Agroécologies et de former des enseignants et des étudiants de l'université de Tillabéry.



CÔTE D'IVOIRE

- Appui financier de l'AFD pour le développement d'une agriculture durable. Par exemple, dans le cadre du Projet d'appui à la résilience des Systèmes Cotonniers du nord de la Côte d'Ivoire (Resco), l'Agence française de développement (AFD) et la Côte d'Ivoire ont signé une convention de financement de 40 millions d'euros le jeudi 29 avril à Abidjan ; l'objectif est d'encourager les producteurs à gérer et à cultiver la terre de façon plus durable pour préserver l'environnement et améliorer la qualité de l'alimentation de la population ivoirienne.

NIGÉRIA

- Projet « Promoting Integrated Landscape Management & Sustainable Food Systems in the Niger Delta Region in Nigeria » (PPG). Ce projet a pour but de promouvoir des systèmes durables de cacao et d'huile de palme et la restauration des paysages afin de fournir de multiples services écosystémiques.

BÉNIN

- Projet « Intégration de l'Agriculture Ecologique Biologique (AEB) dans les systèmes agricoles en Afrique (EOA) ».
- Projet TAZCO2 : Transition Agroécologique dans les Zones Cotonnières, financé par l'AFD. L'objectif est d'améliorer durablement la gestion de la production de coton par la restauration et l'amélioration de la fertilité des sols et par plus largement l'adoption de pratiques agroécologiques.
- L'association Entreprise Territoires et Développement (ETD) a lancé un nouveau projet au Bénin dénommé « PROSOL » avec l'appui financier de la GIZ. Il s'agit d'un projet sur la Promotion et la diffusion des techniques et protection et de réhabilitation des sols à travers le réseau des ESOP dans les communes cibles du PROSOL au Bénin. La présente action vise à porter à l'échelle les essais réussis en matière de protection et réhabilitation des sols auprès des producteurs membres de six ESOP des communes cibles du projet au Bénin. ETD fait la promotion d'entreprises à travers le développement des filières riz et soja au Bénin. Ce système d'accès au marché dénommé ESOP a pour but de sécuriser durablement le revenu de petits et moyens producteurs agricoles.

MALI

- Projet D'Appui à la Transition Agro-Ecologique (AgrECO) en zone cotonnière. L'objectif général est l'appui à la transition agroécologique des systèmes de production et l'amélioration des revenus des productrices et des producteurs en zone cotonnière.
- Programme de promotion des systèmes de cultures agroécologiques et de protection des sols au Mali. L'objectif visé est la durabilité et la résilience de l'agriculture pluviale familiale, qui est particulièrement affectée par le changement climatique ; il s'agit de promouvoir une utilisation responsable des sols et des ressources en eau basée sur les principes de l'agriculture de conservation (partie intégrante de l'Agroécologie).

GUINÉE CONAKRY

- Promotion de l'Agroécologie et précisément de la gestion Intégrée des Ressources en Eau productive (partie intégrante de l'Agroécologie) dans les filières ananas et pomme de terre en Basse Guinée et Moyenne Guinée (AGIRE). L'objectif est d'améliorer durablement les revenus des entrepreneurs et organisations actives dans les filières ananas et pommes de terre dans les régions de Kindia et Mamou par le renforcement de l'offre de services agricoles y compris l'eau productive et le conseil en Agroécologie.

LE CAP-VERT

- Projet agroécologique sur les zones protégées mis en œuvre par l'Association des amis de la nature et le CERAI. Ce projet favorise la diffusion de la connaissance agroécologique avec entre autres choses, l'intégration de l'agriculture et de l'élevage.



LA SIERRA LEONE

- Projet “Voluntary Guidelines on the Governance of the Tenure of Land, Fisheries and Forests” (VGGT). Ce projet est axé sur le soutien de la mise en œuvre des Directives volontaires sur la gouvernance du régime foncier des terres, des pêches et des forêts afin de permettre : i) un environnement propice à l’investissement responsable dans les systèmes agricoles et alimentaires ; ii) la gestion intégrée des ressources naturelles des hauts plateaux de Fouta Djallon ; iii) de promouvoir le concept de foresterie communautaire de la Sierra Leone ; iv) de protéger les droits fonciers coutumiers des femmes et soutenir l’adaptation durable aux changements climatiques dans les communautés de pêche artisanale marine.

2.5.2 Initiatives de soutien à la formation rurale et agricole

En ce qui concerne la formation rurale et agricole, nous avons pu collecter des données dans huit pays de la CEDEAO. La liste plus détaillée avec les périodes et les montants de ces initiatives est en annexe 4 :

BURKINA FASO

- Projet d’Appui pour le Développement de l’Emploi des Jeunes en Milieu Rural (PADEJ-MR). Ce projet intègre un objectif de renforcement du dispositif d’Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (EFTP) grâce à la réhabilitation et à l’équipement de 6 centres de formation professionnelle et de 4 centres de promotion rurale. D’autre part, il vise l’amélioration des compétences des jeunes grâce à des formations qualifiantes aux métiers prioritaires contenus dans le PNDES (agro-sylvo-pastoral, bâtiment et travaux publics (BTP), artisanat et métiers émergents) adaptés aux besoins du marché du travail avec un objectif de 1 300 jeunes, dont 50% de femmes.

GHANA

- Projet “Creating Competitive Livestock Entrepreneurs in Agribusiness” (CcLEAR-CSIR) qui organise entre deux semaines à un mois de formation pour les éleveurs porcin utilisant la technologie de l’OMI
- Formation des femmes pour l’utilisation des tracteurs et la gestion de leur maintenance. Le centre de formation de WENCHI est spécialisé en mécanisation agricole. Il a pour visée d’améliorer les compétences et les connaissances des bénéficiaires en ce qui concerne les machines agricoles modernes disponibles et leur utilisation. Il travaille aussi à renforcer les réseaux de soutien locaux pour briser la barrière et les mythes entourant l’utilisation des machines agricoles par les femmes, et améliorer les aspects sociaux de la situation économique des femmes bénéficiaires.

NIGER

- Projet de Formation des Producteurs Ruraux (FOPRO3), financé par la coopération suisse. Ce projet vise le renforcement des capacités techniques des 17 centres de formation, dont les Centres de formation aux Métiers (CFM) et les Centres de formation Professionnelle et Technique (CFPT)
- Projet d’Emploi des Jeunes et Inclusion des Productrices (PEJIP) financé par la Banque mondiale dans les 8 régions du Niger. Ce projet vise la formation de 8000 jeunes sur 16 métiers en amont et en aval de la production agricole (irrigation, intrants agricoles, transformation, commercialisation)
- Projet de Développement des dispositifs de Formation Agricole, financé par Swisscontact. Ce projet appuie la création et l’installation de plusieurs Sites Intégrés de Formation Agricole à l’échelle nationale (actuellement, il y a plus de 50 centres de formation). Il s’agit principalement de former les jeunes de 14 à 35 ans, déscolarisés ou non scolarisés avec modules de formation qualifiante de courte durée pour permettre à l’apprenant de maîtriser et de mettre en œuvre rapidement de nouvelles activités agro-sylvo-pastorales au niveau de son exploitation familiale dans le but de diversifier et sécuriser les revenus de la famille.



- Projet de Développement des Compétences pour la Croissance (PRODEC), financé par la Banque mondiale. Ce projet vise la création et la mise à niveau des centres de formations des ruraux à travers les Sites d'Apprentissage Agricole (SAA) et les Centres des Formations des jeunes Agriculteurs (CFJA). La finalité est la professionnalisation des métiers de l'agriculture et de l'élevage ainsi que des métiers connexes (transformation agroalimentaire, maintenance des équipements agricoles) en fonction des réalités agroécologiques.

TOGO

- Projet pour la « Structuration et l'Amélioration de la Formation Agricole et Rurale et de l'Insertion » (SAFARI). Il vise à renforcer les capacités techniques, administratives, comptables et de gestion des centres de formation agricole et rurale.

SIERRA LEONE

- Subvention de \$ 30 millions que l'Association internationale de développement (IDA), guichet concessionnel de la Banque mondiale, a approuvé en juillet 2020 pour la Sierra Leone afin de soutenir sa productivité agricole et l'accès aux marchés pour ses petits exploitants agricoles et agro-industriels. Il s'agit d'un financement supplémentaire en faveur du « Projet de commercialisation des petits exploitants et de développement de l'agro-industrie (SCADeP) » et qui devrait favoriser les investissements dans les routes, la construction de ponts et faciliter l'accès vers les localités les plus reculées qui disposent d'une forte production agricole. En outre, il permettrait d'augmenter la fourniture de semences améliorées et d'engrais. Surtout, il a pour objectif d'aider ce secteur à redémarrer après la pandémie de la Covid.

BÉNIN

- Mise en place du Réseau de Développement d'Agriculture Durable (REDAD) qui forme des formateurs (alphabétisation, visites d'échanges, appui-conseil) pour ensuite déployer l'Agriculture durable auprès des producteurs.
- Mise en place du Réseau AlimenTerre représenté par le Centre Régional de Recherche et d'Éducation pour un Développement Intégré (CREDI-ONG). Ce réseau fournit des vidéos et des documentaires pour former, informer et sensibiliser.

MALI

- Projet ACEFOR 2 qui appuie la compétitivité des entreprises par la formation professionnelle. Le projet vise à améliorer la compétitivité des acteurs économiques et à diversifier les solutions d'emplois pour les jeunes, en améliorant l'offre locale de formation professionnelle notamment dans le secteur agricole.
- Projet « Formation professionnelle, insertion et appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux » (FIER). L'objectif global du projet FIER est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et des revenus des actifs ruraux. Son objectif de développement vise à promouvoir l'emploi rémunérateur durable pour les jeunes ruraux.

LE CAP-VERT

- Charte nationale de formation qui intègre Éducation, Formation et Emploi. Cette charte vise à contribuer au progrès et au développement de l'enseignement technico-professionnel, dans un cadre intégrateur, en s'appuyant sur les expériences existantes et en envisageant les mesures et propositions nécessaires à la structuration et au fonctionnement d'un système intégré d'éducation/formation/emploi, de nature à répondre aux impératifs de développement du tissu économique et productif et aux aspirations des citoyens et de la société en général.



2.5.3 Synergies avec le PAE

Le PAE est axé sur quatre composantes opérationnelles et une composante de coordination :

- Composante 1 : Appui à la transition agroécologique pour les acteurs locaux
- Composante 2 : Formation et renforcement des capacités pour l'intensification agroécologique et l'agriculture durable
- Composante 3 : Appui-conseil et vulgarisation des innovations technologiques pour l'intensification agricole durable adaptées aux modes de production des petits producteurs agricoles
- Composante 4 : Echanges, capitalisation politiques publiques
- Composante 5 : Coordination et Gestion du Programme

On ressent au travers de toutes les initiatives de soutien recensées qu'elles sont toutes complémentaires à au moins un des axes.

Cependant, il faut noter que certaines approches différentes peuvent intensifier ou pas l'atteinte des objectifs liés aux composantes, notamment les approches :

- qui visent la souveraineté alimentaire nationale
- qui visent avant tout le non-emploi de pesticides ou des résultats en termes d'écologie pure
- qui visent à développer en priorité une agriculture rentable plus que durable

Si on prend les axes du PAE de manière séparée, les initiatives de soutien à la formation agricole et/ou à l'agroécologie et/ou au développement agricole en général s'insèrent et vont dans le même sens d'au moins un axe. C'est plus rare que des initiatives visent tous les axes simultanément. En fonction des approches différentes citées ci-dessus, les initiatives de soutien peuvent aussi amener à des résultats complémentaires et d'autres à des résultats freinant ou inhibant les actions du PAE.

En effet, vouloir développer des filières de rente pour leur rentabilité à court terme (approche économique, mais peu environnementale) ou vouloir développer des agricultures biologiques imposant plus de pénibilité au travail et moins de production sont de premières démarches qui ne sont pas la même chose que de former à une approche systémique (comme celle de l'agroécologie) qui se déroule sur plusieurs années, sur plusieurs productions simultanées sur la même parcelle (cultures/élevage/arbres) et en alternance avec d'autres cultures sur plusieurs années (alternance céréales/légumineuses). Ces premières démarches, qui peuvent être des « portes d'entrée » donnent une image positive en premier lieu, mais peu de résultats économiques et sociaux. Il faut ensuite dérouler la suite de la formation à la maîtrise du système dans son ensemble. La diffusion de l'agroécologie est plus complexe et plus longue, mais amène à une triple performance économique, sociale et environnementale, quand elle est bien menée. L'agroécologie permet de développer la souveraineté alimentaire et permet de limiter les importations, de vivre dignement de son métier et de protéger les ressources naturelles pour les générations futures.

En théorie toutes les initiatives sont complémentaires, mais en réalité, si elles sont menées sans coordination ni homogénéisation des approches, elles peuvent devenir des freins les unes vis-à-vis des autres. Par exemple, appuyer le développement d'une culture (vivrière ou de rente) pourrait inciter à la monoculture alors que si on diffuse des systèmes de cultures on arrivera à un développement plus durable. Inciter à la baisse des pesticides sans proposer d'alternatives durables, c'est-à-dire performantes, aussi au niveau social (temps de travail et pénibilité ...) et économique n'est pas pertinent.

Une cellule de coordination du développement agricole, comprenant les axes transversaux recherche, formation et vulgarisation peut devenir indispensable si on veut un développement durable efficace.

3 RÉSULTATS DE LA PHASE 1

3.1 LES CENTRES ENQUÊTÉS

Quatre-vingts centres de formation ont été enquêtés. Au départ 91 avaient été recensés, mais il n'a pas été possible d'enquêter certains, souvent pour des raisons d'indisponibilité des responsables. Les centres de formation de la Gambie n'ont pu être enquêtés en phase 1 par manque d'un relais local sur place (mais ils ont finalement pu être enquêtés en phase 2). Nous avons également eu des problèmes de disponibilité des centres au Cap Vert.

Tableau 2 : Centres de formation enquêtés en phase 1, par pays

N°	Pays	Nombre de centres présélectionnés	Nombre de centres enquêtés		
			Nombre	Pourcentage	Notes
1	Bénin	7	7	100%	
2	Burkina Faso	10	10	100%	dont 1 test
3	Cap Vert	9	5	56%	
4	Côte d'Ivoire	8	7	88%	dont 1 test
5	Gambie	6	0	0%	
6	Ghana	6	6	100%	
7	Guinée-Bissau	3	3	100%	
8	Guinée Conakry	3	3	100%	dont 1 test
9	Libéria	4	4	100%	
10	Mali	7	7	100%	dont 1 test
11	Niger	9	9	100%	
12	Nigéria	4	4	100%	dont 1 test
13	Sénégal	5	5	100%	
14	Sierra Leone	5	5	100%	
15	Togo	5	5	100%	
	TOTAL	91	80	88%	

Au Nigéria, une liste importante de centre avait été recensée, mais il s'est avéré que beaucoup ne répondaient pas aux critères de sélection des centres définis en début de phase 1.

3.2 LES RÉSULTATS D'ENQUÊTES

3.2.1 Le statut des centres de formation

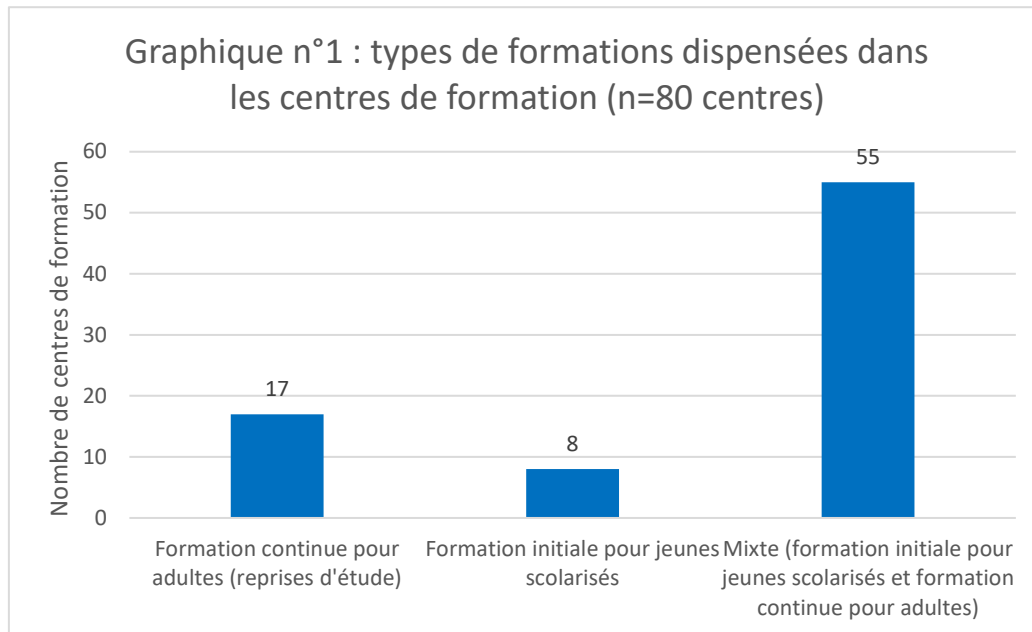
Sur les 80 centres enquêtés, nous avons enquêté 26 centres publics. Dans un premier temps l'étude a privilégié l'analyse des centres privés au nombre de 54, pensant que les centres publics auraient d'autres initiatives de soutien. Suite aux échanges avec le COPIL, il a finalement été décidé d'inclure les centres publics à l'analyse des résultats. En effet, il a été constaté que dans certains pays, les centres publics étaient les seules références professionnelles et stables sur qui s'appuyer. D'autre part, les centres publics ont un réel potentiel stratégique dans la formation des formateurs. Par conséquent, l'analyse générale présentée ci-dessous caractérise l'ensemble des 80 centres de formation enquêtés.



3.2.2 Les types de formation proposés

Sur 80 centres de formation enquêtés, 17 font exclusivement de la formation continue pour adultes. 55 centres sont des centres mixtes qui proposent de la formation continue, mais aussi de la formation initiale. Les autres (8 centres) font de la formation initiale ou diplômante ou font de la recherche, organisent des séminaires, des ateliers sur l'agroécologie... En effet, nous avons demandé aux experts nationaux de cibler des centres faisant de la formation continue autant que possible.

Figure 1 : Types de formations dispensées dans les centres de formation

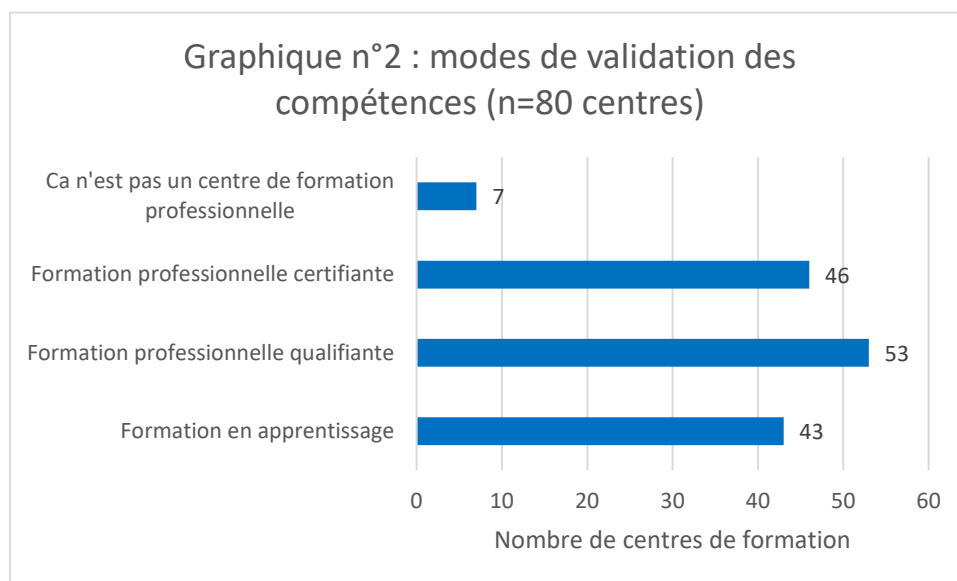


53 centres font de la formation professionnelle qualifiante, 46 font de la formation certifiante et 43 ont répondu faire de la formation en apprentissage. Il s'agirait là aussi de creuser plus avant la question pour savoir si tous les centres ont bien les mêmes définitions des termes. La notion de qualifiante et de certifiante est à creuser avec les centres de formation lors des enquêtes approfondies de la phase 2.

En effet, les formations qualifiantes ne débouchent pas sur un diplôme ou un titre spécifique. A visée professionnelle immédiate, elles permettent d'obtenir une attestation de stage en fin de formation ou un certificat d'aptitude lié à un domaine de compétences spécifiques.

La formation certifiante tout comme la formation qualifiante a une visée professionnelle immédiate. En revanche, la formation certifiante est en lien direct avec un métier précis, et non un domaine de compétences. Ainsi, le certificat de qualification est souvent reconnu par la branche professionnelle qui l'a créé.

Figure 2 : Modes de validation des compétences



Sur les 43 centres qui font de la formation en apprentissage, 37 centres font aussi des formations qualifiantes et/ou certifiantes, et 6 font exclusivement de la formation en apprentissage⁵. Pour former à l'agroécologie ou toute autre thématique agricole destinée aux agriculteurs et encore plus quand il s'agit d'approche systémique, il est nécessaire d'alterner des temps d'apprentissage de concepts théoriques (pourquoi je dois faire cela) et des temps d'apprentissage pratiques (comment je dois faire cela). Les temps théoriques peuvent être gérés, méthodologiquement parlant, de manière ludique. Ils ne sont pas forcément en salle. Ils peuvent avoir lieu au bout d'une parcelle. Ils doivent permettre aux apprenants adultes de valoriser leurs savoirs endémiques. En ce qui concerne les temps liés à la mise en pratique, ils doivent faire l'objet de démonstrations où on peut montrer ce qu'il faut faire et comment il faut le faire. La question qui reste ouverte est : est-ce que les centres enquêtés en phase 1 et qui ont déclaré faire de la formation en apprentissage, sont des centres qui sont agréés « centres d'apprentissage » comme c'est défini en bas de page, où sont-ils des centres qui alternent des périodes de théorie en centre et des périodes pratiques en entreprise ? La phase deux permettra de répondre à cette question pour les centres concernés par la sélection en phase 2.

⁵ Une formation en contrat d'apprentissage s'effectue en alternance dans un CFA (Centre de Formation d'Apprenti) et une entreprise. Elle a vocation diplômante et permet d'acquérir une qualification professionnelle validée par un diplôme d'état ou un titre reconnu au RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles).

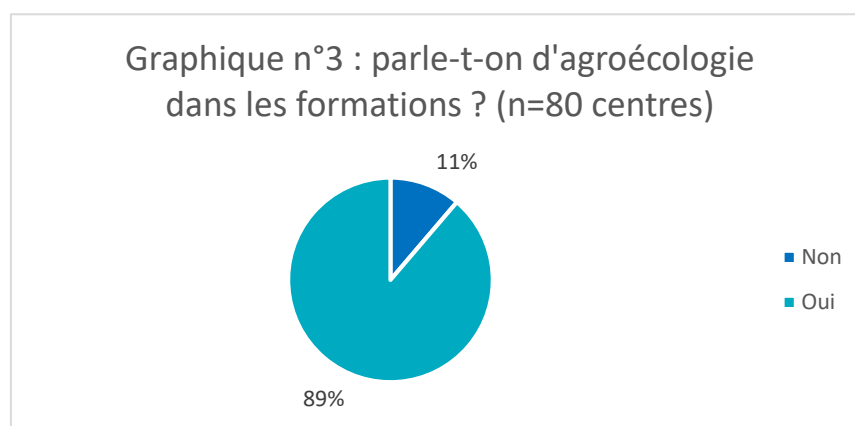


3.2.3 Des centres de formation qui traitent déjà de l'agroécologie en la nommant et d'autres non

L'objectif de l'étude est de proposer des recommandations pour soutenir et déployer la formation à l'agroécologie afin d'intensifier la durabilité du secteur agricole dans ses trois domaines de performance – économique, social et environnemental – pour assurer l'avenir futur des pays de la CEDEAO. Dans ce cadre, sur les 80 centres enquêtés, on peut se demander combien forment déjà à agroécologie ou au moins nomment cela dans des contenus de formation. Nous avons posé la question et **89 % ont répondu qu'ils parlaient d'agroécologie dans leur centre, soit 71 sur 80 centres enquêtés.**

Q78. Parle-t-on d'agroécologie dans les formations ?

Figure 3 : Parle-t-on d'agroécologie dans les formations ?



Les différences d'appellations ne sont pas à prendre à la légère. Derrière un nom se cache des concepts, des approches, des activités et des méthodes différentes. Il peut et il y a souvent des points transversaux à ces approches et des activités identiques mises sous des intitulés différents. Mais comme nous l'avons bien redéfini au démarrage de l'étude, nous cherchons à développer une approche précise amenant à des résultats précis. Toutes ces approches n'amènent pas à la même finalité globale.

Souvent on constate que ceux qui utilisent le mot agroécologie ont des approches différentes :

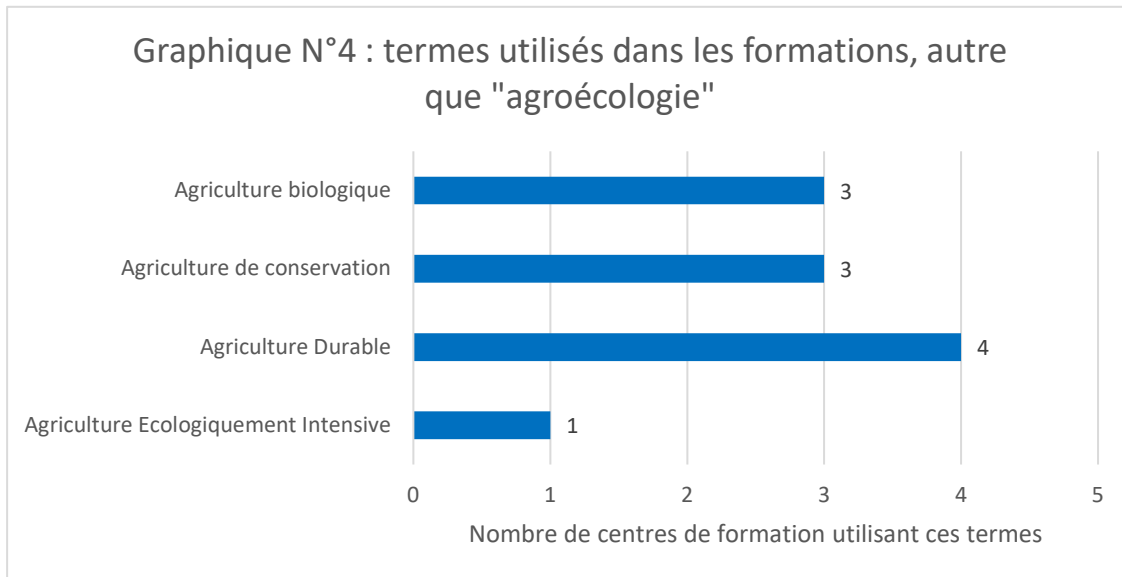
- Approche 1 : plutôt environnementaliste. Ceux-ci parlent exclusivement d'agriculture biologique.
- Approche 2 : liée à un mouvement social. Ils défendent la petite agriculture familiale souvent biologique aussi. Les pratiques agroécologiques sont souvent manuelles et demandent beaucoup de travail pour peu de productivité.
- Approche 3 : qui vise la triple performance (économique, sociale et environnementale) des exploitations agricoles, permise par des systèmes qui allient cultures avec des techniques d'agriculture de conservation et de la lutte intégrée, le tout intégré à l'élevage et à des arbres (arboriculture, arbres fourragers, haies vives, cordons anti érosif, ou autres). Les pays qui veulent développer leur secteur agricole recherchent cette triple performance.

Parmi les 9 centres qui ont dit ne pas parler d'agroécologie, seul un centre ne le traite pas du tout (le centre du São Lourenço dos Orgãos au Cap Vert – Enquête n°78).

Pour les 8 autres centres, ceux-ci utilisent des mots différents comme Agriculture Durable (pour 3 d'entre eux) ou Agriculture Ecologiquement Intensive (pour 1 d'entre eux). On pourrait dire que ces deux appellations se retrouvent dans l'approche 3, citée précédemment, tandis que l'Agriculture Biologique (pour 3 d'entre eux) est dans l'approche 1. Enfin, 3 n'utilisent pas l'appellation d'Agroécologie, mais forment à des pratiques similaires.

Q79. Quel autre terme parallèle ou induit utilise-t-on ?

Figure 4 : Termes utilisés dans les formations, autre que "agroécologie"



Sur les 80 centres enquêtés, les résultats nous montrent que 69 centres, soit 86%, disent que la formation à l'agroécologie intègre entre 1 à 7 cursus de formation.

Q81. Quel est le nombre de modules de formation qui intègrent la formation à l'agroécologie ?

Figure 5 : Intégration de l'agroécologie dans les modules de formation des centres

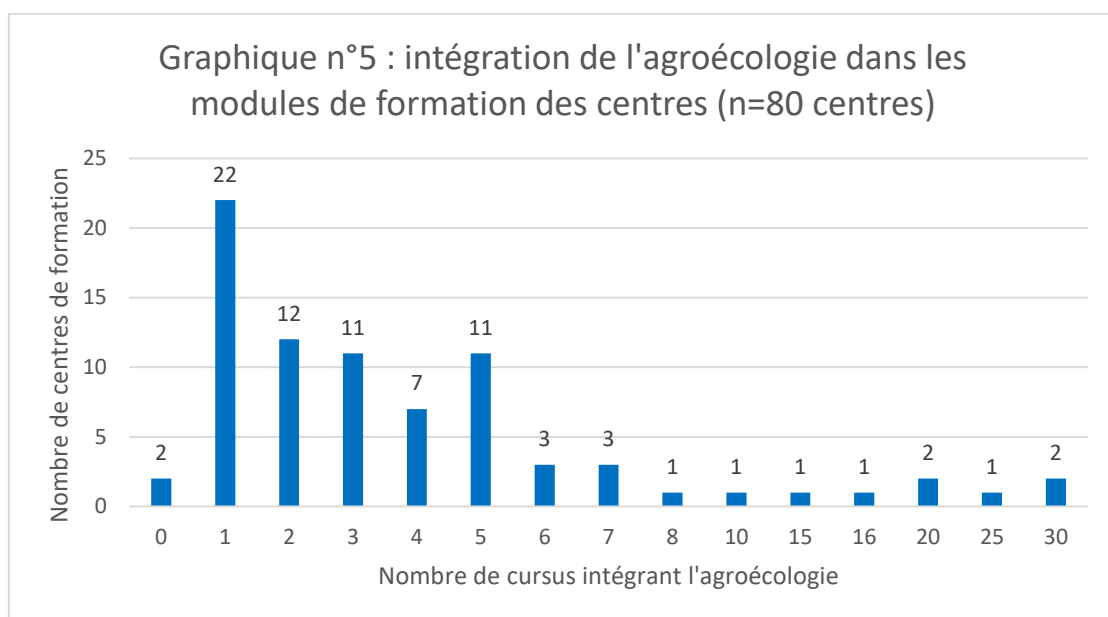
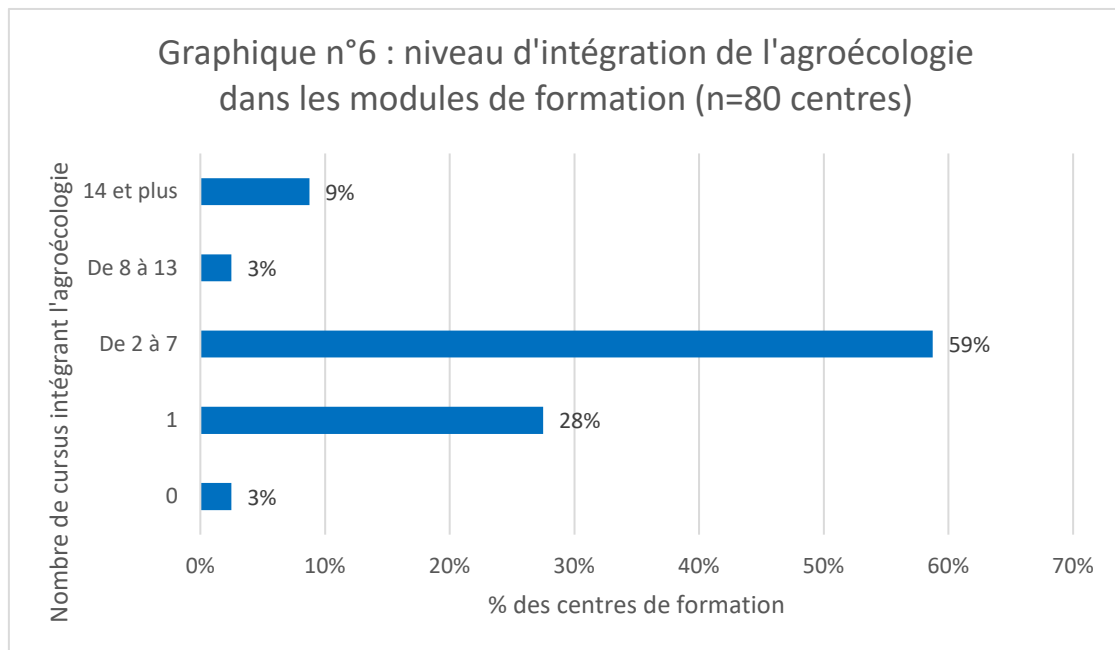




Figure 6 : Niveau d'intégration de l'agroécologie dans les modules de formation



Remarque : à la question Q78, on demande aux centres s'ils utilisent le mot agroécologie. 11 % répondent que non, mais ils utilisent d'autres mots tels qu'agriculture durable ou agriculture biologique. Donc lorsqu'on demande le nombre de cursus qui intègrent l'agroécologie, tous les centres répondent oui (Q81).

32

Q82. Quel pourcentage cela représente-t-il par rapport à la masse de formations proposées ?

Figure 7 : Proportion de formation en agroécologie dans la masse totale de formation des centres

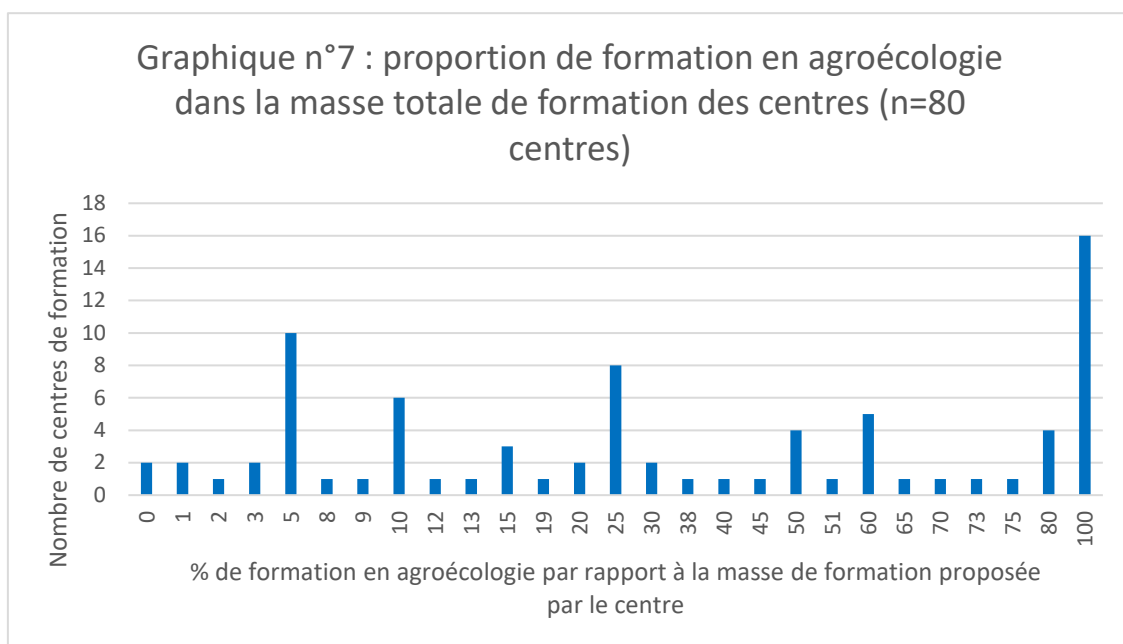
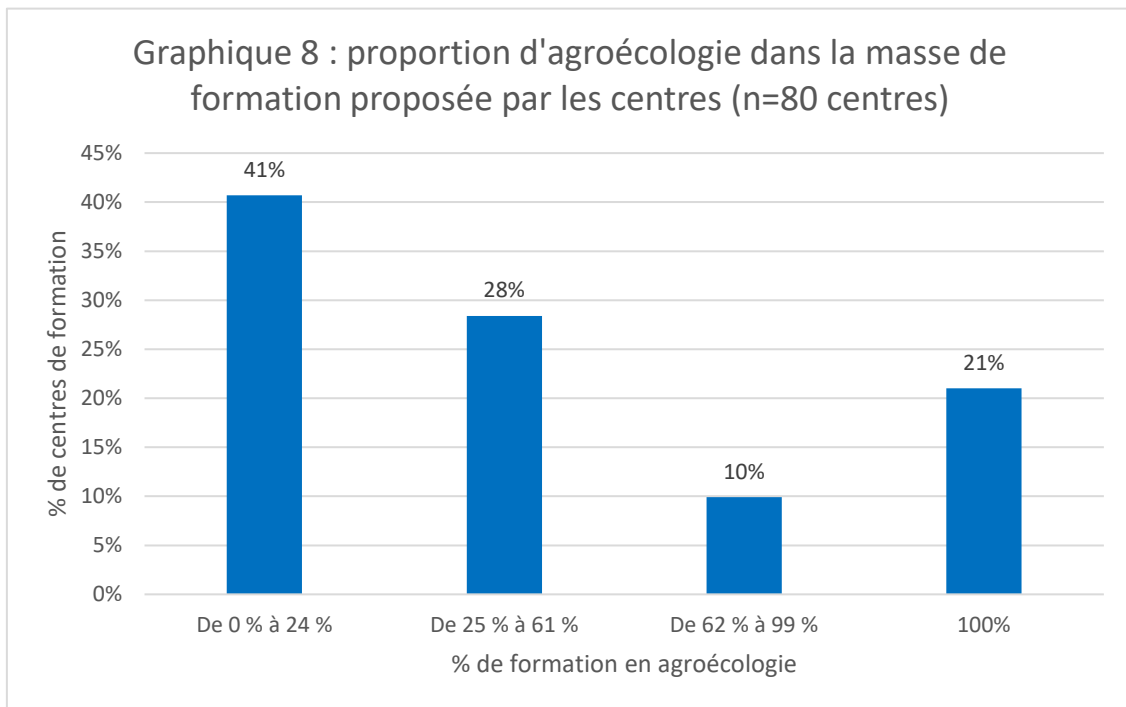


Figure 8 : Proportion d'agroécologie dans la masse de formation proposée par les centres

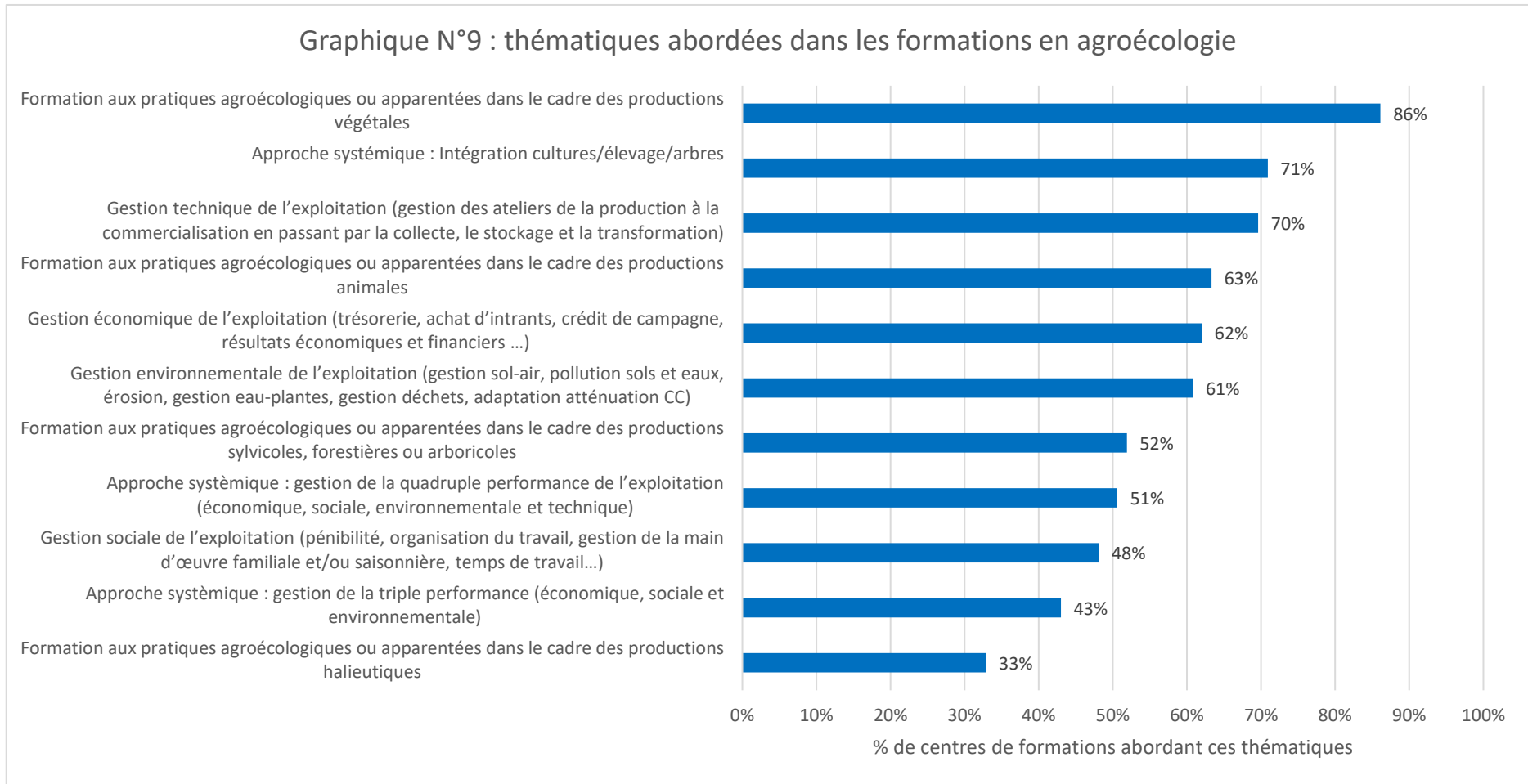


Afin de préciser, on a demandé quel pourcentage cela représentait dans la masse de formation proposée. Et comme on peut le voir ci-dessus, 41 % des centres ont répondu que cela représentait moins de 24 % de leur masse totale de formation (2 centres disent que cela représente zéro). 28 % ont dit que cela représentait entre 25 et 61 %. On note également que 21% des centres ont 100% de leur formation sur l'agroécologie. **Un tiers (31%) des centres donnent une place très importante à l'agroécologie puisque celle-ci se situe entre 62 et 100 % de la masse totale de leurs formations.**

Mais posons-nous toujours la question : que mettent-ils derrière le terme agroécologie ? La question n°83 ci-dessous nous apporte quelques éléments.

Q83. Quelles sont les thématiques abordées dans les formations du centre ?

Figure 9 : Thématiques abordées dans les formations en agroécologie





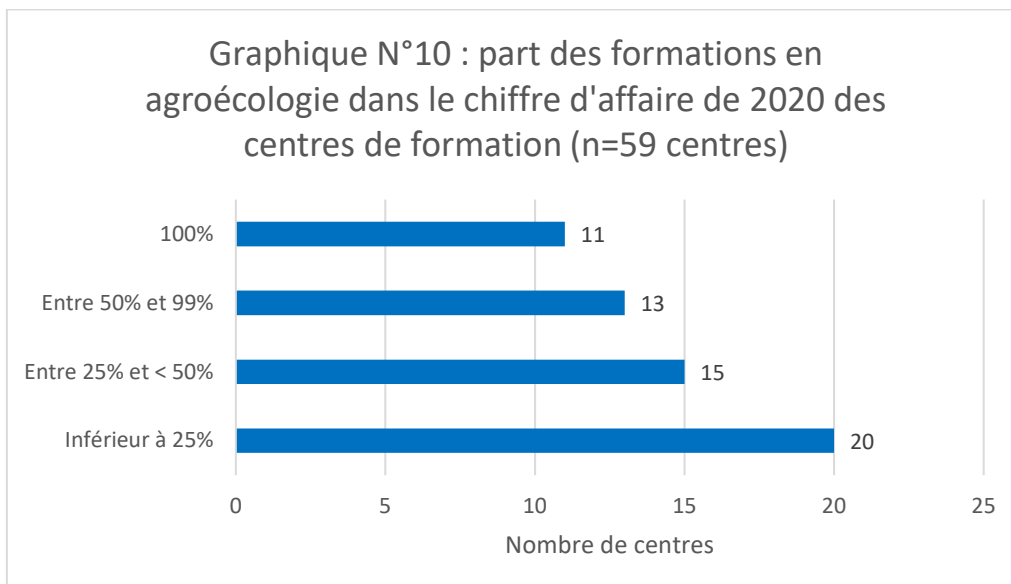
Les centres parlent pour 86 % d'entre eux de formation aux pratiques agroécologiques ou apparentées dans le cadre des productions végétales. On peut donc constater que la porte d'entrée pour parler d'agroécologie est souvent la thématique de la production végétale. D'autre part, les centres de formation forment plutôt à des pratiques ponctuelles (qui ne changent pas le système d'exploitation donc le niveau de ses performances globales) et cela plus qu'à une approche systémique plus complexe, mais aussi plus performante.

Toutefois, 71 % parlent simultanément de former à une approche systémique combinant culture/élevage et arbres. Ceux-ci doivent amener les agriculteurs à faire des changements structurels dans leur système d'exploitation.

Il faudrait creuser cette question qui a pour défaut d'avoir laissé possible le cumul des réponses. En effet, il aurait fallu demander de prioriser les réponses. Car tout cocher n'aide pas à comprendre ce que le centre fait.

3.2.4 Le chiffre d'affaires des centres en lien avec l'agroécologie

Figure 10 : Part des formations en agroécologie dans le chiffre d'affaires de 2020 des centres de formation



NB : ici on a n=59 centres (au lieu de n=80 centres), car 7 centres n'ont pas répondu à la question et 14 centres ont un CA lié à l'agroécologie qui est nulle, ils ne sont donc pas présentés sur ce graphique.

Il faut noter que 9 centres de formation ont dit ne pas traiter l'agroécologie alors que 14 centres ont 0% de leur chiffre d'affaires⁶ (CA) lié à cette thématique, et 7 autres centres n'ont pas répondu à la question. Cela veut dire que certains centres disent traiter de cette thématique, mais sans avoir un chiffre d'affaires correspondant. Ce point sera à approfondir avec les centres en phase 2.

Sur les 59 centres qui traitent déjà d'agroécologie (c'est-à-dire dont le CA en lien avec l'agroécologie est supérieur à zéro) :

- 20 ont moins de 25 % de leur CA réalisé sur la thématique de l'agroécologie
- 15 ont plus de 25% et moins de 50 % de leur CA réalisé sur la thématique de l'agroécologie
- 13 ont entre 50 et 99 % de leur CA réalisé sur la thématique de l'agroécologie
- 11 ont 100 % de leur CA réalisé sur la thématique de l'agroécologie

⁶ Le chiffre d'affaires (abrégé « CA ») est la somme des montants des ventes de produits et de prestations de services réalisées par une entreprise au cours d'un exercice. En ce qui concerne les centres de formation le montant des « formations » vendues (frais d'inscription à une formation et frais de scolarité demandés à l'apprenant pour financer une partie des coûts de la formation) fait partie du montant des ventes.



Qui sont ces 11 centres qui ont 100 % de leur CA réalisé sur l'agroécologie ? La liste est présentée dans le tableau ci-dessous. Les chiffres d'affaires positifs de ces centres vont de 480 000 FCFA à 99 708 100 FCFA (voir le tableau ci-dessous), soit un maximum de chiffre d'affaires à 152 000 €. On a à faire à des petits centres de formation presque informels comme à des centres beaucoup plus professionnels. Il faut noter que trois d'entre eux disent avoir 100% de leur CA réalisé sur la thématique agroécologie, mais n'ont aucun chiffre d'affaires ou ne souhaitent pas donner l'information, ce qui pose la question : comment fonctionnent-ils ?

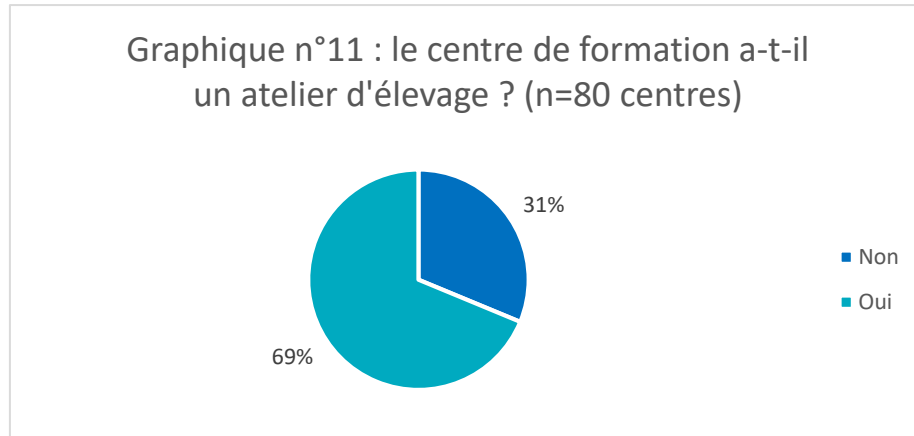
Tableau 3 : Centres de formation ayant une part de leur chiffre d'affaires lié à la formation en agroécologie

N°Obs	Q3. Nom	Q4. Pays	Q16. Statut du centre	Q32. CA 2020 (en FCFA)
37	SICHEM AGRO DR	Togo	Privé	0
65	Les jardins de l'Espoir	Bénin	Privé	0
8	Centre de Formation En Agroécologie de Winditan	Niger	Privé	480 000
24	Centre d'incubation agroécologique Yamoussoukro	Côte d'Ivoire	Privé	750 000
43	Union pour un Avenir Ecologique et Solidaire (UAVES)	Mali	Privé	5 834 500
40	Ferme des 4 chemins	Sénégal	Privé	10 000 000
53	Centre de Formation Agro touristique Casa Bio	Sénégal	Privé	50 000 000
27	Centre de Formation Agrobiologique AMPO /Tond-Tenga	Burkina Faso	Privé	59 000 000
41	Ferme Ecole Agro écologique de Kaydara	Sénégal	Privé	80 000 000
31	Centre d'Animation Rurale Tambimong Ogaro (CARTO)	Togo	Privé	99 708 100
54	Freetown Polytechnic	Sierra Leone	Public	NA

3.2.5 Qui dit agroécologie, dit élevage

Q71. Le centre de formation a-t-il un atelier d'élevage ?

Figure 11 : Le centre de formation a-t-il un atelier d'élevage ?

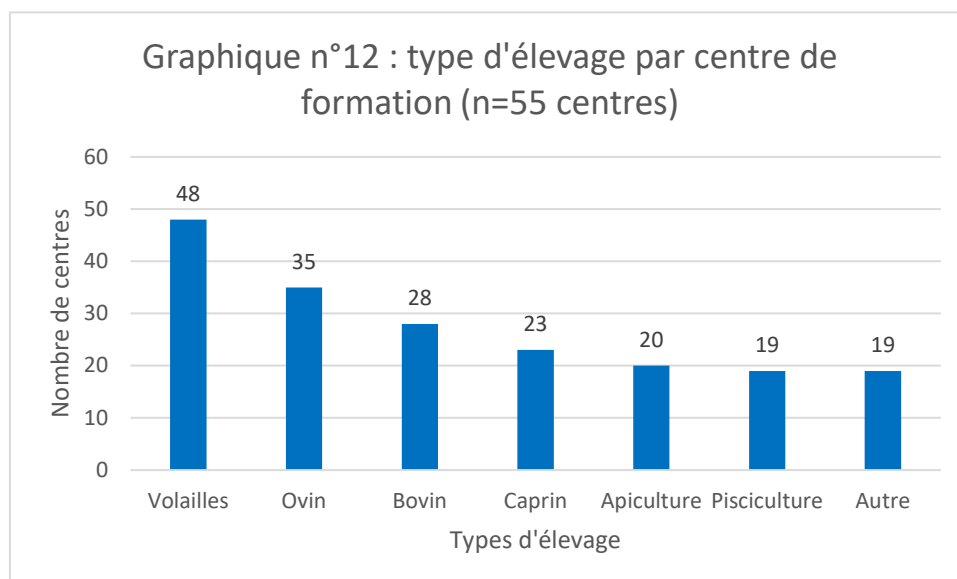


Dans près de 70 % des cas, le centre de formation a un atelier d'élevage, ce qui est très positif. Cela semblerait dire que l'intégration cultures/élevage pourrait y être traitée par exemple par la production de lisier ou de fumier. D'autre part, en agroécologie, les plantes de couverture ou plantes de service qui permettent de remplacer la charrue et certains pesticides (herbicides par exemple) sont souvent fourragères et peuvent alimenter des ruminants.

Q72. Si oui, quels types d'ateliers d'élevage ?

On peut constater que le plus grand nombre d'élevages cité est de l'élevage « hors sol » même si les volailles sont en liberté, car elles ne mangent pas de fourrages donc n'utilisent pas les terres de l'exploitation. Ce type d'élevage est limité en termes d'intégration cultures/élevage, car cela se réduit à de l'apport de fumure organique. Mais on constate en parallèle la présence d'élevages ruminants (bovin, ovin, caprin).

Figure 12 : Type d'élevage par centre de formation



NB : ici on a n=55 centres au lieu de n=80 centre, car 25 centres disent ne pas faire d'élevage, ils ne sont donc pas présentés sur ce graphique

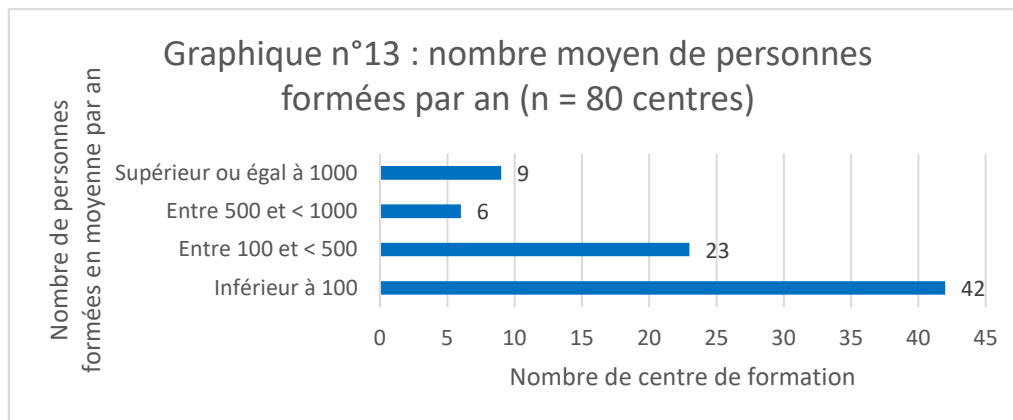


Plus de la moitié des centres cumulent un élevage hors sol et un élevage de ruminants : sur 55 au total, 28 centres ont des bovins, 35 ont des ovins et 23 ont des caprins alors qu'ils ont presque tous des volailles (48 sur 55).

3.2.6 Les effectifs par centres

Q52. Quel est le nombre d'étudiants formés par le centre en moyenne par année ?

Figure 13 : Nombre moyen de personnes formées par an

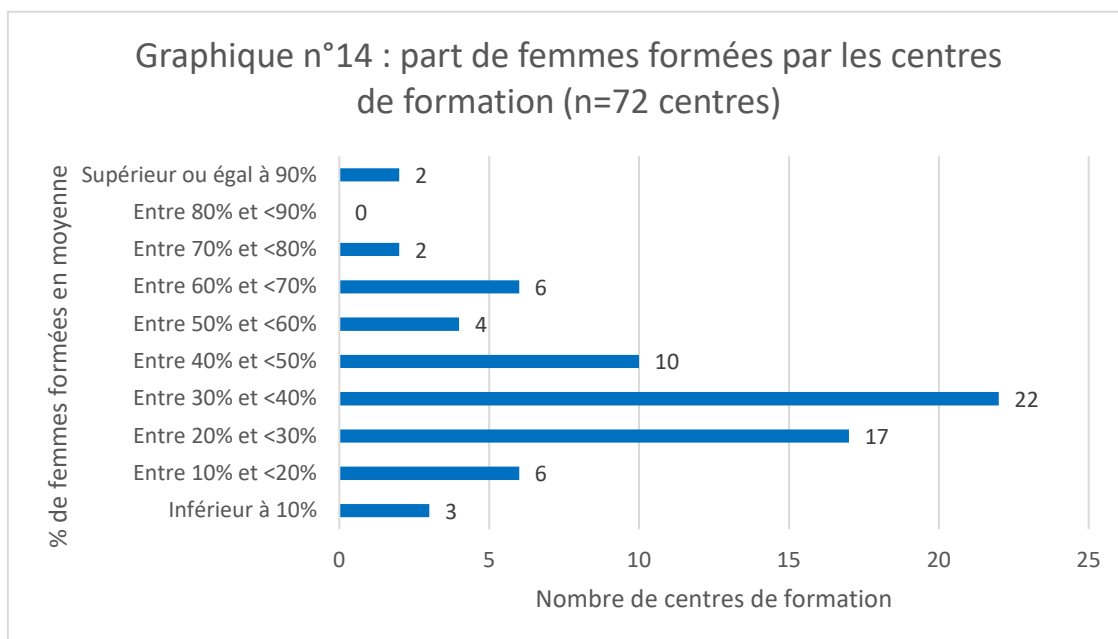


Sur les 42 centres formant moins de 100 personnes par an en moyenne, 4 ont répondu former zéro personne – nous supposons qu'ils n'ont pas ou ne souhaitent pas communiquer ces données. Dans la catégorie des centres formant plus de 1000 personnes par an en moyenne, 7 centres forment entre 1000 et 2000 personnes. Seuls deux centres disent former plus de 2000 personnes : un centre dit former 4000 personnes alors que l'autre dit former 5000 personnes par an en moyenne.

40

Q116. Nombre de femmes formées au cours des 3 dernières années ?

Figure 14 : Part de femmes formées par les centres de formation



NB : ici on a n=72 centres, car 8 centres n'ont pas donné de réponse à cette question (peut-être n'ont-ils pas ces données à disposition)



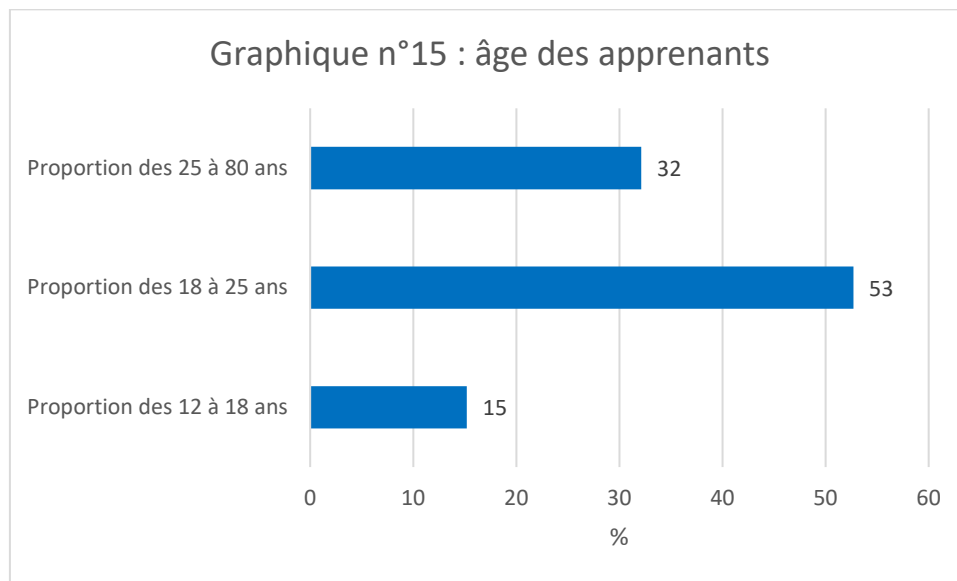
Plus de la moitié des centres de formation (49 centres) forment entre 20 et 50% de femmes. Seuls deux centres forment plus de 90% de femmes.

On constate que plus de la moitié des formés (53%) a entre 18 et 25 ans. Ceci n'est pas étonnant au vu de la proportion de jeunes dans la population du continent et plus précisément au sein de la CEDEAO.



Q120 – Quelles sont les tranches d'âge des apprenants ?

Figure 15 : Âge des apprenants



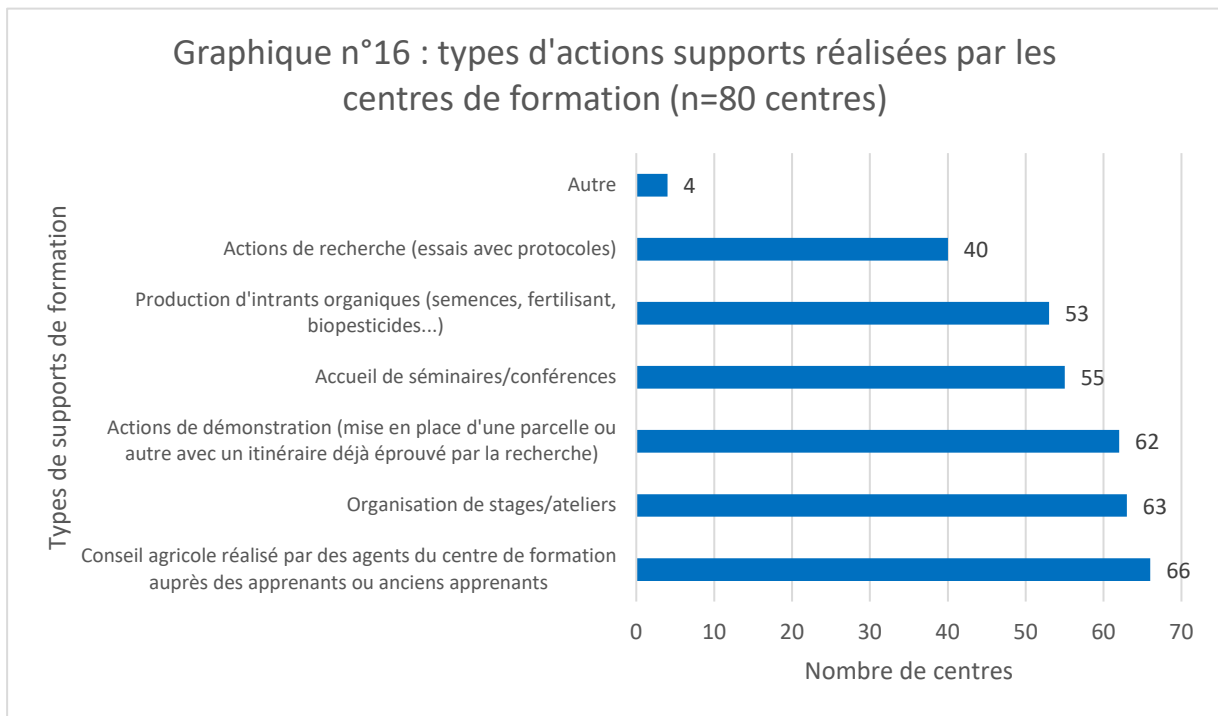
3.2.7 Les formats et supports de formation

On a vu que les thématiques de formation peuvent être interprétées de manière très différente. Alors il est important de s'interroger sur les méthodes qui en disent long sur l'approche.

42

Les démonstrations sur le terrain sont des outils de formation, indispensables quand on forme à l'agroécologie. En effet, il s'agit grâce à un support concret et éprouvé d'expliquer comment faire, car le producteur veut « voir ». Ensuite on pourra leur expliquer pourquoi le faire. Il ne faut pas confondre les démonstrations avec les expérimentations qui devraient être le travail des chercheurs. Alors on peut se demander pourquoi certains centres déclarent faire de l'expérimentation. Dans les expérimentations, il s'agit d'essayer, d'expérimenter et donc d'aboutir à une grande partie d'échecs en faisant beaucoup d'erreurs. Pour former et diffuser, il faut démontrer par tâtonner, sinon il y a risque de perdre la confiance de l'apprenant, surtout quand il s'agit d'un agriculteur qui n'a pas les moyens de prendre des risques et de tout perdre.

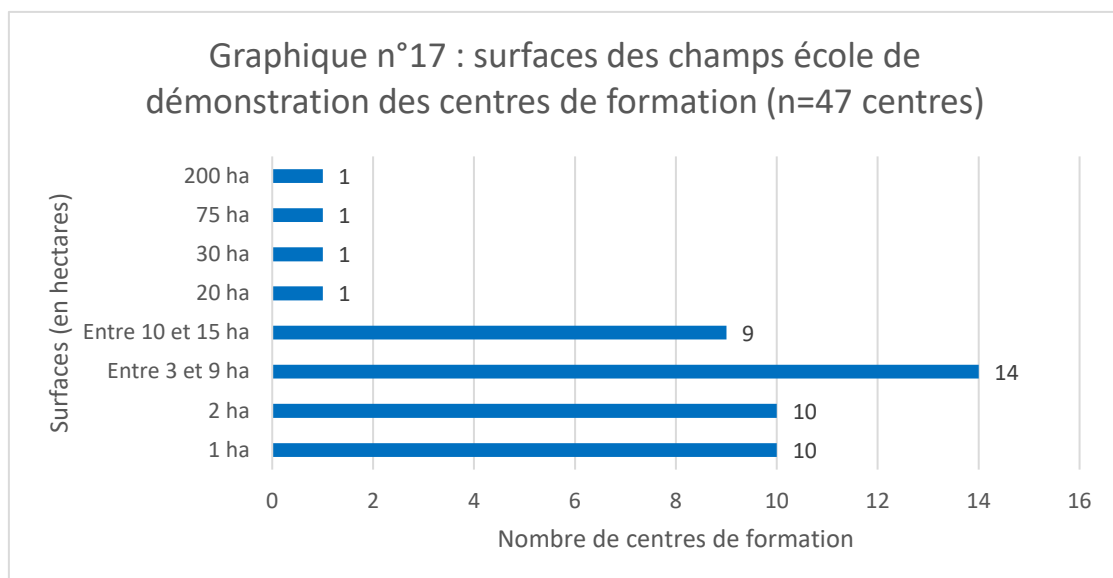
Figure 16 : Types d'actions supports réalisées par les centres de formation



Il est intéressant de noter que 40 centres sur 80 disent faire des expérimentations et 62 des démonstrations.

Sur les 62 centres disant faire de la démonstration, 15 disent avoir 0 ha de champs-écoles de démonstration. Il faudra donc creuser ce qu'ils entendent par démonstration. Sur les 47 centres restants, la plupart ont des champs-écoles entre 1 et 9 ha.

Figure 17 : Surfaces des champs-école de démonstration des centres de formation

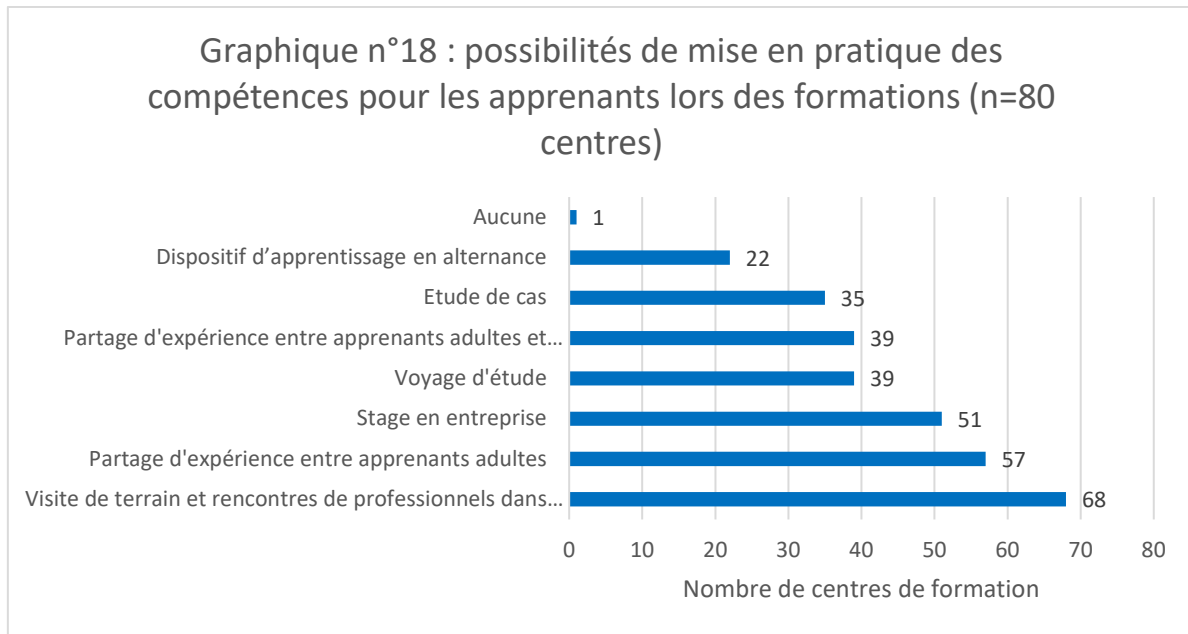


NB : ici on a n=47 centres, car seuls 47 centres disent avec des champs-école, les 33 autres centres ne sont donc pas présentés sur ce graphique

Il est intéressant de noter aussi que dans 71 % des cas, les centres de formation organisent des échanges entre pairs. Il est intéressant qu'ils aient la possibilité de le faire directement dans les champs.

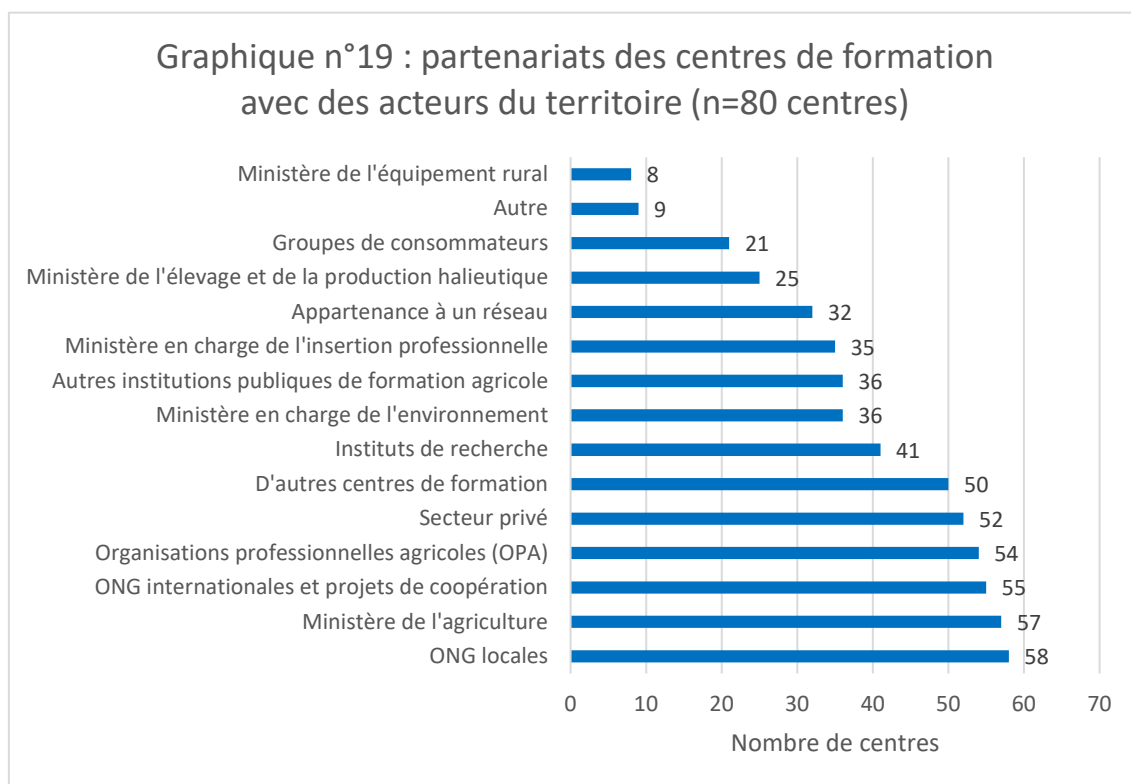


Figure 18 : Possibilités de mise en pratique des compétences pour les apprenants lors des formations



Comme on l'a relevé précédemment la co-construction demande des partenariats avec la recherche, mais aussi avec d'autres centres de formation, avec des centres de vulgarisation, des réseaux de producteurs, avec des financeurs... Tous les centres ont des partenariats divers et riches.

Figure 19 : Partenariats des centres de formation avec des acteurs du territoire



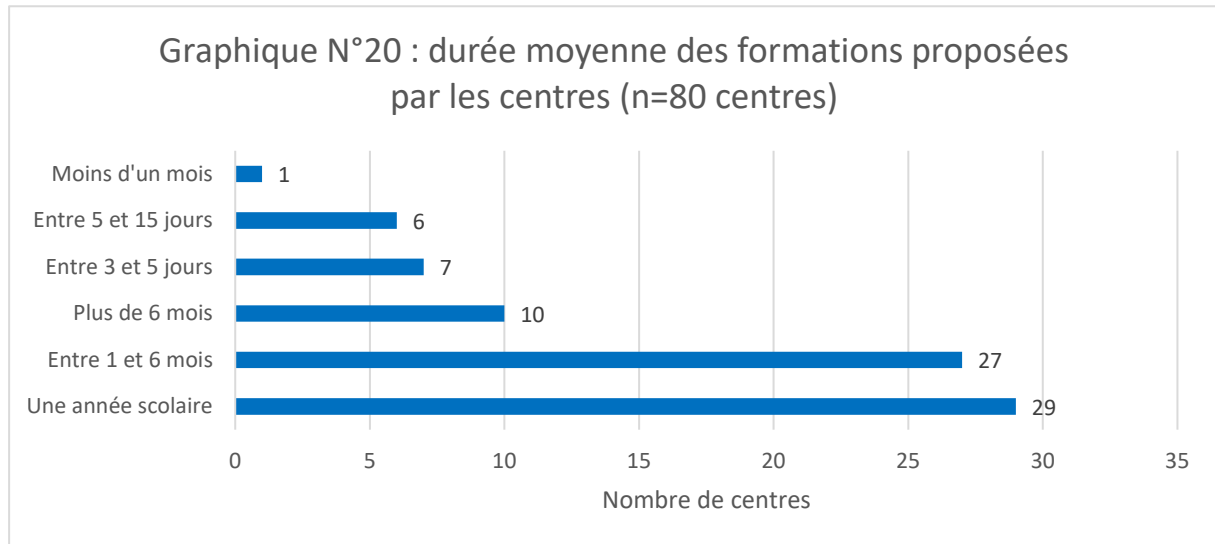
Suivant les pays, les ministères n'abordent pas les mêmes thématiques et n'ont pas le même découpage organisationnel. Certains ministères cumulent les secteurs comme l'agriculture, l'élevage, la pêche, la forêt, le génie rural, d'autres séparent plus ou moins. La liste ces partenaires présentée dans le graphe ci-dessus est celle qui ressort des réponses aux questionnaires.



3.2.8 La durée des formations et les apprenants

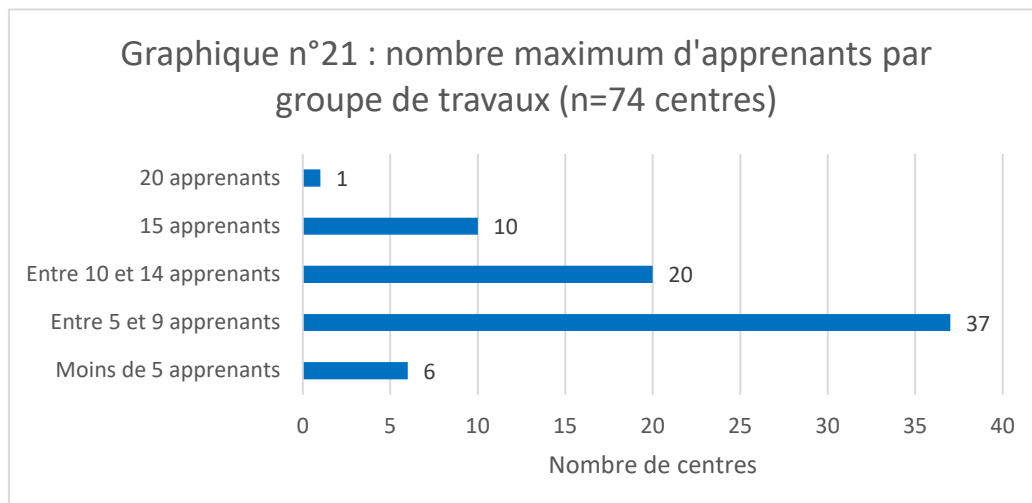
La durée moyenne des formations dans les 80 centres enquêtés se déroule pour un tiers entre 1 et 6 mois et pour un autre tiers sur 1 an. On note que pour plus de 80 %, elles se déroulent en mois et non en jours.

Figure 20 : Durée moyenne des formations proposées par les centres



Former un groupe de moins de 15 producteurs est une norme de qualité pour assurer des échanges, de la pratique et un suivi individualisé de la formation. Sur 80 centres, seuls 5 centres disent ne pas proposer des travaux de groupes dans leurs formations. Sur les 75 centres restants, on constate que la majorité des centres fonctionnent avec de petits groupes (un centre n'a pas donné de réponse à cette question).

Figure 21 : Nombre maximum d'apprenants par groupe de travaux

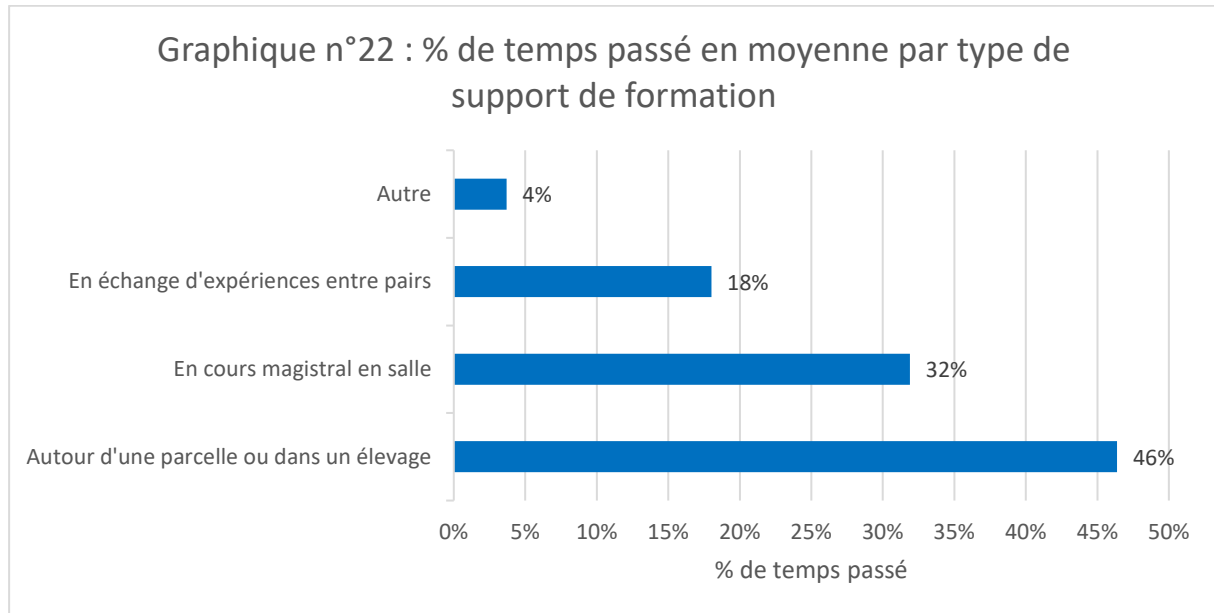


NB : ici on a n=74 centres, car 5 centres ne proposent pas de travaux de groupe et un centre proposant des travaux de groupe n'a pas répondu à la question



Ci-dessous, on peut constater que le pourcentage de temps passé en cours magistral est tout à fait équilibré (un tiers du temps). D'autre part, avoir 46 % du temps passé autour d'une parcelle montre que la formation est adaptée à des agriculteurs qui ont besoin qu'on leur montre ce dont on parle.

Figure 22 : % de temps passé en moyenne par type de support de formation

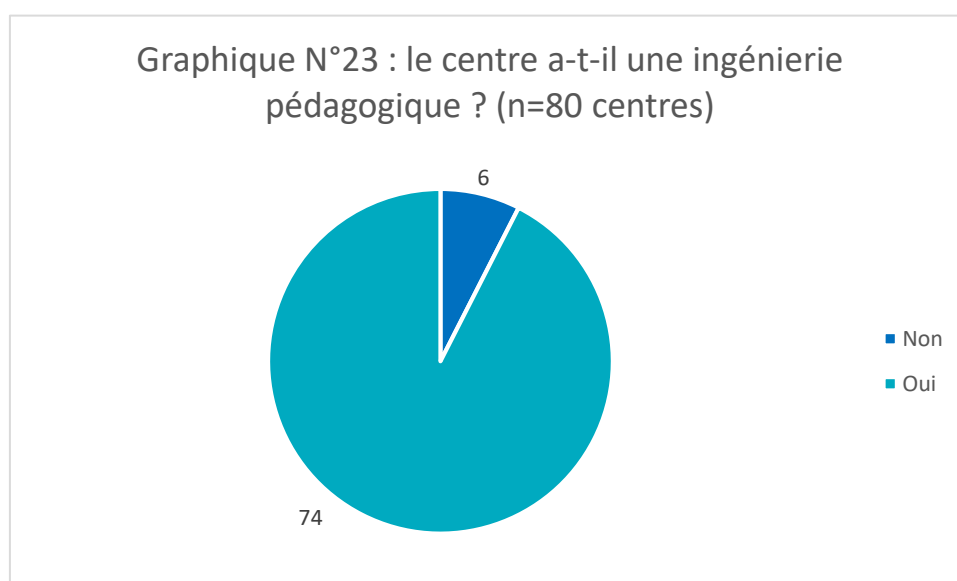


3.2.9 La formation des formateurs

Quatre-vingt-treize (93) % des centres construisent eux-mêmes leurs modules de formation. Ce qui dénote un certain niveau de professionnalisme et d'autonomie.

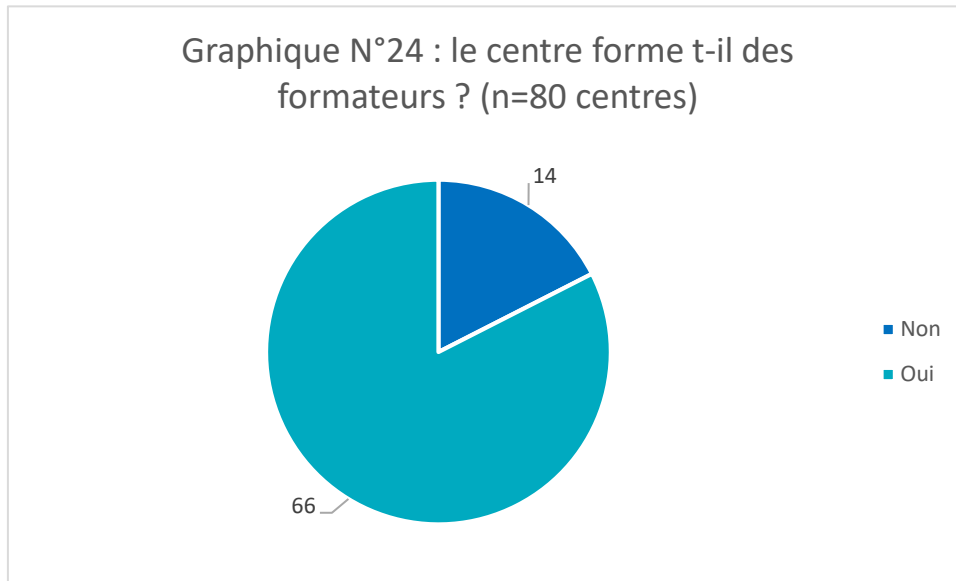
Q62. Le centre a-t-il une ingénierie pédagogique (contenu des formations et méthodes) ?

Figure 23 : Le centre a-t-il une ingénierie pédagogique ?



Q63. Le centre forme-t-il des formateurs ?

Figure 24 : Le centre forme-t-il des formateurs ?

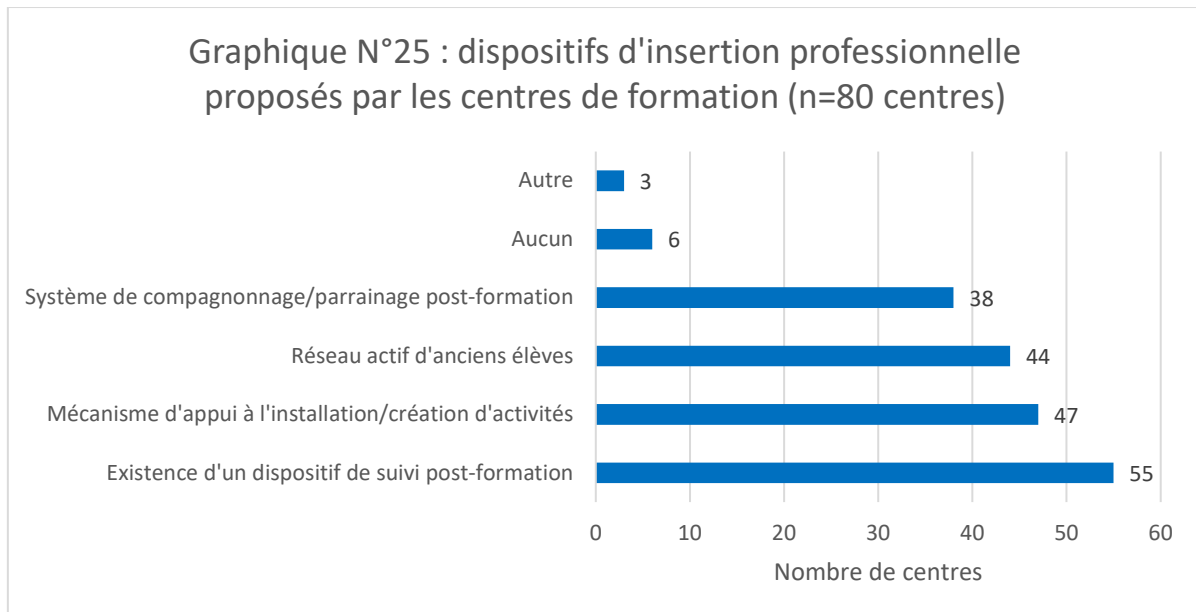


Cette question nous indique que près de 83 % des centres interrogés font de la formation de formateurs. La question au départ était de savoir s'ils formaient leurs propres formateurs, mais la précision n'a pas été indiquée. La phase 2 permettra, pour les centres sélectionnés, de préciser ce point.

3.2.10 Le suivi post formation

69 % des centres disent avoir un suivi post formation. Est-ce de simples statistiques ou un suivi de terrain ? La deuxième hypothèse est peu probable, car elle demande beaucoup de moyens. Cette question sera à creuser en phase 2.

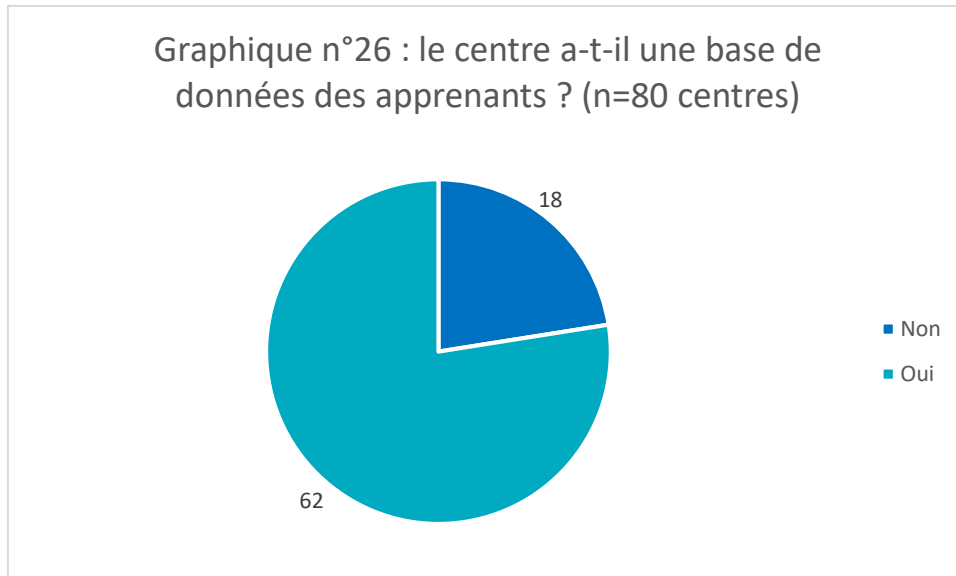
Figure 25 : Dispositifs d'insertion professionnelle proposés par les centres de formation



C'est intéressant de savoir que les centres de formation enregistrent et suivent leurs apprenants. Ce suivi-évaluation sera nécessaire aux bailleurs de fonds.

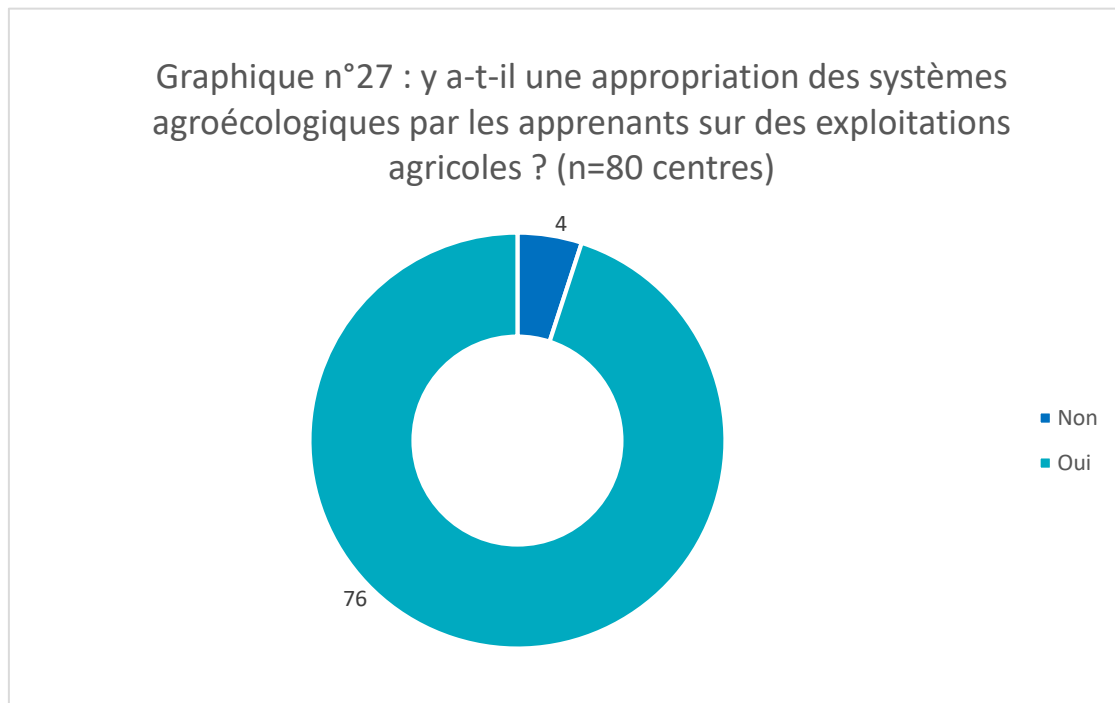


Figure 26 : Le centre a-t-il une base de données des apprenants ?



La notion d'appropriation des acquis de formation est centrale en formation professionnelle continue. Les centres estiment pour 95 % (voir graphique ci-dessous) que leurs apprenants s'approprient ce qu'ils ont appris et le mettent en œuvre sur leur exploitation. Des visites de terrain et l'analyse des résultats technico-économiques de l'exploitation permettent de le vérifier. Mesurer cet impact reste complexe. Il faut des moyens en termes de suivi évaluation afin de suivre des indicateurs permettant d'indiquer si l'exploitation s'est réellement approprié les savoirs et savoir-faire transmis dans le cadre de la formation.

Figure 27 : Y a-t-il une appropriation des systèmes agroécologiques par les apprenants sur des exploitations agricoles ?





3.3 PROPOSITION D'UNE TYPOLOGIE DES CENTRES DE FORMATION

3.3.1 La base de données

La base de données est le recensement des données qui ont été collectées lors des entretiens semi-ouverts menés dans les 80 centres de formation lors de la phase 1. Ceux-ci ont été enregistrés sur le logiciel SPHINX. 134 questions par centre sur 80 centres apportent une masse de 10 720 informations.

On peut d'ores et déjà critiquer certaines questions du questionnaire qui ne s'avèrent pas suffisamment précises. Par exemple, quand plusieurs réponses pouvaient être cochées, il est difficile ensuite d'analyser ce qui ressort réellement. Il aurait fallu graduer les réponses.

3.3.2 Méthodologie de création de la typologie

Deux grands types de méthodes existent (cf. : LANDAIS, 1996). Dans le cadre de cette étude, nous avons utilisé celle basée sur des enquêtes de terrain et des entretiens et non celle résultant d'un traitement analytique et statistique d'une base de données existante. Parmi les typologies construites à partir d'entretiens, la plus intéressante est celle « à dire d'experts ». Elle s'appuie sur les connaissances des experts de terrain pour définir des types de centres de formation, en nombre limité, et les caractériser au moyen de quelques variables significatives (PERROT, 1990).

3.3.2.1 Les différentes étapes

Pour créer cette typologie, nous avons suivi les six étapes suivantes :

1. Étape 1 : notation des 80 centres de formation restant afin de les classer.

Pour cela il a fallu déterminer des critères de notation. Pour chaque critère, nous avons choisi des questions assez significatives pour évaluer le niveau des centres par critère.

CRITÈRE 1 : FORMATION CONTINUE POUR ADULTES

- Q18. Est-ce un centre de formation initiale ou continue, ou les deux ?
- Q19. Formation professionnelle ?
- Q27. Quel type d'actions support ?

CRITÈRE 2 : CAPACITÉS ET GESTION FINANCIÈRE DU CENTRE

- Q32. Chiffre d'affaires du centre en 2020
- Q35. Frais d'inscription
- Q36. Vente de produits
- Q37. Frais de scolarité
- Q40. % de financement public
- Q51. Coût moyen de la formation ?

CRITÈRE 3 : CAPACITÉS ET GESTION PÉDAGOGIQUE DU CENTRE

- Q52. Nombre de formés par an
- Q53. Nombre de personnel administratif
- Q56. Nombre de formateurs pour adultes
- Q57. Nombre de formateurs formant à l'AE
- Q59. Y a-t-il une formation du personnel en AE ?
- Q61. Y a-t-il de l'ingénierie de formation réalisée par le centre ?
- Q63. Y a-t-il de l'ingénierie pédagogique réalisée par le centre ?



CRITÈRE 4 : MOYENS MATÉRIELS

- Q65. Nombre de salles ?
- Q67. Nombre de bâtiments ?

CRITÈRE 5 : MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Q69. Surface de champs-écoles pour expérimentation
- Q71. Y a-t-il un atelier élevage ?
- Q73. Type d'atelier élevage
- Q75. Type d'atelier de transformation
- Q77. Y a-t-il des équipements de démonstration ?

CRITÈRE 6 : INTÉRÊTS ET COMPÉTENCES EN AGROÉCOLOGIE

- Q78. Utilise-t-on le terme Agroécologie ?
- Q79. Sinon quel autre terme utilise-t-on ?
- Q81. Nombre de cursus qui intègre l'AE
- Q82. % de formation en AE dans la masse totale ?
- Q83. Thématiques agroécologiques dans les contenus de formation
- Q88. Y a-t-il des perspectives et plan de développer de nouvelles formations en lien avec l'agroécologie et/ou l'intensification agricole durable ?
- Q90. % de temps en cours magistral
- Q91. % de temps d'échanges entre pairs
- Q92. Temps de formation sur le terrain
- Q95. Y a-t-il des travaux de groupe ?
- Q99. Mode de mise en pratique des compétences
- Q3. % du Chiffre d'affaires lié à l'agroécologie ?

CRITÈRE 7 : ENVERGURE DU CENTRE ET POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT

- Q103. Quels partenariats ?
- Q113. Reconnaissance de la formation en AE par le MAEP du pays ?

CRITÈRE 8 : PUBLIC FORMÉ

- Q111. Est-ce que la formation en AE est adaptée aux analphabètes ?
- Q115. Nombre de formés par an ?
- Q118. Nombre de femmes formées par an ?

CRITÈRE 9 : MESURE D'IMPACTS

- Q122. Quels dispositifs d'insertion professionnelle sont proposés par le centre de formation ?
- Q123. Ya-t-il un dispositif d'insertion professionnelle post formation ?
- Q124. Y a-t-il une base de données relative au public formé dans le centre ?

2. **Étape 2 : pour chaque question, nous avons déterminé des notes** suivant le type de réponse. La note maximale pouvant être atteinte pour un centre étant de 105.
3. **Étape 3 : nous avons ensuite noté chaque critère et donc chaque centre.** Les notes vont de 39 pour la plus basse à 87 pour la plus haute. La note moyenne sur les 72 centres est de 69.
4. **Étape 4 : afin de créer une typologie, nous avons défini l'importance de chaque critère** dans le classement des centres. Pour cela nous avons dû identifier quel niveau de note il était idéal d'avoir pour correspondre à notre idéal type, puis à un idéal type de seconde catégorie, puis de troisième catégorie.

Tableau 4 : Grille de notation utilisée pour caractériser les centres selon différents types

	Critère 1. Formation continue pour adultes / producteurs ou porteurs de projet en agriculture	Critère 2. Capacités et gestion financière du centre	Critère 3. Capacités et gestion pédagogique du centre	Critère 4. Moyens matériels	Critère 5. Moyens pédagogiques	Critère 6. Intérêts et compétences en agroécologie (AE)	Critère 7 : envergure du centre et potentiel de développement	Critère 8. Publics formés	Critère 9 : mesure d'impacts
Note globale maxi par critère	7	15	15	4	10	31	6	8	7
Idéal type 1	>6	>5	>7	>1	>4	>22	>3	>3	>5
Idéal type 2	>3	>3	>2	>0	>1	>16	>1	>1	>2
Idéal type 3	Centres qui ne rentrent pas dans les « idéal types » 1 et 2								

Dans la caractérisation, les critères ne pèsent pas tous le même poids. Dans l'ordre d'importance, les critères sont rangés comme suit :

- Critère 6. Intérêts et compétences en agroécologie (AE)
- Critère 3. Capacités et gestion pédagogique du centre
- Critère 5. Moyens pédagogiques
- Critère 9. Mesure d'impacts
- Critère 2. Capacités et gestion financière du centre
- Critère 4. Moyens matériels
- Critère 8. Publics formés
- Critère 7. Envergure du centre et potentiel de développement

C'est ce qui explique que certains centres peuvent avoir une note globale plus importante qu'un autre centre et se retrouver dans l'idéal type 3 alors que l'autre est en idéal type 2 par exemple.

5. Étape 5 : élimination des centres de formation initiale (exclusive) :

8 centres (5 privés et 3 publics), mais qui forment exclusivement en formation initiale : 2 en Côte d'Ivoire, 2 au Burkina Faso, 1 au Bénin, 1 au Ghana, 1 en Sierra Leone et 1 en Guinée-Bissau

6. Étape 6 : analyse des 72 centres et sélection des centres à enquêter en phase 2



3.3.2.2 Trois catégories

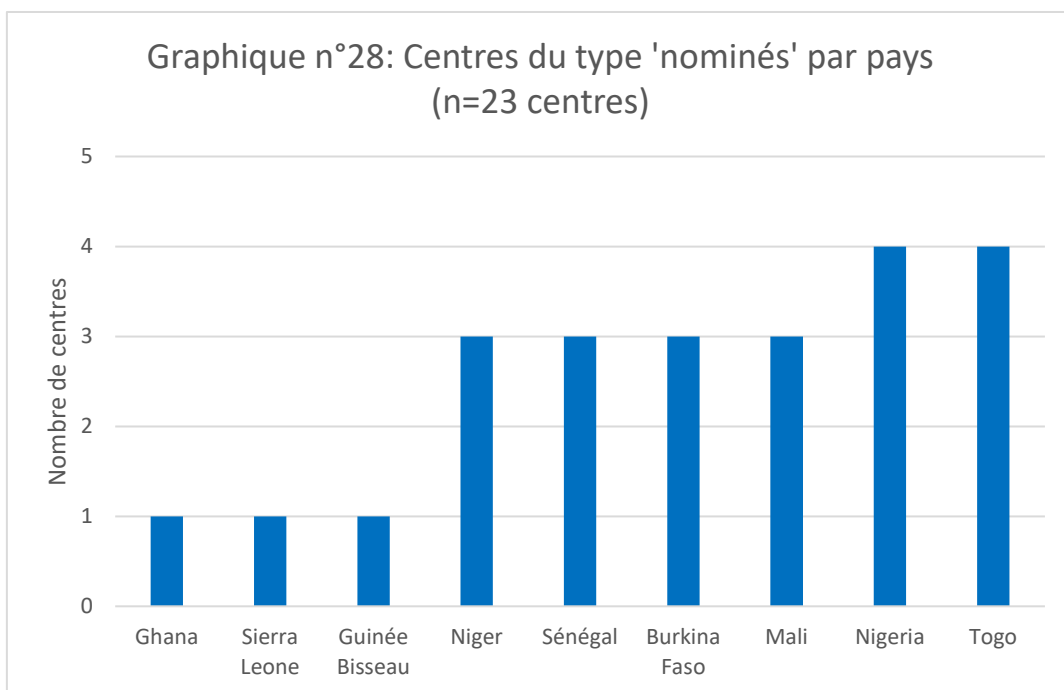
La typologie créée est donc caractérisée par 3 groupes que nous avons nommés « idéal type ». Les 72 centres analysés (23 centres publics et 49 centres privés) sont répartis dans les trois catégories selon leurs notes.

IDÉAL TYPE 1 : LES NOMINÉS

Ce sont les centres qui disent et/ou qui font déjà de la formation à l'agroécologie. Ils sont experts ou en voie de l'être. Ils se donnent les moyens de l'être. Ils utilisent des méthodes et des outils pédagogiques adaptés. Ils sont 23 sur 72 centres dans cet idéal type 1, 21 centres sont des centres privés et 2 sont des centres publics. Leurs notes vont de 72 à 87.

Ils se situent dans 9 pays sur 15 :

Figure 28 : Centres du type 'nominés' par pays



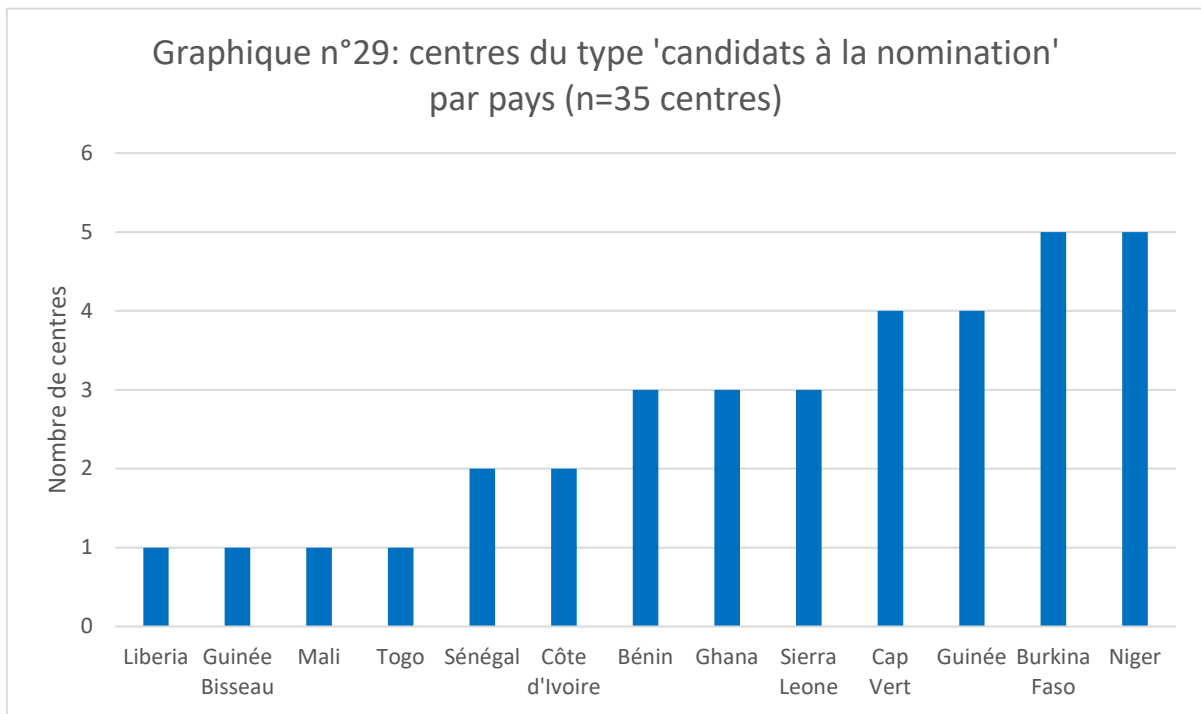
Les 6 pays suivants n'ont pas de centre rentrant dans cette catégorie : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Cap-Vert, le Libéria, la Guinée Conakry et la Gambie (car hors de l'étude pour l'instant).

IDÉAL TYPE 2 : LES CANDIDATS À LA NOMINATION

Ce sont les centres qui disent au moins faire de l'agroécologie, mais qui n'ont pas toujours les moyens adaptés (matériels et/ou pédagogiques et/ou financiers) pour en faire réellement et/ou complètement.

Ils sont 35 sur 72 centres dans l'idéal type 2 (17 centres publics et 18 centres privés). Leurs notes vont de 47 à 78.

Figure 29 : Centres du type 'candidats à la nomination' par pays

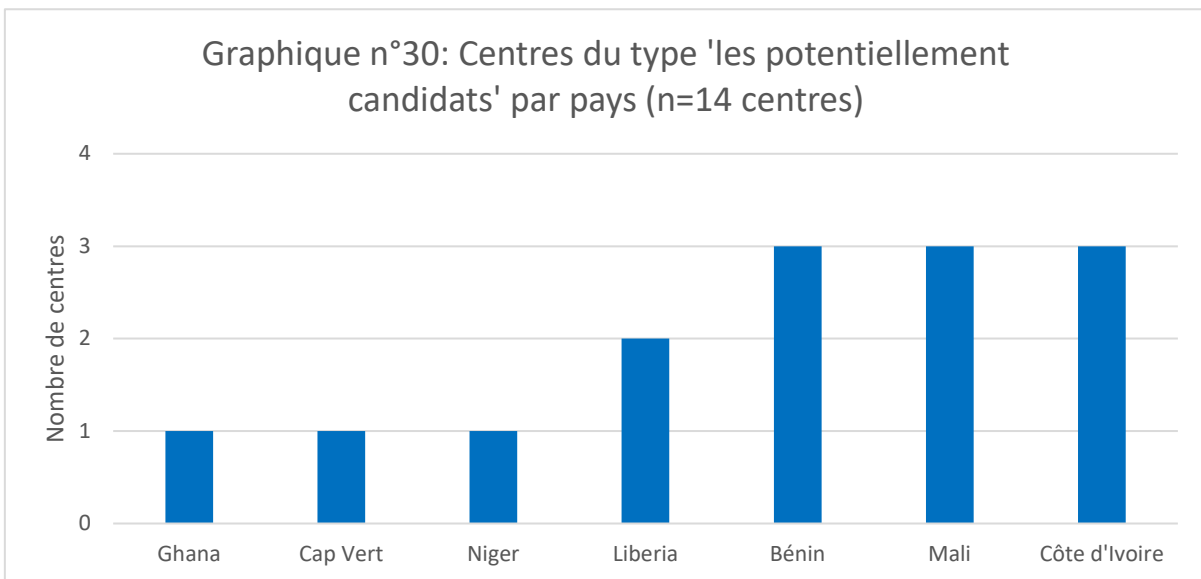


Deux pays n'ont pas de centre rentrant dans cette catégorie 2 : le Nigéria ; et la Gambie (car hors de l'étude pour l'instant).

IDÉAL TYPE 3 : LES POTENTIELLEMENT CANDIDATS

Cette troisième catégorie de centres identifie des centres en formation rurale et agricole, mais pas encore tournée ou très peu vers l'agroécologie. Ils sont 14 sur 72 centres (4 centres publics et 10 centres privés). Leurs notes vont de 44 à 71.

Figure 30 : Centres du type 'les potentiellement candidats' par pays



Les 8 autres pays n'ont pas de centres de cette catégorie identifiés pour l'instant.

Figure 31 : Critères de caractérisation des centres selon les différents types de la typologie

72 centres de formation continue		
Type 1 : 23 centres Notes globales de 72 à 87	Type 2 : 35 centres Notes globales de 47 à 78	Type 3 : 14 centres Notes globales de 44 à 71
C 1. Formation adulte	C 1. Formation adulte	C 1. Formation adulte
C2. Capacités financières positives	C2. Faibles capacités financières	C2. Capacités financières pas suffisamment lisibles
C3. Gestion pédagogique prometteur	C3. Gestion pédagogique faible	C3. Gestion pédagogique peu lisible
C4. Moyens matériels prometteurs	C4. Moyens matériels faibles	C4. Peu de moyens matériels
C5. Moyens pédagogiques prometteurs	C5. Faibles moyens pédagogiques	C5. Moyens pédagogiques peu lisibles
C6. Bon niveau d'intérêts et compétences en AE	C6. Faible niveau d'intérêts et compétences en AE	C6. Intérêts et compétences en AE peu lisibles
C7. Envergure et potentiel de développement bons	C7. Envergure et potentiel de développement faible	C7. Envergure et potentiel de développement peu lisibles
C8. Niveau de public ciblé adapté	C8. Faible niveau de public ciblé	C8. Public ciblé peu lisible
C9. Mesures de suivi et d'impacts réalisées	C9. Mesures de suivi et d'impacts faiblement réalisées	C9. Mesures de suivi et d'impacts peu lisibles

3.3.3 Propositions pour la phase 2

Il a été recommandé de cibler les enquêtes de la deuxième phase dans les centres de la catégorie 1 pour les pays qui en ont et dans les centres de la catégorie 2 pour les pays qui n'ont pas de centre dans la première catégorie. Certains centres de catégorie 3 ont eux aussi été proposés, car ils sont les seuls dans une zone ou ont une réputation qui ne colle pas avec la note et donc qui incite à aller vérifier.

Nous avons ainsi proposé d'enquêter 44 centres de manière approfondie en phase 2. Les centres sont présentés ci-dessous, pays par pays (par ordre alphabétique). Au total 30 centres privés sont proposés et 14 centres publics. 19 centres sont de type 1, 18 centres sont de type 2 et 4 centres sont de type 3 (3 centres ne sont pas classés dans la typologie, car n'ont pu être enquêtés en phase 1, mais semblent intéressants et pertinents à enquêter en phase 2, selon l'avis de nos experts nationaux et de personnes-ressources contactées).

Tableau 5 : Proposition de centres de formation à enquêter de manière approfondie en phase 2

N°	Pays	Nom du centre	TYPOLOGIE		Public / Privé
			Classification	Note	
1	Bénin	Les jardins de l'Espoir	Idéal type 2	67	Privé
2	Bénin	Ferme Agroécologique de Tchaoun Fora de l'Organisation des ruraux pour une Agriculture Durable (ORAD)	Idéal type 3	70	Privé
3	Burkina Faso	Centre de Formation Agrobiologique AMPO /Tond-Tenga	Idéal type 1	77	Privé
4	Burkina Faso	Centre démonstration d'AZN Guié (partenaire de Terre Verte)	Non analysé en phase 1, car enquête soumise après analyse		Privé
5	Burkina Faso	Centre Agroécologique et des Innovations Economiques de Bissiga (ONG APIL)	Idéal type 1	80	Privé
6	Burkina Faso	Le centre de promotion rurale (CPR) de Kodougou	Idéal type 2	65	Public
7	Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional de Santa Cruz	Idéal type 2	56	Public
8	Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional da Variante	Idéal type 2	57	Public
9	Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional deTarrafal	Idéal type 2	61	Public
10	Côte d'Ivoire	Centre de Formation Agricole et Rurale des Savanes (Niofouin)	Idéal type 2	70	Privé
11	Côte d'Ivoire	Centre d'incubation agroécologique yamousoukro	Idéal type 2	73	Privé
12	Ghana	Presbyterian Agricultural Station-Garu	Idéal type 1	80	Privé
13	Ghana	Agri-Impact Entrepreneurship Training Institute (AETI)	Idéal type 2	68	Privé
14	Ghana	Kumasi Institute of Tropical Agriculture (KITA)	Idéal type 2	72	Privé
15	Ghana	Ecological Agriculture Institut	Idéal type 2	73	Public
16	Guinée	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE)	Idéal type 2	62	Privé
17	Guinée	Fabik ferme Ecole	Idéal type 2	68	Privé
18	Guinée	ISAV Faranah	Non analysé en phase 1, car enquête soumise après analyse		Public



N°	Pays	Nom du centre	TYPOLOGIE		Public / Privé
			Classification	Note	
19	Guinée	Centre de Vulgarisation Agricole de Foulaya	Idéal type 2	64	Public
20	Guinée	Centre de Vulgarisation Agricole de Bamban	Idéal type 2	76	Public
21	Guinée-Bissau	Centro de Ensino e formação agrícola S.Isidoro Lavrador - CEFA	Idéal type 3	47	Privé
22	Guinée-Bissau	ADPP Escola Vocacional de Bissorã	Idéal type 1	80	Privé
23	Guinée-Bissau	CIFAP S.Murialdo	Idéal type 2	61	Privé
24	Libéria	Klay Agriculture and Vocational Training Center	Idéal type 2	64	Privé
25	Libéria	Center Songhai Liberia Initiative	Non analysé en phase 1		Privé/Public
26	Mali	Centre Internationale de formation en Agro écologie paysanne Nyéléni (CIFAN)	Idéal type 1	75	Privé
27	Mali	Centre de Formation Agro-sylvo-Pastoral et Aquacole de Mopti	Idéal type 1	77	Privé
28	Mali	Centre d'apprentissage agricole (CAA) de Koulikoro	Idéal type 3	60	Public
29	Mali	Centre de formation professionnelle (CFP) de Yorosso	Idéal type 3	62	Public
30	Niger	Site d'apprentissage agricole de sakoira	Idéal type 1	75	Privé
31	Niger	Institut Privé de Formation (IPF Kaouara Matameye)	Idéal type 1	87	Privé
32	Niger	Centre de Formation au Métier de Madaoua	Idéal type 1	71	Public
33	Nigéria	College of Agriculture, Kabba	Idéal type 1	80	Privé
34	Nigéria	Agricultural and Rural Management Training Institute	Idéal type 1	82	Privé
35	Nigéria	Institute of Agricultural Research Training, Ibadan	Idéal type 1	84	Privé
36	Sénégal	Ferme Agro écologique de Casamance de Eco From Africa	Idéal type 1	71	Privé
37	Sénégal	Ferme des 4 chemins	Idéal type 1	81	Privé
38	Sénégal	Ferme Ecole Agroécologique de Kaydara	Idéal type 1	86	Privé
39	Sierra Leone	University of Makeni (UNIMAK)	Idéal type 1	85	Privé
40	Sierra Leone	Faculty of Natural Resources Management, Njala University	Idéal type 2	71	Public
41	Sierra Leone	Eastern Technical University	Idéal type 2	73	Public
42	Togo	Centre d'Assistance aux Démunis et Orphelins (CADO)	Idéal type 1	77	Privé
43	Togo	Centre d'Animation Rurale Tambimong Ogaro (CARTO)	Idéal type 1	79	Privé
44	Togo	Action Réelle sur l'Environnement l'Enfance et la Jeunesse (AREJ)	Idéal type 1	82	Privé

Les centres de formation en Gambie n'ont pas pu être enquêtés en phase 1 dû à l'impossibilité d'entrer en contact avec les centres de formation identifiés. Pour la phase 2, il était attendu que le PAE communique une lettre d'introduction de l'étude et du Consultant au ministère de l'agriculture gambien pour faciliter le travail du consultant et la mobilisation du Point Focal National PAE et des centres de formation gambien. Une fois ceci facilité il a été proposé d'échanger avec le PF PAE en Gambie pour identifier 2 ou 3 centres à enquêter de manière approfondie pour la phase 2 (il n'y aurait pas le temps de faire une première enquête de phase 1 comme pour les autres pays). La liste des centres pré-identifiés en Gambie lors de la phase 1 est présentée ci-dessous, comme base de discussion avec le PF PAE en Gambie.

Tableau 6 : Centres de formation potentiels à enquêter en Gambie en phase 2

Nom du centre	Région	Coordonnateur	Localisation	Contact
Horticulture Modern center	KMC	Samuel Demba	Wellingara	00220 7025533 00220 3727550
Modern farming center	West coast Region	Mustapha Drammeh	Jambanjelly	00220 3011660 00220 9952657
Modern Farming Center	North Bank Region	John Mendy	Bakindick	00220 2308149
Mix Farming Center	Central River Region South	Foday Jadama	Mamud Fanna	00220 3186403
Mix Farming Center	Central River Region North	Ali Jawo	Kuntaur Fula kunda	00220 3152000
Mix Farming Center	Upper River Region	Karamo Minteh	Mankamang Kunda	00220 3604035 00220 2304410

La préparation de la phase 2 nécessite :

- La clarification des critères de sélection des centres de formation potentiels à appuyer financièrement par le PAE, car l'enquête à distance laisse beaucoup de biais à l'interprétation des moyens et des méthodes.
- La préparation d'une deuxième série d'enquêtes plus précises et plus ciblées avec visite de terrain. Il s'agit d'avoir un guide d'entretien très détaillé.

4 RÉSULTATS DE LA PHASE 2

4.1 CENTRES ENQUÊTÉS

Il était prévu d'enquêter de manière approfondie 44 centres de formation en phase 2. Des ajustements ont dû être faits, notamment pour des questions de logistique (distance entre centres à enquêter et insécurité dans certaines zones) et de non-disponibilité ou non-réponse de certains centres. De plus, quelques centres non enquêtés en phase 1 ont été rajoutés, car semblant présenter un potentiel intéressant. Au final, 48 centres ont donc été enquêtés :

Tableau 7 : Centres de formation enquêtés en phase 2

N°	Pays	Nom du centre	Classification typologie
1	Bénin	Ferme Agroécologique de Tchaoun Fora de l'Organisation des ruraux pour une Agriculture Durable (ORAD)	Idéal type 3
2	Bénin	Les jardins de l'Espoir	Idéal type 2
3	Burkina Faso	Le centre de promotion rurale (CPR) de Kodougou	Idéal type 2
4	Burkina Faso	Centre de Formation Agrobiologique AMPO /Tond-Tenga	Idéal type 1
5	Burkina Faso	Centre Agroécologique et des Innovations Economiques de Bissiga (ONG APIL)	Idéal type 1
6	Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional da Variante	Idéal type 2
7	Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional de Santa Cruz	Idéal type 2
8	Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional deTarrafal	Idéal type 2
9	Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Gagnoa-Lakota	Non enquêté en phase 1
10	Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Grand Lahou	Non enquêté en phase 1
11	Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Bingerville de la Mé	Non enquêté en phase 1
12	Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Kotobi	Non enquêté en phase 1
13	Côte d'Ivoire	Centre de Formation Agricole et Rurale des Savanes (Niofouin)	Idéal type 2
14	Côte d'Ivoire	Ivoire Agro Forever Consulting - Djamalabo	Non enquêté en phase 1
15	Gambie	Njawara Training Center, North Bank Region	Non enquêté en phase 1
16	Gambie	Pirang Mixed Farming Center, West Coast Region	Non enquêté en phase 1
17	Gambie	Jenoi Agriculture Rural Farmers Training Center, Lower River Region	Non enquêté en phase 1
18	Gambie	Ngain Sanjal Mixed Farming Center, North Bank Region	Non enquêté en phase 1
19	Ghana	Kumasi Institute of Tropical Agriculture (KITA)	Idéal type 2
20	Ghana	Ecological Agriculture Institut	Idéal type 2
21	Ghana	Agri-Impact Entrepreneurship Training Institute (AETI)	Idéal type 2
22	Ghana	Presbyterian Agricultural Station-Garu	Idéal type 1
23	Guinée	Centre de Vulgarisation Agricole de Foulaya	Idéal type 2
24	Guinée	Centre de Vulgarisation Agricole de Bamban	Idéal type 2
25	Guinée	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE)	Idéal type 2
26	Guinée	Fabik ferme Ecole	Idéal type 2
27	Guinée-Bissau	Centro de Ensino e formação agricola S.Isidoro Lavrador - CEFA	Idéal type 3
28	Guinée-Bissau	ADPP Escola Vocacional de Bissorã	Idéal type 1
29	Guinée-Bissau	CIFAP S.Murialdo	Idéal type 2
30	Libéria	Le centre Agro Tech	Idéal type 3
31	Libéria	Centre de formation professionnelle Tumutu	Non enquêté en phase 1



N°	Pays	Nom du centre	Classification typologie
32	Libéria	Compost Tech	Idéal type 3
33	Libéria	Le centre YATC	Non enquêté en phase 1
34	Mali	Centre d'apprentissage agricole (CAA) de Koulikoro (Samanko)	Idéal type 3
35	Mali	Centre d'apprentissage agricole (CAA) de Kayes (Samé)	Idéal type 3
36	Niger	Institut Privé de Formation (IPF) Kaouara Matameye	Idéal type 1
37	Niger	Site d'apprentissage agricole de Sakoira	Idéal type 1
38	Niger	Centre de Formation au Métier de Madaoua	Idéal type 1
39	Nigéria	Institute of Agricultural Research Training, Ibadan	Idéal type 1
40	Nigéria	College of Agriculture, Kabba	Idéal type 1
41	Nigéria	Agricultural and Rural Management Training Institute	Idéal type 1
42	Sénégal	Ferme des 4 chemins	Idéal type 1
43	Sénégal	Ferme Ecole Agro écologique de Kaydara	Idéal type 1
44	Sénégal	Ferme Agro écologique de Casamance de Eco From Africa	Idéal type 1
45	Sierra Leone	University of Makeni (UNIMAK)	Idéal type 1
46	Sierra Leone	Faculty of Natural Resources Management, Njala University	Idéal type 2
47	Togo	Centre d'Assistance aux Démunis et Orphelins (CADO)	Idéal type 1
48	Togo	Centre d'Animation Rurale Tambimong Ogara (CARTO)	Idéal type 1

Une fiche résumée par centre de formation, issue des enquêtes de phase 2 et permettant d'avoir les informations centrales est annexée à ce rapport (annexe 11). L'analyse de ces données est présentée dans la suite du rapport.

4.2 ANALYSE DES CENTRES MODÈLES

62

4.2.1 Mission de visite des centres modèles

Une mission de terrain a eu lieu du 17 au 19 puis du 22 au 25 février 2022, au Bénin puis au Togo respectivement. La mission a été réalisée par Alphonse SIMBA de l'ARAA-CEDEAO et par Cécile DANIEL de BRLi.

L'objectif était double :

- Visiter les deux centres « modèles » notés en référence dans les termes de référence de l'étude qui nous concerne, afin de comprendre et d'analyser les éléments de fonctionnement pouvant inspirer le développement d'autres centres de formation notamment dans l'élaboration des propositions détaillées.
- Échanger et partager avec l'équipe de l'ARAA, afin de mieux se concerter pour un meilleur ciblage des centres à appuyer et une meilleure orientation des actions à mener pour les soutenir.

Les deux centres avaient été prévenus du jour de visite de la mission par courrier officiel. De plus, il leur avait été envoyé le questionnaire d'enquête de la phase 2 afin qu'ils le remplissent et le remettent lors de la visite, dans l'objectif de gagner du temps et de se concentrer sur des échanges plutôt que sur de la collecte de données. **Les questionnaires n'ont toujours pas été réceptionnés au moment de la finalisation de ce rapport.** La mission a débuté au Bénin par la visite du centre Songhaï à Porto Novo (descriptif de la mission en annexe 9) puis s'est terminée par la visite du CIDAP au Togo (descriptif de la mission en annexe 10).

4.2.2 Points d'attention

Chaque centre de formation est unique et doit s'adapter à son territoire en termes de contexte agro-pédo-climatique mais aussi historique, culturel, politique et social. En effet, d'un point de vue agronomique, chacun est situé dans un contexte agro-pédo climatique spécifique donc cela changera les systèmes agraires vulgarisés. D'autre part, chaque contexte politico-commercial permettra des marchés et des débouchés différents. Enfin le contexte culturel et social amènera à adapter les méthodes et les sujets de formation.

De la visite des deux centres, on peut retenir que ces deux modèles qui ont été initiés par des initiatives privées individuelles, **ne sont pas reproductibles à l'identique. En revanche, elles peuvent et doivent inspirer, dans le cadre d'une approche dynamique progressive.** En ce qui concerne les deux centres, on peut mettre en avant des points communs, mais aussi beaucoup de divergences. Il est intéressant d'analyser ce qui, d'un point de vue transversal, est durable et reproductible.

4.2.3 Des points communs

- Les deux centres sont issus d'initiatives privées et individuelles.
- Ils ont chacun une philosophie et une mission humanitaire vis-à-vis de son territoire pour le CIDAP et vis-à-vis de l'Afrique pour le centre Songhai
- Ils ont été fondés par des personnes issues de formation universitaire hors agriculture (non-agronomes).
- Les deux centres forment sur une agriculture permettant la diversité des productions et des revenus, dans un souci de durabilité, de résilience et d'autonomie.
- Ils promeuvent une agriculture familiale et vivrière.
- Ils ont développé des activités allant de la production à la commercialisation en passant par la transformation.
- Les formations sont payantes, mais les prix peuvent être adaptés selon les moyens du public ciblé.
- La pédagogie se concentre davantage sur la pratique que sur la théorie.
- Les deux centres ont des possibilités d'internat et de restauration.
- Ils accueillent des publics mixtes : jeunes et adultes.
- Leur fonctionnement dépend de différents types de subventions de partenaires.

4.2.4 Des points de divergence ou de complémentarité

Tableau 8 : Comparaison des centres Songhai et CIDAP

Thématiques de divergence ou de complémentarité	Centre Songhai	CIDAP
Direction/gestion	Fondateur Directeur	Comité de Direction représenté par un de ses membres de manière tournante (chacun son tour, tous les 2 ans)
Vision	Vocation de développement à l'échelle du continent africain avec une approche religieuse et politique engagée (« sauver l'Afrique de la dépendance des pays occidentaux »)	Vocation plus locale, non religieuse et non politisée.



Thématiques de divergence ou de complémentarité	Centre Songhai	CIDAP
Modèle ou source d'inspiration	Le centre Songhai a le souhait depuis son origine de se démultiplier à l'identique	Le CIDAP n'a pas souhaité, après réflexion, se démultiplier. Il accepte en revanche de créer des partenariats avec d'autres centres pour co-construire ensemble des solutions et des améliorations adaptées à chaque territoire.
Formation à l'agroécologie	<p>Sur les dix piliers de l'agroécologie (cf. préambule), tout est améliorable, mais le centre Songhai a trois grands points faibles :</p> <p>1. Les synergies. En effet, les interrelations systémiques entre les pratiques culturelles, les pratiques d'élevage et les pratiques arboricoles ou forestières restent encore faibles. Les activités sont nombreuses, mais les interrelations entre les activités pourraient être augmentées en termes de système.</p> <p>2. L'efficacité : la focalisation d'un objectif sur l'agriculture biologique (sans engrais chimique ni pesticide de synthèse) davantage que sur un objectif de durabilité globale, limite les performances durables et les synergies. Dans d'autres centres Songhai, ils utilisent encore des intrants de synthèse, mais toujours avec cette intention de les éliminer coûte que coûte.</p> <p>3. La gouvernance responsable qui peut, elle aussi, être améliorée par une plus grande transparence sur les résultats économiques, sociaux et environnementaux du centre et par une approche plus collaborative.</p>	<p>Sur les dix piliers de l'agroécologie (cf. préambule) tout est améliorable, mais le CIDAP a un grand point faible : la gouvernance responsable qui peut, être améliorée par une plus grande transparence sur les résultats économiques, sociaux et environnementaux du centre.</p> <p>L'efficacité : Le CIDAP ne se focalise pas sur l'objectif vers une agriculture exclusivement biologique (sans engrais chimique ni pesticide de synthèse), mais davantage sur un objectif de durabilité globale.</p>
Communication / Visibilité	Le centre Songhai est visible par des panneaux et par la promotion de ses produits. Il fait du lobbying et de la communication pour attirer les clients et les partenaires financiers.	La philosophie du CIDAP est plutôt d'être connue par la qualité de ses actions et par ses résultats. Il a peu de visibilité.
Formation à la gestion économique	Pas d'intégration obligatoire d'un business plan aux apprenants en fin de formation.	Obligation d'intégrer un business plan en fin de formation aux apprenants diplômants avec accompagnement financier pour les plus pertinents (prêts à taux zéro, d'un montant maxi de 300 000 FCFA).
Approche systémique dans la formation	Formation des apprenants à une grande diversité d'ateliers de productions animales et végétales, mais sans lien systémique obligatoire (il s'agit actuellement plutôt d'une superposition/empilement que d'une intégration à proprement parler). La visite de tous les ateliers ou la formation à chaque atelier ne suffit pas à savoir gérer les interactions entre les ateliers. De plus, un apprenant peut venir se former à l'élevage de volailles sans lien avec la production végétale et vice versa. Les formations peuvent être à la carte et très thématiques, pas forcément systémiques.	Liens systémiques obligatoires. Un étudiant qui vient se former à la production de soja par exemple sera obligé d'apprendre la fabrication d'engrais organique animal par exemple pour comprendre l'obligation de l'intégration agriculture/élevage pour qu'une agriculture soit durable. Un apprenant est toujours formé à comprendre l'ensemble du système d'exploitation : avec une approche économique, sociale et environnementale, car c'est le compromis des trois qui garantit la durabilité du tout.



4.3 ANALYSE TRANSVERSALE À TOUS LES CENTRES

Les éléments d'analyse ci-dessous ressortent de l'ensemble des enquêtes de la phase 2. Ce sont de grandes tendances transversales aux différents pays.

On peut constater que globalement l'ensemble des centres forment davantage à l'agriculture en général qu'à l'agroécologie, dans la mesure où ils forment à un ensemble de pratiques plus ou moins agroécologiques, mais plus rarement à l'approche holistique d'un système alimentaire territorial.

D'autre part, il y a **souvent amalgame entre agroécologie et agriculture biologique, comme si l'agroécologie était réduite à une approche environnementale de l'agriculture**. L'agroécologie ressort dans les textes et dans les bouches, mais peu dans les actions.

Les centres forment majoritairement sans approche systémique, mais plutôt de manière thématique et compilée sans interactions profondes à :

- La mise en place de cultures vivrières, maraichères (en permaculture ou pas), fruitières...
- La rotation de cultures,
- L'alternance céréales et légumineuses
- L'élevage de bovins et/ou de petits ruminants et/ou de volailles
- La gestion de l'exploitation agricole
- La fabrication de fumier ou de compost et son utilisation
- La lutte anti érosive
- L'utilisation et la gestion de machines agricoles
- L'utilisation d'engrais chimiques
- La fabrication de biopesticide
- L'utilisation de pesticides, bio ou pas
- Production de semences paysannes

Toutes ces thématiques ne sont pas spécifiques à l'agroécologie, mais à l'agriculture en général.

Les thématiques suivantes, plus rares dans les contenus présentés sont liées à une agriculture plus durable :

- La gestion de la fertilité et de l'érosion des sols
- L'intégration agriculture - élevage

Enfin, les thématiques suivantes, encore plus rares, sont spécifiquement liées à l'agroécologie :

- L'intégration des cultures, de l'élevage et de l'arbre : les trois domaines pensés en même temps dans un même système agricole
- L'approche territoriale qui tient compte de toute la topo-séquence des hauts bassins versants au bas-fond...
- L'agriculture de conservation avec l'utilisation de plantes de couverture pour remplacer les outils mécaniques, les engrais et les pesticides (les plantes au service des cultures ou de l'élevage)
- L'approche systémique et les interactions entre les productions, dans un temps de rotation et d'alternance

Les résultats d'enquêtes montrent que les contenus et méthodes des centres évoluent lentement et que depuis des décennies, pour les centres les plus anciens, ils ont été peu renouvelés.



4.3.1 Le soutien des politiques publiques reste plutôt ciblé plus sur l'augmentation de la production agricole en général que sur l'agroécologie précisément

D'après les résultats d'enquêtes, il ressort que **les politiques publiques accompagnent le développement de la formation technique professionnelle dont la formation agricole, dans le cadre d'une prise de conscience, mais avec encore peu d'investissements**. Leurs objectifs sont l'insertion des jeunes dans le monde professionnel, la lutte contre l'oisiveté (due à l'absence d'emploi) et la délinquance, le développement de l'économie, la lutte contre l'exode rural ; par exemple :

- Au Cap Vert et au Nigéria, les politiques publiques investissent dans le sens du développement et du renforcement des formations professionnelles dont agricoles à des fins d'insertion professionnelle
- Au Togo, il existe un Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnel (FNAFPP)
- Au Niger, le ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, a créé un fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA).

En Sierra Leone, de manière générale, le développement du secteur agricole est une priorité pour le développement de la croissance du pays. Le gouvernement a formulé un Plan National de Développement de l'Agriculture Durable (PNDAD) sur la période 2010-2030. Actuellement le gouvernement met en œuvre, dans ce cadre, le Programme National de Transformation Agricole nommé NAT 2019-2023.

Si on parle d'agriculture durable ou d'agroécologie, les soutiens sont encore peu cités, mais ils existent, par exemple :

- Au Ghana, les politiques nationales guident le programme d'industrialisation du pays. Parmi celles-ci figurent en bonne place les politiques agricoles nationales formulées par le Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture (MOFA) et les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique formulées par le Ministère de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'innovation (MESTI). Au niveau des agences gouvernementales, l'agroécologie ou l'agriculture durable, ou l'agriculture intelligente face au climat ou l'agriculture biologique se retrouvent dans de nombreuses politiques et plans.
- Au Burkina Faso, le gouvernement dans le cadre de sa réflexion sur sa stratégie nationale de développement agricole, a organisé en 2021, une conférence sur le thème « processus d'intégration de l'agroécologie dans les politiques publiques : enjeux et défis ». Ce choix montre l'intérêt du gouvernement sur ce type d'approche.
- Au Sénégal, l'agroécologie figure en bonne place dans le Plan Sénégal Emergent (PSE) grâce au lobby des plateformes nationales comme la DyTAES. Durant la campagne dernière, le gouvernement du Sénégal a alloué 10% de son budget pour subventionner les engrais organiques.

L'agroécologie reste encore quelque chose de nouveau, de mal maîtrisé et n'est pas encore bien perçue.

À ce jour, **les politiques publiques tiennent à développer l'agriculture pour augmenter la production et la capacité d'autosuffisance alimentaire du pays**. L'agriculture est, dans presque tous les pays de la CEDEAO, le premier secteur en termes d'actifs. Un taux élevé de la population travaille dans l'agriculture, mais ne vit pas dignement de son métier. L'idée est que l'agriculture locale nourrisse la population, crée des emplois et augmente le niveau de vie des populations.



L'agroécologie est encore peu connue (dans son approche holistique et systémique comme défini en préambule, qui lui permet d'être productive et triplement performante au niveau économique, social et environnemental). Elle est souvent confondue avec l'agriculture biologique, qui est fondamentalement et juridiquement une approche majoritairement environnementale de l'agriculture (voir le cahier des charges). L'agroécologie est plus large que l'agriculture biologique, et plus large et plus complexe qu'une approche environnementale.

La mise en perspective de ces thématiques vis-à-vis des préoccupations nationales, voire interrégionales, est à confronter avec l'orientation donnée par les bailleurs de fonds internationaux aux subventions accordées dans le cadre de projets de développement. **De nombreux pays industrialisés mettent actuellement une priorité sur des mesures environnementales** : limiter l'intensification du changement climatique et l'érosion de la biodiversité, développer une agriculture moins consommatrice en pesticides et en engrais de synthèse, mais aussi en eau. Après avoir subi les conséquences d'une agriculture très industrialisée mise en place après la Seconde Guerre mondiale, la communauté européenne comme d'autres pays occidentaux se voient dans l'obligation de revoir leurs fondamentaux vis-à-vis de la durabilité de leur développement agricole, surtout dans un contexte de mondialisation.

Les pays de la CEDEAO ne sont pas dans des problématiques tout à fait identiques même s'il y a des problèmes transversaux au niveau environnemental, par exemple :

- L'utilisation excessive ou mal maîtrisée, quand il y en a, des pesticides et des engrais chimiques, ce qui engendre la pollution des eaux et des produits agricoles ;
- La destruction des sols : au niveau de sa structure (érosion hydrique et éolienne) et au niveau de sa fertilité. Ces problèmes sont provoqués, entre autres, par le labour mécanique des sols, la non-couverture des sols et par l'agriculture sur défriche-brûlis sans suffisamment de temps de jachères entre les remises en cultures. Ce qui engendre, entre autres choses, des baisses de rendements et donc des baisses de productions et de revenus.

L'agroécologie a fait ses preuves dans le monde entier, mais à des échelles locales et ponctuelles. Une grande partie des pays de la planète souhaite la développer, mais c'est encore à tâtons, car elle sous-entend de penser autrement, de produire autrement et donc d'enseigner autrement. Elle déstabilise les acquis décennaux de la recherche, de la formation, de la vulgarisation et de la production.

Il semble que dans de nombreux pays du monde, les politiques publiques incitent donc vers son développement, mais sans savoir précisément comment accompagner cette évolution. Globalement et pour l'instant certaines politiques publiques sont au stade de « verdir » (green washing) le cadre de leur accompagnement et de leur législation. Mais le verdissement (exiger plus d'écologie) n'amène pas forcément au productif durable recherché. En effet, pour l'instant, les cadres et législations en vigueur restent axés sur le développement de la production agricole et non sur sa durabilité ou alors elles incitent à une production biologique qui reste la seule labélisée donc cadrée et qui a des marchés là où les consommateurs ont des moyens. Faute de savoir accompagner vers l'agroécologie, on incite donc à une production agricole qui limite les excès abusifs de l'agriculture industrielle (utilisation irraisonnable des engrais chimiques et des pesticides ...).

4.3.2 Un contexte professionnel peu dynamique et des acteurs démunis

Les acteurs du secteur de la formation sont souvent dépendants des subventions de l'État ou des partenaires financiers. La formation coûte cher et peu d'investisseurs souhaitent s'y impliquer. La formation n'est pas encore toujours forcément vue comme prioritaire, surtout la formation à l'agroécologie, car cette approche et les concepts qui y sont liés sont encore mal maîtrisés donc déstabilisants et vus comme encore peu fiables. De plus, la formation à l'agroécologie doit se penser sur un temps long étant donné qu'il s'agit de systèmes et non de pratiques.



Les acteurs privés du secteur de la formation continue agricole s'essouffent. Ils ont pris l'habitude de travailler avec peu de moyens. La formation continue, comme la formation en générale, est un service intermédiaire, un levier, mais qui n'aboutit pas directement à des résultats productifs (la formation ne permet pas d'atteindre directement l'appropriation. Cela doit souvent passer par de l'accompagnement technique lié à de la vulgarisation et/ou du conseil qui sont complémentaires et qui suivent la formation en termes d'étape. La formation fait partie des actions « soft » (services intermédiaires vers du développement) et non « hard » (actions qui se voient, comme des ouvrages). L'investissement dans le facteur humain est long et pas tout de suite explicite.

Dans les 15 pays de la CEDEAO, la filière formation au sens large, et plus spécifiquement la formation continue en agriculture, est donc souvent peu développée et peu dynamique. Il y a des initiatives privées, mais elles restent souvent déconnectées ou très ponctuelles vis-à-vis de l'ensemble du secteur de la formation plus stable qui reste essentiellement public. En effet, par exemple, les projets de développement agricole forment les agriculteurs, car la formation continue agricole est un levier pour initier du changement et permettre le développement de la production. Souvent ils font leur propre ingénierie de formation comme leur ingénierie pédagogique, leur propre suivi-évaluation et n'interviennent que ponctuellement sur une partie ciblée de la population (peu d'impacts quantitatifs). Ils peuvent avoir des résultats extrêmement positifs, mais la pérennité de ces actions est souvent très faible, et le spectre d'action est très limité, bénéficiant à un nombre réduit de producteurs, en relation avec l'envergure du projet et son budget. Quand le projet s'arrête, la dynamique s'arrête et la vie reprend son cours d'avant, même quand le projet a été très efficace.

Dans les enquêtes, tous les acteurs interrogés sont conscients des défis et surtout de la puissance du levier formation continue agricole pour le développement durable de l'agriculture, mais **peu ont les moyens de mettre en place les actions nécessaires.**

4.3.3 Dynamisme des partenaires financiers

Certains pays ont des projets nationaux qui appuient la formation continue et/ou initiale agricole, par exemple la Côte d'Ivoire, à travers son Projet National des Métiers Ruraux (PNMR), appuie des centres de formation agricole et invite à l'agroécologie.

Les institutions publiques nationales, comme de nombreux autres acteurs, maîtrisent peu le concept de l'agroécologie et le financent peu, pensant souvent qu'il n'est pas un levier vers un niveau élevé de souveraineté et d'autosuffisance alimentaire (priorités actuelles de nombreux pays).

Certains partenaires financiers apportent des fonds au capital social des centres de formation, participent aux premiers investissements, ou financent de la trésorerie pour le démarrage. Au Niger, par exemple, l'État comme les bailleurs de fonds étrangers apporte des soutiens aux centres de formation en termes d'investissement en infrastructures et/ou dans l'acquisition d'équipements, de matériels et plus rarement dans le renforcement de capacités des formateurs. C'est le cas avec le Programme de Développement des Compétences pour la Croissance (PRODEC) de la Banque Mondiale.

4.3.4 Dynamisme des partenaires techniques

Les enquêtes permettent de constater que les partenaires techniques sont souvent des acteurs qui font la promotion de l'agriculture biologique davantage que de l'agroécologie, plus large et plus complète pour le territoire. Par exemple :

- Au Bénin, une filière Bio se développe, mais pas forcément agroécologique. Le projet TAZCO, toutefois, a l'objectif de développer une filière coton agroécologique.
- Au Niger, le réseau des acteurs de l'agroécologie dénommé « Raya Karkara » c'est-à-dire « faire revivre le monde », promeut et appuie la diffusion de l'agroécologie limitée à une approche biologique (c'est-à-dire avec une efficacité à zéro intrant de synthèse).



Certains centres de formation enquêtés ont mis en avant des partenariats entre la recherche et la formation professionnelle, par exemple :

- Au Niger, en Guinée, au Mali, des centres de formation publics collaborent avec des institutions de recherche comme les Instituts Nationaux Agronomiques.
- En Sierra Leone, les universités enquêtées (sur ce qu'elles font en termes de formation continue) entretiennent des partenariats avec des centres de recherches. Les universités forment les étudiants, leur financent des voyages d'études par le biais de bourses (via des entreprises privées comme la société minière Seawright dans le cadre de sa politique « Responsabilité Sociétale des Entreprises »). Les centres de recherche permettent la visite de leurs essais et partagent leurs publications. Ils ont aussi également travaillé sur le développement de partenariats permettant la multiplication de semences, l'octroi de micro-crédits pour les petits producteurs et la diffusion de systèmes agroforestiers alliant arboriculture et apiculture.

4.3.5 Dynamisme des partenaires en ingénierie de formation

Ce sont souvent les services de l'État qui assurent le service « officiel » de renforcement, de suivi et d'évaluation de la formation. Par manque de moyens, cet appui est souvent faible, mais il existe :

- Au Cap Vert par exemple avec un partenariat avec le Brésil, qui dans ce cadre, a envoyé des formateurs brésiliens qui sont venus au Cap Vert former les formateurs du Cap Vert. D'autre part, le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle envoie des agents dans d'autres pays pour faire du parangonnage.

Il y a aussi des initiatives plus privées telles que :

- Au Niger, le Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA). Celui-ci diffuse des supports, des approches et des méthodes pédagogiques de formation agricole.

4.3.6 Dynamisme des publics ciblés

La majorité des centres de formation continue qui ont été enquêtés, accueillent aussi des publics jeunes de 15 à 25 ans (dans le cadre de module de formation continue) afin de les accompagner à acquérir une qualification professionnelle certifiée, dans le but de faciliter leur insertion professionnelle sur le marché de l'emploi.

Les jeunes ruraux peuvent être intéressés par l'agriculture biologique, car ils pensent à des marchés spécifiques rémunérateurs, mais l'agroécologie reste encore trop vague ou amalgamée à des techniques anciennes qui demandent trop de travail pénible et rapporte peu.

En revanche, sur un public plus citadin, une forme de retour aux « sources » peut être attractive.

La formation continue non diplômante (et/ou non certifiante) pour adulte (personne de plus de 25 ans étant sortie du cadre scolaire et/ou exploitant déjà installé) **est plus rare, car les agriculteurs manquent de disponibilité**, et ont peu de moyens ; ils peuvent rarement se faire remplacer lorsqu'ils sont absents pour raison de formation.

Cependant, les jeunes souhaitant s'installer, donc n'ayant pas encore d'exploitation à gérer, et les acteurs de la transformation et/ou de la commercialisation sont des publics cibles plus disponibles.



4.3.7 Dynamisme des acteurs du secteur agricole

Les acteurs du secteur agricole sont peu intéressés par l'agroécologie qui est présentée comme une agriculture biologique manuelle, car il n'y a pas de subventions ni de marchés spécifiques et d'autre part, les techniques qui leur sont présentées sont souvent très pénibles, ce qui ne les attire pas.

D'un point de vue modulaire, certaines thématiques peuvent techniquement les intéresser (fabrication de compost, association de cultures, gestion des problèmes phytosanitaires...), mais pas l'ensemble.

4.3.8 Des « groupements », liés à l'agroécologie, naissants

Une interprofession est le regroupement de plusieurs acteurs économiques engagés dans une filière de production et/ou de commercialisation commune et a comme objectif d'agir pour l'intérêt commun de l'ensemble de ses membres. Les accords interprofessionnels sont les outils privilégiés par les interprofessions. Ils définissent les règles régissant l'activité de la filière et constituent à ce titre une trace tangible et concrète des stratégies communes mises en place par la filière. Ils résultent d'une discipline volontaire dont l'adoption requiert l'unanimité des professions composant l'interprofession. L'accord peut ensuite être présenté aux pouvoirs publics dans le cadre de la procédure d'extension.

Il n'y a pas d'interprofession à proprement parler en agroécologie, car ce n'est ni une filière, ni une production. Par contre, **il existe des fédérations ou des associations qui font la promotion de l'agroécologie et qui regroupent des acteurs des différentes filières agricoles :**

- Au Bénin, il existe une Fédération agroécologique du Bénin (FAEB) qui a été créée en 2010. Elle promeut une agroécologie qui a une approche purement biologique.
- Au Cap Vert, il existe une plateforme des organisations non gouvernementales créée en 1996. Cette plateforme joue le rôle d'un espace de communication et de concertation pour toutes les associations communautaires du pays. Plusieurs associations communautaires regroupent des agriculteurs et des éleveurs.
- En Gambie, il existe une faîtière nationale de coordination des organisations paysannes (National Coordinate Organisation of Farmers Associations of the Gambia / NACOFAG), mais elle n'est pas spécifique à l'agroécologie.

Au Togo, il existe le Réseau des Acteurs de l'Agroécologie du Togo (RENAAT), dont de nombreux centres de formation sont membres

- Au Burkina Faso, il existe le Conseil National à l'Agriculture Biologique (CNABio).
- Au Sénégal, il existe la Dynamique pour la Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES).



4.4 POTENTIALITÉS DES CENTRES DE FORMATION

4.4.1 Des ressources humaines présentes, mais qui manquent de renouvellement dans leurs savoirs comme dans leurs méthodes

Beaucoup de centres privés sont créés à l'initiative d'un ou plusieurs individus qui ont une vision et un projet précis.

La ressource humaine, quand on parle des enseignants/formateurs, ressort des enquêtes comme un atout, mais aussi comme un problème central. Les formateurs sont là, mais souvent faute de moyens, ils sont peu accompagnés et peu « recyclés » grâce à de la formation continue. Ils sont majoritairement techniciens et plus rarement ingénieurs. Ils sont peu remis à niveau et sont peu payés.

Au Cap Vert, les formateurs sont souvent des prestataires externes ; peu de formateurs sont sous contrat durable. C'est plus économique et les formateurs sont plus spécialisés suivant les thématiques à enseigner, mais il y a moins d'interactions entre les modules de formation et moins de cohérence dans l'ensemble de la formation.

Et pourtant ce sont des acteurs centraux : ceux qui doivent co-construire les solutions avec les apprenants et accompagner chaque apprenant à assimiler les nouveaux savoirs et savoir-faire, et à prendre le risque de se les approprier et de les appliquer.

Les contenus des formations ne sont pas mis à jour régulièrement en fonction des avancées scientifiques, technologiques et agropédoclimatiques. Pour cela, il faudrait de la formation continue et des partenariats dynamiques, permanents et de proximité avec des centres de recherche appliquée.

Les méthodes restent souvent celles apprises ou inculquées à l'origine dans le cadre de leur propre cursus. Peu de formations continues au cours de leur carrière ont permis aux enseignants/formateurs de faire évoluer leurs contenus et méthodes. Passer d'un rôle d'enseignant qui détient le savoir et qui le transfère (méthode professorale), car il est allé à l'école, à celui de facilitateur qui co-construit avec des paysans qu'il ne sous-estime pas, pour allier savoirs scientifiques et techniques et savoirs endémiques transmis de génération en génération est encore très rare. Ce sont pourtant ces savoirs et savoir-faire qui ont permis à tous ces agriculteurs d'être encore là aujourd'hui.

D'autre part, **la difficulté rencontrée par les formateurs dans beaucoup des territoires enquêtés est l'hétérogénéité du public** : les âges, les niveaux d'alphabétisation, les langues, les objectifs... pour pouvoir s'adapter de manière opérationnelle, les formateurs sont obligés de simplifier, de lisser les contenus. **Le « sur mesure » n'est pas opérationnellement possible vu les effectifs d'apprenants, le temps imparti et quelquefois le niveau de compétences du formateur.** La complexité fait partie de la durabilité, et simplifier amène à des raccourcis qui ne permettent pas la performance.

Ces remarques pour dire que **la formation des enseignants et des formateurs (deux métiers différents qui demandent des compétences différentes) est primordiale et que pour l'instant dans presque tous les centres enquêtés, elle est laissée au minimum.** Dans certains pays, comme en Guinée, l'État demande à ses formateurs, dans le secteur public, de s'autofinancer, car les moyens sont vraiment faibles.



4.4.2 Des ressources financières trop faibles et aléatoires

La majorité des centres font payer des frais d'inscription, souvent faibles, car les apprenants en agriculture ont généralement peu de moyens. En revanche, **c'est plus rare que le centre fasse payer des frais de scolarité**, tout au long du cycle de formation, même si cela existe par exemple au Cap Vert...

Les élèves peuvent bénéficier des bourses : notamment au Bénin, au Cap Vert où des bourses sont financées par la Banque Mondiale, à travers le Fonds de promotion de l'emploi et de la formation.

C'est un problème pour beaucoup de centres, qui œuvrent pour des publics souvent à faible revenu. **Cela ne permet pas aux centres de rentabiliser leurs formations, et ils dépendent presque totalement des subventions de l'État ou de partenaires techniques et financiers.**

Ce sont les États qui payent les frais de fonctionnement pour les établissements publics. Pour les privés, ils vivent souvent grâce à des projets financés par des bailleurs internationaux.

Leur capacité d'autofinancement est souvent faible, voire inexistante, car ils n'ont pas de ressources propres. Les productions issues des fermes pédagogiques ou des champs-écoles sont soit utilisées pour nourrir les apprenants, soit vendues. Les meilleurs centres réussissent à être autonomes en termes de fonctionnement courant, mais les investissements sont faits au gré des politiques publiques et des projets avec des partenaires financiers.

Contrairement au modèle du centre Songhaï par exemple, peu ont développé des sources de revenus comme la vente de biopesticides, de produits fabriqués avec des denrées recyclées, la vente des produits agricoles cultivés sur le centre. Cette dynamique interne pour amener le centre à être autosuffisant existe peu. Dans les centres publics, les prises d'initiatives sont limitées et la motivation en est d'autant plus affaiblie.

Faute de moyens, il est rare que les centres proposent des hébergements et de la restauration, ou si c'est le cas, c'est rare que cela soit accessible aux petits producteurs.

Peu de centres sont endettés, car ils n'en ont pas la capacité au niveau des banques.

4.4.3 L'insertion des jeunes dans les métiers de l'agroécologie

L'agroécologie est une approche du système alimentaire sur un territoire. Elle concerne donc tous les secteurs d'activité du territoire, toutes les disciplines et tous les acteurs. La formation continue agricole l'aborde encore peu sous son angle holistique et systémique, mais l'aborde souvent par le biais de pratiques ponctuelles écologiques, voire durables (sur la triple performance économique, sociale et environnementale).

Concernant le secteur agricole, le développement de l'agroécologie demande à former des chercheurs, enseignants, formateurs, conseillers, vulgarisateurs, banquiers, commerçants, transformateurs, communicants, animateurs d'OP ou de syndicats et tous autres métiers du secteur...



4.4.4 Des besoins en renforcement des capacités dans tous les domaines

4.4.4.1 Des centres publics perçus comme de vieux « dinosaures » et des centres privés comme des « libellules éphémères »

Beaucoup de centres sont anciens. Les formateurs comme les apprenants savent que les choses ne changent pas vite. Beaucoup de nouvelles approches et de projets sont passés, mais la réalité varie peu. Il est difficile d'être attractif et de stimuler l'innovation. Se former c'est se remettre en question. C'est valable pour les formateurs comme pour les apprenants.

En ce qui concerne les pouvoirs publics, ils souhaitent inciter, réformer, mais ont peu de moyens. Ils se tournent vers leurs partenaires financiers, mais eux ont leur propre vision, leurs propres objectifs et leurs propres exigences. Le résultat est un compromis entre répondre aux préoccupations locales et répondre aux préoccupations des bailleurs internationaux.

Enfin, du côté des acteurs privés, ceux-ci quand ils ont les moyens de leurs initiatives souhaitent intervenir comme bon leur semble et agissent sans forcément s'allier avec les acteurs déjà intervenants sur le territoire. Ou si c'est le cas, ils souhaitent rester très autonomes. Leurs moyens sont souvent liés à des ONG et des projets, dont les moyens sont éphémères.

4.4.4.2 L'ingénierie des dispositifs de formation dépend de l'ouverture du centre vers l'extérieur

On remarque que **la richesse et la diversité des partenariats sont corrélées aux capacités d'innovation du centre et à ses évolutions en termes de contenus, de moyens et de méthodes.**

Un centre de formation ne peut évoluer que dans un contexte territorial institutionnel et politique qui innove et qui instaure des cadres et des moyens pour accompagner les évolutions.

Il ressort des enquêtes que **beaucoup de partenaires techniques et/ou financiers influencent, souvent au travers de leur financement, pour inciter à des changements qui sont liés à leurs préoccupations.** Cela injecte de l'innovation, du changement et un regard différent, mais cela **oriente aussi vers des problématiques quelques fois décalées des réalités locales.**

En effet, dans un contexte de mondialisation, il y a une prise de conscience de problèmes transversaux à l'échelle du monde tel que :

- L'intensification du changement climatique
- La crise économique mondiale face à une démographie galopante
- Des modes d'agriculture inadaptés à l'évolution de la démographie dans le monde
- La montée des communautarismes
- Les conflits religieux qui amènent à du terrorisme
- Les maladies ou virus planétaires
- ...

Mais tous ces problèmes mondiaux, bien réels, ne sont pas priorisés et perçus de la même manière selon qu'on soit dans un pays qui a atteint son autosuffisance alimentaire et exporte des matières premières, un pays qui rencontre des problèmes graves de malnutrition et de famine, un pays ayant plus de 50 % de sa population voire plus qui a moins de 25 ans ou un pays ayant plus de 50% de sa population qui a plus de 50 ans. Ou encore un pays qui a des centrales nucléaires, des barrages hydroélectriques qui fournit de l'électricité à sa population et qui en exporte, ou un pays dont la majorité de la population n'a pas accès à l'électricité, à l'eau potable, etc.



4.4.4.3 L'ingénierie pédagogique est très limitée

L'ingénierie pédagogique est souvent de la responsabilité particulière de chaque formateur. Les méthodes restent classiques : on explique la théorie en salle et on montre la pratique sur une parcelle de démonstration. Les apprenants échangent sur leurs pratiques. Peu de supports didactiques sont proposés, par manque de moyens, mais aussi à cause de la diversité des niveaux d'alphabétisation et des langues écrites ou parlées.

Les enquêtes font peu ressortir la notion de co-construction des savoirs et de facilitation plutôt que de transfert, qui sont des méthodes privilégiées en formation continue. Peut-être parce que ces méthodes de pédagogie active, très performantes, demandent beaucoup de temps et des compétences particulières. En effet, il s'agit d'écouter chacun expliquer ses pratiques, comment il les met en œuvre et pourquoi ; ensuite il s'agit de confronter ces pratiques à celles des autres, mais aussi aux savoirs biotechniques et scientifiques afin de les transmettre en les rendant accessibles et concrets ; en leur donnant du sens. Les savoirs biotechniques ou scientifiques ne contredisent pas les pratiques, mais les expliquent, les complètent, les déstabilisent si nécessaire...

La facilitation positionne le formateur comme un facilitateur qui est là pour faire accoucher d'un nouveau savoir, issu des savoirs modernes et/ou scientifiques et des savoirs endémiques des paysans. Il n'est plus en position classique du formateur qui avait tout le savoir et qui était là pour le transmettre. Il a une partie du savoir et l'apprenant en a une autre. L'aboutissement va enrichir les deux.

4.4.4.4 Des besoins structurels énormes

Tous les centres ont besoin d'être appuyés pour développer ou au moins pour entretenir leurs moyens en termes de bâtiments, de foncier (champs-écoles), d'équipements ou de matériels. Aucun ne dégage assez d'argent pour investir et entretenir les infrastructures, ce qui pose un réel problème. Des fonds externes sont nécessaires.

Au Cap Vert, par exemple, les centres de formation ont peu ou pas de champs-école. Pour la pratique, ils dépendent de la volonté d'agriculteurs qui acceptent ou non de faire visiter leur exploitation.

4.4.4.5 Le suivi-évaluation des formations et des centres de formation

Les enquêtes nous apprennent que **les apprenants sont souvent des locaux, issus du territoire dans lequel le centre est implanté. Les formateurs restent disponibles pour des conseils.** La proximité leur laisse la possibilité de pouvoir intervenir en cas de demande d'appui (10 centres sur 48 réalisent du suivi post-formation).

En ce qui concerne le suivi-évaluation des centres vis-à-vis de l'insertion post-formation à 6 mois puis à 1 an voire plus, cela dépend des centres. Certains ont une base de données et enregistrent le profil de leurs formateurs comme de leurs apprenants.

L'insertion à la suite des formations est assez courante. Nous avons peu de chiffres, mais dans le discours, les retours sont positifs. **Les formations permettent et stimulent la création d'entreprises et l'installation en agriculture et, d'autre part, pour les agriculteurs déjà installés, elles stimulent la remise en question, l'innovation et l'action pour plus d'amélioration de la production et de leurs conditions.**



4.4.5 Analyse transversale et globale des centres de formation en agroécologie

DES ATOUTS

- Existence de cadres législatifs et institutionnels pour la formation professionnelle agricole ;
- Soutien Etatique au développement de la production agricole
- Existence de centres de formation professionnelle agricole
- Existence de formation modulable permettant une évolution rapide des formations
- Appartenance des centres à des réseaux qui font la promotion de l'agriculture biologique et/ou de l'agroécologie
- Beaucoup de centres publics de formation agricoles en Afrique de l'Ouest ont une histoire et des antécédents très positifs qui leur donnent une bonne réputation et une certaine expertise technique.

DES FAIBLESSES

- Faible compréhension du concept global de l'agroécologie
- Faible application partielle des principes de l'agroécologie, dans les curricula de formation proposés
- Faible capacité des infrastructures de formation ou manque d'entretien
- Faible effectif de femmes dans les formés
- Faible autonomie financière et capacités de développement
- Instabilité et irrégularité des financements
- Faiblesse voire inexistence des systèmes de suivi et d'évaluation
- Faiblesse de la formation technique des formateurs en agroécologie
- Faiblesse de l'ingénierie pédagogique

DES OPPORTUNITÉS

- Intérêt des agriculteurs pour la formation à des alternatives durables aux pratiques traditionnelles peu productives et qui demandent beaucoup de main-d'œuvre
- Intérêt importants des États pour la professionnalisation et le développement de l'entreprenariat dans le secteur agricole, qui occupe souvent une grande majorité de la population
- Renforcement des intérêts des États pour le développement de la formation agricole rurale et son lien avec l'insertion professionnelle
- Prise de conscience environnementale des différents Etats mais aussi et plus largement prise de conscience vis-à-vis d'une agriculture véritablement durable
- Les partenaires financiers internationaux ont la volonté de développer une agriculture durable et donc s'intéressent à l'agroécologie.



DES MENACES

- Les conflits armés et l'instabilité politique provoquent de l'insécurité et donc aggravent la pauvreté et la vulnérabilité
- Le manque d'attrait du secteur agricole pour la jeunesse qui aspire à des métiers moins pénibles et plus rémunérateurs
- Les agriculteurs sont souvent dans des logiques de survie et n'ont pas les moyens de prendre le temps de la formation
- L'amalgame entre l'agroécologie et l'agriculture biologique risque de donner une mauvaise image de l'agroécologie et de créer des contres démonstrations et enfin de réduire l'intérêt des agriculteurs vis-à-vis de ce concept, qu'ils prendraient comme un retour en arrière.

4.5 LE CLASSEMENT DES CENTRES DE FORMATION ENQUÊTÉS

Le classement des centres a pour objet de sélectionner un centre dans chaque pays pour recevoir un appui en phase 3 de l'étude. En effet, le PAE souhaite proposer un financement à un centre de formation par pays pour qu'ils développent un projet de formation en agroécologie. L'objet de la phase 3 de l'étude sera ainsi d'appuyer les centres à préparer un Plan de Travail et Budget Annuel en lien avec leur projet de développement de la formation en agroécologie.

Il est important de noter que tous les centres enquêtés ont des atouts et des faiblesses. Chacun mériterait d'être appuyé. Faire le choix d'accompagner tel centre par rapport à un autre est très difficile. Les critères de sélection quelle que soit leur objectivité seront tout à fait relatifs et dépendent du contexte national du pays concerné. En effet, dans certains cas, c'est une question de répartition et d'impact géographique, dans d'autres cas de motivation de l'équipe ou de qualité des infrastructures ou équipements pédagogiques, d'expériences ou de potentialités de démultiplication des formations par le centre ou encore de motivation/intérêt des partenaires financiers impliqués dans le pays...

Chaque pays, chaque contexte, chaque centre est unique et aucun « copier-coller » n'est possible. Voici donc, une proposition de classement des centres de formation, tout à fait discutable.

4.5.1 Les critères de classement des centres de formation à appuyer

Appuyer un seul centre de formation agricole par pays demande de définir des critères de choix. Pour cela, il faut se poser une question centrale : **quel centre de formation agricole est à même de valoriser le plus efficacement un appui financier pour développer au mieux la formation en agroécologie dans son pays ?**

La méthode d'analyse est empirique, basée sur les observations, l'expérience analytique et les dires d'experts. Les critères de choix des centres à appuyer qui semblent pertinents, sans ordre de priorité, sont :

- **Critère 1 : Accessibilité géographique et sécuritaire.** Le centre doit pouvoir accueillir et recevoir des partenaires techniques et financiers, des publics diversifiés et donc ne pas être isolé dans une zone lointaine ou dangereuse. On le constate dès maintenant : certains centres n'ont pas pu être visités en phase 2 à cause de leur éloignement géographique et/ou de la zone à risques où ils se trouvaient. Ce critère existe, car ce centre a vocation à jouer un rôle de « pilote »/ d'effet d'entraînement.
- **Critère 2 : Compétences en agroécologie (actuelles et/ou potentielles)**
 - **2.1. Niveau d'appropriation de l'agroécologie :**
Ce sous-critère permet d'avoir une vision globale du niveau d'appropriation du centre vis-à-vis de sa maîtrise de l'agroécologie. Certains centres la mentionnent, mais les contenus de formation ne reflètent pas l'approche, alors que d'autres ne la mentionnent pas, mais ont des contenus qui la caractérisent.



- **2.1.1. Présence de contenus de formation à l'intégration cultures / élevage / arbres** : ce sous-critère est une base technique aux systèmes agroécologiques. Il ne peut y avoir d'agroécologie dans une exploitation agricole sans cette intégration entre les cultures, qu'elles soient vivrières, de rente, fourragères, médicinales ou autres, de l'élevage quel qu'il soit et de l'arbre (reboisement, embocagement, arboriculture, agroforesterie...)
 - 2.1.1.1 Présence de contenus de formation à l'intégration arbre / cultures : agroforesterie, gestion forestière, reboisement
 - 2.1.1.2. Présence de contenus de formation à l'intégration cultures / élevages
- **2.1.2. Présence de contenus à la gestion économique et financière globale de l'exploitation agricole** : la gestion économique et financière est cruciale pour la durabilité de l'exploitation agricole. L'agroécologie ne peut se soustraire à cet angle d'approche.
- **2.1.3. Présence de contenus à la gestion sociale de l'exploitation agricole** : organisation, management, approche commerciale, pénibilité, transmission... Le producteur est au cœur de l'agroécologie, l'idée est qu'il vive de son métier durablement en toute harmonie dans son environnement.
- **2.1.4. Présence de contenus de formation en lien avec l'alimentation, la nutrition** : atelier de transformation... L'agroécologie a pour objectif de penser un système d'alimentation durable et adapté au territoire. Le consommateur doit pouvoir choisir comment il veut se nourrir.
- **2.1.5. Présence de contenus de formation relatifs à la conservation des sols (structure et texture)** : couverture (morte ou vivante) permanente des sols par des plantes de services ; labour biologique sans remaniement du sol mécanique ; biodiversité des espèces ; alternance céréales et légumineuses ; rotation de cultures ; lutte antiérosive. L'agriculture de conservation est souvent le cœur technique et stratégique des systèmes agroécologiques. Ce sont les plantes de couverture et de services qui vont jouer le rôle de la charrue et autres outils de travail du sol, mais aussi le rôle des engrais, des pesticides et des amendements, car elles vont empêcher les adventices, réduire les maladies et mettre à disposition des cultures les éléments minéraux du sol. Elles permettent aussi le maintien de la structure du sol et donc limitent l'érosion ; elles garantissent une bonne gestion de l'eau en limitant l'évapotranspiration de l'eau et en réduisant les besoins en eau.
- **2.1.6. Présence de contenus de formation à l'utilisation de fumure raisonnée et durable (chimique et/ou organique)**
- **2.1.7. Présence de contenus de formation sur la gestion de la pression phytosanitaire** : lutte intégrée, utilisation raisonnée et durable des pesticides biologiques et/ou chimiques
- **2.2. Niveau de moyens pour la formation à l'agroécologie**
 - **2.2.1. Présence d'un site de démonstration agronomique dans la ferme pédagogique du centre de formation agricole** : ce site de démonstration est un support de formation pratique. Il est indispensable. Ce n'est pas un site d'expérimentation (qui concerne la recherche appliquée avec des spécialistes). Le site de démonstration est là pour montrer pratiquement des contenus et des méthodes éprouvées.
 - **2.2.2. Présence d'un élevage dans la ferme pédagogique du centre de formation agricole**



- 2.2.2.1. Présence d'un élevage ruminant (bovins, ovins, caprins). L'élevage de ruminants est idéal pour valoriser à l'optimum l'intégration agriculture et élevage, car les plantes fourragères vont être choisies parmi des plantes de couverture/services afin de bénéficier de tous les interactions durables entre l'élevage et les cultures. De plus, comme les autres types d'élevage, les fèces vont être valorisées comme engrais organique pour les cultures.
 - 2.2.2.2. Présence d'un élevage de volailles
 - 2.2.2.3. Présence d'un élevage porcin ou autre hors-sol
 - 2.2.2.4. Présence d'élevage pisciculture/aquaculture ou apiculture ou autres
 - 2.2.3. Présence d'une plantation arboricole et/ou forestière
 - 2.2.4. Présence d'une source de bio énergie
- **Critère 3 : Capacités des ressources humaines (actuelles et/ou potentielles)**
 - 3.1. Présence de projet de développement de l'agroécologie (motivation) : le centre a-t-il l'intention de travailler sur l'agroécologie. Ces projets vont-ils dans ce sens ?
 - 3.2. Nombre de formateurs au total
 - 3.3. Nombre de formateurs formés à une approche durable de l'agriculture
- **Critère 4 : Capacités de gestion du centre (actuelles et/ou potentielles)**
 - 4.1. Statut du centre (privé ou public) : le statut privé peut permettre d'avoir des modes de gestion plus flexibles, mais le statut public peut permettre au centre d'avoir un impact plus grand sur le territoire.
 - 4.2. Date de création : l'ancienneté du centre et surtout de sa ferme pédagogique est un bon indicateur de qualité en termes d'expérience et donc de compétences
 - 4.3. Niveau de recettes 2019
 - 4.4. Présence de cadre dirigeant
 - 4.5. Présence de personnel administratif
 - 4.6. Gestion de partenariats nationaux
 - 4.7. Gestion de partenariats internationaux
 - 4.8. Nombre de personnes formées par an au total
- **Critère 5 : Infrastructures du centre**
 - 5.1. Accès à l'eau
 - 5.2. Accès à Internet
 - 5.3. Accès à l'électricité
 - 5.4. Équipement en infrastructures scolaires
 - 5.4.1. Matériels pédagogiques
 - 5.4.2. Mobiliers scolaires
 - 5.5. Équipement en infrastructures d'internat
 - 5.6. Équipement en infrastructures agricoles
 - 5.6.1. Bâtiments agricoles
 - 5.6.2. Matériels agricoles

4.5.2 Proposition de centres à appuyer par pays

Afin de ne pas alourdir le présent rapport, une annexe 7 intitulée « Argumentaire pour le choix de priorisation des centres de formation à appuyer en phase 3 », permet de visualiser la notation de chacun des centres, critère par critère. Il a été choisi de ne mettre dans le rapport que le commentaire détaillé du centre recommandé comme prioritaire, mais dans l'annexe, un commentaire par centre est notifié.

4.5.2.1 Bénin

Le Bénin intègre sur ses terres le centre Songhaï original, un des « modèles » de la CEDEAO. De plus, il y a plusieurs autres centres Songhaï dans le pays (répliques et/ou annexes). Cela influence le choix du centre à appuyer en phase 3, ne serait-ce qu'en termes de proximité géographique.

Il ressort des enquêtes effectuées au Bénin, que l'agroécologie est présente dans le paysage agricole par un développement d'initiatives privées qui commencent à se structurer en filière. La vision de l'agroécologie béninoise s'intègre pour l'instant plutôt dans une approche purement biologique. De plus, elle est liée à une philosophie qui promeut une agriculture vivrière réalisée par de petites exploitations familiales. Toutefois la prolongation du projet TAZCO montre une volonté forte d'amener à un développement productif agroécologique des exploitations cotonnières, basées hier sur un modèle abusivement chimique. L'État béninois est motivé à faire évoluer les modes de production et le développement de son territoire vers plus de durabilité.

Deux centres ont donc été visités en phase 2 au Bénin. Les deux centres sont très liés. Les promoteurs Les Jardins de l'Espoir ont été formés par l'Organisation des Ruraux pour une Agriculture Durable (ORAD). Les centres donnent l'impression d'avoir une complicité forte et de se soutenir réciproquement.

Tableau 9 : Classement des centres de formation du Bénin

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Bénin	Ferme Agroécologique de Tchaoun Fora de l'Organisation des ruraux pour une Agriculture Durable (ORAD)	Idéal type 3	1
Bénin	Les jardins de l'Espoir	Idéal type 2	2

Priorité n°1 : La Ferme Agroécologique de Tchaoun Fora de l'Organisation des Ruraux pour une Agriculture Durable (ORAD) semble être le centre de formation le plus ouvert pour travailler à développer l'Agroécologie au sens large du terme et au sens systémique de l'approche. Il a des projets de développement et d'amélioration de sa formation en agroécologie. Sa motivation est forte. De plus, il est situé à 10km de Djougou, sous un climat de savane, ce qui contrebalance et/ou complète avec le centre Songhaï de Porto Novo et ce qui le rapproche des conditions agropédoclimatiques et culturelles du CIDAP. La ferme de Tchaoun Fora a de l'expérience et de l'ancienneté. Ces formations sont très pratiques grâce à une ferme pédagogique assez complète. Le centre partage son expérience par des interventions et des formations dans plusieurs pays. La capacité de gestion du centre est adaptée à recevoir une subvention. Son directeur est très respecté dans le cercle des producteurs qui pratiquent l'agroécologie. Cela apparait comme un atout qui pourrait faciliter la réussite du projet d'accompagnement si ce centre était choisi.

Appuyer l'un apparait comme appuyer indirectement l'autre. Un projet d'accompagnement intégrant les deux centres, peut-être sous la direction de l'ORAD, pourrait être envisagé.



4.5.2.2 Burkina Faso

Pour ce choix, il est important de ne pas oublier le contexte sécuritaire et politique difficile du pays. Trois centres ont été enquêtés. Deux sont privés et un public. Les deux centres privés sont liés à des associations.

Tableau 10 : Classement des centres de formation du Burkina Faso

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Burkina Faso	Le centre de promotion rurale (CPR) de Kodougou	Idéal type 2	1
Burkina Faso	Centre de Formation Agrobiologique AMPO /Tond-Tenga	Idéal type 1	2
Burkina Faso	Centre Agroécologique et des Innovations Economiques de Bissiga (ONG APIL)	Idéal type 1	3

Priorité 1 : Le Centre de Promotion Rurale (CPR) de Kodougou est expérimenté en formation à l'agriculture durable systémique avec un solide historique technique et partenarial. Tous ces contenus font partie intégrante de l'agroécologie. Il dispose de ressources humaines en quantité et qualité (motivation) même si celles-ci ont besoin de « recyclage » afin de remettre à niveau leurs connaissances et leurs méthodes (formation continue). Le centre a un bon potentiel d'infrastructures pour loger l'administration et l'équipe pédagogique, d'infrastructures pour l'accueil des apprenants, d'un espace pour les démonstrations pratiques et enfin c'est un centre engagé dans la promotion de l'Agroécologie. Comme dans beaucoup de structure publique, les moyens alloués à l'entretien des infrastructures étant faibles, il y a des besoins de réhabilitation et d'entretien. En tant que centre public, il est rattaché au Ministère en charge de l'agriculture, ce qui favorise son intégration et son implication institutionnelle dans l'élaboration des documents stratégiques (stratégie nationale de l'agroécologie, plan d'action national ...). Il semble que le centre de formation publique de Kodougou soit à appuyer prioritairement, car il a les infrastructures, la compétence et la motivation pour former à l'agroécologie. Il a une histoire et une assise. De plus, si l'appui est pertinent et efficace, cela peut impacter une formation et une vulgarisation à plus grande échelle. Le centre de Koudougou est situé à 2h de route de Ouagadougou.

4.5.2.3 Cap Vert

Au Cap Vert, le territoire a peu de surface, l'agriculture n'occupe pas la majorité de la population et reste familiale. Les centres de formation en agriculture sont quasi exclusivement publics. Ils ne sont pas spécialisés en agriculture comme c'est le cas dans plusieurs pays. Cela amène à des formations qui développent plus les aspects entrepreneuriaux que les techniques agricoles, contrairement aux centres de formation agricole. Le Cap Vert ne forme pas encore à l'agroécologie.

Les centres de Variante et de Tarrafal tentent de mettre en œuvre et d'encourager la pratique d'une agriculture familiale rentable. Mais le plus grand périmètre agricole du pays est celui où se trouve le centre de formation de Santa Cruz, qui a beaucoup de potentiel et qui, ces dernières années, investit massivement dans l'agriculture. Le centre met en place de nouveaux cours axés sur l'agriculture et l'élevage.

Tableau 11 : Classement des centres de formation du Cap Vert

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional de Santa Cruz	Idéal type 2	1
Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional da Variante	Idéal type 2	2

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional deTarrafal	Idéal type 2	3

Priorité 1 : le centre de Santa Cruz, parmi les trois centres publics enquêtés est celui qui semble avoir le plus de thématiques agricoles dans ces formations, qui a des partenariats lui permettant de s'intéresser à l'innovation qu'est l'agroécologie et qui a un potentiel de déploiement plus grand et plus rapide.

4.5.2.4 Côte D'Ivoire

Deux centres privés et quatre centres de l'ANADER ont été enquêtés en Côte d'Ivoire. Comme pour l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA), l'ANADER reçoit aussi des fonds publics de l'État. L'ANADER, agence de développement et de vulgarisation propose des formations initiales et continues (non diplômantes) en agroécologie.

Tableau 12 : Classement des centres de formation de Côte d'Ivoire

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Gagnoa-Lakota	Non enquêté en phase 1	1
Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Bingerville de la Mé	Non enquêté en phase 1	
Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Kotobi	Non enquêté en phase 1	
Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Grand Lahou	Non enquêté en phase 1	
Côte d'Ivoire	Ivoire Agro Forever Consulting - Djamalabo		2
Côte d'Ivoire	Centre de Formation Agricole et Rurale des Savanes (Niofouin)	Idéal type 2	3

Priorité 1 : appuyer l'un des centres de l'ANADER permettrait d'apporter un appui à une structure publique qui a déjà un réseau de 4 centres de formation, qui forment des agriculteurs et des techniciens/vulgarisateurs sans préoccupations philosophiques, mais vraiment en lien avec la productivité, la rentabilité, la vivabilité et la viabilité de l'agriculture. Chaque centre a sa « spécialité » (riziculture, arboriculture, machinisme...).

Le centre de formation de Gagnoa-Lakota semble le plus indiqué. Il est spécialisé en agroforesterie depuis des décennies et déjà une approche systémique s'approchant de l'agroécologie. Le centre est ancien et expérimenté, sa motivation et son implication est importante. Il a un très bon potentiel d'infrastructures pédagogiques et une ferme pédagogique bien adaptée à l'approche systémique de l'agroécologie. Les formateurs et les infrastructures de réhabilitation ont besoin de « recyclage », mais le potentiel global est bon.

4.5.2.5 Gambie

Réaliser les enquêtes en Gambie a été difficile à cause de la dispersion géographique et de la diversité des tutelles et des statuts des centres. Une identification des centres a été faite, mais il n'a pas été possible de réaliser les entretiens préalables d'identification et de caractérisation (en phase 1). Finalement, grâce à la participation de Mr Mendy, point focal du PAE, qui s'est personnellement impliqué dans la prise de rendez-vous et l'accompagnement lors des visites de centres, quatre centres ont pu être enquêtés.



Tableau 13 : Classement des centres de formation de Gambie

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Gambie	Njawara Training Center, North Bank Region	Non enquêté en phase 1	1
Gambie	Pirang Mixed Farming Center, West Coast Region	Non enquêté en phase 1	2
Gambie	Jenoi Agriculture Rural Farmers Training Center, Lower River Region	Non enquêté en phase 1	3
Gambie	Ngain Sanjal Mixed Farming Center, North Bank Region	Non enquêté en phase 1	4

Priorité 1 : sur les quatre centres enquêtés, un seul, celui de Njawara, pourrait donc être appuyé pour le moment, même s'il a aussi un besoin de rénovation de ses bâtiments, détruits par une tempête en 2021. Au moment de la visite, les responsables du centre avaient déjà entamé la réfection et la réparation des infrastructures détruites. Le potager, l'atelier de fabrication métallique ainsi que les bâtiments administratifs étaient fonctionnels. La cuisine, le réfectoire ainsi que les étables et poulaillers n'étaient pas encore en état de marche. Mais ce centre a des partenariats actifs et montre une ouverture vers l'extérieur. De plus, il se situe à 1h50 de Banjul (70 km après la traversée du bac - ferry) ; ce qui est facile d'accès. Il ne forme pas encore vraiment à l'agroécologie, mais il a un potentiel, car la Direction comme l'équipe de formateurs travaillent beaucoup sur les pratiques durables d'ACC (adaptation au changement climatique) et de prise en compte de la préservation de la biodiversité et de l'environnement.

Au cas où son statut d'ONG poserait problème pour le sélectionner, la priorité 2 serait le Pirang Mixed Farming qui présente l'avantage de pouvoir être rapidement préparé, au niveau des contenus comme des méthodes, à une approche agroécologique.

4.5.2.6 Ghana

Le Ghana fait peu la promotion de l'agroécologie, mais plutôt celle de l'agrobusiness. Un seul des centres visités de manière approfondie semble être pertinent actuellement pour un appui à la formation en agroécologie malgré quatre centres visités au total.

Tableau 14 : Classement des centres de formation du Ghana

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Ghana	Kumasi Institute of Tropical Agriculture (KITA)	Idéal type 2	1
Ghana	Ecological Agriculture Institut de Bolgatanga	Idéal type 2	2
Ghana	Presbyterian Agricultural Station-Garu	Idéal type 1	3
Ghana	Agri-Impact Entrepreneurship Training Institute (AETI)	Idéal type 2	4

Priorité 1 : C'est l'institut d'agriculture tropicale de Kumasi qui semble être le plus pertinent à appuyer même s'il ne forme pas pour l'instant à l'agroécologie de manière directe et globale. Tout d'abord, il est situé à Kumasi où il y a eu une paix relative depuis longtemps et il est facilement accessible. Son environnement est propice aux études. Il forme déjà à des techniques agricoles durables. Il a une bonne capacité économique, financière et pédagogique. Il est ouvert et a su se développer au fur et à mesure. Il organise également des cours, pour les femmes, en agro-entreprises et a une représentation équitable de femmes pour les cours offerts.

4.5.2.7 Guinée

La Maison Guinéenne des Entrepreneurs réalise des formations trop généralistes. Le centre de Bamban est une institution qui a fait ses preuves, mais qui reste dans une approche vers une agriculture encore très conventionnelle. Et enfin le centre Fabik a un bon potentiel. Il forme à l'agriculture biologique et pourrait évoluer rapidement vers de l'agroécologie.

Tableau 15 : Classement des centres de formation de Guinée

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Guinée	Centre de Vulgarisation Agricole de Foulaya	Idéal type 2	1
Guinée	Fabik ferme Ecole	Idéal type 2	2
Guinée	Centre de Vulgarisation Agricole de Bamban	Idéal type 2	3
Guinée	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE)	Idéal type 2	4

Priorité 1 : le centre de Foulaya est le centre qui remplit le plus de critères. Il est ancien et expérimenté ; à des infrastructures, des ressources humaines motivées et expérimentées, il se situe à 198 km de Conakry. Il forme déjà à des systèmes agroécologiques.

4.5.2.8 Guinée-Bissau

Dans un premier temps, deux centres ont été visités pour une enquête approfondie, puis, malgré des difficultés liées à la situation troublée du pays et l'indisponibilité des responsables du centre, la visite de l'école professionnelle ADPP de Bissorã a pu être rajoutée. Les enquêtes réalisées ont clairement montré que l'agroécologie est un sujet peu connu en Guinée-Bissau. Le pays ne dispose pas de centres de formation spécialisés en agroécologie.

Tableau 16 : Classement des centres de formation de Guinée-Bissau

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Guinée-Bissau	CIFAP S.Murialdo	Idéal type 2	1
Guinée-Bissau	Centro de Ensino e formação agrícola S.Isidoro Lavrador - CEFA	Idéal type 3	2
Guinée-Bissau	ADPP Escola Vocacional de Bissorã	Idéal type 1	3

Priorité 1 : c'est donc un appui au CIFAP S. Murialdo qui est recommandé en priorité. Il enseigne des systèmes agricoles durables. Il compte au moins un professeur spécialisé en agroécologie, qui est le thème central de notre étude. Le CIFAP est le centre le plus ouvert aux systèmes agroécologiques. Il a des partenaires et des financements internationaux. Il a un public varié et gère des moyens faibles, mais potentiellement évolutifs. Le développement du centre peut entraîner la formation et/ou la consolidation de la formation des formateurs en agroécologie et le déploiement de la formation des producteurs sur le concept. Il doit se doter d'une ferme pédagogique plus adaptée aux systèmes intégrant cultures/élevages et arbres.



4.5.2.9 Libéria

Quatre centres ont été visités au Libéria, mais il s'avère que les deux centres publics ne sont plus fonctionnels en ce moment.

Tableau 17 : Classement des centres de formation du Libéria

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Libéria	Le centre Agro Tech	Idéal type 3	1
Libéria	Compost Tech	Idéal type 3	2
Libéria	Centre de formation professionnelle Tumutu		3
Libéria	Le centre YATC		4

Priorité 1 : Le centre d'Agro Tech est un centre qui s'est ouvert progressivement à la formation agricole et spécifiquement à l'agriculture intelligente face au climat. Il a un très bon potentiel vers de l'expertise en agroécologie. Sa ferme pédagogique intègre cultures, élevage et arbres. Ses partenariats se développent de plus en plus y compris à l'international. Il forme déjà 300 personnes. Enfin, il est plus près de la capitale.

4.5.2.10 Mali

Quatre centres avaient été identifiés comme très porteurs dans la formation en agroécologie, mais vu les distances et les conflits au Mali, deux ont été visités pour des raisons évidentes de sécurité et de logistique.

Tableau 18 : Classement des centres de formation du Mali

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Mali	Centre d'apprentissage agricole (CAA) de Koulikoro (Samanko)	Idéal type 3	1
Mali	Centre d'apprentissage agricole (CAA) de Kayes (Samé)	Idéal type 3	2

Priorité 1 : Le centre de Koulikoro, aux portes de Bamako, est un centre historiquement réputé. Il a un background intéressant, des infrastructures et des personnes-ressources qualifiées. Il forme des techniciens et ingénieurs (formation diplômante), mais aussi des producteurs (formation continue non diplômante). Il dispose d'une ferme pédagogique avec deux périmètres maraichers exploités en agroécologie et qui servent de parcelles de démonstration pour les producteurs et productrices. De plus, il dispose de suffisamment de terres pour faire des rotations longues de cultures diversifiées. Il pratique l'agriculture de conservation des sols et des eaux (bases pratiques de l'agroécologie). D'autre part, il gère des vergers et des ateliers animaux (bovins et volailles) qui lui permettent de former sur des systèmes agricoles agroécologiques alliant cultures, élevage et arbres, sans compter la possibilité de recyclage des ordures urbaines. Par ailleurs, le centre est contigu à un périmètre coopératif maraicher de 300 ha aménagé et exploité de manière agroécologique. Ce centre peut devenir un vecteur de développement de l'agroécologie comme levier du développement agricole dans le milieu rural, mais aussi péri-urbain.

4.5.2.11 Niger

Comme pour le Mali, le Niger est un grand pays qui oblige à faire de grands déplacements. La sécurité n'est pas non plus garantie.

Tableau 19 : Classement des centres de formation du Niger

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Niger	Institut Privé de Formation (IPF) Kaouara Matameye	Idéal type 1	1
Niger	Site d'apprentissage agricole de Sakoira	Idéal type 1	2
Niger	Centre de Formation au Métier de Madaoua	Idéal type 1	3

Priorité 1 : Le centre de Kaouara a un bon niveau d'expertise en approche systémique. Leur ferme pédagogique est bien dotée pour former à l'agroécologie. Il forme 130 personnes par an, a une bonne capacité de gestion et une bonne équipe de formateurs. Ils ont déjà le projet de développer des formations en agroécologie. En revanche, il est loin de la capitale.

4.5.2.12 Nigéria

Trois centres ont été visités en phase 2.

Tableau 20 : Classement des centres de formation du Nigéria

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Nigéria	College of Agriculture, Kabba	Idéal type 1	1
Nigéria	Institute of Agricultural Research Training, Ibadan	Idéal type 1	2
Nigéria	Agricultural and Rural Management Training Institute de Ilorin	Idéal type 1	3

Priorité 1 : Le centre de Kabba est un centre ancien et expérimenté. Il est très accessible et forme à des systèmes agricoles durables. Sa ferme pédagogique est très bien dotée d'élevages intégrés à des systèmes de cultures et agroforestiers. Il a de bonnes capacités de gestion, mais a besoin d'un « recyclage » de ses ressources humaines.

4.5.2.13 Sénégal

Les trois centres ciblés en phase 2 ont tous une dynamique intéressante, car ils ont un ancrage dans la formation à l'agriculture durable, ce qui est une bonne base pour former à l'agroécologie.

Tableau 21 : Classement des centres de formation du Sénégal

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Sénégal	Ferme des 4 chemins	Idéal type 1	1
Sénégal	Ferme école agroécologique de Kaydara	Idéal type 1	2
Sénégal	Ferme agroécologique de Casamance de Eco From Africa	Idéal type 1	3



Priorité 1 : La Ferme des 4 Chemins a été inspirée de la Ferme Ecole de Kaydara, car son responsable y a travaillé. C'est une ferme dynamique et qui est en relation avec plusieurs acteurs qu'elle tente de fédérer dans un réseau de production et de commercialisation des produits de l'agroécologie. La Ferme des 4 Chemins est par contre en milieu périurbain et à peu de terres pour des champs-écoles. Elle a pourtant une ferme pédagogique intéressante qui allie bien des systèmes intégrant cultures, élevage et arbres. Son équipe aurait besoin de renouvellement pour mieux maîtriser les systèmes agroécologiques complets.

4.5.2.14 Sierra Leone

Ce sont deux centres universitaires qui ont été enquêtés et qui font aussi de la formation non diplômante.

Tableau 22 : Classement des centres de formation de Sierra Leone

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Sierra Leone	University of Makeni (UNIMAK)	Idéal type 1	1
Sierra Leone	Faculty of Natural Resources Management, Njala University	Idéal type 2	2

Priorité 1 : L'Université de Makeny (UNIMAK) a pour objectif de reproduire le modèle Songhaï au Bénin en établissant des fermes sédentaires comme stations de formation. Cette université forme à 65% des agriculteurs actifs (femmes et hommes) et pour le reste des jeunes qui veulent s'installer en agriculture. Ils sont formés sur l'interaction des plantes, de l'environnement, des animaux et des êtres humains. L'Université souhaite promouvoir des approches agricoles intégrées qui promeuvent l'agroforesterie alliant cultures arboricoles et apiculture par exemple. Le titre de la formation en agroécologie est : perspectives agroécologiques dans la production, la transformation, la distribution et la commercialisation des aliments. L'UNIMAK est financée par 60% de fonds privés issus de conventions avec des projets ou via des donateurs directement. Les fonds publics financent UNIMAK à hauteur de 25 % et pour le reste ce sont des recettes liées aux frais d'inscription et de scolarité payés par les apprenants.

4.5.2.15 Togo

Bien que ces dernières années le secteur agroécologique ait été fort dynamique au vu du renforcement du Réseau National des Acteurs de l'Agroécologie du Togo (RéNAAT) reconnu par l'état, la formation en agroécologie reste encore faible.

Tableau 23 : Classement des centres de formation du Togo

Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1	Classement pour appui éventuel
Togo	Centre d'Animation Rurale Tambimong Ogaro (CARTO)	Idéal type 1	1
Togo	Centre d'Assistance aux Démunis et Orphelins (CADO)	Idéal type 1	2

Priorité 1 : Le centre CARTO travaille déjà beaucoup avec le CIDAP qui l'inspire. Il a un bon potentiel en formation à des systèmes agricoles durables. Son équipe aurait besoin d'être renouvelée en agroécologie. Il a une bonne capacité de gestion et des infrastructures agricoles pertinentes.

4.5.2.16 Synthèse du classement des centres de formation

Le tableau ci-dessous récapitule les centres recommandés suite aux enquêtes de phase 2 pour un appui prioritaire dans chacun des 15 pays de la CEDEAO.

Tableau 24 : Synthèse du classement des centres de formation

	Pays	Nom du centre	Classification typologie phase 1
1	Bénin	Ferme Agroécologique de Tchaoun Fora de l'Organisation des ruraux pour une Agriculture Durable (ORAD)	Idéal type 3
2	Burkina Faso	Le centre de promotion rurale (CPR) de Kodougou	Idéal type 2
3	Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional de Santa Cruz	Idéal type 2
4	Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Gagnoa-Lakota	Non enquêté en phase 1
5	Gambie	Njawara Training Center, North Bank Region	Non enquêté en phase 1
6	Ghana	Kumasi Institute of Tropical Agriculture (KITA)	Idéal type 2
7	Guinée	Centre de Vulgarisation Agricole de Foulaya	Idéal type 2
8	Guinée-Bissau	CIFAP S.Murialdo	Idéal type 2
9	Libéria	Le Centre Agro Tech	Idéal type 3
10	Mali	Centre d'apprentissage agricole (CAA) de Koulikoro (Samanko)	Idéal type 3
11	Niger	Institut Privé de Formation (IPF) Kaouara Matameye	Idéal type 1
12	Nigéria	College of Agriculture, Kabba	Idéal type 1
13	Sénégal	Ferme des 4 chemins	Idéal type 1
14	Sierra Leone	University of Makeni (UNIMAK)	Idéal type 1
15	Togo	Centre d'Animation Rurale Tambimong Ogaro (CARTO)	Idéal type 1



4.6 SÉLECTION PAR LE PAE DES CENTRES DE FORMATION À APPUYER

Après échange avec l'équipe du PAE sur nos propositions de centres à appuyer, ainsi qu'avec les coordinateurs nationaux du PAE dans les 15 pays de l'étude, les centres suivants ont été validés pour recevoir un appui en phase 3 de l'étude.

Tableau 25 : Les 15 centres qui seront appuyés en phase 3

	Pays	Nom du centre	Classification typologie
1	Bénin	Ferme Agroécologique de Tchaoun Fora de l'Organisation des ruraux pour une Agriculture Durable (ORAD)	Idéal type 3
2	Burkina Faso	Le centre de promotion rurale (CPR) de Kodougou	Idéal type 2
3	Cap Vert	Centro de Emprego e Formação Profissional de Santa Cruz	Idéal type 2
4	Côte d'Ivoire	Centre de formation de l'ANADER de Gagnoa-Lakota	Non enquêté en phase 1
5	Gambie	Centre de formation agricole de Pirang	Non enquêté en phase 1
6	Ghana	Kumasi Institute of Tropical Agriculture (KITA)	Idéal type 2
7	Guinée	Centre de Vulgarisation Agricole de Bamban	Idéal type 2
8	Guinée-Bissau	CIFAP S.Murialdo	Idéal type 2
9	Libéria	Centre de Formation Tumutu	Non enquêté en phase 1
10	Mali	Centre d'apprentissage agricole (CAA) de Koulikoro (Samanko)	Idéal type 3
11	Niger	Institut Privé de Formation (IPF) Kaouara Matameye	Idéal type 1
12	Nigéria	Centre ARMTI, Ilorin	Idéal type 1
13	Sénégal	Ferme des 4 chemins	Idéal type 1
14	Sierra Leone	University of Makeni (UNIMAK)	Idéal type 1
15	Togo	Centre d'Animation Rurale Tambimong Ogaro (CARTO)	Idéal type 1



5 RECOMMANDATIONS : APPUI ET ACCOMPAGNEMENT DES CENTRES

5.1 LE TYPE D'APPUI : FORME ET MÉTHODE

L'appui du centre et l'accompagnement de la mise en œuvre de son projet peuvent être différents et « sur mesure » pour chacun des 15 centres choisis. En effet, la forme de l'appui pourra être différente suivant le projet du centre de formation :

Tableau 26 : Type d'appuis pour le renforcement de la formation en agroécologie

Type d'appui	Précisions
Appui financier : subventions monétaires	Trésorerie
	Investissement ou réhabilitation : infrastructures, foncier, équipement, matériel
Dotations ciblées pour le renforcement des ressources humaines	Financement de postes stratégiques sur de l'ingénierie de formation ou de l'expertise technique
	Financement de formation pour le recyclage pour les formateurs et/ou les personnes qui gèrent le centre
	Financement d'interventions d'experts à destination des formateurs et/ou des apprenants
	Accompagnement et/ou coaching de l'équipe administrative et/ou de l'équipe pédagogique pour un meilleur fonctionnement
	Financement de voyages d'études
Achat d'équipement et/ou de matériel	Fourniture d'équipement ou supports pédagogiques, pour la formation théorique (TV, projecteur, photolangage, jeux de société sur l'agroécologie...) ou pour la formation pratique (matériel de semis direct, semences de plantes de services, plants, appareils de traitement...)

La méthode d'appui peut être diversifiée. Trois méthodes d'appui peuvent être proposées :

- Appui sur mesure pour chaque centre de formation
- Appui transversal via la création d'un collectif comprenant des représentants de chacun des 15 centres de formation appuyés (2 représentants par centre) et des 2 centres modèles, soit un groupe de 34 personnes
- Combinaison des deux méthodes ci-dessus : appui transversal collectif et appui sur mesure pour chaque centre



L'appui collectif et transversal permettrait aux 15 centres choisis et aux deux centres dits « modèles », s'ils acceptent la remise en question, de travailler ensemble (à distance et ponctuellement en présentiel) à améliorer leur formation en agroécologie. En effet, l'agroécologie, comme définie en préambule, est une approche holistique et universelle. Tous ces principes sont communs à tous les systèmes d'alimentation du monde. Bien sûr chaque territoire, quel que soit son échelle devra s'adapter localement, comme les principes nutritionnels par exemple qui sont transversaux aux humains, mais qui doivent être adaptés à chaque personne et à son contexte de vie.

Cette phase collective est extrêmement stratégique et logique pour développer une approche comme l'agroécologie. Avant d'apporter un appui individuel, il est recommandé de réfléchir à ce qu'est l'agroécologie et aux problématiques rencontrées pour former à ce concept. Cette phase permettrait la co-construction de solutions entre centres de formation vis-à-vis des problématiques rencontrées pour former à l'agroécologie.

Les deux représentants de chaque centre pourraient être un cadre dirigeant et un formateur expérimenté. Il s'agirait :

- D'échanger sur les problématiques, les pratiques, de financer des voyages d'études,
- De partager l'intervention de spécialistes,
- De travailler en commun sur de l'ingénierie de formation et de l'ingénierie pédagogique en ce qui concerne la formation en agroécologie.

5.2 LE CONTENU DE L'APPUI

Le levier prioritaire recommandé est le renforcement de la ressource humaine. En effet, les formateurs sont les vecteurs centraux du changement. La compétence des cadres dirigeants est elle aussi prioritaire. Ce sont eux, cadres dirigeants et formateurs, qui vont pouvoir développer la formation en agroécologie. A eux de bien maîtriser le sujet et d'avoir les bonnes méthodes pour co-construire des solutions.

Maîtriser le sujet, en termes de contenus, mais aussi de méthodes pédagogiques, est déjà un défi (voir définition en préambule).

Co-construire des solutions avec des publics hétérogènes et souvent démunis en est un deuxième. La co-construction de solutions déstabilise autant l'apprenant que le formateur. Transférer une recette est plus facile que de transférer des principes de base à adapter à chaque agriculteur, à chaque exploitation, à chaque parcelle. Les formateurs ont besoin d'être renforcés en termes de contenus comme de méthodes. **Le défi est avant tout humain avant d'être technique.**

Bien sûr, cette recommandation peut ne pas être suivie pour apporter avant tout un autre type d'appui, plus matériel par exemple.

5.2.1 Les compétences techniques en systèmes agroécologiques

Permettre aux centres d'acquérir la compétence technique en agroécologie est fondamental. On a constaté que **peu de centres formaient vraiment à ce concept avec toutes les synergies techniques et pluridisciplinaires que cela sous-entend.** On a vu que l'agroécologie n'est pas forcément l'agriculture biologique, ce n'est pas seulement la permaculture ni l'agroforesterie... C'est plus complet et donc plus complexe que ces méthodes culturelles. Parce qu'il ne s'agit pas d'une technique, mais d'une approche holistique du système alimentaire d'un territoire (voir définition du préambule). **Il faut former les formateurs et leurs dirigeants, grâce à :**

- **La formation théorique**
- **La formation pratique : études de cas, mise en pratique dans des exploitations**
- **Aux voyages d'études, au parangonnage (benchmarking).**



D'ailleurs, l'étude montre que les deux centres cités comme « modèles » sont à l'origine créés par des individus qui ne travaillaient pas dans le monde agricole et qui revenaient de l'extérieur. D'autre part, en plus du parangonnage, des études de cas, il est intéressant de **rencontrer des spécialistes de toutes les branches de l'agroécologie et de toutes les strates**. Il y a ceux qui parlent et ceux qui font. Il y a ceux qui réduisent l'agroécologie à l'écologie et ceux qui l'ouvrent à une approche durable des systèmes alimentaires mondiaux. Il y a ceux qui ont expérimenté avec des réussites, mais aussi avec des échecs. C'est très formateur de rencontrer et de partager différentes expériences pour avancer soi-même.

5.2.2 Les compétences en ingénierie pédagogique

5.2.2.1 L'agroécologie impose une formation à l'approche systémique

Ce n'est pas un détail, c'est fondamental si on veut avoir des performances durables. **Former à l'agroécologie ce n'est pas former à un empilement de pratiques ou de techniques**, comme le font 95 % des centres enquêtés, c'est former à des systèmes d'exploitation inclus dans un système alimentaire territorial. Il faut gérer le sol, le climat, les ressources en eaux, en carbone, mais aussi les plantes, les animaux, les arbres, les marchés commerciaux, les prix et le plus difficile : les Hommes. En effet, l'agroécologie amène à prendre en compte le fonctionnement de la société et celui des individus, qu'ils soient chercheurs, producteurs, collecteurs, transformateurs, commerçants ou consommateurs et que l'on aborde leurs revenus, leurs conditions de travail, leurs projets de vie, leurs ambitions... le tout est complexe et semble loin de l'agronomie pure, pourtant tout est lié. **Il faut donc former à former**. Comment part-on d'une problématique quelle qu'elle soit, à la maîtrise d'un système dans sa globalité ? Car la durabilité va avec la globalité du système. La « nature » est durable quand toutes les parties qui l'intègrent sont respectées. Dès qu'une partie est déficiente, elle n'est plus durable.

5.2.2.2 Il faut s'adapter aux diversités de public

On ne forme pas de la même manière des jeunes que des adultes. Le métier d'enseignant est différent de celui de formateur. L'expérience professionnelle de l'adulte apprenant est un matériau de construction pour le formateur, qui doit prendre en compte les savoirs locaux paysans et ne pas penser qu'il est le seul à en avoir. Il a des savoirs théoriques sur le pourquoi des choses, l'apprenant adulte a des savoirs pratiques sur le comment des choses. Créer des solutions en prenant en compte les deux fait la connaissance et l'expertise.

On ne forme pas de la même manière des gens alphabétisés et des gens non alphabétisés. Ce n'est pas une question d'intelligence, mais de supports. Quand on ne maîtrise pas l'écrit, on va avoir plus besoin de l'oral (chant, théâtre, échanges verbaux...) et du visuel (photos, vidéos, dessins...). Varier les supports de formation est très productif en termes de transmission des savoirs, quel que soit le public.

5.2.2.3 Il faut accompagner le changement

Comme l'étude l'a déjà soulevé, l'agroécologie déstabilise donc insécurise formateurs comme apprenants, chercheurs comme techniciens, politiques comme consommateurs...

L'agroécologie est complexe. Elle oblige à penser autrement (à long terme et pas seulement à court terme, au système alimentaire dans sa globalité et pas seulement à la production de la parcelle...), à enseigner autrement, à produire autrement. Tous ceux qui font de l'agroécologie en continuant comme avant avec du saupoudrage de petits changements de pratiques ne peuvent atteindre un haut niveau de performances durables.



5.2.3 La compétence en gestion économique, financière et managériale des centres

Pour que la formation soit durable, il faut garantir le fonctionnement du centre de formation. La gestion économique, financière et managériale doit être pensée de manière durable. Les deux centres « modèles » seront de bonne source d'inspiration.

Il est important de bien faire la distinction entre rendre un centre durable et former à une agriculture durable. Un centre de formation peut avoir un fonctionnement performant et pérenne, mais ne pas bien former les agriculteurs à des systèmes agricoles durables. Le contenu des formations n'est pas à confondre avec le fonctionnement du centre de formation.

Il est presque impossible de rendre une ferme pédagogique rentable en termes d'entité de production. Elle pourra l'être, car elle vend des prestations de services d'enseignement et/ou d'agrotourisme ce que ne fera pas une exploitation agricole à part entière. Il faut bien distinguer les deux. Si on prend le centre Songhaï, il est un modèle en lui-même comme le serait une entreprise agroalimentaire, mais pas forcément par rapport à ce qu'il transfère à des apprenants qui doivent s'installer en agriculture pour vivre de l'agriculture.

5.2.4 La compétence dans le développement de partenariats productifs et stratégiques

Il est important d'appuyer les centres de formation à s'ouvrir vers l'extérieur, à alimenter leurs connaissances et leur maîtrise technique de l'agroécologie le plus régulièrement possible avec :

- Des partenariats avec la recherche nationale, mais aussi internationale pour avoir des références techniques,
- Des partenariats avec d'autres centres de formation pour améliorer les méthodes et les supports pédagogiques, mais aussi pour collaborer sur des créations de formation (ingénierie pédagogique),
- Des partenariats avec les autres maillons de la chaîne : organisations professionnelles agricoles, interprofessions, transformateurs, commerçants, consommateurs (que veut le consommateur ? Quelles normes de qualité recherchent le collecteur, le commerçant, l'exportateur ... ?). Ces partenariats ont pour but de construire des formations en partant des compétences demandées, des normes exigées... (ingénierie de formation),
- Des partenariats avec des organismes de diffusion des systèmes agroécologiques, des opérateurs de conseils, pour améliorer le suivi et l'accompagnement des sortants
- Des partenariats financiers : importance de diversifier les sources de financement.

L'alimentation continue en connaissances, en idées et en partage d'expériences est vitale pour rester dynamique et attirer du public.

CONCLUSION

Après ces 80 enquêtes en phase 1, et 48 enquêtes détaillées en phase 2, on peut dire, en se basant sur la définition de l'agroécologie en référence dans le préambule et sans être puriste, que **peu voire pas de centres de formation agricole forment réellement à l'agroécologie, telle que définie par la FAO**. Les centres de formation sélectionnés pour la suite de l'étude (appui de la phase 3) sont donc ceux qui semblent avoir le meilleur potentiel pour développer la formation à l'agroécologie.

L'agroécologie commence à être connue, mais encore peu comprise ou alors surtout dans sa conception intellectuelle, mais encore peu dans sa mise en pratique. Chacun essaye d'aller vers l'agroécologie et ses performances durables en commençant par une porte d'entrée (la dimension holistique et systémique de l'agroécologie propose plusieurs portes d'entrée pour commencer sa mise en pratique). La définition de la FAO avec ses dix piliers amène certains acteurs à se préoccuper et/ou à insister sur un pilier plus que sur un autre alors que les performances durables seront issues de compromis entre tous ces piliers.

Les centres de formation comme les autres acteurs rentrent dans les mêmes schémas. D'autre part, on comprend qu'il faut des moyens pour former à l'agroécologie. Et cela bouleverse les acquis et les habitudes. Il faut penser autrement, enseigner autrement pour produire autrement. Cela demande à revoir les moyens en ressources humaines (effectif et compétences), en infrastructures (besoin de sites de démonstration), en partenariats (besoin d'un appui de la recherche par la fourniture de références technico-économiques sur les systèmes agroécologiques adaptés localement ; besoin de semenciers pour fournir en semences de plantes de services et/ou de couverture, ou encore en variétés à cycle plus court pour les cultures ou plus long pour les plantes de couverture...), etc.

Le changement vers une formation à l'agroécologie est en cours, mais il est loin d'être effectif d'un point de vue de la mise en œuvre. Il est au stade de la volonté voire de la conception.

La phase 3 aura pour objectif d'accompagner les 15 centres sélectionnés, en fonction de leurs besoins, pour l'élaboration d'un projet d'amélioration avec des objectifs à atteindre, un programme de travail et un budget à respecter sur une période déterminée. L'appui pourrait être très individualisé et sans lien entre les centres, mais il est fortement recommandé qu'il soit précédé d'un appui collectif transversal. Utiliser le « collectif », diversifié en termes de contexte, d'histoire, de spécificités, de compétences, d'expérience semble être un levier pertinent pour une plus grande efficacité et une plus grande dynamique/unité régionale au sein de la CEDEAO, dans l'esprit : « unissons nos forces, valorisons nos expériences et mettons à profit ce que nous avons déjà... ». De plus, le partage des connaissances est un des piliers de l'agroécologie.

Les défis sont de taille. Ils sont davantage humains que techniques. Il s'agit d'accompagner des changements de paradigmes, de méthodes et de posture à tous les niveaux d'acteurs et de territoires.

BIBLIOGRAPHIE

1. La politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest : l'ECOWAP - Faire de l'agriculture le levier de l'intégration régionale

9 décembre 2008

Éditeur : Commission de la CEDEAO Responsable de la publication : Ousseini Salifou, commissaire de la CEDEAO en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau

Appui rédactionnel et maquette : Bureaux Issala, IRAM-LARES

Impression : Corlet Imprimeur, Condé-sur-Noireau

2. Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et Sécurité. La sécurité en Afrique de l'Ouest : enjeu de gouvernance et de développement

Réunion du Groupe d'Orientation des Politiques (GOP) du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), du 25 et 26 janvier 2007 GTZ, Berlin Intervention de M. Massaër DIALLO Chef d'unité.

3. Manuel pratique du semis direct sur couverture végétale permanente (SCV) allié avec l'élevage et l'arbre. Application à Madagascar

GSDM/CIRAD. Antananarivo.

Husson O, Séguy L, Charpentier H, Rakotondramanana, Michellon R, Raharison T et al. (2013).

ISBN :978-2-87614-689-1 EAN : 978287614689-1

Téléchargement : <http://agroecologie.cirad.fr/content/keyword/madagascar> et <http://gsdm-mg.org/documentations/scv-en-general>

Manuel sur les connaissances acquises à Madagascar en matière d'Agroécologie⁷

4. Accompagner la transition Agro-Ecologique des agricultures des pays du Sud, Retours d'expériences du CIRAD et l'AFD

Adapté de M. Griffon, In : « Qu'est-ce que l'agriculture écologiquement intensive ? », M. Griffon. Editions Quae, 2013.

Inspiré de toutes les actions et publications de Lucien Séguy pendant les trente dernières années, dans le monde entier.

5. Dispositifs et systèmes de financement de la formation agricole et rurale

Enquête sur neuf centres de formation au Bénin

RAPPORT D'ETUDE Jérôme Makin DJÈGUI

Avril 2012

Réseau international Formation Agricole et Rurale 1101, av. Agropolis - BP 5098 - 34033 Montpellier Cedex 01 - France

Tél. : 33 (0)4 67 61 70 00 - Fax : 33 (0)4 67 61 70 67 Courriel : far@agropolis.fr - Site : www.reseau-far.com Rapport principal

6. D'une méthode typologique pour l'étude des sociétés rurales

Jollivet Marcel

D'une méthode typologique pour l'étude des sociétés rurales. In : Revue française de sociologie PERCEE, 1965, numéro spécial. Les transformations des sociétés rurales françaises. Orientations de recherches. pp. 33-54 ; https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1965_hos_6_1_1823

7. Typologie et description. A propos de l'intelligibilité des expériences vécues

Didier Demazière

Presses Universitaires de France | « Sociologie » 2013/3 Vol. 4 | pages 333 à 347

⁷ Bien que conçu et appliqué à Madagascar, ce manuel et ses annexes sont de portée beaucoup plus large et peuvent être utilisés à travers le monde. En particulier les volumes I et II et les annexes présentent des informations, des concepts, des principes et des outils qui peuvent s'appliquer à une très grande diversité de climats et de sols. Les plantes présentées dans le volume III et l'annexe 1 se rencontrent et sont utilisables dans toute la zone intertropicale, et même en zone tempérée pour certaines (Avoine, Vesce). Le volume I de ce manuel présente le modèle conceptuel de fonctionnement des systèmes sol/plantes/microorganismes et les principes de gestion des écosystèmes conduits en SCV. Le volume II permet de raisonner le choix des systèmes de culture et des itinéraires techniques, en interactions. Le volume III présente les principales plantes de service/couverture utilisées à Madagascar en SCV. Le volume IV illustre l'utilisation de ces volumes pour la conception de systèmes dans les milieux de moyenne altitude avec longue saison sèche (lac Alaotra et Moyen-Ouest). Le volume V présente quelques systèmes SCV très performants à Madagascar. Enfin, les annexes présentent : (i) la flore de Madagascar ; (ii) les bases de calculs économiques pour l'évaluation des systèmes ; (iii) les unités agronomiques ; (iv) **des supports de formation aux SCV pour techniciens et agriculteurs** et (v) un catalogue des variétés de riz proposées à Madagascar.



ISSN 2108-8845 ISBN 9782130617938 DOI 10.3917/socio.043.0333

Article disponible en ligne à l'adresse : [HTTPS://WWW.CAIRN.INFO/REVUE-SOCIOLOGIE-2013-3-PAGE-333.HTM](https://www.cairn.info/revue-sociologie-2013-3-page-333.htm)

8. Vers la construction d'une typologie qualitative des formes d'usage du numérique dans les universités-2015

Bertrand Mocquet Enseignant, Vice-président à l'université de Perpignan, Chercheur au MICA-Axe 3, Université Bordeaux Montaigne ; BERTRAND.MOCQUET@UNIV-PERP.FR

Lise Vieira Professeur des Universités MICA-Axe 3 Université Bordeaux- Montaigne ; lise.vieira@msha.f

RÉFÉRENCES

À PROPOS DE L'AGROÉCOLOGIE

- Agrisud International, 2010. *L'agroécologie en pratiques*.
- Altieri M.A., 1987. *Agroecology: the scientific basis of alternative agriculture*. Westview Press, Boulder, Colorado, 227 p.
- Altieri M.A., 1989. Agroecology: A new research and development paradigm for world agriculture. *Agriculture, Ecosystems & Environment*, 27 : 37-46.
- Altieri M.A., 1995. *Agroecology: the science of sustainable agriculture*. Westview Press, Boulder, CO, 433 p.
- Altieri M.A., Letourneau D.K., Davis J.R., 1983. Developing sustainable agroecosystems. *BioScience*, 33 : 45-49.
- Altieri M.A., Toledo V.M., 2011. The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants. *Journal of Peasant Studies*, 38 (3) : 587-612.
- Arrignon, J., 1987. *Agro-écologie des zones arides et sub-humides*. Maisonneuve & Larose / ACCT, Paris, 283 p.
- Bellon S., Ollivier G., 2011. L'agroécologie en France : une notion émergente entre radicalité utopique et verdissement des institutions. In : Albaladejo C., ed., Séminaire "Actividad agropecuaria y desarrollo sustentable: que nuevos paradigmas para una agricultura "agroecologica"?", Buenos Aires, 31/03-01/04/2011, p. 27.
- Buttel F.H., 2007. *Envisioning the future development of farming in the USA: agroecology between extinction and multifunctionality*.
- Conway, G.R., 1987. The properties of agroecosystems. *Agricultural Systems*, 24 : 95-117.
- Dale VH, Polasky S., 2007. Measures of the effects of agricultural practices on ecosystem services. *Ecol. Econ.* 64 (2) : 286-96
- Dalgaard T, Hutchings N.J., Porter J.R, 2003. Agroecology, scaling and interdisciplinarity, *Agr. Ecosyst. Environ.*, 100 : 39-51.
- De Schutter O., 2011. *Agroécologie et droit à l'alimentation*. Rapport présenté à la 16ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, 23p.
- Doré T., Le Bail M., Martin P., Ney B., Roger-Estrade J., eds., 2006. *L'agronomie aujourd'hui*. Quae, Versailles, 367 p.
- Doré T., Makowski D., Malézieux E., Munier-Jolain N., Tchamitchian M, Tiftonell P., 2011. Facing up to the paradigm of ecological intensification in agronomy: Revisiting methods, concepts and knowledge. *Eur. J Agron.*, 34 : 197-210.
- Francis C., Lieblein G., Gliessman S., Breland T. A., Creamer N., Harwood, Salomonsson L., Helenius J., Rickerl D., Salvador R., Wiedenhoef M., Simmons S., Allen P., Altieri M., Flora C. Poincelot R., 2003. Agroecology: The Ecology of Food Systems, *Journal of Sustainable Agriculture*, 22 (3) : 99-118.
- Gliessman S.R., ed., 1990. *Agroecology: researching the ecological basis for sustainable agriculture*. Ecological Studies Series no. 78. Springer, New York.
- Gliessman S.R., 1997. *Agroecology: Ecological Processes in Sustainable Agriculture*. Ann CRC Press, 384 pp.
- Gliessman S.R., 2007. *Agroecology: the ecology of sustainable food systems*. CRC Press, Taylor & Francis, New York, 384 p.
- Hénin S., 1967. Les acquisitions techniques en production végétale et leurs applications. *Économie Rurale*, 74 : 31-44.



- *Millennium Ecosystem Assessment*, 2005. Ecosystems and Human Well-being: Synthesis. Washington, DC Island. 137 p.
- Sebillotte, M.. 1974. Agronomie et agriculture. Essai d'analyse des tâches de l'agronome. *Cah. ORSTOM, Série Biologie*, 3 (1) : 3-25.
- Sebillotte M., 1984. Ecologie et agriculture intensive. *Bull. Ecol.*, 15 (2) : 123-125.
- Thomas, V.G. et Kevan, P.G. (1993. Basic principles of agroecology and sustainable agriculture, *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, 6 (1): 1-19.
- Tischler W., 1950. Ergebnisse und Probleme der Agrarökologie. *Schriftenreihe der Landwirtschaftlichen Fakultät Kiel*, 3, 71-82.
- Tischler W., 1965. *Agrarökologie*. Gustav Fischer Verlag, Jena, 499 p.
- Tomich TP., Brodt S., Ferris H., Galt R., Horwath WR., Kebreab E., Leveau J., Liptzin D., Lubell M., Merel P., Michelmore R., Rosenstock T., Scow K., Six J., Williams N., Yang J., 2011. Agroecology: A Review from a Global-Change Perspective. *Review in advance*. Sous presse.
- Warner K., 2007. *Agroecology in Action: Social Networks Extending Alternative Agriculture*. Cambridge, MA: MIT Press, Series, "Food, Environment & Health.", 304p.
- Wezel A., Bellon S., Doré T., Vallod D., David, C., 2009. Agroecology as a science, movement or practice. *Agronomy for Sustainable Development*, 29 : 503-515.
- Wezel A., Soldat V., 2009. A quantitative and qualitative historical analysis of the scientific discipline agroecology. *International Journal of Agricultural Sustainability*, 7 (1) : 3-18.
- Wezel A., Jauneau J.C., 2011. Agroecology – interpretations, approaches and their links to nature conservation, rural development and ecotourism. In: Campbell W.B., López Ortiz S., eds, *Integrating agriculture, conservation and ecotourism: examples from the field*. Issues in Agroecology - Present Status and Future Prospectus 1, Springer, Dordrecht, p. 1-25.
- Doré T., Bellon S., 2019. *Les mondes de l'agroécologie*. *Quae*, Versailles, 176 p.

LIENS EXTERNES

- [Dictionnaire d'agroécologie](#) de l'INRAE.
- [Agroécologie et agronomie](#) sur le site de l'Association Française d'Agronomie ; en particulier [la genèse des acceptions multiples d'un projet agricole](#) par François Papy.

ANNEXES

Annexe 1. Les 10 éléments clés de l'agroécologie (FAO)⁸

1. LA DIVERSITÉ

La diversité et la diversification sont essentielles à la transition agroécologique en ce qu'elles permettent d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition tout en conservant, en protégeant et en mettant en valeur les ressources naturelles. **Diversité des espèces et des ressources génétiques.** Les systèmes agroforestiers, par exemple, organisent les cultures, les arbustes, les animaux d'élevage et les arbres de différentes hauteurs et formes sur plusieurs niveaux ou strates, ce qui accroît la **diversité verticale**. La culture intercalaire associe des espèces complémentaires afin d'augmenter la **diversité spatiale**. La rotation des cultures, parmi lesquelles figurent souvent des légumineuses, renforce la **diversité temporelle**. Les systèmes intégrés agriculture-élevage reposent sur la **diversité des races locales** adaptées à des environnements en particulier. Dans le milieu aquatique, la polyculture traditionnelle de poisson, l'aquaculture multi-trophique intégrée et les systèmes de rotation cultures-poisson suivent les mêmes principes en vue de maximiser la diversité.

2. LA CO-CRÉATION ET PARTAGE DE CONNAISSANCES

L'agroécologie repose sur des connaissances spécifiques au contexte. Elle n'offre pas de solutions universelles. Au contraire, les pratiques agroécologiques sont adaptées à la situation environnementale, sociale, économique, culturelle et politique. La production conjointe et le partage d'informations jouent un rôle central dans l'élaboration et l'application d'innovations agroécologiques qui aident à faire face aux enjeux auxquels les systèmes alimentaires sont confrontés, y compris l'adaptation au changement climatique. **Dans le cadre du processus de production conjointe, l'agroécologie associe les savoirs traditionnels et autochtones, les connaissances pratiques des producteurs et des marchands et les connaissances scientifiques mondiales.** Le savoir des producteurs sur la biodiversité agricole et leur expérience en matière de gestion dans des contextes spécifiques, ainsi que leurs connaissances relatives aux marchés et aux institutions sont absolument centraux dans ce processus.

3. LES SYNERGIES

La création de synergies améliore les fonctions essentielles au sein des systèmes alimentaires en ce qu'elle concourt à la production et à de multiples services écosystémiques. **L'agroécologie prête une attention particulière à la conception de systèmes diversifiés qui associent de manière sélective les cultures annuelles et les cultures pérennes, les animaux d'élevage et les animaux aquatiques, les arbres, les sols, l'eau et les autres éléments des exploitations et des paysages agricoles** afin de renforcer les synergies, dans le contexte d'un changement climatique de plus en plus marqué. Bien que l'objectif des approches agroécologiques soit avant tout de maximiser les synergies, les systèmes naturels et humains sont aussi le lieu de compromis. L'affectation des ressources ou les droits d'accès, par exemple, font souvent l'objet de compromis. Afin de promouvoir les synergies au sein d'un système alimentaire dans son ensemble et de mieux gérer les compromis, **l'agroécologie met l'accent sur les partenariats, la coopération et la gouvernance responsable, qui font appel à différents acteurs à plusieurs niveaux.**

⁸ [I9037FR.pdf \(fao.org\)](#)



4. L'EFFICIENCE

Les pratiques agroécologiques novatrices permettent de produire plus en utilisant moins (et non pas zéro) de ressources externes. Les systèmes agroécologiques améliorent l'utilisation des ressources naturelles, en particulier celles qui sont abondantes et gratuites, comme le rayonnement solaire, le carbone atmosphérique et l'azote. En renforçant les processus biologiques et en recyclant la biomasse, les nutriments et l'eau, les producteurs peuvent utiliser moins de ressources externes, ce qui réduit les coûts et les effets négatifs sur l'environnement.

5. LE RECYCLAGE

Le recyclage permet de réduire les coûts économiques et environnementaux de la production agricole. Le gaspillage découle de l'activité humaine, il n'existe pas dans les écosystèmes naturels. En imitant ces écosystèmes, les pratiques agroécologiques contribuent aux processus biologiques qui régissent le recyclage des nutriments, de la biomasse et de l'eau au sein des systèmes de production et, partant, elles accroissent l'efficacité d'utilisation des ressources et réduisent au minimum le gaspillage et la pollution. Le recyclage peut avoir lieu tant sur les exploitations qu'à l'échelon des paysages, grâce à la diversification et à la création de synergies entre différentes composantes et activités. **Lorsque des systèmes agroforestiers comprennent des arbres à racines profondes, par exemple, ceux-ci peuvent capturer les nutriments que les racines des végétaux annuels ne peuvent atteindre.** Les systèmes cultures-élevage favorisent le recyclage de la matière organique par l'utilisation du fumier pour le compost ou directement en tant qu'engrais, et des résidus de cultures et des sous-produits agricoles pour nourrir les animaux.

6. LA RÉSILIENCE

Une meilleure résilience des personnes, des communautés et des écosystèmes est essentielle à des systèmes alimentaires et agricoles durables. En maintenant un équilibre fonctionnel, les systèmes agroécologiques sont en mesure de résister aux changements climatiques et aux attaques d'organismes nuisibles et aux maladies. Les pratiques agroécologiques valorisent la complexité biologique des systèmes agricoles et favorisent la communion nécessaire entre les organismes en interaction pour que les infestations d'organismes nuisibles s'autorégulent. À l'échelle des paysages, une agriculture diversifiée est davantage susceptible de contribuer à la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies. De même, les approches agroécologiques peuvent améliorer la résilience socio-économique. Grâce à la diversification et à l'intégration, les producteurs réduisent leur vulnérabilité, au cas où une culture, une espèce d'élevage ou un autre produit connaîtrait des difficultés. En réduisant la dépendance à l'égard des intrants externes, l'agroécologie peut limiter la vulnérabilité des producteurs face aux risques économiques. **Le renforcement de la résilience écologique va de pair avec celui de la résilience socio-économique.** En effet, les humains font partie intégrante des écosystèmes.

7. LES VALEURS HUMAINES ET SOCIALES

L'agroécologie met fortement l'accent sur les valeurs humaines et sociales comme la dignité, l'équité, l'inclusion et la justice, qui contribuent toutes au volet des ODD concernant l'amélioration des moyens d'existence. Elle place les aspirations et les besoins des producteurs, des distributeurs et des consommateurs au cœur des systèmes alimentaires. En renforçant l'autonomie et les capacités d'adaptation qui permettent de gérer les écosystèmes agricoles, les approches agroécologiques donnent aux individus et aux populations les moyens de surmonter la pauvreté, la faim et la malnutrition, tout en favorisant les droits de l'homme, notamment le droit à l'alimentation, et la gestion de l'environnement, de sorte que les générations futures puissent vivre dans la prospérité. L'agroécologie vise à éliminer les inégalités entre les sexes en offrant des possibilités aux femmes.

8. LES CULTURES ET TRADITIONS ALIMENTAIRES

En favorisant des régimes alimentaires sains, diversifiés et adaptés au plan culturel, l'agroécologie contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition, tout en préservant la santé des écosystèmes. L'agriculture et l'alimentation sont des piliers du patrimoine humain. Par conséquent, les traditions culturelles et alimentaires jouent un rôle central dans la société et dans le comportement humain. Cependant, dans bien des cas, nos systèmes alimentaires actuels ont rompu le lien entre les habitudes alimentaires et la culture. Cette déconnexion a contribué à créer une situation où faim et obésité coexistent dans un monde qui produit assez de nourriture pour l'ensemble de sa population. En outre, l'identité culturelle et le sentiment d'ancrage géographique sont souvent étroitement liés aux paysages et aux systèmes alimentaires. Dans la mesure où les populations et les écosystèmes ont évolué ensemble, les pratiques culturelles et autochtones et les savoirs traditionnels sont une mine d'expérience dans laquelle il est possible de puiser pour trouver des solutions agroécologiques.

9. LA GOUVERNANCE RESPONSABLE

Une alimentation et une agriculture durables nécessitent des mécanismes de gouvernance responsables et efficaces à différents niveaux (local, national et mondial). Des mécanismes de gouvernance transparents, responsables et inclusifs sont nécessaires pour créer un environnement porteur, qui aide les producteurs à transformer leurs systèmes sur la base des notions et des pratiques agroécologiques. **La gouvernance à l'échelon des territoires, des paysages et des communautés, notamment les modèles de gouvernance traditionnels et coutumiers, est extrêmement importante pour encourager la coopération entre les parties prenantes et maximiser les synergies, tout en limitant ou en gérant les compromis**

10. L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET SOLIDAIRE

Elle rétablit le lien entre les producteurs et les consommateurs, fournit des solutions novatrices pour vivre compte tenu des limites de notre planète, tout en établissant les fondements sociaux d'un développement inclusif et durable. L'agroécologie vise à rétablir le lien entre les producteurs et les consommateurs grâce à une économie circulaire ou à une économie solidaire qui accorde la priorité aux marchés locaux et favorise le développement économique local en créant des cercles vertueux. Les approches agroécologiques promeuvent des solutions justes en fonction des besoins, des ressources et des capacités locaux, ce qui permet l'apparition de marchés plus équitables et plus durables. Le renforcement des circuits alimentaires courts peut augmenter les revenus des producteurs tout en maintenant des prix justes pour les consommateurs. Il s'agit de nouveaux marchés novateurs, mais aussi de marchés territoriaux traditionnels, sur lesquels la plupart des petits exploitants commercialisent leurs produits. Les innovations sociales et institutionnelles jouent un rôle crucial en ce qu'elles encouragent la production et la consommation de denrées issues de l'agroécologie.

Annexe 2. Questionnaire de phase 1

1. Informations générales

1.1. Identification du centre

Nom du centre

Pays dans lequel le centre est situé

- | | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <input type="radio"/> Burkina Faso | <input type="radio"/> Sierra Leone |
| <input type="radio"/> Mali | <input type="radio"/> Liberia |
| <input type="radio"/> Niger | <input type="radio"/> Guinée |
| <input type="radio"/> Nigeria | <input type="radio"/> Guinée Bissau |
| <input type="radio"/> Bénin | <input type="radio"/> Gambie |
| <input type="radio"/> Togo | <input type="radio"/> Sénégal |
| <input type="radio"/> Ghana | <input type="radio"/> Cap Vert |
| <input type="radio"/> Côte d'Ivoire | |

Région ou département dans lequel le centre est situé

Commune, ville ou village dans lequel le centre est situé

Accessibilité du centre

- Facile Difficile

Nom et prénom de la personne contact du centre

Numéro de téléphone de la personne contact du centre (en incluant le code pays)

E-mail de la personne contact du centre



Nom et prénom du responsable du centre, si différent de la personne contact

Numéro de téléphone du responsable du centre

E-mail du responsable du centre

1.2. Critères administratifs et historiques

Année de création du centre de formation (début d'activité)

Année de création administrative du centre de formation, si différente de l'année de début d'activité

Statut du centre

- | | |
|-------------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Privé | <input type="checkbox"/> Laïc |
| <input type="checkbox"/> Associatif | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Religieux | |

Est ce un centre de formation initiale, continue, ou les deux?

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Formation initiale pour jeunes scolarisés | <input type="checkbox"/> Formation continue pour adultes (reprises d'étude) |
|--|---|

Est-ce un centre de formation professionnelle, qui apprend un métier ou des savoir-faire liés à un métier ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Formation professionnelle qualifiante | <input type="checkbox"/> Formation en apprentissage |
| <input type="checkbox"/> Formation professionnelle certifiante | <input type="checkbox"/> Ca n'est pas un centre de formation professionnelle |

Reconnaissance du centre - le centre est-il réputé/reconnu aux échelles suivantes:

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Au niveau du gouvernement | <input type="checkbox"/> A l'international |
| <input type="checkbox"/> A l'échelle locale (dans les environs du centre) | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Par le Ministère de tutelle | |

Quels sont les organes de gestion du centre?

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Conseil d'administration et Direction Générale | <input type="checkbox"/> Collectivité territoriale |
| <input type="checkbox"/> Association des parents d'élèves | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Etat | |

1.3. Supports de formation

Quels types d'actions sont réalisés sur le centre de formation?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Actions de recherche (essais avec protocoles) | <input type="checkbox"/> Accueil de séminaires/conférences |
| <input type="checkbox"/> Actions de démonstration (mise en place d'une parcelle ou autre avec un itinéraire déjà éprouvé par la recherche) | <input type="checkbox"/> Organisation de stages/ateliers |
| <input type="checkbox"/> Production d'intrants organiques (semences, fertilisant, biopesticides...) | <input type="checkbox"/> Aucune action de ce type |
| <input type="checkbox"/> Conseil agricole réalisé par des agents du centre de formation auprès des apprenants ou anciens apprenants | <input type="checkbox"/> Autre |

2. Moyens du centre de formation

2.1. Financement du centre

Les devises sont à donner en FCFA. Si la devise du pays du centre n'est pas le FCFA, convertir la devise en FCFA

Quel est le chiffre d'affaire du centre de formation pour chacune des 4 dernières années (en FCFA) ?

2017	<input type="text"/>
2018	<input type="text"/>
2019	<input type="text"/>
2020	<input type="text"/>

Si le centre fait des formations en agroécologie, quelle est la part des formations en agroécologie dans le CA en 2020, en %

 %

Quel est le montant globale des recettes du centre de formation en 2020, en FCFA?

 FCFA

Quels sont les montants des ressources propres du centre en 2020, en FCFA?

Frais d'inscription (pour rentrer et accéder à la formation)	<input type="text"/>
Vente de produits fabriqués par le centre de formation	<input type="text"/>
Frais de scolarité (pour payer les frais tout au long de l'année)	<input type="text"/>
Autre	<input type="text"/>

Quel est le pourcentage de financement public perçu par le centre de formation en 2020?

 %

Quel est le pourcentage de financement privé perçu par le centre de formation en 2020?

 %



Quel est le coût réel par personne formée en moyenne (coût pour le centre), en FCFA?

FCFA

Quel est le coût réel moyen par personne formée pour les formations en agroécologie spécifiquement (coût pour le centre), en FCFA?

Répondre uniquement si le centre réalise des formations en agroécologie

FCFA

Quel est le montant des dépenses globales du centre en 2020, en FCFA?

FCFA

Quel est le coût moyen d'inscription à un cursus en 2020, en FCFA?

FCFA

2.2. Etudiants formés

Quel est le nombre d'étudiants formés par le centre en moyenne par année, sur les 3 dernières années

2.3. Ressources humaines

Quels sont les effectifs des ressources humaines

Nombre de personnel administratif	<input type="text"/>
Nombre de personnel technique et/ou d'entretien	<input type="text"/>
Nombre d'enseignants pour la formation initiale	<input type="text"/>
Nombre de formateurs pour la formation continue	<input type="text"/>
Nombre de personnel formant en agroécologie	<input type="text"/>

Le centre propose-t-il des formations en interne à son personnel ?

Oui

Non

Le centre a-t-il la capacité à réaliser de nouvelles formations vu le taux d'occupation des formateurs actuels et les capacités de l'infrastructure?

Oui

Non

Le centre a-t-il une ingénierie des dispositifs de formation (financement, agrément etc) ?

Oui

Non

Le centre a-t-il une ingénierie pédagogique (contenu des formations et méthodes) ?

Oui

Non

Le centre forme t-il des formateurs?

Oui

Non

2.4 Moyens matériels

Le centre présente t-il les services suivants?

Service de restauration pour les apprenants

Service de logement séparé pour les femmes en formation

Service de logement pour les apprenants

Aucun de ces services

Le centre de formation a-t-il des bâtiments d'enseignement?

Oui

Non

Combien de salles de classe y a-t-il dans le centre de formation?

Le centre de formation a-t-il un atelier d'élevage ?

Oui

Non

Le centre de formation a-t-il un atelier de transformation ?

Oui

Non

Du matériel informatique est-il accessible?

Pour les enseignants

Pas de matériel informatique accessible

Pour les personnes en formation

Le centre de formation a-t-il des équipements de démonstrations destinés aux publics bénéficiaires de formation ?

Oui

Non



3. Informations sur les formations proposées par le centre

Parle-t-on d'agroécologie dans les formations?

Oui

Non

3.1. Critères thématiques de formation

Quel est le nombre de cursus du centre de formation qui intègrent la formation à l'agroécologie?

Quel pourcentage cela représente-t-il par rapport à la masse de formations proposées?

 %

Quelles sont les thématiques abordées dans les formations du centre?

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Gestion de la triple performance de l'exploitation (Economique, sociale et environnementale) | <input type="checkbox"/> Formation aux pratiques agroécologiques ou apparentées dans le cadre des productions sylvicoles, forestières ou arboricoles |
| <input type="checkbox"/> Gestion de la quadruple performance de l'exploitation (Economique, sociale, environnementale et technique) | <input type="checkbox"/> Formation aux pratiques agroécologiques ou apparentées dans le cadre des productions halieutiques |
| <input type="checkbox"/> Gestion technique de l'exploitation (gestion des ateliers végétal/animal/sylvicole...de la production à la commercialisation en passant par la collecte, le stockage et la transformation) | <input type="checkbox"/> Gestion économique de l'exploitation (trésorerie, achat d'intrants, crédit de campagne, résultats économiques et financiers ...) |
| <input type="checkbox"/> Approche systémique : Intégration cultures/élevage/arbres | <input type="checkbox"/> Gestion sociale de l'exploitation (pénibilité, organisation du travail, gestion de la main d'œuvre familiale et/ou saisonnière, temps de travail...) |
| <input type="checkbox"/> Formation aux pratiques agroécologiques ou apparentées dans le cadre des productions végétales | <input type="checkbox"/> Gestion environnementale de l'exploitation (gestion sol-air (GES), pollution des sols et érosion, gestion eau-plantes, pollution de l'eau, gestion des déchets, pratiques d'adaptation atténuation changement climatique) |
| <input type="checkbox"/> Formation aux pratiques agroécologiques ou apparentées dans le cadre des productions animales | |

Le centre propose t-il des spécialisations sur une ou plusieurs filières agricoles spécifiques?

Oui

Non

Y a-t-il des éléments de contenu sur l'équité de genre (accès aux ressources productives selon le genre), considération de l'impact des pratiques étudiées et en démonstration sur le genre (répartition du travail entre les genres au sein de l'exploitation, relations de genre comme frein ou levier à l'intégration de pratiques AE, etc.)

Oui

Non

Y a-t-il des perspectives et plan de développer des nouvelles formations en lien avec l'agroécologie et/ou l'intensification agricole durable ?

Oui

Non

3.2. Pédagogie alliant enseignement théorique et mise en pratique ou intérêt pour développer une telle approche

Quelle est la durée moyenne des formations fournies par le centre ?

- | | |
|---|--|
| <input type="radio"/> Moins de 1 jour | <input type="radio"/> Moins d'un mois |
| <input type="radio"/> Moins de 2 jours | <input type="radio"/> Entre 1 et 6 mois |
| <input type="radio"/> Entre 3 et 5 jours | <input type="radio"/> Plus de 6 mois |
| <input type="radio"/> Entre 5 et 15 jours | <input type="radio"/> Une année scolaire |

Quel est le pourcentage de temps de formation :

En cours magistral en salle	<input type="text"/>
En échange d'expériences entre pairs	<input type="text"/>
Autour d'une parcelle ou dans un élevage (champs école ou pas)	<input type="text"/>
Autre	<input type="text"/>

Quel est le nombre maximum d'apprenants par formateur?

Des travaux de groupes sont ils proposés dans les formations?

- Oui Non

Quel est le nombre maximum d'apprenants par groupe de travaux?

Dans les formations proposées, quelle mise en pratique des compétences dans le cadre professionnelle y a-t-il pour les apprenants?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Etude de cas | <input type="checkbox"/> Partage d'expérience entre apprenants adultes |
| <input type="checkbox"/> Stage en entreprise | <input type="checkbox"/> Partage d'expérience entre apprenants adultes et chercheurs (recherche actions) |
| <input type="checkbox"/> Visite de terrain et rencontres de professionnels dans le cadre du cursus | <input type="checkbox"/> Dispositif d'apprentissage en alternance |
| <input type="checkbox"/> Voyage d'étude | <input type="checkbox"/> Aucune |

Le centre a-t-il des mesures liées à l'équité de genre pour faciliter l'accès à la formation (homme, femmes, jeunes)?

- Oui Non

Est-ce qu'il y a représentation des genres (masculin et féminin) et des générations (jeunes et plus âgés) dans les dispositifs de formation ?

- Oui Non



4. Partenariats et apprenants

4.1. Partenariats

Avec quels acteurs le centre de formation agricole a-t-il des partenariats, dans le cadre d'une dynamique de territoire ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Organisations professionnelles agricoles (OPA) | <input type="checkbox"/> Ministère de l'agriculture |
| <input type="checkbox"/> Secteur privé | <input type="checkbox"/> Ministère en charge de l'insertion professionnelle |
| <input type="checkbox"/> ONG locales | <input type="checkbox"/> Ministère en charge de l'environnement |
| <input type="checkbox"/> ONG internationales et projets de coopération | <input type="checkbox"/> Ministère de l'élevage et de la production halieutique |
| <input type="checkbox"/> Instituts de recherche | <input type="checkbox"/> Ministère de l'équipement rural |
| <input type="checkbox"/> D'autres centres de formation | <input type="checkbox"/> Autres institutions publiques de formation agricole |
| <input type="checkbox"/> Groupes de consommateurs | <input type="checkbox"/> Aucun |
| <input type="checkbox"/> Appartenance à un réseau | <input type="checkbox"/> Autre |

4.2. Apprenants

Quelles sont les origines géographiques des apprenants du centre de formation ?

- | | |
|--|------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Locale | <input type="checkbox"/> Nationale |
| <input type="checkbox"/> Régionale (autre zone du territoire que la zone du centre de formation) | <input type="checkbox"/> Autre |

Les formations en agroécologie sont-elles adaptées pour des analphabètes?

- Oui Non

Quelles sont les langues d'enseignements des formations du centre?

- | | |
|-------------------------------------|------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Locale | <input type="checkbox"/> Français |
| <input type="checkbox"/> Nationale | <input type="checkbox"/> Anglais |
| <input type="checkbox"/> Officielle | <input type="checkbox"/> Portugais |

Les formations en agroécologie sont-elles reconnues par le ministère de l'agriculture et/ou un autre ministère ?

- Oui Non

Quels sont les effectifs d'apprenants:

Effectif total d'apprenants formés au cours des 3 dernières années	<input type="text"/>
Nombre d'hommes formés au cours des 3 dernières années	<input type="text"/>
Nombre de femmes formés au cours des 3 dernières années	<input type="text"/>
Nombre d'hommes formés au cours des 3 dernières années dans le cadre de cursus intégrant la formation à l'agroécologie	<input type="text"/>
Nombre de femmes formées au cours des 3 dernières années dans le cadre de cursus intégrant la formation à l'agroécologie	<input type="text"/>

Quelles sont les tranches d'âge des apprenants, en pourcentage?

Proportion des 12 à 18 ans	<input type="text"/>
Proportion des 18 à 25 ans	<input type="text"/>
Proportion des 25 à 80 ans	<input type="text"/>

5. Insertion professionnelle

Quels dispositifs d'insertion professionnelle sont proposés par le centre de formation ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Réseau actif d'anciens élèves | <input type="checkbox"/> Existence d'un dispositif de suivi post-formation |
| <input type="checkbox"/> Système de compagnonnage/parrainage post-formation | <input type="checkbox"/> Aucun |
| <input type="checkbox"/> Mécanisme d'appui à l'installation/création d'activités | <input type="checkbox"/> Autre |

Existe-t-il une base de données des apprenants depuis la création du centre de formation, incluant leur situation actuelle?

- Oui
 Non

6. Impacts du centre de formation

Y a-t-il une appropriation des systèmes agroécologiques par les apprenants sur des exploitations agricoles?

- Oui
 Non

Annexe 3. Analyse Atouts, Faiblesses, Opportunités et Menaces de la formation en agroécologie dans les pays de la CEDEAO

	PAYS/COUNTRIES	ATOUTS /STRENGTHS	FAIBLESSES/WEAKNESSES	OPPORTUNITES/OPPORTUNITES	MENACES/THREATS
1	NIGER	Existence d'un dispositif de formation maillant le territoire et offrant une gamme variée de formations	Offre de formation insuffisamment orientée sur les besoins des acteurs des secteurs agro-sylvo-pastoraux, l'installation effective des jeunes, la dimension entrepreneuriale du métier d'agriculteur ou d'éleveur	Politique en faveur de la croissance économique et soutien de la relation « emploi-formation »	La dépendance du pays vis-à-vis des bailleurs de fonds pour l'investissement dans les secteurs de développement et de la FAR
		Engagement des OP pour l'autofinancement de la formation au profit de leurs membres	Absence de coordination institutionnelle, et entre les mécanismes du financement de la FAR	L'engagement de l'état à travers l'Agence nationale pour la promotion du conseil et de la formation Agricole au Niger (APCA)	L'incapacité des établissements à mobiliser des financements publics ou privés et à mettre en œuvre un modèle de centre de formation économiquement viable
		Des acteurs nationaux et internationaux développant des initiatives pour le développement de la formation Agricole et Rurale au Niger	Faible capacité d'accueil au regard de la demande des familles, des jeunes, et des agriculteurs déjà installés	Renforcement des partenariats autour de la rénovation de la FAR	Les besoins en formation ne sont pas clairement formulés dans les documents de politiques agricoles
		Un vivier de techniciens supérieurs disposant de compétences techniques et aptes à la fonction d'enseignant/formateur	Faiblesse des ressources nationales (publiques et privées) affectées à l'équipement et au fonctionnement des centres	Incapacité des établissements à mobiliser des financements publics ou privés et à mettre en œuvre un modèle de centre de formation économiquement viable	Existence des foyers de conflits armés.
			Dépendance continue des centres par rapport à l'aide extérieure		
2	SÉNÉGAL	Existence d'un cadre de référence pour la formation professionnelle agricole et rurale (Loi d'orientation de la formation professionnelle, Loi d'orientation Agro sylvo pastorale, Stratégie nationale de la formation agricole et rurale)	Intégration difficile nulle des diplômés au monde du travail	Changements de contexte socio-économique	Fonctionnement de plus en plus difficile suite à la réduction des budgets,
		Forte implication d'acteurs venant de différents horizons (publics, privés, confessionnels, organisations paysannes et professionnelles, etc.)	Contenus témoignent d'une vision trop restrictive de la finalité des formations : finalité de transfert et non d'aide à la recherche de solutions	Processus d'adaptation, d'innovation, de recherche de solutions par les agriculteurs dans leur environnement	Insuffisance des recettes générées pour faire vivre les établissements de formation, Absence de stratégies efficaces pour diversifier les sources de financement,
		Diversité des offres de formation surtout pour les producteurs (tous les offreurs de formation FAR comme les écoles et les universités ont obligation de faire la formation des producteurs)	Manque de moyens de fonctionnement	Mécanismes de construction de compétences utilisées par certaines catégories d'acteurs et leurs conditions de mise en œuvre.	Difficulté à se positionner avantageusement sur un marché de plus en plus concurrentiel
		Existence d'un nombre important de dispositifs de formation FAR	Réduction des budgets	Développement de l'utilisation des TICE dans les systèmes de production, de commercialisations	Formateurs en nombre insuffisant, vieillissants et souffrant d'un manque de valorisation de leur fonction
			Absence de politique de recherche de fonds inadéquation des moyens pédagogiques décalage évident entre le profil des produits issus des centres de formation, et la demande conditionnée par le contexte économique	Existence de plusieurs programmes sur l'insertion des formés en agriculture dans les filières de production, transformation et commercialisation	
			Outils pédagogiques vétustes ou inadaptés,		
			Méthodes trop livresques ne prenant pas suffisamment en compte les évolutions et les préoccupations des différentes catégories d'acteurs du monde agricole et rural (formation des producteurs notamment)		
3	GHANA	Trainers/Experts in training institutions have the needed relevant skills to teach and impact learners in agroecology study.	Training centers are under-resourced and have inadequate facilities/infrastructure to support all aspects of agroecology training.	There is a large base of available youth ready to be trained, who can take advantage of prospects in the agroecology field. When these opportunities are exploited, coupled with enabling environment can get the youth involved in agroecology studies and practices.	Lack of start up support can serve as a disincentive for the youth to venture into agroecology studies.



	PAYS/COUNTRIES	ATOUTS /STRENGTHS	FAIBLESSES/WEAKNESSES	OPPORTUNITES/OPPORTUNITES	MENACES/THREATS
		The country has adequate training centres/institutions across the various agroecological zones in Ghana suitable for agroecological studies.	There are limited investments and support systems for startups by both government and private sector which has made agroecology training unattractive to the teeming unemployed youth.	The teeming youth have the advantage to venture into agroecology (crop and animal production) practices and displace the high food imports into the country and to meet growing demand of the citizenry.	Government over focus on oil and gas exploration etc. can negatively affect agroecology training and practices.
		Favorable climatic conditions that create the right enabling environment to support agroecology study.	There is serious neglect of agroecology sector by relevant bodies in the country	Training of youths in entrepreneurship, will help shift attention from environmental nuances such as "galamsay" and turn focus into adoption of climate smart technologies and practices.	Protracted land tenure issues create uncertainties into acquisition of land for agroecology activities.
				Current government's commitment and willingness to invest by providing funds into agroecology study and practices.	A change in government in the country can affect policies and programmes which can derail efforts within the agroecology space.
4	NIGÉRIA	There are a number of established training institutions that share the focus and approach of agroecology as highlighted by BRLi	Most training sources are grossly underfunded hence preventing them from performing up to their capacity	The population of Nigeria is large, with youths aged 25 and below representing about 62% of the 213million people	The challenge of insurgencies and banditry in the North eastern and North western Nigeria are restrictive in being able to cover those regions which are major agricultural producers in the country
		Trainers and subject matter experts in the training institutions are equipped with the right skillsets that will support them in delivery of impactful training to the participant.	The agroecology approach is a new concept that will require the buy-in of the leadership and management of raining institutes however this will be surmounted by making them realized this is similar to what they have been practicing under various names.	The size of the nation presents huge market potentials for producers as they go into agroecology	Inconsistencies in policies is a major threat that discourages practitioners from focusing on any particular subsector of agriculture hence missing the gains that should accompany economies of scale
		The pre-surveyed training institutes are very accessible and are well equipped with facilities that are required for successful training programmes	Most training institutes are inundated with infrastructural challenges such as power supply, high cost of internet facilities, poor states of processing units etc and these are critical requirements towards a vibrant agroecology system.	With an unemployment rate of around 33%, many youths and adults are readily available for self-employment in the agroecology as they become attracted to agriculture. (https://tradingeconomics.com/nigeria/unemployment-rate)	Climate change is another threat as the impact of this has continued to be felt especially in crop production where there are incidences of crop failures resulting from droughts and in some cases flooding
		The spread of training institutes across agroecological zones is such that can cater to the needs of participants from across the country	There is very poor/weak market linkages between the producers and the consumers hence the challenges of marketing has to be overcome concurrently as agroecology is attempting to raise production and improve livelihoods.	Large pool of trained manpower in agriculture	Agriculture in Nigeria is largely rain-fed leaving people to be climate dependent in their decision making and cropping activities
		The training institutes have facilities to take participants on board while also giving adequate attention to gender equity	There is paucity of finance that would have helped micro and small enterprises upscale following trainings in agroecology and this has to be resolved in order to achieve the expected impact of such investment and cost outlay on agroecology as it is being pursued.	Abundance of raw materials for farm inputs e.g. fertilizers from petrochemical industry	Conflicts issues resulting from pastoralist/farmers clashes are a major threat to agriculture as many farm losses occur annually as a result. This has been a major source of discouragement for agricultural practitioners resulting in occupational mobility. Some of the issues around this is linked to climate change and pressure on resources including water and forage pasture which necessitate nomadic behaviours of herdsmen.
		The is an abundance of study sites and potential demonstration sites that training institutes can take advantage of as they do not have limitations as regards such natural resources	Agriculture in Nigeria has not been largely de-risked hence making this largely unattractive to practitioners	Presence of many agricultural research institutes that training institutes can collaborate with for improved inputs and good agricultural practices.	Land tenure system in Nigeria is a major challenge as many who are interested in agriculture may not have the financial ability to access land or their production activities
		The climatic conditions are highly favourable, with close to 70% of the populace involved in agriculture suggesting that such training will enjoy good reception by the populace	Value addition is still largely underdeveloped hence preventing producers from making higher economic gains in the sector. This requires investment that can support the producers to go beyond production into Value addition.	Available ICT for Improving of practices in agriculture which can easily be leveraged on by training institutes	Land fragmentation is also a threat in that many genuine farmers are prevented from being able to practice commercial agriculture which would have presented them with higher economic gains

	PAYS/COUNTRIES	ATOUTS /STRENGTHS	FAIBLESSES/WEAKNESSES	OPPORTUNITES/OPPORTUNITES	MENACES/THREATS
		The agricultural sector has been enjoying better support from the government in recent times hence there is a favourable policy environment that will support agroecology activities	There is poor linkage between producers and the input market in many cases. The disconnect between them have strong implications on the unit cost of production further affecting the attractiveness of the sector.		Gender inequity is still a major challenge in many states in Northern Nigeria. Many women farmers only have access to marginalized lands with poor fertility which negatively impacts on their capacity as compared to their male counterparts.
		Agricultural value chain development is one of the foremost agenda of the Nigeria Competitiveness projects and the shift to agroecology will be enhancing the activities that can lead to improved production and eventually enhanced trade integration in the sub region.			
5	BURKINA FASO	La prise en compte globale de l'agroécologie dans des documents de politiques agricoles : la loi 034 portant sur le régime domaniale et foncier applicable aux terres rurales et la loi 070 sur la politique d'orientation du secteur agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique et le Programme National du Secteur Rural (PNSRII)	L'absence d'une stratégie nationale de promotion de l'agroécologie	Environ 80 % de la population active est agricole et pratique l'agriculture familiale	Les approches institutionnelles des acteurs privés qui privilégient l'agriculture biologiques au détriment de l'agroécologie (développement de la monoculture biologique pour satisfaire le marché)
		La désignation d'un point Focal « Agroécologie » au ministère en charge de l'agriculture	L'agroécologie est insuffisamment prise en compte dans les outils de planification et de suivi-évaluation	L'intérêt des structures de formation formelle (universités, instituts de recherche, écoles professionnelles) et informelles (centres de formation fonctionnelle) susceptible d'améliorer les compétences existantes et d'abriter de nouvelles filières en agroécologie dans toutes les régions du pays;	L'insécurité foncière dans plusieurs localités marquée par l'accapement des terres rurales par les conseils municipaux (pour des lotissements), les sociétés immobilières et les acteurs d'agro-business
		L'existence d'une Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle accordant une place de choix aux produits locaux (développement de biodiversité locale)	La faible synergie des différents ministères (agriculture, environnement, élevage) sur le positionnement de l'agroécologie	Existence de plus en plus d'opportunités de financement de la part des PTF pour le développement rural	L'insécurité grandissante avec les attaques terroristes ayant conduit au déplacement des populations et à l'isolement de certaines zones agricoles (région de l'est, région du nord, ...)
		La ratification de conventions favorables à l'agroécologie (convention sur la biodiversité, les changements climatiques, désertification, zones humides, etc.)	La faible prise en compte des connaissances paysannes en matière d'agroécologie (ex : non reconnaissance officielle des semences paysannes)	La sensibilité des producteurs en termes de recours à l'agroécologie	La faible collaboration entre les services techniques étatiques et les acteurs de la société civile sur les systèmes/approches de l'agroécologie à vulgariser
		Le développement de curricula de formation en matière de formation agricole basée sur l'Approche Par Compétence (APC) à travers l'élaboration de référentiels et de Formation Modulaires Qualifiantes (FMQ). Il s'agit notamment de l'opérationnalisation au plan national du référentiel de formation « fermier agricole » sous la coordination de la direction générale du foncier, de la formation et l'organisation du monde rural (DGFOMR) et l'appui de la GIZ dans le cadre du projet EFTPA	Les curricula de formations agricole ne prennent pas suffisamment en compte les approches agroécologie, limitant ainsi la disponibilité de ressources humaines qualifiées	L'existence d'un marché local et national des produits agroécologiques	La pénibilité des pratiques agroécologiques actuelles
		Le positionnement des Centres de Promotion Rurale (CPR) comme pôle d'excellence en matière de formation agricole et rural.	La faible organisation des acteurs, l'approche sectorielle du développement rural et la faible collaboration entre les acteurs du secteur agricole et agroalimentaire		
		L'existence d'ONG locales dynamiques agissant dans la promotion de l'agroécologie	La faible collaboration entre acteurs de formation agricole public et ceux du privé intervenant dans la promotion des approches agroécologique		
		La mise en place d'un Conseil National de l'agriculture biologique (CNABio) peut être considérée comme un atout majeur	Les producteurs ont un faible accès aux services climatiques (informations et conseils agro climatiques, alerte sur les prévisions pluviométriques)		
		Les acteurs ont développé une norme nationale de production agricole biologique sous la marque BIO-SPG gérée par CNABio	Le système de vulgarisation des recherches peu accessible aux acteurs à la base		



	PAYS/COUNTRIES	ATOUTS /STRENGTHS	FAIBLESSES/WEAKNESSES	OPPORTUNITES/OPPORTUNITES	MENACES/THREATS
		Plusieurs technologies et approches agroécologiques ont été développées par les acteurs à la base, les ONGs et la recherche et qui produisent des résultats probants, particulièrement dans la gestion intégrée de la fertilité des sols et la restauration des terres, l'alimentation du bétail, etc.	La faible prise en compte des systèmes de vulgarisation endogène par les systèmes formels		
		Les communautés à la base ont développé des expertises locales et des réseaux de diffusion des connaissances de paysan-à-paysan et de renforcement mutuel des capacités	La multiplicité des approches et des perceptions de l'agroécologie avec une faible concertation des acteurs pour une harmonisation		
		Existence de structures de formation (universités, écoles professionnelles) et professionnelles (centres de formation en agro-sylvo-pastoral, agroécologique, agroforesterie,...) dans plusieurs régions du pays ;	L'insécurité foncière et les conflits fonciers dans plusieurs régions limitent l'adoption intensive et à large échelle de nombreuses pratiques agroécologiques		
		L'existence de structures de recherche (INERA, IRSAT, INSS, Universités, etc.) engagées dans la recherche agroécologique	Faible capacité du dispositif pédagogique (ressources humaines qualifiées en agroécologique, les matières d'œuvre pédagogique) et d'accueil (infrastructures, équipements) pour assurer l'encadrement adéquat des apprenants ;		
		L'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers (FAO, GIZ, CDEAO, ...) dans la valorisation des initiatives agroécologiques favorables au développement de l'agriculture durable	Insuffisance des initiatives de soutien à l'installation des apprenants après la formation afin de constituer des modèles de vulgarisation dans leur localité.		
6	TOGO	Existence d'un Réseau National regroupant tous les Acteurs engagés dans l'Agroécologie au Togo. Réseau National des Acteurs de l'Agroécologie au Togo (RENAAT)	Non disponibilité d'un manuel de procédures et d'un secrétariat exécutif permanent au niveau du RENAAT	L'État à travers la mise en œuvre du Programme National de Développement	Le climat socio-politique
		Collaboration étroite avec le Ministère de l'Agriculture avec un plan d'action bien défini	La subvention et l'accompagnement soutenu des acteurs des fertilisants synthétiques par le Ministère de l'Agriculture	Les Objectifs du Développement Durable (ODD)	COVID-19
		Existences de partenaires techniques et financiers disponibles (AVSF et Terre et Humanisme)	Faible effectif des professionnels de l'agroécologie	La disponibilité des partenaires engagés dans l'Agroécologie à accompagner le Togo	L'insécurité grandissante avec les attaques terroristes au nord du Togo (Région des savanes...)
		Disponibilité de centres de formation et fermes agroécologiques dans chaque région du pays	La mise en place des Agropoles et des Zones d'Aménagement et d'Actions Prioritaires sur de grandes superficies (au moins 100 hectares dans 03 zones) avec destruction de la flore		
		Collaboration étroite avec l'Association Nationale de l'Agriculture biologique (ANABIO)			
7	GUINEE/CONAKRY	Existence d'un ministère chargé de l'Agriculture et de l'Environnement	Des programmes de formation inadaptés aux besoins de l'emploi dans l'ensemble	80% de la population Guinéenne vit de l'agriculture	L'insécurité foncière en Guinée
		L'appui considérable de plusieurs bailleurs de fonds pour soutenir l'Agroécologie et plus particulièrement l'Agriculture Biologique, comme la Banque Mondiale, AFD, FAO, BND, USAID, ENABEL, WAPP, UE, Rio Tinto	L'absence d'une politique nationale d'emploi centrée sur les jeunes et les femmes, la faible adéquation de la formation au besoin du marché de l'emploi et l'insuffisante protection sociale des travailleurs sont des défis à relever pour améliorer l'employabilité des jeunes et des femmes et leur insertion socio-économique	Forte présence des Centres de formation agricole dans le pays	Les foyers de conflits naissants liés à la gouvernance politique du pays
		Existence de structures de recherche et d'enseignement (universités, écoles professionnelles) et de centres de formation professionnelle (centres de formation en agro-sylvo-pastoral, agroécologique, agroforesterie,...) dans plusieurs régions du pays	Une insuffisance d'équipements individuels et collectifs	Appui considérable de certains bailleurs de fonds dans le secteur prioritaire agricole	Le faible investissement de l'État dans le secteur agricole en se basant sur les principes de l'Union Africaine à (Mopotou)

	PAYS/COUNTRIES	ATOUTS /STRENGTHS	FAIBLESSES/WEAKNESSES	OPPORTUNITES/OPPORTUNITES	MENACES/THREATS
		Présence de plusieurs ONG et Entreprises évoluant dans l'Agroécologie (ou Agriculture Biologique) dans le pays, comme ENABEL, les Centres de Vulgarisations Agricoles, les Centres de Recherches Agronomiques, la Maison des Entrepreneurs Guinéens avec l'appui du GRET...	Un manque de matériels didactiques actualisés au niveau des formateurs	Forte présence des projets agricoles travaillant sur l'accès à l'autosuffisance agricole du pays	Faible mobilisation du secteur privé agricole dans l'Agroécologie
		La mise en place des programmes de formation sur la protection de l'environnement dans les structures de formations	La méthodologie de l'enseignement est principalement axée sur les cours théoriques que pratiques	La mise en place de la nouvelle Lettre Politique du Développement Agricole du pays	Les perturbations environnementales dues au changement climatique
		Le soutien de l'agriculture biologique (AB) par les ONG, les projets agricoles, etc.	Certains sujets enseignés ne sont pas bien maîtrisés par les formateurs qui ont besoin d'une mise à niveau	Choix politique du secteur agricole pour le décollage économique du pays	Les sources de tensions politiques dans le pays
		La valorisation de l'agriculture (riziculture) sans intrants agricoles dans la mangrove Guinéenne	Une insuffisance de formateurs qualifiés et spécialisés	Forte présence de l'Agence Nationale de la Promotion Rurale et du conseil Agricole dans le secteur rural	Les conflits entre éleveurs et agriculteurs
		Adhésion massive des jeunes et des femmes au niveau des activités pratiques sur le compostage et maraichage.	Les programmes de formation agricole ne sont pas adaptés au marché de l'emploi	Adhésion massive des paysans à la nouvelle Lettre Politique du Développement Agricole du pays	Le faible appui du gouvernement dans le secteur de l'Agroécologie
		Mobilisation de plus de 70 % de la population à l'agriculture et l'élevage en contribuant pour à peine 18 % à la formation du PIB.	Le programme de formation agricole est une photocopie des anciens programmes enseignés dans les facultés d'agronomie depuis une vingtaine d'années	La formation pratique des ruraux sur les nouvelles innovations agricoles	Faible investissement budgétaire dans les activités agricoles
		Appuis du gouvernement aux populations guinéennes porteuses de projets agricoles, un chemin vers une opportunité professionnelle d'auto-emploi par le biais des formations techniques en agriculture et en entrepreneuriat.	La non-spécialisation des techniciens dans les programmes de formation donnés	L'appui de l'élevage au développement des activités maraichères dans tout le pays	
8	Côte d'Ivoire	Existence récente d'un réseau de formation dynamique aux métiers ruraux (en agroécologie)	Le nombre restreint des apprenants du fait des coûts de formation un peu trop élevés pour ceux-ci	Existence de nombreuses potentialités en insertion des diplômés	Les crises sociopolitiques (litiges fonciers) du pays qui déstabilisent et occasionnent la perte de tous acquis en milieu rural et aussi la réticence des partenaires techniques et financiers
		Existence d'un système de formation innovant et structurant	Dépendance des structures de formation vis-à-vis des financements extérieurs	Engagement des gouvernants dans la mise en place d'une stratégie de développement	Instabilité des modes de financement
		Existence d'un vivier de bailleurs de fonds étrangers (IECD, fondation LOUIS DREY FOUISS, AFD, etc.)	Inadéquation des programmes entre l'offre de formation et les besoins des bénéficiaires	Renforcement des partenariats dans la perspective en vue de rechercher des financements	Financement provenant quasiment de l'extérieur
		Cadre de formation adéquat et adapté par endroit	Absence de coordination et de financement	Existence de nombreuses potentialités en insertion des diplômés	Une non-adoption de certaines pratiques écologiques par certains paysans du fait de leurs pratiques culturelles habituelles
		Existence de formateurs qualifiés	Faible capacité d'accueil au regard des besoins des apprenants et des moyens des centres de formation	Tirer profit de l'existence des textes de loi pour mieux organiser le secteur	Les besoins en formation ne sont pas clairement formulés dans les documents de politiques agricoles
		L'existence programme national aux métiers ruraux (projet PNMR)	Insuffisance des équipements liés au fonctionnement des centres (vétustes et inadaptés)	Développement des NTIC, drones, systèmes d'irrigation assistés par ordinateur (agriculture digital)	Insécurité foncière
		Existence d'outils et de techniques relatifs aux bonnes pratiques agricoles (gestion intégrée des pesticides et des déprédateurs)	Difficultés d'insertion des diplômés dans le monde du travail	La majorité de la population pratique l'agriculture, surtout familiale	Les pratiques agroécologiques sont de plus en plus difficilement applicables
		Existence d'un potentiel de structures de formation (grande école, université, centre de recherche, etc.) dirigé vers le milieu rural	Absence de politique de recherche de fonds	Existence de structures informelles à vocation agroécologique	
		Mise en place d'un texte de loi (décret à la promotion en agroécologie)	Les connaissances paysannes ne sont pas prises en compte		
			Non prise en compte des connaissances paysannes dans les curricula de formation		
			Inadéquation entre les résultats de la recherche et la vulgarisation agroécologique		
			Inconstance du soutien financier de l'état		



	PAYS/COUNTRIES	ATOUTS /STRENGTHS	FAIBLESSES/WEAKNESSES	OPPORTUNITES/OPPORTUNITES	MENACES/THREATS
9	Sierra Leone	There are adequate Training centres in the country that have adequate capacity to teach and train young adults in agroecology	The training centres lack adequate logistics to comprehensively train on agroecology- logistics like updated training materials and equipment, internet facilities,	The heightened attention by the world on climate change culminating to the several Conferences of Parties (COPs) has provided an opportunity for Sierra Leone to pay more attention to agroecology and related issues	The current policy of timber export in the country which has significantly depleted the forests is a serious threat to the management of the natural resources
		The training centres surveyed are already teaching agroecology related and induced courses such as agroforestry, integrated pest management, organic farming, forestry and natural resource management, climate change and integrated farming	Agroecology training is not mainstreamed in agriculture training in the country. It is just normally given consideration when people talk about forestry, climate change and the environment	There are donors and development partners (DPs) in Sierra Leone that are interested in promoting agroecology and natural resource management. FAO, for example has natural resource management as one of its key priority areas	The present methods of 'slash and burn' farming for uplands is a threat to the survival of ecology and biodiversity in the Country
		The training centres can be accessed easily by road	Little investment from the Government of Sierra Leone on agroecology training and related issues.	In addition to the donor partners, there are civil society organizations (CSOs) that are activate in the promotion of land, forestry and fisheries tenure issues, responsible agricultural investment. So there is an opportunity to partner with such CSOs and DPs.	The country's current policy of rice sufficiency and food security promote the massive use of inorganic fertilizers and chemicals in food crop productions.
		There is adequate land for practical training and demonstration in all the centres surveyed	There is little support to agroecological research work in the country	Majority of the farmers in Sierra Leone are already grouped into Farmer Based Organizations (FBOs). These platforms will be very useful to transfer agroecological techniques nationwide to farmers	Sierra Leone is very vulnerable to climate change effects. The country has experienced flash flooding and mudslides in recent times. So the climate change menace is seriously threatening the biodiversity, agricultural production and value chains development.
		Some agroecological approaches are already been practiced by farmers in Sierra Leone. Methods such as diversification of crops, conservation agriculture, green manures, natural fertilizers and nitrogen fixation, biological pest control, rainwater harvesting, and production of crops and livestock in ways that store carbon and protect forests are some been practiced	There is no clear strategy on agroecology pursued by the country	There is a lot youths engaged in agriculture who are willing to learn new approaches to enhance their investments	
		The Farmer Field School (FFS) approach used in the country Extension and Advisory systems makes it easy to train farmers in agro ecology and related issues			
10	Mali	Existence de plusieurs structures de formation diplômantes et certifiantes ;	Éclatement des structures de formation professionnelle entre plusieurs ministères	Mise en œuvre de plusieurs programmes et projets de formation et d'insertion	Insécurité dans certaines zones du pays
		Décentralisation des structures de formation au niveau de toutes les régions administratives et éco-géographiques ;	Vétusté des infrastructures de FAR	Présence de beaucoup de bailleurs de fonds	Instabilité institutionnelle
		Application du LMD au niveau des structures de l'enseignement supérieur (universités et institut) ;	Insuffisance des ressources financières des structures de FAR ;	Possibilité d'accompagnement par Réseau FAR international	Instabilité des ressources humaines au niveau des structures de pilotage
		Importantes superficies de terres cultivables possédées par les établissements de FAR ;	Peu d'enseignants dans certaines structures de formation comme les CFP		Fin et retrait de certains des bailleurs.
		Existence de dispositifs d'insertion des jeunes par des financements ;	Grèves récurrentes des enseignants et des élèves		
		Conseils d'université dirigés par des professionnels du secteur privé ;	Faible adéquation formation/ emploi		
		Existence de fonds d'appui aux femmes et aux jeunes ;	Insuffisance des dispositifs d'accompagnement et de suivi des formés et insérés ;		
		Approche par les compétences (APC) adoptée par l'enseignement technique et professionnel ;	Peu d'accompagnement pédagogique des enseignants de FAR		
		Offre de formation diplômante va en effet du secondaire au supérieur postuniversitaire	Absence d'informations sur l'agriculture urbaine et périurbaine qui est très visible au niveau de Bamako et de sa périphérie		
			Absence de formation en gestion et pilotage de dispositif de formation		

	PAYS/COUNTRIES	ATOUS /STRENGTHS	FAIBLESSES/WEAKNESSES	OPPORTUNITES/OPPORTUNITES	MENACES/THREATS
			Baisse de niveau des apprenants		
11	BÉNIN	Formations compatibles avec les besoins des agriculteurs	Non-reconnaissance des centres de formation au niveau national	Intervention de plusieurs initiatives d'appui	Dépendance des bailleurs de fonds étrangers
		Diversité d'acteurs interagissant dans le secteur de la formation agricole	Projets de courte durée (absence de continuité)	Existence d'un document de stratégie nationale pour la formation agricole	Politiques d'accompagnement nationales insuffisantes
		Demande croissante des producteurs pour les formations	Manque de suivi post-formation pour consolider les acquis	Mobilisation au niveau international pour le développement de la formation agricole	Forte implication des intervenants extérieurs dans l'élaboration des programmes
		Mise en œuvre d'initiatives privées indépendantes	Insuffisance de compétences pédagogiques de certains formateurs		
12	LIBÉRIA	Several available institutions across the different agroecological zones of Liberia with potentials for providing training in agroecology.	Training centres are under-resourced and have inadequate facilities/infrastructure to support all aspects of agroecology training.	Over 60% of Liberia's population is made up of smallholders engaged in various activities across the crop and livestock value chains	Lack of access to agriculture financing may serve as a disincentive for youth to venture into agroecology programs.
		Several Liberians professionals with technical expertise in agroecology and other relevant skills.	There are limited investments and support systems by both government and private sector which has rendered many of the existing training centers inactive and unattractive to potential trainees.	A significant portion of the Liberian population is made up of young people who could benefit from trainings in agroecology and utilize the skills as a means of livelihood.	Complicated land tenure issues create uncertainties about land acquisition for agroecology activities.
		Liberia has favorable climatic, soil and other agroecological resources that are suitable for providing an enriching experience in the study and application of agroecological programs.	Agriculture production activities currently being practiced are agroecologically inefficient and environmentally unsustainable, involving a reliance on traditional farming practices such as shifting cultivation and rotational bush fallowing that result in soil fertility decline, deforestation and land degradation.	The teeming youth population has an advantage to venture into agroecology (crop and animal production) practices and displace the high food imports into the country and meet food demands of an expanding population.	Inconsistency in political support to agroecology programs may occur as a result of changes in government or policy differences by succeeding administrations.
			There is serious neglect of the agroecology sector by relevant bodies in the country	Training in agroecology could significantly enhance the level of production and productivity of local crop and livestock production systems which are largely managed by resource-poor smallholder farmers	
				Training in agroecology will also help to shift attention from environmental harmful farming practices such as shifting cultivation (a major cause of deforestation and land degradation) and contribute to climate change mitigation and increased adaptation.	
13	CAP VERT	Existence d'infrastructures (centres de formation) dans les principales îles agricoles	Besoin de professionnels qualifiés pour assurer la formation	Intégration des politiques de formation avec les politiques publiques durable et de développement économique ;	Méconnaissance d'un public cible intéressé ;
		Encourager la formation professionnelle par la législation	Difficulté de suivre les cours en raison de la faible demande et des bourses d'études		Peu d'intérêt des agriculteurs pour la formation et l'innovation dans certaines municipalités;
		Ouverture et volonté des centres pour la réalisation des cours	Nécessité de diffuser les connaissances sur l'agroécologie		
			Manque de ressources financières		
			Le manque de valorisation de l'agroécologie, surtout pour les jeunes		

Annexe 4. Initiatives de soutien à la formation agricole et en agroécologie dans les pays de la CEDEAO

INITIATIVES DE SOUTIEN À L'AGROÉCOLOGIE

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
NIGER	Agroécologie			Projet de Recherche Action pour la promotion de l'Agroécologie au Niger (RAPAN)/suissaid au Niger	153 000 000 FCFA	2020	Réalisation d'un laboratoire agroécologie au niveau de l'université de la région de Tillabéry	Recherche-action en agroécologie à l'université de Tillabéry en collaboration avec le réseau des acteurs de l'agroécologie/RayaKarkara	Ibrahim Hamadou. Chargé de programme de suissaid. Contact : +227 91136568. E-mail : ibrahim.hamadou@suissaidniger.org		
NIGER	Agroécologie			Réseau des acteurs de l'agroécologie au Niger dénommé « Raya karkara » Signification : faire revivre le monde paysan (SWISSAID, COSPE, IPF KAOIRA, IPDR DE KOLLO, UNIVERSITE DE TILLABERY, ALTERNATIVE ESPACES CITOYENS, REJEA, FCMN-NIYA, COPAGEN, FUGPN-MOORIBEN, FCMN NIYYA, AcSSA AFRIQUE VERTE, JEUNE VOLONTAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT (JVE), PFPN, ENDA ENERGIE, ONG ASV, SWISSCONTACT et SUBA-SE)		2015 à nos	Cœuvrer pour l'émergence d'un mouvement social fort et éclairé en faveur de la promotion de l'agro écologie en vue de la concrétisation effective du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire au niveau national, régional et international	Le réseau est regroupé 18 organisations dont les OP, les acteurs de la société civil, les ONG : Création de la synergie entre les acteurs engagés dans l'agro écologie pour la promotion de l'agro écologie au Niger à travers les actions de formation et de renforcement des agriculteurs, éleveurs et les autorités publiques	Ibrahim Hamadou. Chargé de programme de suissaid. Contact : +227 91136568. E-mail : ibrahim.hamadou@suissaidniger.org E-mail raya_karkara@googlegroups.com		
NIGER	Agroécologie			Construction et équipement d'un laboratoire agroécologie au niveau de l'université de la région de Tillabéry			Conduites des activités recherches sur les innovations en agroécologies au Niger et de formation au profit des enseignants et les étudiants de l'université de Tillabéry			Vulgarisation des résultats de recherche en agroécologie auprès des producteurs agricoles Et renforcement de capacité du dispositif de formation à travers la formation des formateurs compétents en agroécologie	
COTE D'IVOIRE	Agroécologie	Agence Française de Développement (AFD)	National	Favoriser une agriculture durable en Côte d'Ivoire	50 508 689 000	2016-2020	Encourager les producteurs à gérer et à cultiver la terre de façon plus durable pour préserver l'environnement et améliorer la qualité de l'alimentation de la population ivoirienne	Renforcer la durabilité économique des filières et notamment les revenus des producteurs. Mise à disposition des acteurs du développement public et privé d'outils innovants pour la préservation des ressources naturelles	www.afd.fr		



PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
Nigéria	Agroécologie	FAO	REGIONAL	GCP /NIR/002/GFF Promoting Integrated Landscape Management & Sustainable Food Systems in the Niger Delta Region in Nigeria (PPG)	86 750 562	2 years	To promote sustainable cocoa and palm oil systems and landscape restoration in order to deliver multiple ecosystem services.	through collaborations with small holder farmers through training and capacity building	FAO-NG@fao.org +234-9-7812155 Fax. +234-9-4618743	working through local ministries to reach farmers	partnership with training institutes for continuous learning
SIERRA LEONE	Agroécologie	FAO	National	Voluntary Guidelines on the Governance of the Tenure of Land, Fisheries and Forests (VGGT)	1 735 469 300	Started 2014, still ongoing	Focused on supporting the implementation of the VGGTs; the enabling environment for responsible investment in agriculture and food systems; integrated natural resources management of the Fouta Djallon highlands; the Sierra Leone community-based forestry concept; protecting women's customary land rights and supporting sustainable climate change adaptation in marine artisanal fisheries communities.	Worked with key government ministries (Agriculture, Fisheries, Lands, Justice and Local Government), Civil Society, Private agricultural investors and farmers to promote responsible governance of tenure and responsible agriculture investments	Dr. Gbessay Momoh, RAI National Consultant, FAO Country Office, Freetown, Sierra Leone Phone: +23276 653048 Email: Gbessay.Momoh@fao.org	Training on Natural resource Management and responsible agricultural investments. The VGGT programme has an E-learning platform that can be utilised by the EAP	
BÉNIN	Agroécologie			Intégration de l'Agriculture écologique biologique (AEB) dans les systèmes agricoles en Afrique (EOA)	3 643 447 10	5 ans	Intégrer l'agriculture biologique et écologique dans les systèmes agricoles nationaux d'ici 2025	Formation des formateurs		Plaidoyer pour la création et la mise en œuvre d'un cadre institutionnel forme pour l'agroécologie	Composante 4 : Echanges, capitalisation et contribution à l'élaboration de politiques publiques d'intensification agroécologique
BÉNIN	Agroécologie	AFD	Régionale	Transition agroécologique dans les zones cotonnières 2 (TAZCO 2) financé par l'AFD	1 040 984 900	4 ans	Améliorer durablement les zones cotonnières par la restauration et l'amélioration de la fertilité des sols, grâce à l'adoption de pratiques agroécologiques	Formation à la transition agroécologique les acteurs publics et privés Renforcement de l'expertise du centre de recherche béninois sur le coton		Accompagnement et suivi des producteurs pour l'adoption de pratiques agroécologiques	Composante 3 : Appui-conseil et vulgarisation des innovations technologiques pour l'intensification agricole durable adaptées aux modes de production des petits producteurs agricoles
Mali	Agroécologie	État et Agence de Française de Développement (AFD)	Zones cotonnières	Projet D'Appui à la Transition Agro-Ecologique (AgrECO) en zone cotonnières du Mali	12, 135 Milliards FCFA	2019-2023	Le projet a pour objectif Général l'appui à la transition agro-écologique des systèmes de production et l'amélioration des revenus des productrices et des producteurs en zone cotonnières	Les interventions projet portent sur les réalisations des composantes à savoir Composante 1 : Accompagnement des producteurs pour une production durable Cette composante s'articule autour de cinq (05) axes thématiques à savoir : le Renforcement des capacités des acteurs, l'Amélioration de la productivité et de la durabilité des systèmes de production, la Promotion des techniques agro-écologiques, la Diversification et amélioration durable des revenus des femmes et l'Appui aux Centres de Gestion Rurale (CGR) et à leurs activités. Composante 2 : Amélioration des pratiques agronomiques vers la transition agro-écologique La composante comprend six (06) axes : l'Appropriation des acquis du PASE 2 et de nouvelles pratiques d'intensification agro-écologique, le Développement de systèmes de production plus écologiques, la Gestion durable des espaces et des ressources naturelles, l'Évaluation de la durabilité et accompagnement des politiques publiques, la Coordination, animation scientifique et suivi-évaluation et la Pérennisation des	Souleymane TRAORE, Coordinateur National du Projet AgrECO; tél: 00223 78 10 82 41; souleymanetraore966@gmail.com	accompagner les mises à échelle des techniques et technologie éprouvées d'agroécologie	renforcer les capacités des acteurs en agroécologie

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
								acquis et perspectives d'après-projet Composante 3 : Pilotage, coordination et appui à la planification : Organisation et tenue des sessions des comités techniques et des comités de pilotage du projet, Contribution au renforcement des capacités des maîtrises d'ouvrage déléguées par la mise à disposition de moyens de fonctionnement pour réaliser des audits, supervisions, études, suivi évaluations des activités du projet, mise en place d'un système général de suivi-évaluation pour l'ensemble des composantes du projet et Coordination des réalisations du projet.			
Mali	Agroécologie	État et BMZ (Allemagne)	National	Programme de promotion des systèmes de cultures agricoles et de protection des sols au Mali	9 839 355 000	2022- 2026	L'objectif visé est la durabilité et la résilience de l'agriculture pluviale familiale, qui est particulièrement affectée par le changement climatique, sont améliorées par une utilisation responsable des sols et des ressources en eau basée sur les principes de l'agroécologie et de conservation	Appui basé sur: une proposition des communautés/village, des activités/initiatives déjà existantes de Conservation des eaux et des sols, identification claire des bénéficiaires et des interventions proposés, apport/contribution de la contrepartie locale, etc., principe intégration "agriculture-élevage-arbre"	Oumar TAMBOURA, Direction Nationale de l'Agriculture; tél: 00223 76 38 26 38 e. mail: baroutam@yahoo.fr	amplification des résultats du programme	Accompagnement financier et technique du programme
Guinée/Conakry	Agroécologie	Enabel	Appui au développement de l'entreprenariat agricole sur l'axe Conakry -Kindia-Mamou	Promotion de l'Agro écologie et Gestion Intégrée des Ressources en Eau productive dans les filières ananas et pomme de terre en Basse Guinée et Moyenne Guinée (AGIRE)	196 787 100	2020-2023	Améliorer durablement les revenus des entrepreneurs et organisations actifs dans les filières ananas et pommes de terre dans les régions de Kindia et Mamou par le renforcement de l'offre de services agricoles y compris l'eau productive et le conseil en agroécologie.	Un dispositif de soutien à la transition agroécologique sera mis en place dans chacun des sites AHA. Ces dispositifs s'appuieront essentiellement sur des actions continues de recherche-action participative et formation au niveau de Champs-Ecoles Paysans (CEP), aménagés à cet effet et gérés par des paysans relais choisis localement. Dans le dessein de mieux garantir l'adéquation entre les innovations agroécologiques proposées et les besoins et préoccupations réels des producteurs de chaque site, les CEPs seront des espaces où se réalisent en permanence des diagnostics participatifs d'agroécosystèmes (réalisés par les producteurs avec l'assistance des techniciens en agroécologie du projet) afin de permettre une identification des contraintes techniques propres à chaque zone, la recherche de solutions agroécologiques adaptées et l'expérimentation des solutions techniques consensuellement retenues par les producteurs réunis autour des CEP. L'enjeu de cette approche de formation menée à travers des processus d'expérimentation et de démonstration tient au fait qu'elle permet aux participants de mieux assimiler les innovations agroécologiques promues par le projet et d'avoir une meilleure capacité de raisonner la gestion technique et économique de leurs exploitations selon l'esprit et la démarche de l'approche agroécologique.	Abdoulaye Camara Chef du Projet/Coordinateur National de l'ONG RGTA-DI contact: (00224)622 84 51 95 lmail: rgtadi@yahoo.fr	Avec EUCORD dans le cadre de la filière pomme de terre en Moyenne Guinée et Fédération des Producteurs de la Moyenne Guinée	
Cap Vert	Agroécologie			Association Amis de la nature : Agence espagnole de coopération au développement international (AECID): Projet agroécologique de zones protégées mis en œuvre par l'Association des amis	270.415.154	01/02/2020 - 01/02/2022	Favoriser la diffusion de la connaissance agroécologique et la pratique d'un élevage agricole intégré et durable		Aguinaldo David	Promotion de la formation et de la connaissance en agroécologie pour un élevage agricole durable	Projet d'Appui à la diffusion et à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'Intensification Agricole Durable



PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
				de la nature et le CERAI							
Cap Vert	Agroécologie			Association Amis de la nature : Initiatives entrepreneuriales : Alliance pour le droit de l'homme à une alimentation adéquate et initiatives pour l'autonomisation des femmes et des jeunes rurales	328.033.388,8	01/02/2024 - 31/01/2024			Aguinaldo David		
Cap Vert	Agroécologie			Association des amis de la nature : Programme des Nations unies pour le développement du Cap-Vert	176.972.110,8	22/06/2020 a 22 / 22/2021			Aguinaldo David		

INITIATIVES DE SOUTIEN À LA FORMATION RURALE ET AGRICOLE

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
BURKINA FASO	Formation rurale et agricole	Budget estimatif global : 8 milliards (FCFA) Budget estimatif composante 2 : 3,6 milliards (FCFA)	Régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre Nord, du Centre-Ouest et du Nord.	Projet d'Appui pour le Développement de l'Emploi des Jeunes en Milieu Rural (PADEJ-MR)			Composante 2(Objectif) : Développement des compétences pour l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux Renforcement du dispositif d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (EFTP) grâce à la réhabilitation et à l'équipement de 6 CFP et 4 CPR - Kodougou, Goundi, Kongoussi et Bonam ; Amélioration des compétences des jeunes grâce à des formations qualifiantes aux métiers prioritaires contenus dans le PNDES (agro-sylvo-pastoral, bâtiment et travaux publics (BTP), artisanat et métiers émergents) adaptés aux besoins du marché du travail avec un objectif de 1 300 jeunes, dont 50% de femmes ; Insertion professionnelle de 650 jeunes (dont 50% de femmes) ayant accès à un emploi et de 150 jeunes entrepreneurs.	Ciblage et renforcement capacités techniques et opérationnelles des Centres de Formation Professionnelle (CFP) et des Centres de Promotion Rurale (CPR)		Promotion des modules d'agriculture durable dans les curricula de formation. C'est par exemple le cas du référentiel fermier agricole qui allie à la fois l'agriculture, l'élevage, l'arboriculture, l'application des modes de production respectant l'environnement, la gestion de ferme agro-écologique	Elaboration de curricula de formation intégrant les modules sur l'agroécologie
BURKINA FASO	Formation rurale et agricole	Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ)		Le projet Enseignement et Formation Techniques Professionnels Agricoles (EFTP)		2017 - 2019	Le projet Enseignement et Formation Techniques, Professionnels, Agricoles (EFTP) en Afrique par le NEPAD/PDDAA financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) mis en œuvre entre 2017 et 2019 a été un levier afin d'orienter le développement des capacités des centres. Le projet a permis d'élaborer les référentiels, dont le référentiel de formation en fermier agricole adopté et vulgarisé au plan national dans les centres public et privé du pays. Ce projet a également permis de renforcer les équipements des CPR afin de les rendre plus opérationnels.				
GHANA	Formation rurale et agricole			Creating Competitive Livestock Entrepreneurs in Agribusiness (CcLEAR-CSIR)	1 156 490 400	2 years for funding and now running by itself	Incubation centre focused on training entrepreneurs of pig farming using IMO technology	Organizes two weeks to one month training of entrepreneurs of pig farming using IMO technology			
GHANA	Formation rurale et agricole			MoFA call for WiDS, Training women in tractor Operation, Maintenance and Management's Applications. Agricultural Mechanisation Training Centre at Wenchi Farm Institute		3-5 years	Improving skills and knowledge of beneficiaries regarding available modern agricultural machinery and its usage, strengthening local support networks in breaking the barrier and myths surrounding the usage of agricultural machinery by women, and improving the socio-economic status of beneficiary women.	Organizes five (5) weeks training course for prospective female tractor operators, female farm managers, female tractor owners and female farmers. Women between the ages of 18 – 40 years			
GHANA	Formation rurale et agricole			CSIR- Short training Courses			Give in-depth knowledge in modern trends in agriculture and also hands on training in good agricultural practices for our target audience.	It organizes training for interested clients for a fee of GHS1,000 for two week to One month - Introduction to Practical Vegetable Production - Safe use and handling of agrochemicals - Best Maize Production Practices			



PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
GHANA	Formation rurale et agricole			Hortifresh female business accelerated program Certificate courses		9 months	Program aimed at strengthening the capacity of female entrepreneurs in the horticulture sector under the HortiFresh Access to Finance component	A coaching program designed to focus on five key areas; business strategy, sales and marketing, human resource, business administration and financial management			
NIGER	Formation rurale et agricole			Projet de Formation des producteurs ruraux (FOPRO3) de la coopération suisse	225 000 000 FCFA	2019-2021	Renforcement des capacités techniques des 17 centres de formation dont les Centres de Formation aux Métiers (CFM) et les Centres de formation Professionnelle et Technique (CFPT) à travers la maîtrise d'œuvre de FAFPA/MET/P	Dotation des centres de formation en équipements et matières d'œuvres de formation	Rabiou Mamane Manou. Directeur des Études du Fonds d'appui à la Formation professionnelle et d'Apprentissage (FAFPA). Contact : 96 88 2134		
NIGER	Formation rurale et agricole			Projet d'Emploi des jeunes et inclusion productrice/Banque mondiale (PEJIP)/ dans les 8 régions du Niger Banque mondiale	4 milliards de FCFA	5 ans (2018-2022)	Formations des 8000 jeunes sur 16 métiers en montant et en aval de la production agricole (irrigation, intrants agricoles, transformation, commercialisation)	Recrutement des opérateurs de formation (centres, OP, ONG) pour conduire les actions en compétences de vie et formation technique sur 16 métiers	Mme Ibrahim Roukayatou. Point focal de PEJIP au niveau de FAFPA. Contact : +227 91939789. Email : soga_roukayatu@yahoo.fr		
NIGER	Formation rurale et agricole			Projet de développement des dispositifs de formation à travers les Sites Intégrées de Formation Agricole (SIFA) Suisscontact/coopération suisse	200 000 000 FCFA	Depuis 2013	Appui à la création et installation de plusieurs des Sites Intégrés de Formation Agricoles à l'échelle nationale (actuellement, il y a plus de 50 centres de formation)	Approche de développement des compétences des jeunes ruraux à travers l'adoption des pratiques agroécologique	Malick Garba. Conseil principal formation Agricole au niveau de suisscontact. Cel : +227 90884452. E-mail : malick.garba@suisscontact.org		
NIGER	Formation rurale et agricole			Projet de Développement des Compétences pour la Croissance (PRODEC)/Financement de la Banque mondiale	3 300 000 000 FCFA	2020-2022	Appui à la création et la mise à niveau des centres de formation des ruraux à travers les Sites d'Apprentissage Agricole (SAA) et les Centres des Formations des jeunes Agriculteurs (CFJA) : 20 SAA et 2 CFJA pour 2022	Appropriation et adoption de l'approche SIFA basée sur les principes et les pratiques d'Agroécologie	Bako Yahaya. Assistant au coordonnateur de PRODEC. Cel : 90 07 85 26. Bako_yahaya@yahoo.fr		
NIGER	Formation rurale et agricole			Dispositif de Site Intégré de formation Agricole (SIFA) de suiss/contact au Niger			Former principalement les jeunes de 14 à 35 ans, déscolarisés ou non scolarisés, c'est une formation qualifiante de courte durée pour permettre à l'apprenant de maîtriser et de mettre en œuvre rapidement de nouvelles activités agro-sylvo-pastorales au niveau de son exploitation familiale dans le but de diversifier et sécuriser les revenus de la famille.			Le SIFA est un instrument de formation professionnelle agricole et de production et de valorisation des différentes potentialités agroécologiques spécifiques au terroir agricole. L'enseignement théorique et pratique dispensé dans les SIFA. Portent sur les principes de base de l'agroécologie	

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
										Existence des curricula et des modules de formation en agroécologie	
NIGER	Formation rurale et agricole			Dispositif de Site d'Apprentissage Agricole (SAA) du PORDEC de la banque Mondiale			La professionnalisation des métiers de l'agriculture et de l'élevage ainsi que les métiers connexes (transformation agroalimentaire, maintenance des équipements agricoles) en fonction des réalités agroécologiques			Formation des jeunes opérateurs ruraux en agroécologie Programme de formation dans le SAA est un cursus portant sur 5 métiers agrosylvopastoraux : la production agricole, l'élevage, la pisciculture, le machinisme agricole et la transformation agricole	
TOGO	Formation rurale et agricole	AFD	Nationale	Structuration, amélioration de la formation agricole rurale et insertion (SAFARI)	3,558 milliards de F CFA	2017 - 2021	Renforcer les capacités techniques, administratives, comptables et de gestion des CFAR	35 CFAR (selon typologie progressive) proposant une formation plus diversifiée, de meilleure qualité et à un public plus large orientée vers l'insertion professionnelle. Tous les CFAR actifs ont bénéficié de fourniture de services d'appui-conseil et renforcement de capacités Tous les CFAR actifs ont bénéficié de Formation continue des formateurs Un noyau de formateurs de formateurs est constitué Nombre d'apprenants insérés 40 projets d'établissement élaborés ou actualisés 40 CFAR appuyés en RC gestion administrative, comptable, suivi évaluation 15 diplômés du Master 2 en Ingénierie de la formation et des systèmes d'emploi	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural (MAEDR)		
SIERRA LEONE	Formation rurale et agricole	GAFSP/IFAD/FAO/GOSL	National	Smallholder Commercialisation Programme	28 924 488 000	2011-2019	Help smallholder farmers to move from subsistence farming to 'farming for business' through farmer training using the Farmer field School (FFS) approach, Input support, agriprocessing support, inland valley development, rural finance and linkage to market	Implemented the project through Ministry of Agriculture and FAO. Group and train farmers in the FFS, organized them into Farmer Based Organization (FBOs) after graduation. Support them with inputs and continuous training and mentoring. Provide value addition equipment, construct feeder roads to link production areas to market centres and construct and operational community banks.	Mr. Jack Jalloh, Technical Team Lead, ministry of Agriculture and Forestry. Phone +232 76 608498 Email: jajalloh@yahoo.co.uk	Using the FFS and FBOs to train farmers on agriculture	
BÉNIN	Formation rurale et agricole			Réseau AlimenTerre représenté par le Centre Régional de Recherche et d'Éducation pour un Développement Intégré (CREDI-ONG)				Fourniture de vidéos et de documentaires pour former, informer et sensibiliser	Modeste HODONOU modeste.hodono u@credi-ong.org 96 36 56 76		
Mali	Formation Agricole et Rurale	État et AFD	National	ACEFOR 2: Appui à la compétitivité des entreprises par la formation professionnelle	9 ME	2013 -2021	Le projet vise à améliorer la compétitivité des acteurs économiques et à diversifier les solutions d'emplois pour les jeunes, en améliorant l'offre locale de formation professionnelle notamment dans le secteur agricole.	Le MEFPJCC assure la Maîtrise d'Ouvrage du projet. Le GRET a été sectionné pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) à la suite d'un appel d'offres. Un assistant technique serait mis à disposition	Direction Nationale de l'emploi	renforcer les actions du projet	



PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
								de la Direction Nationale de la Formation professionnelle et des deux Directions régionales de la Formation professionnelle concernées, afin de renforcer notamment les capacités d'appui et de conseil au niveau central et déconcentré.			
Mali	Formation agricole et Rural	État et FIDA	national	Formation professionnelle, insertion et appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux (FIER)	24 milliards de FCFA	2015 -2022 (ans)	<i>L'objectif global du projet FIER est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et des revenus des actifs ruraux. Son objectif de développement vise à promouvoir l'emploi rémunérateur durable pour les jeunes ruraux.</i>	Les conseils régionaux de Ségou et de Sikasso sont responsables de la composante 4 du projet (Infrastructures et équipements). Des accords tripartites ont été signés entre le MEFPJCC, les CR et le MOD (CTAC) pour la mise en œuvre de cette composante. La composante est mise en œuvre par le MEFPJCC. Les activités des deux composantes sont articulées : les activités de la composante 1 font émerger les demandes d'appuis des jeunes qui sont engagés ou souhaitent s'engager dans une initiative économique, ces demandes seront orientées vers les activités d'appui-conseil en entreprise et d'accès aux appuis financiers de la composante 2. La composante 1 apporte les appuis de formation et l'accompagnement de base en organisation-gestion économique, la composante 2 l'accompagnement à l'entrepreneuriat et l'appui-conseil spécialisé. La composante 1 prend en compte les plus jeunes (moins de 18 ans) alors que la composante 2 apporte un appui à ceux qui peuvent créer une entreprise (18-40 ans).	Ministère de l'Entrepreneuriat de l'emploi et de la formation Professionnel	Consolider les acquis du projet	renforcer les activités agroécologiques du projet
Mali	Formation Agricole et rurale	État et Banque Mondiale	National	PROCEJ : Projet de Développement des Compétences et promotion de l'Emploi Jeune	36 457 091 000		Renforcement de l'offre de formation; apprentissage dual; soutien à l'entrepreneuriat jeune	<i>Renforcer les capacités des centres de formation et favoriser l'insertion des jeunes</i>	Ministère de l'Entrepreneuriat de l'emploi et de la formation Professionnel	mutualisation des efforts pour renforcer les capacités des centres en agroécologie	
Cap Vert	Formation rurale et agricole			Charte nationale de formation : charte de politique intégrée Éducation, formation et emploi			Contribuer au progrès et au développement de l'enseignement technico-professionnel, dans un cadre intégrateur, en s'appuyant sur les expériences existantes et en envisageant les mesures et propositions nécessaires à la structuration et au fonctionnement d'un système intégré d'éducation/formation/emploi, de nature à répondre aux impératifs de développement du tissu économique et productif et aux aspirations des citoyens et de la société en général.	Loi Resolution n.º 112/2013 I SÉRIE — Nº 59 «B.O.» DA REPÚBLICA DE CABO VERDE — 1 DE NOVEMBRO DE 2013		Développement des formations et promotion de l'emploi	Projet d'Appui à la diffusion et à la mise en œuvre de bonnes pratiques

INITIATIVES DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE CONVENTIONNEL

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
BURKINA FASO	Développement agricole conventionnel (DAC)	UE	Nationale	Projet d'agriculture contractuelle et de transition écologique (PACTE)	18 366 796 000	2020-2024	Le projet vise à développer l'accès de coopératives professionnelles aux marchés institutionnels ; à moderniser les filières à valeur ajoutée locale ; à professionnaliser les acteurs par l'agriculture contractuelle et l'intensification agro écologique à destination du marché privé. L'une de ses composantes concernera aussi l'accompagnement du gouvernement dans le développement d'une politique d'agriculture contractuelle appliquée aux filières à valeur ajoutée locale. Les acteurs concernés par la logique contractuelle sont les coopératives de producteurs agricoles, les acheteurs publics, les transformateurs agroindustriels, les institutions financières et les opérateurs du développement. Le projet concentrera ses appuis aux coopératives des principaux bassins de production, ayant déjà atteint un certain niveau d'organisation et des volumes de production conséquents, et aux transformateurs de produits agricoles dans les zones urbaines.	Le principal outil de mise en œuvre du PACTE est le Fonds d'Agriculture Contractuelle (FAC), accessible via des Appels à Projets (AAP) multi-acteurs. Il vise à financer des projets d'agriculture contractuelle pour les filières agricoles. De façon spécifique, pour le FAC il s'agit : (i) de développer l'accès d'Organisations de Producteurs agricoles (OP) professionnalisées aux marchés institutionnels, (ii) de moderniser les filières agricoles et professionnaliser les acteurs par l'agriculture contractuelle et l'intensification agro écologique (iii) de promouvoir la création d'une forte valeur ajoutée au niveau local pour les produits à destination du marché privé.	Ministère de l'agriculture Tel +226 25 39 38 39 Email : infospacte@gmail.com - http://www.pacte-burkinafaso.eu/	Susciter une dynamique au sein des organisations de production sur la prise en compte de système de production rentable et durable en tenant compte de l'environnement	Les actions sur la transition écologique
GHANA	Développement agricole conventionnel (DAC)			Resilient Bamboo Agroforestry Project. This project led by "Bamboo for Integrated Development Ghana (BIDG)"			Aims to improve livelihood of rural farmers, ensure availability of food and contribute to the global climate fight.	BIDG is offering small farmers in their settlement area a realistic perspective, by introducing sustainable Bamboo Agroforestry. First, through information, training and knowledge transfer to make smallholder farmers aware of the ecological issues of their practices. Then you need specifications and a clear set of rules to follow in order to introduce a successful Bamboo Agroforestry, especially to maintain the motivation of the farmers until the first "bamboo clumps harvest" which occur only after 5 to 6 years. A groundwater well was drilled for the irrigation of a nursery, which contributes considerably to the improvement of the local infrastructures			



PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
GHANA	Développement Agriculture conventionnel	Eni in collaboration with the Government of Ghana, represented by the Ministry of Food and Agriculture. Other partners are Italy's financial institution Cassa Depositi e Prestiti and agro-industrial complex Bonifiche Ferraresi.		The Okuapa Project, initiative of Eni Africa Program	5 204 206 900	9 months-12 months	Support economic diversification in the agricultural sector through the transfer of skills and support for entrepreneurship, in particular through self-sustainable agricultural cooperatives	Self-sustainable campus model able to become a regional hub to stimulate new start-ups, aggregate existing businesses and develop cooperative models along the supply chain of the most important agricultural products			
				Okuafo Pa Agricultural Training Centre Campus, located in Dormaa East in the Bono region			Support the trainees in the post-training phase and facilitate access to the labour market and microcredit facilities	The program will support approximately 450 men and 350 women aged between 18 and 40 years.			
				The training course, developed in collaboration with local universities.				The areas of training selected in line with the national priorities of food security, import substitution and export trade. Selected fields include poultry, maize, cashew, cocoa, and tomatoes.			
GHANA	Développement agricole conventionnel (DAC)	The Greenhouse Practical Agricultural Course is a collaboration between the Ministry of Food and Agriculture and AGRITOP Ghana Limited, an Israeli company and operators of the greenhouse		Agriculture Intensive Training in Vegetable Production (Ministry of Agriculture)		5 years	To increase use of agro-technology, improve agronomic know-how, expand Ghana crop range, reduce dependence on food imports, strengthen the rural sector, reduce farm-to-town migration and increase national agricultural production.	3 months Intensive practical and theoretical approach			
				Trained at special centres built in Akomadan and Bawjiase greenhouse villages in the Ashanti and Central regions respectively.							
GHANA	Développement agricole conventionnel (DAC)	Funded by the Canadian Embassy		Technical education development for modernizing agriculture Ghana (MAG)	CAD 135 millions	5 years	Modernizing agriculture through mechanization	Intensifying its modernization drive for the sector:			
				Implemented by ministry of food and agriculture (MoFA) through TEDMAG and other agencies			upgrade and retool of the infrastructure				
				Done at Kwadaso			improving or upgrading the curriculum of agriculture training				
				Program to be run at Kwadaso Agric College, Ejura Agric College, Ohawu Agric College, Damongo Agric College,							
				Kumasi Institute of Tropical Agriculture							
GHANA	Développement agricole conventionnel (DAC)			Youth in Greenhouse Enterprise Project (YUGEP)	5 204 206 900	4 years	An initiative to promote investment in Greenhouse Vegetable production in Ghana towards import substitution and job creation.	Beneficiaries selected by the EXIM Bank (Financiers) and Trained in greenhouse production technologies and provided startup kit to start Greenhouse Vegetable Production			
				AETI – AIC			The project will provide technical and financial assistance to 200 tertiary graduate entrepreneurs aged between 20 and 35 to own and manage their own greenhouses.				

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
				Fundamentals of Greenhouse Production				Additionally the centre trains entrepreneurs on Fundamentals of Greenhouse Production			
GHANA	Développement agricole conventionnel (DAC)			Practical training on the use of greenhouse technology for farming, under the government's Planting for Food and Jobs (PFJ) Programme.		4 years	To train entrepreneurs in agriculture especially the high value end of production; mainly fruits and vegetables, to support the development of the sector and the transformation of the economy.	This entails a 3-11 months internship program in Israel by selected youth to equip beneficiaries with hands-on techniques on how to use agro-technology for sustainable farming. Program is a sponsored collaboration between Israel and Ghana governments			
GHANA	Développement agricole conventionnel (DAC)			Youth-in-Agribusiness Incubator Project (YiA)			To demonstrate the economic and employment potential of the horticulture value chain to young persons, particularly students and graduates from the nation's tertiary institutions				
GHANA	Développement agricole conventionnel (DAC)	Project under the Ghana Commercial Agricultural Project with funding from the Japan Social Development Fund (JSDF) through a Trust Fund Arrangement with the World Bank		The Ghana Peri-Urban Vegetables Value Chain Project (GPVVCP)	1 205 548 000		To improve on the productivity and access to market by the beneficiary vegetable farmers in selected peri-urban communities in Ghana	Hands-on session approach			
GHANA	Développement agricole conventionnel (DAC)			Institute of Tropical Agriculture, Kumasi (KITA) General Certificate in Agriculture. Certificate programs Mushroom Production, rabbitry, bee keeping, vegetables production		ongoing	provide practical skills training for students				
GHANA	Développement agricole conventionnel (DAC)			Kwadaso Agric College. Certificate programs Snail/fish/Mushroom Production, Poultry, rabbitry, bee keeping, vegetables production		ongoing	Introduce youth, farmers and individuals interested in gaining knowledge in the following sectors	Practical session approach for period of 1-16 weeks			
NIGER	Développement agricole conventionnel (DAC)			Projet « CROP FOR 4HD	6 559 570 000	2021 à 2025	Influence sur les politiques publiques agricoles dans 4 pays de l'Afrique (Niger, Tchad, Tanzanie et Angola)	Renforcement de capacités des étudiants et des chercheurs, des centres de formations agricoles et des Organisations paysannes agricoles	Ibrahim Hamadou. Chargé de programme de suissaid. Contact : +227 91136568. E-mail : ibrahim.hamadou@swissaidniger.org		
SÉNÉGAL	Développement agricole conventionnel (DAC)	AFD		Projet Delta avec la SAED (Développement Économique Local et Transition agro écologique) AFD et la SAED dans la Vallée du Fleuve Sénégal	40 milliards de FCFA	5 ans (le projet a été retardé à cause de la COVID 19), appui de l'AFD	Développement des cultures horticoles et de l'élevage		776573985. Andiaye2000@yahoo.com	Intensification agricole durable Transition agro écologique Formation et renforcement de capacités des agriculteurs et des éleveurs	Composante 1 et 2
SÉNÉGAL		FAO		Projet Intégration de la résilience climatique		5 ans				Diffusion des techniques et des	Composante 3



PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
	Développement agricole conventionnel (DAC)			dans la production agro-pastorale pour la sécurité alimentaire dans les zones rurales vulnérables à travers l'approche des champs-école paysans' GCP/SEN/065/LDF			Adaptation aux changements climatiques par l'application des Champs École Paysans (CEP)			bonnes pratiques agricoles Appui-conseil vulgarisation des innovations	
SÉNÉGAL	Développement agricole conventionnel (DAC)	État / FAO / autres bailleurs		Dynamique sur la Transition Agro écologique au Sénégal (DyTAES)			Améliorer et sécuriser les bases productives Accroître durablement la productivité et les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques Promouvoir les produits issus de l'agroécologie dans les chaînes de valeur Améliorer la gouvernance et le financement d'une transition agro écologique à grande échelle			Intensification agricole Transition agro écologique Appui-conseil et vulgarisation des innovations techniques et technologiques durables Communication et capitaliser sur les bonnes pratiques agricoles	Composante 1, 2, 3 et 4
COTE D'IVOIRE	Développement agricole conventionnel (DAC)	Fond pour le climat vert (FVC)	Dans le sud du pays	Projet Vision For Change sustainable cocoa communities in Côte d'Ivoire	6 349 663 800	2018- en cours	Promouvoir une production de cacao sans déforestation pour réduire les émissions en Côte d'Ivoire	l'approche a consisté à apporter de l'appui aux coopératives	Jean Marie Takouleu www.afrik21.africa	agriculture durable; transition écologique	réduction de la déforestation
COTE D'IVOIRE	Développement agricole conventionnel (DAC)	AFD; Fond de Pierre Castel	Abidjan	Promotion de filière agricole territorialisé - Abidjan	253 514 260	2021-2023	Renforcement des dynamiques économiques et sociales	Concevoir et mettre en œuvre des projets d'agriculture durables à l'échelle territoriale autour des filières vivrière et attieke locale. Accompagner des exploitations agricoles dans la transition agro-écologique.	Agri Sud		Accompagner des exploitations agricoles dans la transition agro-écologique.
TOGO	Développement agricole conventionnel (DAC)	Fonds Africain de Développement	Régions de la Kara,	Programme de développement des agropoles (PRODAT - Projet agropole)	40 milliards de FCFA	2017 - 2030	(i) Faciliter les investissements privés dans les filières clés grâce aux mesures d'appui aux politiques, à la gouvernance et aux incitations ; (ii) Promouvoir le développement des chaînes de valeur prioritaires à travers la mise en place d'infrastructures de soutien à la production, au stockage et à la transformation ; et (iii) Renforcer les capacités des acteurs des filières agro-industrielles prioritaires.	Développer sur une superficie de 165.000 hectares, des infrastructures hydro-agricoles, mettre en valeur les terres agricoles, et appuyer l'installation d'unités de transformation (agro-industrie) à travers l'investissement privé pour favoriser la transformation et la valorisation de la production agricole dans la zone du projet.	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural (MAEDR)		
TOGO	Développement agricole conventionnel (DAC)		Nationale	Zones d'aménagements agricoles planifiées			Aménager 400 ZAAP dont 80 par année et Faciliter l'accès aux intrants. Mettre à dispositions les intrants à proximité des producteurs dans les chefs-lieux des régions à travers kiosques mobiles avaient été mêmes annoncés. Faciliter l'accès aux tracteurs aux producteurs qui en feront la demande, Déployer 5000 kits d'irrigation solaire en partenariat avec BBoxx et EDF en faveur des petits producteurs		Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural (MAEDR)		
Nigéria	Développement agricole conventionnel (DAC)	African Development Bank. United Nations Industrial Development Organization	National	Nigeria's Agricultural Transformation Agenda	462 565 270 000	2016 - 2026	Promoting technological innovation in Nigeria's agriculture and agro-industrial sectors Supporting a range of activities, including the staple crop-processing zones	Approach is to reach 40 million farmers over the course of 10 years through helping them with improved infrastructure, access to finance, and provision of facilities that will lead to reduced post-harvest losses	Bassel Al-Khatib B.Alkhatib@unido.org	in collaboration with the Federal Government and State Government	Both the federal and state governments contribute towards coordination of activities in their locations

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
Nigéria	Développement agricole conventionnel (DAC)	USAID	National covering 33 out of 36 states	USAID/Nigeria COVID-19 Food Security Challenge	2 312 826 300	From October 2021	funding and technical assistance to support food production and food security in Nigeria	applications taken from 500 mid-stage and youth-led and women-led companies in Nigeria from which 32 companies were eventually selected for funding in various agroecology-related activities			
Nigéria	Développement agricole conventionnel (DAC)	USAID. Connexus	Regional	Agribusiness Investment Activity in Nigeria	115 641 800 000	2018 -2023	Agribusiness Investment Activity in Nigeria	Connexus is heading the Finance and Investment Unit under CNFA's USAID-funded Feed the Future Nigeria Agribusiness Investment Activity, which aims to facilitate an additional \$200M in agribusiness lending and investment capital through lead agribusinesses. Using a market systems and value chain approach, Connexus is developing agricultural finance capacity in partner financial institutions (FIs) in the northern states of Niger, Kaduna, Kebbi, and Benue, as well as the southern states of Ebonyi, Cross River, and Delta. Our long-term team is facilitating relationships and deal structuring with lead firms, as well as their micro, small, and medium enterprise and farmer networks associated with their agricultural value chains (soy, rice, maize, aquaculture, and cowpeas). By promoting climate smart agriculture, advocating for positive government policy, and working in conflict-affected areas, the project aims to improve the business and enabling environment for agriculture-led economic growth in Nigeria. Connexus trained these investors on Agricultural Value Chain Finance and Market Development, as well as Financial and Cashflow Analysis for Agri-SME Lending, using real cases from Nigerian agribusinesses. In 2020, Connexus delivered a training of trainers on Gender and Youth Financial Inclusion to 29 people from 12 FIs and provided follow up technical assistance. Connexus also organized a deal making workshop for equity investors and trained 93 agri-SMEs on how to prepare an investment pitch. In 2021, Connexus organized another deal making workshop for debt and equity investors, training 70 agri-SMEs on how to prepare an investment pitch. To date, the team has facilitated \$80M in new agricultural investment to 2,973 micro, small, and medium enterprises, including 43% in debt and 57% in new capital.	Connexus Corporation (703) 914-5533 info@connexus.email 2800 Shirlington Rd., Suite 804 Arlington, VA 22206	Working with financial institutions across selected states in Nigeria	Market system and value chain development approach



PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
Nigéria	Développement agricole conventionnel (DAC)	USAID	National	INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE. Feed the Future Nigeria Agricultural Policy Project -- joint effort between Michigan State University (MSU) and the International Food Policy Research Institute (IFPRI)'s Nigeria Strategy Support Program (NSSP)	7 227 612 300	5 years	Human and institutional capacity shortfall limit the potential to support the efforts of the Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (FMARD) in implementing their policies and programs. The Nigeria Agriculture Policy Project is designed to address this need for policy research and capacity building, and to ensure that Nigerian institutions are equipped to respond effectively and in a timely manner to the increasing capacity, knowledge and information needs of FMARD	Trainings and capacity building from trainers in agroecology and related fields	Hyacinth Edeh h.edeh@cgiar.org	Working with agricultural training institutions and others in Nigeria	Has involvement with state and federal government
Nigéria	Développement agricole conventionnel (DAC)	IFAD/United Nations. International Fund for Agricultural Development	National	Rural Agribusiness Sector Enhancement Program	183 750 830 000	5 years	projects focus on the three major poorest rural and peri-urban areas most affected by social conflict and fragile ecological conditions: the arid/semi-arid zone, savannah zone, and the Niger Delta e purpose of Objective is to increase income and empowerment for rural youth such as to result to promoting sustainable, climate resilient, economic and financial inclusion of youth in profitable agribusiness. This will further strengthen institutions at State and community level to work with private actors in key value chains	Establishing youth agrienterprise incubators can collaborate in the states where ENABLE is working. As part of Government's larger policy framework for addressing youth unemployment, ENABLE and RAISE can collaborate.	Mariatu kamara m.kamara@ifad.org	work with the state and federal government	Couterpart funding to be provided by the federal government to enable them access the funding
Nigéria	Développement agricole conventionnel (DAC)	German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ) and the German Federal Foreign Office (AA)/ European Union/Bill & Melinda Gates Foundation. GIZ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.	National	Pro-poor Growth and Employment Promotion in Nigeria (SEDIN)		5 years	Promoting selected agric value chains (VCs), by strengthening supply chains between farmers, processors, and large customers. Furthermore, SEDIN is looking also engaged in VC finance and VC- specific enabling environment. Along various agricultural value chains, GIZ seeks to further strengthens the income, employment and food security of smallholder farmers	Partnership in building the enabling environment would help to advocate and provide a stronger platform for policy feedback.		work with the state and federal government	Training, capacity building and access to finance support to stakeholders in specified value chains
Benin, Burkina Faso, Cameroon, Côte d'Ivoire, Ethiopia, Ghana, India, Kenya,	Développement agricole conventionnel (DAC)	German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ) and the German Federal	National	Green Innovation Centres for the Agriculture and Food Sector (GIC)	183 750 830 000	2014-2023	Innovations in the agriculture and food sector have increased the incomes of small farming enterprises, boosted employment and improved the regional food supply in the rural target regions.	The programme coordinates its activities with local ministries and cooperates with programmes under the One World - No Hunger initiative, as well as with bilateral German development cooperation programmes. Smallholder farms are the focus of the Green Innovation Centres supporting them to sustainably increase their agricultural production and income. A second objective is to generate new jobs in	Bastian Beege bastian.beege@giz.de	Works in synergy with the local ministries	Provide advisory services and capacity building and promotion of access to finance.

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
Malawi, Mali, Mozambique, Nigeria, Togo, Tunisia, Zambia		Foreign Office (AA)/ European Union						the area of food processing, ensuring that a greater portion of the value added from agricultural production remains in the local area, especially within rural regions. The Green Innovation Centres promote the expansion of innovations by providing advisory services, organising educational and training courses, and facilitating access to loans. These innovations may be technical in nature, such as mechanisation within agriculture or improved seeds, fertilisers and food cooling chains. In many cases, they focus on new channels for cooperation, such as setting up producer associations, specialised enterprises or interest groups. Whenever possible, the programme cooperates with existing agricultural schools, knowledge hubs and research institutes, such as the Africa Rice Center or the International Institute of Tropical Agriculture. In addition, the Centre for Development Research within the special initiative conducts accompanying international research. The private sector is also providing support.			
Benin, Burkina Faso, Cameroon, Côte d'Ivoire, Malawi, Mali, Nigeria, Togo, Zambia	Développement agricole conventionnel (DAC)	German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ) and the German Federal Foreign Office (AA)/ European Union	National	Promotion of Agricultural Finance for Agri-based Enterprises in Rural Area	2 492 636 600	2016-2025	The provision of financial services to agricultural and agri-based enterprises in rural areas that are tailored to their business models has improved.	The project is part of the One World – No Hunger Initiative. It advises and supports the expansion of financial institutions into the agricultural sector and assists them with developing adapted financial services. This process is based on the business models the project has identified as viable. Particular attention is paid to the needs of businesses owned by women and young people. Innovations that promote the environmentally aware transformation of agricultural systems receive special attention. The project also provides training to enterprises in the agriculture sector. It helps these enterprises acquire business management and financial skills. The previously identified market potential and investment needs along various agri-based value chains form the starting point for the project's work and have been identified by the Green Innovation Centres for the agri-food sector and by other bilateral and regional projects. In addition to close technical coordination with other relevant projects, the project also cooperates closely with actors in the German agricultural and financial sectors and with financial policy projects implemented by KfW Development Bank to exploit intended synergies. Sharing successfully piloted financial products more widely represents a significant contribution to the emergence of effective markets for needs-oriented financial services. To this end, the project promotes international dialogue between governmental and private sector participants in the agriculture and financial sectors. Because of the impact of the COVID-19 pandemic, digital applications are increasingly important in agricultural finance. They are therefore increasingly	Gert Reinberger gert.reinberger@giz.de	Works in synergy with the local ministries	Provide advisory services and capacity building and promotion of access to finance.



PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
								integrated into the development of adapted financial services. Digital applications also reduce the transaction costs of financial services, which are often very high in rural areas. The project supports (semi-)governmental agricultural support institutions, advisory services and their educational institutions in sustainably mainstreaming the knowledge products developed by the project. It also makes analysis and training tools available to other projects, and shares its experience of implementation.			
Nigéria	Développement agricole conventionnel (DAC)	USAID. Foundation for Partnership Initiatives in the Niger Delta (PIND), in partnership with the United States Agency for International Development	Regional	'Feed the Future Nigeria Agricultural Extension & Advisory Services Activity' in the Niger Delta		2020 -2025	to promotes a lean suite of simplified, replicable, and affordable solutions, products, extension, and other services that address inefficiencies in the practices of most farmers in target value chains, particularly maize, cowpea, soy, rice and aquaculture for target Niger Delta states; Cross River State and Delta State	to partner with small and medium enterprises and key market actors to pilot and scale proven and successful technologies, and promote the adoption of improved production practices and extension service delivery and practices for two million smallholder producers in Nigeria	Chichi Nnoham-Onyejekwe chichi@pindfoundation.org +2348172064628	work in partnership with the state government	to work in close collaborations with small and medium enterprises and key market actors
NIGÉRIA	Développement agricole conventionnel (DAC)	FAO	Regional	Provide the opportunity to bring more land under cultivation utilizing existing irrigation facilities	202 392 090	2 years	Provide the opportunity to bring more land under cultivation utilizing existing irrigation facilities	through collaborations with small holder farmers through training and capacity building	FAO-NG@fao.org +234-9-7812155 Fax. +234-9-4618743	working through local ministries to reach farmers	partnership with training institutes for continuous learning
NIGÉRIA	Développement agricole conventionnel (DAC)	UNDP	REGIONAL	UNJP/NIR/058/UNJ - Nigeria REDD+ Readiness Programme	761 288 230 000	2 years	The goal of this Programme is to enable Nigeria to contribute to climate change mitigation through improved forest conservation and enhancing sustainable community livelihoods. The objective is to build the REDD+ mechanism in Nigeria, using Cross River State as a demonstration model. The Programme is structured in four outcomes, two at the Federal level and two focusing on Cross River State, as follows (see Table 1 below for details): 1. Improved institutional and technical capacity at the national level. 2. Framework for REDD+ expansion across Nigeria prepared. 3. Institutional and technical capacity for REDD+ in Cross River State strengthened. 4. REDD+ readiness demonstrated in Cross River State	through collaborations with small holder farmers through training and capacity building	Alison Clement alison.clement@undp.org	working through local ministries to reach farmers	partnership with training institutes for continuous learning
SIERRA LEONE	Développement Agriculture conventionnel	World Bank	National	Skills Development Fund (SDF)	11 570 411 000	2020, ongoing	Provide funding to Training and Tiary Institutions to train youths in different skills for employability in the Agriculture and Agribusiness, Tourism, Construction, Fishery and Mining Sectors based on successful approval of proposals after a call for proposal	The Ministry of Tertiary and Higher Education (MTHE) is implementing the project through the Skills Development Fund Secretariat (SDFS) which is headed and manned by a private firm.	Mr. Peter Kaindaneh, Assignment Manager. Phone: +232 76 824890. Email: info@sdf.gov.sl	Can work with institutions that are training youths in agriculture, Agribusiness and Fisheries	
SIERRA LEONE	Développement Agriculture conventionnel	World Bank	National	West Africa Agriculture Productivity Programme (WAPP)	11 570 411 000	2016-2020	Support Research Institution to develop technologies to enhance productivity	The Sierra Leone Research Institute (SLARI) and the Ministry of Agriculture were the key implementers of the	Mr. Jack Jalloh, Technical Team Lead, ministry of Agriculture	Use the knowledge and technologies developed by SLARI	

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
								programme in various technologies were developed	and Forestry. Phone +232 76 608498 Email: jajalloh@yahoo.co.uk	to incorporate agroecology techniques	
SIERRA LEONE	Développement agricole conventionnel (DAC)	Islamic Development Bank (IsDB)	4 Districts in Sierra Leone	Linking Smallholder Farmers to Market	11 570 411 000	2016-2019	Link farmers to market through training, production, processing and marketing support to smallholder farmers	Worked through the FFS and FBOs and Agricultural Business Centres through the Ministry of Agriculture	Mr. Jack Jalloh, Technical Team Lead, ministry of Agriculture and Forestry. Phone +232 76 608498 Email: jajalloh@yahoo.co.uk	Use the FFS and FBOs to transfer the agroecology techniques.	
BÉNIN	Développement agricole conventionnel (DAC)	Coopération Suisse		Projet « Anfanni – oser entreprendre » par Helvétas		5 ans	Contribuer à la création d'emplois durables et générateurs de revenus pour les jeunes en milieu rural.	Formation des formateurs		Formation professionnelle dans le domaine de l'agriculture écologique	Composante 2 : Formation et renforcement des capacités pour l'intensification agroécologique et l'agriculture durable
BÉNIN	Développement agricole conventionnel (DAC)	Coopération Belge		Programme Transition Agroécologique par la Recherche Agricole (TAERA) mis en œuvre par ENABEL	983 935 500	4 ans	Renforcer ou accélérer l'innovation et la transformation dans les secteurs agricole et rural à travers la science (riz et maraichage)	Renforcement des capacités des institutions agricoles Formations des formateurs Adaptation des référentiels agroécologiques		Accompagnement et suivi des coopératives de producteurs dans la transition écologique	Composante 1 : Appui à la transition agroécologique pour les acteurs locaux
BÉNIN	Développement agricole conventionnel (DAC)			« Un seul monde sans faim » (Sewoh) par la GIZ	4 263 720 500	6 ans	Assurer aux générations futures une alimentation suffisante, saine et abordable à travers la mise en œuvre d'une agriculture durable	Formation des formateurs Projet des Centres d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire (ProCiva) Protection et réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire (ProSol)		Développement et vulgarisation d'innovations technologiques pour la mise en œuvre d'une agriculture écologique	Composante 3 : Appui-conseil et vulgarisation des innovations technologiques pour l'intensification agricole durable adaptées aux modes de production des petits producteurs agricoles
BÉNIN	Développement agricole conventionnel (DAC)		Nationale	Plateforme des Acteurs de la Société Civile du Bénin (PASCiB)			Accompagner le développement au Bénin	Plaidoyer et campagnes de sensibilisation	Tél. : (229) 21 30 10 89 – E-mail : pascib_benin@yahoo.fr		
BÉNIN	Développement agricole conventionnel (DAC)			International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM)			Promouvoir et faciliter la transition des systèmes agricoles vers l'agriculture biologique	Renforcement des capacités des organisations et des formateurs sur l'agriculture biologique	Davo Simplicie VODOUHE dsvodouhe@yahoo.fr		
BÉNIN	Développement agricole conventionnel (DAC)			Centre de perfectionnement en Sciences Agronomiques (CePeSA)			Renforcer les connaissances des acteurs sur les systèmes agricoles	Renforcement des capacités des organisations et des formateurs sur l'agriculture biologique	Ismail MOUMOUNI dsvodouhe@yahoo.fr	Formation et renforcement des capacités des acteurs et des organisations agricoles	Composante 1 : Appui à la transition agroécologique pour les acteurs locaux
LIBÉRIA	Développement agricole conventionnel (DAC)	Jointly funded Project by The World Bank and International Fund for Agriculture Development (IFAD); implemented by the Ministry of Agriculture	9 Counties of Liberia (Grand Cape Mount, Bomi, Gbarpolu, Margibi, Lofa, Nimba, Grand Gedeh, Maryland and Sinoe Counties)	Smallholder Agriculture Transformation and Agribusiness Revitalization Project (STAR-P)	27 764 524 000	5 years	Enhance productivity and commercialization of smallholder farmers engaged in production, value addition and marketing of rice, oil palm and horticulture crops.	Institutional capacity building and strengthening the enabling environment for farmers, state, and nonstate actors. Strengthening market-oriented smallholder farmer groups for selected commodity value chains. Institutional strengthening for selected government ministries, departments and agencies	Ansu Abraham Metzger - Project Coordinator ametzger@moa.gov.lr 231886683407	Introduction of climate-smart agriculture technologies to beneficiary farmers. Introduction of integrated pest management (IPM) techniques. Education of beneficiaries about environmental and social safeguard	Mainstreaming climate-smart technologies and environmentally sustainable agriculture practices into the intervention project programs.



PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
										standards and best practices	
LIBÉRIA	Développement agricole conventionnel (DAC)	Project funded by International Fund for Agriculture Development (IFAD); implemented by the Ministry of Agriculture	Nimba County	Tree Crop Extension Project (TCEP I)	7 519 104 500	5 years	Improve the incomes and climate change resilience of smallholder cocoa producers	The projects adopt a value chain approach to link cocoa farmers, organized at grassroots level in traditional community-based labour groups and Farmers Field Schools (FFS), to markets and services through cooperatives and Private Sector Partners (PSPs)	Emmanuel Vah - Project Coordinator evah@moa.gov.lr 231886985253	Introduction of technologies and best practices to producers of cocoa to increase climate resilience and sustainability	Adoption of climate-resilient technologies in the production, processing and marketing of cocoa
LIBÉRIA	Développement agricole conventionnel (DAC)	Project funded by International Fund for Agriculture Development (IFAD); implemented by the Ministry of Agriculture	Lofa County	Tree Crop Extension Project (TCEP II)	23 800 000,00	6 years	Improve the incomes and climate change resilience of smallholder cocoa producers	The projects adopt a value chain approach to link cocoa farmers, organized at grassroots level in traditional community-based labour groups and Farmers Field Schools (FFS), to markets and services through cooperatives and Private Sector Partners (PSPs)	Emmanuel Vah - Project Coordinator evah@moa.gov.lr 231886985253	Introduction of technologies and best practices to producers of cocoa to increase climate resilience and sustainability	Adoption of climate-resilient technologies in the production, processing and marketing of cocoa
LIBÉRIA	Développement agricole conventionnel (DAC)	Project funded by International Fund for Agriculture Development (IFAD); implemented by the Ministry of Agriculture	Rural Liberia	Rural Community Finance Project (RCFP)	1 677 338 700	5 years	To reduce rural poverty and household food insecurity on a sustainable basis by facilitating access to finance by at least 31,000 rural individuals and their families	The Rural Community Finance Project (RCFP) will provide the resources needed to establish about 13 RCFIs and to consolidate the nine existing RCFIs already created in Liberia. Towards the end of the five-year period, the network will serve at least 31,000 shareholders and depositors (≈117,000 household members).	Emmanuel Vah - Project Coordinator evah@moa.gov.lr 231886985253	The primary target group will be the economically active rural population (smallholder farmers, food processors, local transporters, craftsmen and artisans) who demonstrate an interest and willingness to expand their activities and commercialize	
LIBÉRIA	Développement agricole conventionnel (DAC)	Government of Norway via a World Bank-managed Trust Fund; implemented by the Forestry Development Authority	Protected forest areas	Liberia Forest Sector Project (LFSP)	21 233 129 000		Improve management of, and increase benefit-sharing in, targeted forest landscapes	Strengthen regulatory and institutional arrangements for implementation of REDD Reform and harmonize the existing legal regime and to strengthen institutional and professional capacities for improved management of forest landscapes Support local communities and their organizations within the targeted landscapes to improve the sustainable management and conservation of natural resources and improve the economic and social benefits derived from them	Saah A. David, Jr. - National Project Coordinator	The project seeks to enhance sustainable management and conservation of natural resources	Sustainable management and conservation of natural resources
LIBÉRIA	Développement agricole conventionnel (DAC)	Project funded by African Development Bank (AfDB); implemented by the Ministry of Agriculture	Six (6) counties of Liberia	Smallholder Agriculture Development for Food and Nutrition Security (SADFONS)	5 669 881 900	5 years	Improve food and nutrition security and reduce poverty of targeted rural populations in (6) six selected counties	Increased agricultural productivity and production of smallholder farmers (with a focus on food crops such as rice, cassava, and vegetables), Improve smallholders' value addition, market access and income; Strengthen capacity of selected government institutions, farmers and producer organizations	Jlopleh Dennis Wiagbe, Jr. - Project Coordinator dwiagbe@moa.gov.lr 231886549875	Introduction of improved technologies and best practices to enhance climate resilience and environmental sustainability	Adoption of climate-resilient technologies and practices for sustainability
LIBÉRIA	Développement agricole conventionnel (DAC)	Project funded by the World Bank; implemented by the Ministry of Agriculture	Eleven (11) counties of Liberia	Rural Economic Transformation Project (RETRAP)	31 824 338 000	5 years	Improve productivity and market access for smallholder farmers and agri-enterprises for selected value chains (cassava, Rubber, Poultry & Pig husbandry and Vegetables)	Strengthen critical institutions responsible for overseeing the development of the agricultural sector and provide key services for producers and processors, Build capacity at various stages of the value chain and support investment with new technologies and practices to increase productivity and ensure resilience to climate change	Jlopleh Dennis Wiagbe, Jr. - Project Coordinator dwiagbe@moa.gov.lr 231886549875	Introduction of technologies and best practices to boost sustainability and resilience of production systems	Mainstreaming climate-smart technologies and environmentally sustainable agriculture practices into the intervention project programs.

PAYS / COUNTRY	Domaines d'intervention	FINANCEUR / FUNDER	ZONE DE COUVERTURE / COVERAGE AREA	PROJET / PROJECT	MONTANT / AMOUNT (EN FCFA)	DUREE & PERIODE / DURATION & PERIOD	OBJECTIFS/CONTENUS - OBJECTIVES/CONTENT	APPROCHE / APPROACH	CONTACTS	SYNERGIE AVEC LE PAE / SYNERGY WITH THE AEP	Orientation du PAE correspondante / ORIENTATION with the AEP
Mali	Développement agricole conventionnel (DAC)	État et PTF	National	Système National de Conseil Agricole			Mise en place du Système National de Conseil Agricole conformément aux dispositions de la Loi d'Orientation Agricole	Rénovation du dispositif de conseil agricole en tenant compte du contexte actuel (changements climatiques, agroécologie, etc.	Oumar TAMBOURA, Direction Nationale de l'Agriculture; tél: 00223 76 38 26 38	Favoriser la prise en compte de l'agroécologie dans le dispositif de conseil agricole	contribuer au renforcement des agents d'appui-conseil et des productrices et producteurs en agroécologie
Cap Vert	Développement agricole conventionnel (DAC)			Le programme de promotion des opportunités socio-économiques rurales (POSER) du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement (MAA)		2019 à 2024	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres et améliorer leurs conditions d'accès à l'emploi, leurs revenus et leur bien-être.	Projet de politique publique au niveau national financé par le gouvernement du Cap-Vert, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et le Fonds fiduciaire espagnol (FFE) et mis en œuvre en partenariat avec plusieurs partenaires nationaux actifs dans ce domaine.	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement : POS ER	Accroître les revenus des familles agricoles et des communautés de pêcheurs de manière résiliente au changement climatique.	Projet d'Appui à la Transition Agroécologique
Cap Vert	Développement agricole conventionnel (DAC)			Programme national d'investissement en agriculture (PNIA)	198 510 864 618	2017 - 2021		Projet de politique publique au niveau national	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement		
Cap Vert	Développement agricole conventionnel (DAC)			Programme régional d'investissement dans l'agriculture (PRIA)		2017 - 2025		Projet de politique publique au niveau régional	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement		
Cap Vert	Développement agricole conventionnel (DAC)			Approche fondée sur le genre dans le programme national d'investissement agricole		2017 - 2025		Projet de politique publique au niveau national	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement		
Cap Vert	Développement agricole conventionnel (DAC)			Plan Stratégique de Développement des Statistiques agricoles et rurales du Cabo Verde	6.276.686.267	2015-2021	L'objectif de cette stratégie est de disposer d'un système de statistiques agricoles produisant des données pertinentes et fiables requises pour élaborer, analyser et évaluer les politiques agricoles, et assurer le suivi et l'évaluation de ces politiques.		Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement		
Cap Vert	Développement agricole conventionnel (DAC)			Fonds de garantie pour l'agriculture		2021/2022	Programme du gouvernement pour faire face à la saison des pluies, développer le secteur agricole et de l'élevage, au niveau national				
Cap Vert	Développement agricole conventionnel (DAC)			Programme de subvention pour l'installation d'un système d'arrosage goutte à goutte	714.000.000	Dec 2020 a Nov 2021	Promouvoir une agriculture durable et résiliente, pour une meilleure gestion de l'eau				

Annexe 5. Base de données des résultats bruts des enquêtes de phase 1 auprès des centres de formation des 15 pays de la CEDEAO

Voir le fichier Excel joint au rapport.

Annexe 6. Liste des personnes-ressources contactées au cours de la phase 1

Organisme	Pays	Personnes ressources contactées	Remarques
Correspondants du PAE	Bénin	Charles ACAKPO	
	Burkina Faso	Adama SAVADOGO	
	Ghana	Kingsley Kwasi AGYEMANG	
	Togo	Hermann KESIKE	
	Sierra Leone	Bai Bai SESAY	
	Côte d'Ivoire	Bernard COMOÉ	
	Sénégal	Saliou MGOM	
	Gambie	Francis MENDY	
	Mali	Yacouba KONE	
AVSF	France	Mathieu Bertrand	
	Mali et Niger	Marc CHAPON (Représentant pays d'AVSF)	
	Sénégal et Guinée-Bissau	Sophie BARTHELON (Représentante pays d'AVSF)	
	Sénégal	Alice VILLEMIN (Assistante Technique Agroécologie)	
Ambassade de France au Sénégal	Sénégal	Maryline LOQUET (Attachée de coopération et d'actions culturelles)	
Terres et Humanisme	France	Emmanuelle PATETSOS	<p>Nous a fait part de leurs partenariats locaux avec des centres de formation qui forment des adultes à l'Agroécologie :</p> <p>Organisation des Ruraux pour l'Agriculture Durable (ORAD) au Bénin</p> <p>Action Réelle pour l'Environnement et la Jeunesse (AREJ) au Togo</p> <p>L'association Béo Néer, l'Association Interzone pour le Développement en Milieu Rural (AIDMR) et l'Association pour le Développement Durable (APAD) au Burkina Faso</p> <p>Union pour un Avenir Ecologie et Solidaire (UAES) au Mali</p>
GRET	France	Ibrahima ZERBO (Chef de projet Agroécologie)	Nous a expliqué l'intérêt du GRET pour l'Agroécologie. Le GRET élabore actuellement un guide de l'Agroécologie, mais aussi une évaluation.
SupAgro Montpellier	France	Khalid BELHARBI	Nous a partagé son expérience et son point de vue sur la formation rurale et agricole en Afrique de l'Ouest.

Annexe 7. Argumentaire pour le choix de priorisation des centres de formation à appuyer en phase 3

Voir le fichier Excel joint au rapport

Annexe 8. Guide d'entretien pour l'analyse approfondie du centre – phase 2

Cette analyse complète l'entretien à distance de la phase 1. Pour cette analyse approfondie, il s'agit de réaliser des entretiens (avec le responsable ou son représentant, avec un enseignant et pourquoi pas un ou des apprenants).

L'ensemble de ces entretiens doivent permettre de remplir la fiche ci-dessous (1 fiche par centre). Les entretiens doivent être semi-directifs voire complètement ouverts. Ils doivent s'accompagner de la visite du centre de formation et de toutes ces infrastructures y compris les champs-écoles quand il y en a. Il faut noter que toutes les questions sont préférentiellement axées sur la formation en agroécologie. C'est seulement si le centre ne fait pas d'Agroécologie que l'on peut poser la question sur une autre thématique s'en rapprochant comme l'Agriculture durable ou l'Agriculture Ecologiquement Intensive ou l'Agriculture de conservation, l'intégration Agriculture Elevage...

Faites des explications précises quant à la gestion pédagogique du champ école s'il y en a (mettez tous les détails possibles).

N'oubliez pas de rajouter des photos

NOM DU CENTRE :

1. Historique de création du centre de formation et principaux évènements marquants : il s'agit d'analyser l'environnement agricole dans lequel s'inscrit le centre

1.1. Date de création :

1.2. Qui sont les personnes et/ou les structures à l'initiative de la création ?

1.3. Quelles étaient leurs motivations, leurs objectifs ?

**1.4. Quels ont été les grands changements (évènements marquants) depuis la création ?
En termes de type de formation proposé ?**

En termes de contenus de formation ?

En termes de méthodes de formation ?

En termes de publics ciblés ?

En termes de partenariats ?

1.5. Autres précisions quant à l'histoire du centre et son évolution jusqu'à ce jour

1.6. Quels sont les projets et les perspectives du centre ?



1.7. Rencontre-t-il des difficultés ou des blocages quant à sa potentielle évolution ?

2. Analyse du public-cible de formation

2.1. Combien de formés par an ?

2.2. Quel est le type de public formé (si différentes catégories, noter les pourcentages)

2.3. En ce qui concerne le public adulte qui nous concerne, quelles sont les tranches d'âges en % ?

2.4. En termes de genre, quel est le pourcentage de femme ?

2.5. Est-ce que les femmes ont des modules de formation spécifiques ?

2.6. Quel est le public d'adulte spécifique qui suit les formations en agroécologie et d'où est-il originaire ?

2.7. Y a-t-il des prérequis exigés pour entrer en formation en Agroécologie ? Si oui, lesquels ?

2.8. Quelle est l'envergure du centre en termes de réputation ?

3. Analyse du contenu des formations offertes et de la prise en compte de l'agroécologie (décrire autant de formation que cela semble pertinent pour l'étude)

Remplir cette partie autant de fois que de module différent si en lien avec l'Agroécologie. D'autre part, joindre un descriptif ou un tableau synoptique de la formation s'il existe.

3.1. Formation 1 :

3.1.1. Intitulé :

3.1.2. Durée :

3.1.3. Public ciblé (Origine géographique, Tranche d'âge, Catégorie sociale, Métier, Genre...) :

3.1.4. Contenus : de quoi parle la formation ? Citer les matières abordées, les continus enseignés.

3.1.5. Méthodes pédagogiques (expliquer les méthodes dans le détail : alternance théorie et pratique, méthode professorale « top down », méthode de pédagogie active où on prend en compte les savoirs endémiques des apprenants, études de cas, échanges entre pairs, mission « allez voir ailleurs », brainstorming...

- 3.1.6. **Supports pédagogiques** : expliquer dans le détail quels supports sont utilisés avec chaque méthode : champs école (qui, quand, quoi, comment) ; visites d'exploitations ; travaux de groupe ; jeux de rôles ; mise en situation par du théâtre ; chanson ; photolangage ; vidéos ; ...
- 3.1.7. **Matériels pédagogiques** : Ordinateurs, télévision, tableaux, feutrines, photos, jeux de société, dessins, post-it...

4. Analyse de l'équipe de formation et autres ressources humaines

- 4.1. **Combien de formateurs au total ?**
- 4.2. **Combien de formateurs forment à l'Agroécologie ?**
- 4.3. **Quels sont les diplômes ou niveau de compétences ainsi que les niveaux d'expérience des formateurs ?**
- 4.4. **Les formateurs qui forment en Agroécologie ont-ils des compétences ou expériences spécifiques ? Si oui, lesquelles ?**
- 4.5. **Quelles sont leurs fonctions exactes ?**
- 4.6. **Quelles sont les tâches précises qu'ils exécutent ?**
- 4.7. **Sont-ils assistés et si oui, par qui ?**
- 4.8. **Quelles sont leur marge de manœuvre et leur niveau d'autonomie au niveau pédagogique ?**
- 4.9. **Sont-ils contrôlés et si oui, par qui ?**

Si ce n'est pas déjà fait, assurez-vous que vous avez déjà répondu aux questions suivantes :

- 4.10. **Comment le formateur s'adapte en cas de public mixte entre des alphabétisés et des analphabètes ? Avec quelles méthodes ?**
- 4.11. **Comment le formateur procède-t-il pour tenir compte des savoirs paysans ?**
- 4.12. **Comment le formateur procède-t-il pour tenir montrer ce qu'il explique ?**
- 4.13. **Comment le formateur valorise-t-il les partenariats avec la recherche, avec des OP ou des ONG, avec des partenaires techniques ?**
- 4.14. **Y a-t-il des interventions de spécialistes ? Si oui, à quels moments et lesquels ?**
- 4.15. **Y-a-t-il une évaluation des compétences acquises ? Si oui, laquelle et comment ?**



5. Analyse des impacts pour les apprenants déjà installés

- 5.1. Les apprenants (paysan en activité) valorisent-ils les acquis de la formation ? Si oui, comment ? Au bout de combien de temps ? Comment est-ce mesuré ?**
- 5.2. Le centre de formation a-t-il des employés chargés de suivre par du conseil, les apprenants ayant suivis la formation ?**

6. Performances en termes d'insertion professionnelle

- 6.1. Les apprenants (jeunes avec un projet d'installation ou jeunes souhaitant travailler dans le conseil ou la formation ou autre métier agricole et plus particulièrement en Agroécologie) trouvent-ils du travail après la formation ? Si oui, combien de temps après ? Quels types d'emploi ? Comment est-ce suivi ?**
- 6.2. Le centre de formation anticipe-t-il l'insertion en contactant de potentiel employeur pour présenter leur formation ? Pour améliorer les compétences développées en formation ?**

7. Analyse du modèle économique

- 7.1. Comment le centre est-il dirigé ? (Par un conseil d'administration, par un Directeur, par un comité de Direction, par un bureau d'élus...)**
- 7.2. Y a-t-il une tutelle qui guide et/ou qui oriente voire qui contrôle le fonctionnement et le développement du centre ? Quelle est le poids de la tutelle en cas d'Etablissement public ?**
- 7.3. Y a-t-il une gouvernance politique (en cas de statut associatif par exemple) ? Si oui, laquelle ? Comment fonctionne-t-elle ?**
- 7.4. Quel est le montant des recettes pour 2019, pour 2020 ? (Donner le plus de précisions possibles)**
- 7.5. Quel est le montant des dépenses pour 2019, pour 2020 ? (Donner le plus de précisions possibles)**

Les apprenants payent-ils des frais d'inscription (à l'entrée en formation) et/ou des frais de scolarité (au fur et à mesure de la formation) ? Si oui, quelle quote part ? (Donner le détail avec précisions en termes de tarifs et de règles de calcul.)

- 7.6. Le centre est-il endetté ? Si oui, à quel niveau en pourcentage ?**
- 7.7. Le centre a-t-il les moyens d'entretenir ses infrastructures ?**
- 7.8. Le centre a-t-il les moyens de renouveler ses équipements ?**
- 7.9. Quelle est la capacité d'autofinancement du centre ?**

8. Analyse des partenariats

- 8.1. Le centre a-t-il des partenariats ? Si oui, lesquels ? (Détailler en quoi consiste le partenariat)
- 8.2. Comment les choisit-il ?
- 8.3. Comment les valorise-t-il ?
- 8.4. Le centre est-il satisfait de ces partenariats ? Pourquoi ?

9. Évaluation et analyse des infrastructures et équipements de formation du centre

- 9.1. Quels bâtiments, combien, dans quel état et pourquoi faire ? Qui les entretient et comment ? (Notez le détail)
- 9.2. Quels matériels, combien, dans quel état et pourquoi faire ? Qui les entretient et comment ? (Notez le détail)
- 9.3. Quels équipements, combien, dans quel état et pourquoi faire ? Qui les entretient et comment ? (Notez le détail)
- 9.4. Quels Champs école, combien, dans quel état et pourquoi faire ? Qui les entretient et comment ? Qui les valorise et comment ? (Noter le détail)

10. ANALYSE DES ATOUTS, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS, MENACES (AFOM) DU CENTRE DE FORMATION VIS-A-VIS DE SES FORMATIONS EN AGROÉCOLOGIE

(Une ligne par idée, toujours en police ARIAL, taille 10,5, non gras)

ATOUTS	FAIBLESSES
OPPORTUNITÉS	MENACES

Annexe 9. Visite du Centre Songhaï

Contexte et organisation

C'est un formateur de Songhaï qui a pris en charge et mené la visite. Il a suivi le parcours comme pour une visite conventionnelle de 40 mn. En final, la visite a duré presque trois heures avec les échanges. En fin de visite, il a fallu insister pour se rendre dans les bâtiments de l'administration du centre, malgré la présence du dirigeant-fondateur, aperçu sur le site, mais non rencontré. La secrétaire de Direction nous a confirmé que la visite de la mission était connue et qu'elle avait bien reçue, préalablement, le questionnaire détaillé à remplir et à retourner à l'ARAA. Au final, la mission n'a pas pu rencontrer la Direction du centre et à ce jour le centre Songhaï n'a toujours pas retourné comme cela lui a été demandé, le questionnaire détaillé d'enquête ni aucun autre document lié à son fonctionnement et à ses résultats.

Description du centre

HISTOIRE ET PRINCIPES FONDATEURS

L'origine du centre Songhaï est liée à un homme, le fondateur toujours aujourd'hui Directeur depuis 1984 : le Père dominicain Godfrey Nzamujo. Le Frère Godfrey Nzamujo, est né au Nigéria en 1950. Il a obtenu de nombreux diplômes aux USA (en ingénierie des systèmes ainsi qu'une maîtrise en génie électrique à l'Université Loyola Marymount à Los Angeles, en Californie, et un doctorat en génie électrique et informatique de l'Université de Californie à Irvine). Il a été chercheur / professeur à l'Université de Californie, Irvine, prêtre associé à l'église catholique St-Nicholas à Laguna Hills, en Californie, et professeur assistant en ingénierie à l'Université Loyola Marymount, à Los Angeles, en Californie. Il a créé l'ONG Songhaï avec un tout petit nombre de jeunes béninois (5 ou 6 au départ) et le soutien d'un groupe d'amis africains, révolté par le faible niveau de développement sur le continent africain et soucieux de redonner une dignité à l'Afrique...

Les motivations de Songhaï sont philosophico-politiques, liées aux « points noirs » de l'Afrique comme le définit le Père N'zamujo : économie extravertie ou perversie (corruption, évasion des capitaux vers les pays riches ...); agriculture de subsistance (stagnation et pauvreté, pas d'amélioration conditions de vie...); insuffisance et pénurie alimentaires chroniques ; dégradation de l'environnement (déforestation, dégradation des sols...); non-valorisation de l'opportunité que constitue la croissance démographique (chômage ...); exode rural vers les grandes villes (où les gens s'entassent, sans travail...); appauvrissement économique de l'Afrique (dette constante de la balance commerciale...); rapacités extérieures » sur les richesses de l'Afrique (néocolonialisme...); l'accaparement des terres agricoles et la perte de la souveraineté alimentaire en Afrique ; perte d'espoir en l'avenir chez les jeunes (désœuvrement, immigration vers les pays riches...); perte de valeurs morales (égoïsme, absence de solidarité, goût de l'argent facile et rapide...); fuite des cerveaux (vers les pays riches et développés), etc.

Songhaï est donc un centre de sensibilisation des populations et spécifiquement des jeunes, mais aussi un centre de formation, un centre de production. Cette initiative portée par un homme à des visées plus large qu'un centre de formation, elle vise à autonomiser l'Afrique, à élever le niveau de vie des populations en Afrique pour un développement social et économique :

- En utilisant les ressources locales, les méthodes traditionnelles et modernes, en pratiquant une agriculture biologique
- En les rationalisant [en faisant que rien ne se perde et que tout soit transformé et recyclé],
- En pratiquant une gestion rigoureuse,
- En stimulant la prise de responsabilité et d'initiative par la concertation et l'écoute de tous, pour la création d'entreprises agricoles viables.



L'ambition de l'ONG Songhaï est de développer un espace de créativité et d'innovation pour construire concrètement la société africaine. La mission que se donne le fondateur-dirigeant est de lutter contre la pauvreté et la faim et d'élever le niveau de vie des populations africaines. Le fondateur-Directeur souhaite que le centre soit une plateforme entrepreneuriale, un espace de vulgarisation porteur de solutions techniques, organisationnelles et morales pour sortir le continent d'une logique de pauvreté et d'assistanat perpétuel et pour lui permettre un développement socio-économique durable. A l'origine, le fondateur-directeur espérait s'implanter dans 16 pays d'Afrique centrale et de l'Ouest et à Haïti. Il espérait que le centre aurait la vocation d'entraîner toute l'Afrique dans une logique de développement en amorçant de nouvelles forces en dépit des contraintes socio-économiques, culturelles et environnementales défavorables.

LE CENTRE ACTUELLEMENT

Les expériences de l'ONG Songhaï ont démarré sur un hectare de terre marécageuse abandonnée, octroyés par le gouvernement béninois dans la banlieue de Porto-Novo (Bénin). Depuis, cette parcelle, qui s'étend maintenant sur 22 ha, est devenue le siège de l'ONG Songhaï, ainsi que sa première « ferme-école ». L'ONG Songhaï traite de plus de 9 filières plus ou moins intégrées : production animale, production végétale, arboriculture, production piscicole, agroalimentaire, technologies appropriées, énergies renouvelables, formation, services, etc. Toutes les cultures sont réalisées en agriculture biologique, mais pas forcément agroécologiquement.

Le centre réalise quelques expérimentations avec peu de liens directs avec la recherche Béninoise et internationale, et sans faire toujours l'état de l'art pour savoir si cela a déjà été expérimenté et éprouvé, dans des écologies identiques. Songhaï veut gérer sa propre expérimentation, la promotion de technologies agricoles et la capitalisation de bonnes pratiques agricoles, avec ses propres méthodes. Songhaï a pour objectif de faciliter l'émergence des zones entrepreneuriales en voulant être lui-même un tout multi performant et multi compétent : centre d'incubation, centre de ressources et de services, centre de production, centre de recherche, parc technologique, espace de formation, espace de vulgarisation et entreprise mère.

Le centre Songhaï est perçu différemment : pour Jeune Afrique, ce centre est une « *ferme agro-industrielle et écologique* ». Pour le Monde, c'est « *l'école des fermiers-entrepreneurs* ». Pour l'Unesco, il participe au « *développement intégré par l'entreprenariat agricole* ». Pour le Petit Futé, c'est un « *établissement de formation à l'agriculture, à l'élevage et à la pisciculture intégrés* » qui ressemble un peu « *à une ferme modèle* ». Car ce centre se visite et offre même des possibilités d'hébergement touristique !

LA FORMATION AGRICOLE

Depuis 1989, le Centre Songhaï recrute pour ses cursus de formation de fermier-entrepreneur, d'une durée de trente (30) mois, des stagiaires nationaux pour lesquels la formation est gratuite, et des stagiaires internationaux pour lesquels la formation est payante. Les formations dispensées permettent aux stagiaires de maîtriser les techniques de production développées à la ferme du centre, et d'acquérir des compétences en gestion de ferme. Chaque année, 320 stagiaires sont recrutés, et 550 ressortissants africains accueillis pendant 3 à 6 mois pour des formations en gestion de ferme et en nouvelles techniques agricoles.

Les apprenants peuvent être admis à plusieurs niveaux : primaire, secondaire ou supérieur. Il y a deux prérequis essentiels : avoir une volonté manifeste pour l'agriculture et posséder un terrain. Les jeunes recrutés sont formés à devenir des gestionnaires de ferme.

La formation de fermier-entrepreneur est séquencée par phase :

- Phase I : tronc commun (6 mois)
- Phase II : spécialisation (9 mois)
- Conception de mini projet (3 mois)
- Phase III : Application (12 mois)

Le recrutement a lieu tous les 6 mois. La formation est plus pratique que théorique. Elle forme sur des thématiques, mais pas sur une approche globale systémique. C'est le centre lui-même qui est pensé de manière systémique, mais pas le contenu de ces formations qui forment sur chaque partie du tout.

Les thématiques de formation sont :

- Les productions végétales vivrières et médicinales
- Les productions arboricoles
- Les productions animales (pisciculture, apiculture, bovin, ovin, caprin, volailles, porcs...)
- La transformation/fabrication sur plusieurs filières à savoir : filière riz, filière huile de palme, filière jus de fruits, filière huile palmiste, filière gari (manioc), filière alimentation animale, séchoirs et d'autres...
- La commercialisation des produits,
- La commercialisation de services (formation, hébergement, restauration...)
- La formation en secrétariat, en informatique, hôtellerie -restauration...

L'ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE

Il y a plusieurs dizaines de formateurs/animateurs (à vérifier dès le retour du questionnaire rempli par le centre Songhaï). Une réunion d'organisation est planifiée une fois par semaine.

LA GESTION DU CENTRE

Le fondateur-directeur dirige le centre. Il a une équipe pour l'épauler.

LE FINANCEMENT DU CENTRE

Des subventions grâce à des partenaires financiers

Le centre fait beaucoup de communication et de lobbying et donc a beaucoup de partenaires financiers.

Les recettes du centre de formation

Le coût de la formation initiale dépend du module de formation. En moyenne, un module dure 6 mois et coûte 265 000 FCFA⁹. Les frais de restauration et d'hébergement sont à la charge de l'apprenant. Pour la formation continue des adultes, il y a des rentrées tous les 5 du mois. Les groupes sont constitués de 20 à 40 personnes maximum.

La commercialisation des produits

Le centre fait la commercialisation de ces produits qu'il dit « naturels et sains ». Les clients peuvent lancer la commande des produits en fonction de leurs goûts.

- Produits frais : œufs de poule et de caille, laitue, maïs, concombre, carottes, persil, tilapia, poisson chat, yaourt de lait de vache...
- Produits transformés dans le centre : pâtisserie, sandwiches, croissants, gâteaux, pizzas friands, farine de soja, poulets braisé, porcs au four, charcuterie « maison » avec des saucisses de volaille, pâtés de campagne, pâtés de foie de volaille, pâtés de tête de porc, saucisses de porc, jambon blanc, saucissons de volaille fumé (sur commande) ...
- Autres produits transformés : sirop d'ananas, sirop de mangue, yaourt au lait de soja, sirop de bissap, jus de gingembre, jus de bissap, nectar de mangue, concentré de mangue, lait de soja, mangue séchée, ananas séché...

Un magasin de vente est ouvert tous les jours de 8h30 à 19h à Porto-Novo, Savalou, Parakou et Kpomassè. Un service de livraison à domicile existe aussi.

⁹ A vérifier dès la réception du questionnaire rempli par le Centre Songhaï



La commercialisation de services

Le centre Songhaï offre un espace de vie agréable et attirant, pour les apprenants, mais aussi pour la vente de prestations d'hébergement et/ou d'organisation de séminaires ou autres événements. En effet, il dispose de :

- Complexes d'hébergement : ventilé et climatisé
- Salles de conférences et de réunions
- Restaurant moderne : menus confectionnés à partir des produits de la ferme Songhaï
- Restaurant traditionnel : art culinaire du Bénin et de la sous - région
- Service traiteur pour des cocktails, séminaires, mariages
- La capacité d'accueil de 350 lits avec possibilité d'accueil de grandes personnalités
- Des espaces verts, de détente et de loisir : vente d'hébergement
- La référence pour l'éco - tourisme péri -urbain : vente de visites du centre

LES PARTENAIRES

En dehors de ses propres ressources, les diverses réalisations développées au sein de Songhaï bénéficient du soutien de plusieurs partenaires. On retiendra parmi ces derniers :

- USAID (United States Agency for International Development) - principal partenaire, Songhaï Support Group (California),
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement),
- HCR (Agence des Nations Unies pour les réfugiés),
- RABOBANK FOUNDATION (Pays Bas),
- Accion Verapaz (Espagne),
- SID (Society for International Development),
- le CRDI (Centre de Recherches pour le Développement International),
- la Coopération Française,
- CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) en France,
- CODEV-Toulouse (France),
- Songhaï France regroupant plusieurs associations de soutien en France (Solidarité-Songhaï, Songhaï-Chasselay, Collecte pour les jeunes installés, Paroisse de Froissy-St André)
- les gouvernements du Bénin et du Nigéria.

Plus de 40 partenaires d'institutions publiques et privés, des ONG, des associations, des universités, des institutions internationales travaillent avec le centre Songhaï. Le retour de leur questionnaire permettra de préciser cet aspect.

Annexe 10. Visite du Centre International de Développement Agro-Pastoral (CIDAP)

Contexte et organisation

Le CIDAP a été visité le mardi 22 février. Arrivés dès le matin, ce sont trois membres du comité de Direction qui ont reçu la mission. Toute la matinée, le centre, la démarche, les méthodes et les résultats ont été décrits en salle. Les échanges ont été ouverts et riches. L'après-midi, après un repas, le centre a été visité. La visite a été guidée par un membre du comité de Direction. L'équipe de Direction a promis le renvoi du questionnaire détaillé, reçu préalablement à la visite, mais qui n'a pas encore été réceptionné, ni aucun document complémentaire.

Description du centre

Le Centre International de Développement Agro Pastoral (CIDAP) assure la formation humaine et technique des acteurs du développement du territoire local en priorité, mais aussi celle d'autres acteurs du pays. Il forme des professionnels agricoles, créateurs d'entreprises et d'emplois.

En 38 ans d'existence (1984-2022), le CIDAP, installé sur 18ha à Baga dans la préfecture de Doufelgou (450km de Lomé, au nord du Togo), est passé d'un centre de formation communautaire à un institut international. Tout a commencé en 1984. Mr et Mme Baweina de retour au pays après leurs études à l'étranger (un doctorat chacun), posèrent leurs valises sur cette terre natale. La santé des habitants de leur village a été leur premier défi. Ils ont appuyé leur communauté à trouver des solutions et à chercher des appuis extérieurs pour accéder aux soins de santé. Ils se sont rendu compte très vite des autres problèmes vitaux comme celui de l'accès à l'eau par exemple. Il était pratiquement impossible de faire du maïs (base alimentaire locale) faute d'une mauvaise répartition de la pluviométrie sur l'année (1500 mm sur 4 mois dans l'année et 8 mois de saison sèche). Le couple a accompagné la communauté à développer des pratiques efficaces et durables pour produire du maïs. Ils ont aussi beaucoup travaillé avec les villageoises sur la production maraichère. Cela a permis d'améliorer nettement le niveau de production dans la localité.

Petit à petit, les femmes ont été mieux et plus impliquées dans la gestion des problématiques villageoises. Elles ont appris à prendre leurs responsabilités. Elles sont arrivées à construire des magasins dans les marchés pour améliorer les conditions de commerce. Des moulins ont été placés et tout ça grâce à l'accompagnement financier de CIDAP. Outre la restauration du sol, le centre intervient dans l'aménagement des bas-fonds, la production des semences (maïs, riz, sorgho, mil, fonio, légumineuses, tubercules, semences forestières), la production d'engrais organiques, l'élevage des petits ruminants et volailles, la pisciculture et la transformation agro-alimentaire.

De 1995 à ce jour, près de 3500 jeunes¹⁰ ont été initiés à travers des formations modulaires. En 2003, le centre s'est ouvert à la formation en agro-entreprenariat durable auprès de jeunes venus du Togo, Bénin et Niger.

Un des grands défis du CIDAP aujourd'hui est que la civilisation agraire qui est le sous-bassement de la vie locale soit maintenue dans toutes les cultures.

¹⁰ A vérifier dès réception du questionnaire rempli par le CIDAP



FORMATION AGRICOLE

Le centre forme en production végétale, animale et arboricole, de manière systémique en prenant en compte les interrelations entre ces trois types de production.

Les techniques sont agroécologiques, mais pas forcément à 100 % biologique (comme dans la définition de la FAO en préambule). L'idée est d'avoir une agriculture durable, ce qui n'est pas forcément possible avec de l'agriculture à 100 % biologique. Le centre forme aussi à un usage raisonné des produits phytosanitaires, qu'il faut connaître si on veut les utiliser le moins possible.

L'approche est systémique.

Si un jeune veut être formé sur le soja (légumineuse), on lui apprendra que pour produire du soja durablement, il faut l'associer et/ou l'alterner avec une céréale et qu'il faut un élevage pour produire de l'engrais organique, qu'il faut limiter voire lutter contre l'érosion éolienne et hydrique et que pour cela les arbres sont des alliés puissants, qu'il faut aussi limiter l'évapotranspiration et que pour cela la couverture permanente des sols est primordiale... Chaque préoccupation ou centre d'intérêt d'un apprenant est l'amorce (la porte d'entrée) vers le déroulement d'un parcours complexe et systémique qui entraîne la durabilité d'un système. **C'est le seul centre enquêté sur les 80 qui a formulé cette démarche de formation systémique et non thématique.**

La formation pour les jeunes qui veulent s'installer dure deux ans :

- Enseignement général et production agricole
- Gestion des exploitations et élaboration d'études de faisabilité
- Stages, visites, interventions extérieures d'anciens du CIDAP
- 3e année optionnelle de stages de professionnalisation

L'approche est technico-économique et aborde le management d'une exploitation agricole

En fin de formation initiale (pour les jeunes qui veulent s'installer), il y a élaboration d'un plan d'affaire avec une conception agroécologique de l'installation. Cela amène à une soutenance du projet en 2e année devant l'équipe pédagogique et une demande de crédit auprès de l'unité de microfinance du CIDAP. Le dossier est examiné par le CA du partenaire financier APATAM. 27 plans d'affaire ont été validés parmi ceux présentés en sachant que toutes les personnes formées ne présentent pas de plans d'affaire. 9 prêts délivrés en 2015.

Le CIDAP forme aussi des jeunes aux concours pour les diplômes d'État BTA et CAPAP.

RESSOURCES HUMAINES

Un comité de direction dirige le centre. Il est composé de M. Baweina le fondateur et de 4 représentants d'unités de production. La présidence du comité tourne tous les 2 ans. **L'approche est très collaborative.** Le centre a 4 formateurs permanents et 15 professeurs vacataires.

ACCOMPAGNEMENT À L'INSTALLATION EN AGRICULTURE

Le centre appuie le montage de projets d'installation des jeunes sortants en agriculture et va jusqu'à octroyer des prêts à taux zéro, pour financer des installations.

EFFETS DU DISPOSITIF SUR LES SORTANTS INSTALLÉS, LEUR FAMILLE ET LEUR TERRITOIRE

Tous les sortants aspirent à s'installer en agriculture ou sont déjà installés en agriculture :

- 70 % lancent immédiatement leur installation tout en menant des activités extra et para-agricoles en parallèle
- 30 % des sortants ont une activité salariée le temps d'acquiescer les moyens financiers nécessaires

L'objectif est de former sur la maîtrise des itinéraires techniques menés en agroécologie, d'adapter les productions au site agroécologique d'installation. Le centre vise aussi la transmission des connaissances des sortants vers leurs familles et les producteurs du territoire. Enfin, le centre propose à la vente une offre de produits agricoles diversifiés sur les marchés locaux.

LE FINANCEMENT DU CENTRE

Le centre reçoit des subventions de ces partenaires. De plus, il a des recettes liées aux paiements des frais de scolarité qui sont de 13 500 FCFA/an (20 €)¹¹ à la charge de l'élève et de sa famille. Le déjeuner est inclus dans le coût. En revanche, l'hébergement reste à la charge des apprenants. L'exploitation pédagogique est sur 25 ha répartis sur 2 sites. Cinq unités sont chargées de la production agricole, de l'intendance, de la formation et de l'insertion. Le centre vend des produits bruts produits sur la ferme pédagogique et aussi des produits transformés (miel, confitures, fruits séchés, pâte d'arachide, biscuits...).

LES PARTENARIATS

Le CIDAP propose des formations diplômantes qui sont contrôlées par les services de l'État. L'État ne demande pas l'élaboration d'un plan financier d'installation pour les formations d'entrepreneur agricole alors que le CIDAP l'impose à ses apprenants. Le CIDAP travaille avec l'État sur cette divergence.

Le CIDAP est partenaire de l'APATAM, de SupAgro Montpellier et de la GIZ. Le CIDAP collabore beaucoup avec d'autres centres de formation togolais comme le CARTO et le CADO. La liste de leurs partenaires sera à confirmer dès la réception de leur questionnaire détaillé.

¹¹ A vérifier dès réception du questionnaire rempli par le CIDAP

Annexe 11. Fiches résumé des centres enquêtés en phase 2



BÉNIN - Ferme Tchaoun Fora

1. **Localisation du centre de formation** : Donga, Djougou, Kpayêroun (465 kms de Cotonou, plus de 7h de route)
2. **Tutelle du centre** : Centre privé lié, dirigé par son fondateur, mais lié à l'Organisation des Ruraux pour une Agriculture Durable (ORAD)
3. **Création du centre** : la ferme a été créée par Mr. Omer AGOLIGAN en avril 1997 et est devenue un centre de formation en 2011
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Formation en agroécologie biologique
 - Formation sur le maraîchage pour les femmes
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Production exclusivement biologique : maraîchage, agroforesterie ; transformation de produits locaux ; élevage ; gestion financière d'une exploitation agricole ; traction animale ; production de semences ; production et gestion de bio fertilisants...
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - Méthode participative alliant 80% de pratique et 20% de théorie
 - Jeux de rôles
7. **Ferme pédagogique** : oui avec 15 ha de champs, bâtiments et équipements insuffisants
8. **Ressources humaines** : insuffisantes en effectif et trop faiblement formées
9. **Public visé par ce module de formation et effectifs** :
 - Paysans et paysannes, animateurs d'ONG, élèves, étudiants
 - 70 formés par an
 - 40 % de femmes
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
 - Oui. Une attestation est délivrée.
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - Association Biodiversité, Echanges, Diffusion d'expériences (BEDE)
 - L'ONG française Terre & Humanisme qui accompagne le centre dans la formation des femmes en maraîchage biologique.
 - L'ONG allemande, MISEREOR au travers du projet « Laboratoire hors mur ». Il permet de former les paysans sur l'agroécologie biologique et le niébé en particulier.
 - La Fédération Agro-Ecologique (biologique) du Bénin (FAEB), est un réseau au sein duquel le centre reçoit un appui technique pour les formations et le « Laboratoire hors mur » pour la promotion de la biodiversité.
 - Les universités de Parakou, d'Abomey-Calavi et les lycées techniques agricoles : les chercheurs apportent un appui scientifique au centre qui accueille les étudiants pour des stages.
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - 2019 : les recettes s'élevaient à 3.460.000 en 2019
 - 2020 : les recettes s'élevaient à 2.600.000 en 2020.

Elles provenaient des formations, des productions animales, végétales et de dons.

 - 2019 : les dépenses s'élevaient à 3.213.000 FCFA
 - 2020 : les dépenses s'élevaient à 2.600.000 FCFA

Elles se répartissent entre les charges de personnel, l'entretien des infrastructures, les produits vétérinaires, l'approvisionnement en matériel, en équipements et en fournitures
13. **Autres remarques** :
 - Potentiels à développer
 - Risque que la philosophie soit trop fermée sur l'agriculture biologique et les petites exploitations familiales

BÉNIN - Les jardins de l'espoir

1. **Localisation du centre de formation** : Maison HAZOUME, site d'écocity, Village Dèmè, Bossito, TORI-BOSSITO (38 kms de Cotonou / 50 mn)
2. **Tutelle du centre** : centre privé ; initiative individuelle de Mr Oluwafèmi Kochoni
3. **Création et organisation du centre** : le centre « Les jardins de l'espoir » a débuté son activité en 2013. Mais la date de création administrative est 2017. Aujourd'hui « les Jardins de l'Espoir » est une association qui rassemble treize membres associés.
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Formation express en agriculture biologique (150 000 FCFA, hébergement et restauration non inclus)
 - Formation complète en agriculture biologique (500 000 FCFA, hébergement et restauration non inclus)
 - « Agro boot camp » : 1 semaine par trimestre sur 3 sessions (25 000 FCFA pour les nationaux et 50 000 FCFA pour les étrangers)
 - « Samedi écolo » : 1j et 1 thématique (25 000 FCFA par personne)
 - « Women agri preneurs » : 2 sessions d'une semaine (gratuit pour les apprenants car subventionnées)
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - production biologique ; production et gestion des bio intrants ; apiculture ; entomoculture ; transformation agroalimentaire ; Gestion économique d'une exploitation...
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - Méthode participative ; échanges entre pairs ; visite d'exploitations avoisinantes ...
7. **Ferme pédagogique** : compte six exploitations distinctes (Djougou, Abomey Calavi, Zè, Togoudo, Tori-Bossito et Sèmè Kpodji). Chacune de ces exploitations est considérée comme un champ d'expérimentation et de démonstration ce qui permet de réaliser des visites d'échanges. Le site principal est celui de Tori-Bossito (3ha).
8. **Ressources humaines** : 3 formateurs formés exclusivement en agriculture biologique
9. **Public visé par ce module de formation** :

Nombre de formés prévu en 2022 : 150 personnes, dont 20 % de femmes
Cibles : fonctionnaires, étudiants en quête de perfectionnement, individus voulant démarrer une exploitation agricole agroécologique, jeunes filles déscolarisées, paysans déjà en activité.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
Attestations
11. **Quels sont les partenaires principaux ? Expliquer à quels niveaux/comment ceux-ci appuient le centre.**
 - Le centre culturel américain depuis 2018 dans le cadre de l'apiculture
 - Ferme Tchaoun Fora au travers du projet « Laboratoires hors mur » depuis 2018
 - Le Comité Ouest Africaine des Semences Paysannes (COASP) dans le cadre de lutte pour la conservation des semences paysannes depuis 2018.
 - Un monde par tous au travers de l'initiative Women « Agri preneurs » en 2020
 - Experts solidaires dans ses activités d'entomoculture depuis 2021
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
Le centre survit grâce à la production agricole. La majorité des ressources provient de la vente des récoltes au marché fermier mise en place par l'association.
13. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - 2019 : les recettes s'élevaient à 7 473 096 en 2019 (hors vente produits)
 - 2020 : les recettes s'élevaient à 3 113 790 en 2020 (hors vente produits)

Elles proviennent majoritairement des subventions, mais aussi des ventes de prestations de formation et des ventes de produits de la ferme

 - 2019 : les dépenses s'élevaient à 6 000 000 FCFA
 - 2020 : les dépenses s'élevaient à 4 000 000 FCFA

Les dépenses sont composées à 60% par les fertilisants et bio pesticides, 20% par les salaires et 20% par les frais de fonctionnement.
14. **Remarques** :
 - Potentiels à développer, très faibles infrastructures, assise économique fragile
 - Risque que la philosophie soit trop fermée sur l'agriculture biologique et les petites exploitations familiales



BURKINA FASO - Centre de Formation Agrobiologique AMPO/Tond Tenda

1. **Localisation du centre de formation** : Arrondissement 11, Village de Ouidtenga, Commune de Ouagadougou, Région du Centre (15 kms de Ouagadougou, 30 mn)
2. **Tutelle du centre** : centre privé lié à l'Association Managré nooma pour la Protection des Orphelins (AMPO)
3. **Création du centre** : créé en 2005 par le Dr Elvire Engel
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Le Centre utilise le référentiel de formation « Fermier Agricole », homologué par le ministère de l'Agriculture et qui aboutit à un certificat de qualification professionnelle.
Les modules sont traités avec une approche biologique :
 - Module 1 : Former sur l'installation d'une exploitation : 90 h réparties sur 20 à 30 Jours
 - Module 2 : Produire des céréales, des oléagineux, des tubercules, des légumineuses et des arbres fruitiers : 430 h réparties sur 3 à 5 mois
 - Module 3 : Produire des légumes : 265 h réparties sur 3 mois
 - Module 4 : Assurer une production animale : 160 h réparties sur 1 à 2 mois
 - Module 5 : gérer une ferme agro-pastorale : 90 h réparties sur 15 à 30 jours
 - Module 6 : Commercialiser les productions animales et végétales : 60 h sur 7 à 15 jours
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Conservation et préparation des sols
 - Mise en place des cultures (choix des variétés, traitement des semences, semis et/ou repiquage de plants)
 - Entretien des cultures (démariage, sarclage, désherbage, fertilisation du sol, butage, traitement des plants)
 - Récolte, stockage, conservation des produits agricoles (choix du matériel, préparation du lieu de stockage, récolte, traitement de la récolte, conditionnement des produits, stockage/conservation)
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - Formation théorique et formation pratique
7. **Ferme pédagogique** : 2 sites. Un premier site de 5ha avec un espace de production animale sur 2,5 ha (porcs, volailles et petits ruminants et un espace de production végétale sur 1,9 ha. Un Deuxième site de 10 ha dont 1,5 ha de production de plants d'arbres.
8. **Ressources humaines** : 6 formateurs permanents dont 5 spécialisés en agriculture biologique
9. **Public visé par ce module de formation** :
 - Nombre de formés prévu en 2022 : 52 jeunes (en formation initiale) sur 3 ans en formation de Fermier Agricole, diplômés par le CQP
 - En formation continue, le centre a formé (2020-2021) 713 jeunes adultes sur 12 mois en partenariat avec le fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage.
 - Jeunes de 17 à 27 ans et les agriculteurs
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
 - Les jeunes prennent part à l'examen de fin de cycle pour l'obtention du CQP Fermier Agricole
 - Les formations continues sont sanctionnées par une attestation.
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - La Fondation du Dr Elvire Engel (FDEE), basée au Luxembourg : financement des projets du centre et l'insertion de jeunes en fin de cycle
 - Le ministère des Affaires Étrangères et Européennes du Grand-Duché du Luxembourg : financement des projets du centre
 - Le fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA), du ministère
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**

	Financement, frais de participation à la formation, vente de produits du centre	Personnel, investissements, matériels et matières
2019	62 000 000 FCFA	52 700 000 FCFA
2020	59 000 000 FCFA	52 000 000 FCFA

13. Autres remarques :

- Potentiels à développer - Très faibles infrastructures - Capacité d'internat limité à 100 places.
- Risque que la philosophie soit trop fermée sur l'agriculture biologique et les petites exploitations familiales

BURKINA FASO - Centre de Promotion de l'Agroécologie et des Innovations Economiques (CAPIE)

1. **Localisation du centre de formation** : Commune Zitenga/ village Bissiga - Région Plateau central
2. **Tutelle du centre** : centre privé lié à l'ONG Action pour la Promotion des Initiatives Locales (APIL)
3. **Création du centre** : par l'ONG APIL en avril 2016
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Module 1 : Formation sur l'intégration agriculture-élevage : 5 à 7 jours de formation
 - Module 2 : Formation sur l'agroécologie biologique : 5 à 10 jours de formation
 - Module 3 : Formation sur le compostage : 3 à 5 jours de formation
 - Module 4 : Formation à l'Agriculture biologique : 3 à 5 jours de formation
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Les bonnes pratiques agricoles, les opérations de récolte et post-récolte ;
 - Les pratiques de l'élevage ou l'embouche ;
 - Les implications agriculture-élevage et la gestion d'exploitation agricole
 - La récupération des terres dégradées ;
 - Les pratiques des cordons pierreux, de demi-lunes et de zaï amélioré ;
 - La production et l'utilisation du compost ;
 - La pratique des cultures alternées et la mise en jachère ;
 - Les techniques écologiques de lutte prévention contre les ravageurs et maladies des cultures
 - Les techniques de compostage et les matériaux utilisés ;
 - Démonstration pratique pour la production du compost.
 - La sélection et l'utilisation des semences paysannes ;
 - La production de biofertilisant et biopesticides ;
 - La production et l'utilisation du compost ;
 - La gestion et l'entretien d'une exploitation biologique.
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - Module de formation continue de 3 à 14 jours
 - Formation théorique et formation pratique
7. **Ferme pédagogique** : oui avec 3 ha de champs ; bâtiments et équipements insuffisants
8. **Ressources humaines** : 6 formateurs – le centre est membre du Comité National pour l'Agriculture Biologique (CNABio). Celui-ci forme les formateurs à l'Agriculture biologique.
9. **Gestion du centre** : Directeur général sous la tutelle du Conseil d'Administration de l'ONG APIL
10. **Public visé par ce module de formation** :
 - Les habitants des 180 villages avec qui travaille l'ONG APIL peuvent venir se former
 - En 2020, le centre a formé 150 personnes en agroécologie, 50 personnes en production de plants, 50 personnes en régénération naturelle assistée, 100 personnes en compostage
 - Le centre appui un projet de production laitière avec l'ONG ESF, auprès de 150 femmes
11. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
 - Les formations continues sont sanctionnées par une attestation.
12. **Quels sont les partenaires principaux ? Expliquer à quels niveaux/comment ceux-ci appuient le centre.**
 - L'ONG APIL qui est la structure centre de gestion du centre. Le centre agroécologique est rattaché à l'ONG ;
 - L'ONG « Autre Terre Belgique » pour la recherche de financement
 - L'ONG Eleveurs Sans Frontières (ESF)
 - Mission inclusion
 - SOS Belgique

**13. Quels sont les moyens de financements du centre ?**

	RECETTES : Financement, frais de participation à la formation, vente de produits du centre	DEPENSES : personnel, investissements, matériels et matières
2019	180 000 000 en FCFA	80 000 000 en FCFA
2020	192 000 000 en FCFA	80 000 000 en FCFA

14. Remarques :

- Approche exclusivement en agriculture biologique
- Très dépendant d'une ONG

BURKINA FASO – Centre de Promotion Rurale (CPR) de Koudougou

1. **Localisation du centre de formation** : Dédougou/ Bourasso/Koudougou- région Boucle du Mouhoun
2. **Tutelle du centre** : centre public sous la tutelle du ministère de l’Agriculture (MA)
3. **Création du centre** : centre public créé en 1989
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Le Centre utilise le référentiel de formation « Fermier Agricole » qui aboutit à un Certificat de Qualification Professionnelle (CPQ) homologué par le MA.
 - Module 1 : s’installer sur une exploitation agricole – 90 h réparties sur 20 à 30 jours.
 - Module 2 : produire des céréales/oléagineux/tubercules/légumineuses/arbres fruitiers) - 430 h réparties sur 3 à 5 mois.
 - Module 3 : produire des légumes – 265 h sur 3 mois
 - Module 4 : Assurer une production animale – 160h sur 1 à 2 mois
 - Module 5 : gérer une ferme agro-sylvo-pastorale – 90 h réparties sur 15 à 30 jours
 - Module 6 : commercialiser productions animales et maraîchères – 60 h réparties sur 7 à 15 jours
5. **Contenus de l’offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
En 2017, avec l’appui de la Coopération Allemande notamment au travers du projet « Enseignement et formations techniques et professionnelles agricoles » (EPTPA), le ministère de l’agriculture a introduit une harmonisation des contenus de formation par l’élaboration d’un référentiel de formation sur la base de l’Approche Par Compétences (APC). Ce référentiel permet aux apprenants de disposer en fin de formation d’un Certificat de Qualification Professionnelle CQP nommé « Fermier Agricole ».
 - Conservation et préparation des sols
 - Mise en place des cultures (choix des variétés, traitement des semences, semis ou repiquage)
 - Entretien des cultures et préparation des produits à la vente (démariage, sarclage, désherbage, fertilisation du sol, buttage, traitement des plants, conservation des produits agricoles, choix du matériel, préparation du lieu de stockage, stockage, récolte, conditionnement, conservation)
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - Formation théorique et formation pratique
7. **Ferme pédagogique** : oui avec 5 ha de champs dont 2,5 ha pour les cultures et 1,5 ha pour l’élevage (porcin, petits ruminants et volailles)
8. **Ressources humaines** : 9 formateurs avec un niveau minimum d’Agent Technique d’Agriculture (ATA). Trois sont plus spécialisés en agriculture biologique
9. **Gestion du centre** : Directeur du centre sous la tutelle du MA
10. **Public visé par ce module de formation** :
 - En formation initiale, le centre a une capacité de 50 jeunes en moyenne par an (prérequis : avoir au minimum le certificat d’études primaires (CEP)).
 - En formation continue, 2020/2021, le centre a formé 100 personnes en maraichage et l’élevage
11. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
 - Les jeunes prennent part à l’examen de fin de cycle pour l’obtention du CQP Fermier Agricole
 - Les formations continues sont sanctionnées par une attestation.
12. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - La coopération allemande, française et autres coopérations bilatérales
 - L’ONG Terres des Hommes
 - L’entreprise sociale « Job Booster » financée par l’Agence Norvégienne de Développement (Norad) et l’ONG hollandaise Woord en Daad. Elle est l’initiative d’un consortium de 4 ONG à savoir Woord en Daad, le SPONG, CREDO et AEAD. Job Booster vise à permettre aux jeunes du Burkina Faso d’avoir des emplois décents. L’employabilité des jeunes passe par des formations professionnelles de qualité et de courte durée. C’est ainsi que l’on appuie le renforcement des capacités de 41 centres de formations professionnelles dans plusieurs régions du Burkina Faso comme les Hauts-Bassins, la Boucle du Mouhoun et le Nord. L’insertion professionnelle de tous les jeunes formés est au cœur de nos actions à travers les partenariats avec les entreprises et associations faitières.

13. Quels sont les moyens de financements du centre ?

	RECETTES : frais de participation à la formation, vente de produits	DEPENSES : personnel, investissements, matériels et matières
2019	35 670 969 en FCFA	50 300 000 en FCFA
2020	31 416 020 en FCFA	50 300 000 en FCFA

14. Remarques :

- Infrastructures vieillissantes



CAP VERT - Centre d'Emploi et de Formation Professionnelle (CEFP)

1. **Localisation du centre de formation** : Centre-ville de TARRAFAL (66 kms de Praia – 1h30)
2. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** : Activités de base de l'agriculture
3. **Tutelle du centre** : centre public sous tutelle du ministère
4. **Création du centre** : Créé en 2020 par l'Institut pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (IEFP) avec la collaboration de la commune de Tarrafal
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Module 1 : Formation de base en Agriculture :
 - UF1 - Techniques de base de multiplication des cultures
 - UF2 - Concepts de base sur le développement des cultures
 - UF3 - Sélection des espèces/variétés à cultiver
 - UF4 - Gestion intégrée des ressources en eau
 - UF5 - Récolte et récolte après récolte
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - La formation dure maximum 12 mois
 - Les méthodes sont peu pratiques (vidéos, visites) et s'adaptent aux niveaux des apprenants.
7. **Ferme pédagogique** : pas de ferme pédagogique. Obligé de demander à des agriculteurs pour visiter leur ferme.
8. **Ressources humaines** : 1 Directeur et 1 technicien administratif sont du personnel permanent. Les formateurs au nombre de 20 en moyenne sont des personnes prestataires de service.
9. **Gestion du centre** : Un directeur sous la tutelle de l'IEFP
10. **Public visé par ce module de formation** :
 - 350 personnes par an
 - En ce qui concerne le public ciblé, les apprenants sont tous de la commune et de la région de Santiago. Le public est d'une tranche d'âge principalement entre 17 et 35 ans, mais il y a aussi des agriculteurs en activité et d'autres intéressés par l'activité agricole qui veulent améliorer la qualité, le rendement et le profit de leurs productions.
11. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
Oui, Certificat de Qualification Professionnelle (CQP)
12. **Quels sont les partenaires principaux ? Expliquer à quels niveaux/comment ceux-ci appuient le centre.**
 - Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)
 - La mairie de Tarrafal
 - La coopération luxembourgeoise (Lux Développement SA) a financé tous les équipements et mobiliers et aussi des actions de formation.
 - L'ONG Organisation des Femmes du Cap Vert sur la formation sur les micro-crédits
13. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - Les moyens financiers du Centre proviennent des partenaires, gouvernement du Cap-Vert par l'intermédiaire du Trésor, du Programme Fonds de Promotion de l'Emploi et du paiement des droits de scolarité et des inscriptions.
 - Le centre a commencé à fonctionner à partir de 2020 : avec des recettes d'un montant de 6.836.175 FCFA (53.24% de fonds privés et 46.76% de fonds Publico soit de l'État). Les dépenses se sont élevées à 71 400 000 FCFA
14. **Remarques** :
 - Les formateurs sont trop précaires.
 - Pas de ferme pédagogique sur place donc besoin de moyens financiers pour aller visiter des fermes extérieures

CAP VERT - Centre d'Emploi et de Formation Professionnel

1. **Localisation du centre de formation** : Ville de SANTA CRUZ
2. **Tutelle du centre** : L'Institut pour l'Emploi et la Formation Professionnel (l'IEFP) – ministère des Finances
3. **Création du centre** : En 2020 par l'IEFP
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** : Activités de base de l'agriculture
5. **Contenus de l'offre de formation** :
 - Module 1 : Renforcement des capacités dans les activités agricoles de base (total 80h)
 - UF1 – Concepts de base sur le développement des cultures 24h
 - UF2 – Techniques fondamentales de multiplication des cultures 18h
 - UF3 – Entretien des équipements et des outils 18h
 - UF4 – Sécurité, Hygiène et qualité du travail 20h
 - Module 2 : Qualification horticole de niveau 4 (1120h)
 - MF1 : Installation et manipulation des systèmes d'irrigation 250h
 - MF2 : Réparation du sol et multiplication des cultures horticoles 100h
 - MF3 : Activités de culture du jardin et de récolte des légumes 100h
 - MF4 : Méthode intégrée de lutte contre Ravageurs/maladies et utilisation rationnelle des produits chimiques 150 h
 - MF5 : commercialisation des produits de l'exploitation 80h
 - MF6 : Hygiène, santé et sécurité au travail 20h
 - MF8 : Communication et relations interpersonnelles 20h
 - MF9 : Entreprenariat et gestion des petites entreprises 40h
 - **+ 360 h de pratique en entreprise**
 - Module 3 : Gestion de la production agricole de niveau 5 (1 410 h)
 - MF1 : Qualification des travaux et mise en œuvre des cultures et de la production animale 220 h
 - MF2 : Coordination et suivi des opérations de propagation et de développement des cultures 240 h
 - MF3 : Programmation et maintien de l'alimentation et de la reproduction des animaux 210 h
 - MF4 : Coordination de la collecte des produits agricoles d'élevage / gestion et commercialisation 210 h
 - MF5 : Animation de groupes de producteurs et assistance technique 120 h
 - MF8 : Communication et relations interpersonnelles 20h
 - MF9 : Entreprenariat et gestion des petites entreprises 40h
 - **+ 350 h de pratique en entreprise**
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - Le centre laisse à chaque formateur le choix d'appliquer sa méthode en classe, mais en prenant en considération tout ce qui est règlement interne de la formation professionnelle.
 - Le formateur expose le contenu, mais l'idée est d'être le plus interactif possible à travers le travail de groupe, la démonstration, des vidéos et aussi en échangeant avec les apprenants sur leurs pratiques afin d'en discuter dans les salles de classe.
7. **FERME PÉDAGOGIQUE** : NON IL FAUT FAIRE DES VISITES CHEZ DES EXPLOITANTS PRIVÉS
8. **Ressources humaines** : Un Directeur Général et un technicien administratif. Les formateurs sont des prestataires externes.
9. **Public visé par ce module de formation** :
 - 500 personnes par an. Les UF varient entre 180 et 350 h.
 - En ce qui concerne le public cible, ce sont toutes les personnes, principalement à un âge compris entre 17 et 35 ans et des agriculteurs en activité qui souhaitent améliorer leurs techniques.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
 Oui, Certificat de Qualification Professionnelle (CQP)

**11. Quels sont les partenaires principaux ?**

- Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation
- La Coopération Portugaise : formation des formateurs
- Une association locale d'agriculteurs
- Coopération Luxembourgeoise

12. Quels sont les moyens de financements du centre ?

- 2019 - Recettes = 50 948 335 FCFA (70% publics de l'État et 30% privés reçus
- 2019 – Dépenses = 92 573 781 FCFA. Réparties comme suit : 35% Dépenses de personnel ; 6%
- 2020 - Recettes = 25 009 803,25 FCFA (impact COVID19).
- 2020 - Dépenses = 76 649 938,00 FCFA.

13. Remarques :

- Les formateurs externes sont trop précaires et leurs méthodes sont aléatoires
- Pas de ferme pédagogique. Seuls les stages forment les jeunes à la pratique

CAP VERT - Centre d'emploi et de Formation Professionnelle (CEFP)

1. **Localisation du centre de formation** : ville de Variante
2. **Tutelle du centre** : l'Institut pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (IEFP) sous tutelle du ministère des finances
3. **Création du centre** : le centre a été créé en 2006
4. **Intitulé du module ou des modules de formation** :
Module 1 : gestion de la production agricole 1 520 h au total
 - UF1 : Communication et recherche d'informations techniques (70 h)
 - UF2 : Planification des cultures et de l'élevage (150 h)
 - UF3 : Gestion d'une activité agricole (30 h)
 - UF4 : Propagation et développement de cultures (210 h)
 - UF5 : Manipulation de l'alimentation, de la santé et de la reproduction des animaux (210 h)
 - UF6 : Gestion des produits agricoles de la collecte jusqu'à la commercialisation (210 h)
 - UF7 : Assistance technique et animation de groupes de producteurs (120 h)
 - UF8 : Entrepreneurs hip et Gestion des petites entreprises (40 h)
 - UF9 : Applications informatiques (60 h)
 - UF10 : Anglais technique (40 h)
 - UF11 : Communication et relation interpersonnelle (20 h)
 - **+ pratique en stage 360 h**
5. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - Le centre ne forme essentiellement qu'en formation initiale
 - Il ne forme qu'à la théorie.
 - La pratique est réalisée en stage en entreprise.
6. **Ferme pédagogique** : non
7. **Ressources humaines** : Directeur et personnel administratif. Les formateurs sont des prestataires externes
8. **Public visé par ce module de formation** :
 - 340 formés par an en moyenne
 - En ce qui concerne les agriculteurs en activité (hommes et femmes) qui ont assisté aux modules de formation à la capacité pendant 4 mois, 5 jours par semaine, ils ont entre 35 et 60 ans et plus.
 - En ce qui concerne les jeunes agriculteurs qui vont commencer leurs activités et qui ont assisté aux modules de formation pendant quelques mois, 5 jours par semaine, ils ont entre 16 et 35 ans.
9. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
Oui, Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) Niveau 5.
10. **Quels sont les partenaires principaux ? Expliquer à quels niveaux/comment ceux-ci appuient le centre.**
 - Le ministère de l'agriculture et de l'environnement
 - La Coopération portugais
 - La coopération luxembourgeoise
 - Une association locale d'agriculteurs
 - L'Agence Brésilienne de coopération
11. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - 2019 : Recettes de 9.268.506 FCFA (20% publics de l'État et 80% privés)
 - 2019 : Dépenses de 70 855 760,75 FCFA où 70 % pour les dépenses de personnel, 20% pour les charges de structure et 10% de fourniture de matériaux, d'équipements et de fournitures
 - En 2020, les recettes se sont de 37 339 781,25 FCFA et les dépenses de 62 939 919,75 FCFA.
12. **Remarques** :
 - Ressources humaines faibles et aléatoires
 - Pas de ferme pédagogique



Côte d'Ivoire - Centre de Formation Agricole et Rurale des Savanes

1. **Localisation du centre de formation** : Région du Poro, village de Nionfoin.
2. **Tutelle du centre** : centre privé
3. **Création du centre** : le centre a été créé en 2019, par l'ONG Française FERT, avec l'appui financier de la fondation Louis Dreyfus, qui devrait retirer son appui en 2027. L'objectif étant que le centre soit autonome.
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** : pour l'instant le centre forme à la formation initiale. La formation continue d'adultes n'a pas encore démarré.
 - Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - La formation dure 9 mois
 - Mise en place et conduite des cultures maraichères
 - Entretien d'une porcherie, poulailler et cheptel
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** : des cours magistraux et des séances de travaux pratiques
7. **Ferme pédagogique** : oui avec 15 ha, forage, panneaux solaires, bâtiments, salles de classe
8. **Ressources humaines** : 4 formateurs
9. **Gestion du centre** : un Directeur et un adjoint rendent des comptes à l'ONG FERT et à leurs partenaires financiers comme la Fondation Dreyfus
10. **Public visé par ce module de formation** :
 - 70 personnes par an
 - Des personnes de tout âge désirant se faire former
11. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
 Oui, des certificats d'aptitude professionnel reconnu par l'État
 Pour la première promotion 2019 2020 : sur 28 jeunes formés, 19 se sont installés, un est ouvrier dans une ferme à Abidjan et les autres aident leurs parents sur l'exploitation familiale.
12. **Quels sont les partenaires principaux ? Expliquer à quels niveaux/comment ceux-ci appuient le centre.**
 - Organisations professionnelles agricoles (OPA) ;
 - Secteur privé ;
 - ONG locales ;
 - ONG internationales et projets de coopération ;
 - Instituts de recherche ;
 - D'autres centres de formation.
13. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 Les financements du centre sont assurés par la Fondation Dreyfus jusqu'en 2027.
 Les recettes sont composées (hors subventions) des contributions des formés (frais d'inscription et frais de scolarité) et de la vente des produits de la ferme.
 2019 = RECETTES DE 6 000 000 FCFA.
 2020 = RECETTES DE 6 500 000 FCFA
 Les dépenses sont composées de 10 % pour les charges de personnels, 60 % pour les charges de structure : bâtiments, entretien des infrastructures...et 30 % en approvisionnement de matériels, d'équipements et de fournitures.
 2019 = DEPENSES DE 240 000 000 CFA
 2020 = DEPENSES DE 50 000 000 FCFA
14. **Remarques** :
 - Initiative intéressante avec volonté de rendre le centre autonome
 - Problème d'intégration du centre dans la localité ?

Côte D'Ivoire - Centre de formation ANADER Bingerville

1. **Localisation du centre de formation** : ville de Bingerville de la Mé
2. **Tutelle du centre** : Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) du MA
3. **Création du centre** : le Centre existe depuis 1958, successivement comme camp de jeunesse, Organisation internationale du travail (OIT), centre de formation du CENAPEC de 1969 à 1977, de l'ONPR de 1977 à 1981, de la DMC de 1981 à 1995 et depuis 1995 à ce jour comme centre de formation de l'ANADER.
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Formation sur la culture hors-sol
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Généralités
 - Éléments clés de la culture hors-sol simplifiée
 - Installation du jardin ou module
 - Présentation des différents types de modules
 - Aspects techniques de la culture hors-sol
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
Alternance théorie et pratique, méthode de pédagogie active où on prend en compte les savoirs endémiques des apprenants, études de cas, échanges entre pairs, ...
7. **Ferme pédagogique** : 6 bâtiments : 3 bâtiments avec 6 salles de classe par bâtiment, 1 bâtiment administration, 1 bâtiment cantine et internat, et enfin un bâtiment pour le stockage du matériel et des champs-école
8. **Ressources humaines** : 3 formateurs
9. **Public visé par ce module de formation** :
60 auditeurs en moyenne pour les producteurs ; 15 pour la formation qualifiante
Cibles : producteurs, éleveurs et professionnels du monde agricole (individuels et OPA)
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
Non
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - FIRCA pour la Formation au Management de coopératives ;
 - Université Alassane Ouattara (UAO) de Bouaké pour la Formation Diplômante en Management de Coopérative
 - ISAPH ...
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?** Informations non accessibles
13. **Remarques** : centre trop spécialisé



Côte D'Ivoire - Centre de formation ANADER de Gagnoa-Lakota

1. **Localisation du centre de formation** : Ville de Gagnoa
2. **Tutelle du centre** : Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)
3. **Création du centre** : le centre est constitué de deux (2) sites d'accueil, un situé à Gagnoa et l'autre à Lakota. Celui de Gagnoa, le plus important a été créé en 1967 et couvre une superficie de 60 ha cultivables. C'est en date du 29 Septembre 1994 qu'il a été cédé à l'ANADER par la Société d'Assistance technique pour la Modernisation de l'Agriculture en Côte-d'Ivoire (SATMACI), à la faveur de la restructuration du système agricole en Côte d'Ivoire
4. **Intitulé et contenus des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Formation sur la gestion durable de l'exploitation agricole
 - Formation sur la fabrication du compost à base de cortex de cacao
 - Formation sur le cordon sanitaire par utilisation de caféier comme plante barrière contre la maladie de Swollen shoot
 - Formation sur l'agroforesterie en cacao culture
 - **Mise en place de systèmes agroécologique** : démonstrations systémique mise en place par exemple d'une association de cultures (Maïs + niébé) sur une couverture végétale permanente à base d'une association *Bracharia humidicola* et *Stylosanthes Guianensis*, entouré par une haie de *cajanus cajan*, accompagné par un parc amélioré pour les bovins permettant de les nourrir (avec le mélange *Brachiaria* et *Stylosanthes* et le *cajanus cajan* et de récupérer la poudrette de parc améliorée comme fumure organique.... Suivant la période de l'année nous expliquons comment et pourquoi nous avons mis en place ce système, ses atouts et ses faiblesses....
5. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
L'approche pédagogique est participative et créative : jeux de rôle aussi pour expliquer comment fonctionne les crédits de compagne, comment il faut faire pour y accéder. Mise en place de jeux permettant de mémoriser les variétés, les doses, les écartements ...mais aussi la notion de marges, de bénéfice, de trésorerie, de chiffres d'affaires...Utilisation aussi de vidéos, de dessins ou de photos (photolangage) pour faire réfléchir sur des solutions aux problématiques partagées.
6. **Ferme pédagogique** : Oui
7. **Ressources humaines** :
12 formateurs au total pour les adultes et 12 formateurs pour les publics plus jeunes. Objectif que les formateurs soient polyvalents. Huit sont très spécialisés sur l'approche systèmes agroécologie, et les autres sont tous formés avec une base en Agroécologie, mais avec des spécialités liées à des cultures (tubercules, maraichage, céréales...) ou liées à des types d'élevage ou encore liées aux arbres (arboricultures, lutte contre l'érosion, gestion des forêts...)
8. **Public visé par ce module de formation** :
360 personnes formées par an avec des producteurs des SCOOP (+ de 85 %) + Les entreprises privées + personnel ANADER
9. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?** Non
10. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - 2002 - ministère de l'Agriculture et ministère de l'enseignement : agrément formations
 - 2004 - services de développement agricole locaux : interventions
 - 2008 - recherche agronomique nationale et le CIRAD leur partenaire international : mise en place d'essais sur des systèmes de cultures agroécologiques
 - 2010 - centre de semences qui travaillent sur la sélection variétale de semences locales et surtout sur leur multiplication. Quand on utilise des plantes de couverture, on a besoin de semences et souvent elles sont difficiles à trouver et/ou leur prix est élevé.
 - 2011 - ONG spécialisée dans le crédit rural pour travailler sur le micro-crédit aux agriculteurs.
 - 2015 - transformateur de jus de fruit local : intervention processus de fabrication
11. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
RECETTES 2019 = 4 000 000 FCFA et DEPENSES 2019 = 3 900 000 FCFA
RECETTES 2020 = 2 500 000 FCFA et DEPENSES 2020 = 2 450 000 FCFA
12. **Remarques** :
Très bonne maîtrise des systèmes agroécologiques et des méthodes pédagogiques adaptées

Côte d'Ivoire - Centre de formation de Grand Lahou

1. **Localisation du centre de formation** : ville de Grand Lahou
2. **Tutelle du centre** : Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)
3. **Création du centre** : le CFMAG de Grand Lahou a été inauguré en 1992. Il a été créé à l'initiative de la coopération bilatérale entre le gouvernement du Japon et la république de Côte d'Ivoire. A sa création, le CFMAG était rattachée à l'ex CIDV et disposait d'une équipe technique de coopérants Japonais en sus des employés Ivoiriens dont le chef de centre. Depuis 1994, le CFMAG est partie intégrante de l'ANADER. Quant à la présence des coopérants Japonais, elle a cessé depuis les années 2000.
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Production de riz et gestion de l'eau
 - Gestion d'une micro rizerie
 - Gestion de l'eau et des infrastructures d'irrigation
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Les opérations post-récolte (le battage ; le séchage ; le vannage ; le stockage et la conservation).
 - Organisation du chantier (la notion de gestion ; le personnel ; les équipements ; les documents).
 - L'environnement du chantier (les objectifs de la micro-rizerie ; les partenaires ; le fonds de roulement).
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
L'approche pédagogique est participative avec des phases de cours magistraux et des phases pratiques
7. **Ferme pédagogique** :
Le CFMAG dispose d'une parcelle rizicole aménagée et irriguée de 10 ha. Elle sert d'unité pédagogique tant pour les formations sur l'itinéraire technique du riz que pour les formations en machinisme agricole.
8. **Ressources humaines** : 3 formateurs permanents dont 2 Ingénieurs en Technique Agricole et 1 spécialiste en mécanique.
9. **Public visé par ce module de formation** :
En moyenne 280 personnes par an
 - agriculteurs (32%),
 - machiniste agricoles ou agriculteur disposant de machine agricole (13%)
 - agent d'encadrement agricole et vulgarisateurs (33%)
 - autres (opérateurs de petites et moyennes entreprises agricole de prestation de service mécanisé, gestionnaire d'entreprise agricole, mécaniciens et artisans ruraux, membre des OPA) 22%.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Non
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - La JICA (coop Japonaise) : formations machinisme agricole / projet promotion riz local ;
 - Le FIRCA : utilisation des infrastructures du centre pour les formations en hévéacultures ;
 - L'ADERIZ : formation des utilisateurs de machines agricoles ;
 - La FAO : organisation ateliers nationaux et sous régionaux sur mécanisation agricole.
 - AFRICA RIC : production de semences de riz ;
 - CNRA : fabrication d'équipements de petites mécanisations agricoles.
 - PALMCI : formation des conducteurs de tracteurs agricoles.
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - Recettes 2019 = 62 539 823 FCFA
 - Recettes 2020 = 80 356 000 FCFA
 - Dépenses 2019 = 60 940 000 FCFA
 - Dépenses 2020 = 78 000 000 FCFA
13. **Remarques** :
 - Le centre est spécialisé dans la promotion et formation sur la riziculture à destination de l'ensemble des acteurs de la filière.



Côte d'Ivoire - Centre de formation de Kotobi

1. **Localisation du centre de formation** : ville de Kotobi
2. **Tutelle du centre** : Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)
3. **Création du centre** : créé en 1991. Suite à la dissolution de la SATMATCI, l'État a concédé le centre à l'ANADER
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Mise en place et conduite d'une pépinière de cacao
 - Mise en place et conduite d'une plantation de cacaoyers
 - Mise en place et conduite d'une pépinière de légumes
 - Mise en place et conduite des parcelles de légumes
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 Suivant les cultures et les associations de cultures toutes les étapes des itinéraires techniques :
 - Critères de choix du terrain
 - Défrichage
 - Préparation du sol
 - Piquetage
 - Mode d'aménagement du terrain
 - Irrigation
 - Fertilisation
 - Protection phytosanitaire
 - Sarclage et binage
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 L'approche pédagogique est participative avec des phases de cours magistraux et des phases pratiques
7. **Ferme pédagogique** : oui 20 ha dont 2ha de caféiers, une unité cajou culture, une unité de caféiculture...
8. **Ressources humaines** : 4 formateurs spécialisés en agroécologie (toutes cultures confondues) et avec une culture de rente en spécialisation
9. **Public visé par ce module de formation** :
 Agriculteurs en exercice (femmes ou hommes), agents techniques de l'ANADER et étudiants en fin de cycle (10%) avant leur installation en agriculture.
 - 80 personnes sur les métiers agro-pastoraux dont 40 en BPA en culture de cacao et gestion de l'environnement, 20 en BPA cultures maraichères et 20 en BPA culture de cajou.
 - 20 producteurs membres de la coopérative Coproriz-Abongoua / BPA en riziculture et gestion de l'environnement
 - 39 agents de base en Agroforesterie
 - 100 personnes formées à la saignée en hévéaculture
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
 Ca dépend des formations.
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 Le FIRCA a initié depuis 2017 la formation des auditeurs aux métiers agropastoraux.
 Le CIRAD ?
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - Recettes 2019 = 55 000 000 FCFA
 - Recettes 2020 = 60 000 000 FCFA
 - Dépenses 2019 = 45 000 000 FCFA
 - Dépenses 2020 = 40 000 000 FCFA
13. **Remarques** :
 - Centre expérimenté en agroécologie systémique. Formateurs expérimentés. Très belles bases d'infrastructures et de champs école.

Côte d'Ivoire - Centre de formation Ivoire Agro Forever Consulting (IAFC)

1. **Localisation du centre de formation :**
 - Ivoire Agro Forever Consulting (IAFC) est localisé dans le district autonome de Yamoussoukro dans le village de Djamalabo
2. **Tutelle du centre :** centre privé
3. **Création du centre :** créé en 2018
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - Formation sur la fabrication des produits phytosanitaires naturels agricoles
 - Formation sur l'entretien de la fertilité du sol et le renouvellement de la biomasse
 - Formation sur l'analyse du sol et choix des cultures
 - Formation sur le hors sol
 - Formation sur l'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires naturels pour le maraîchage
 - Formation sur l'étude comparative agriculture hors sol et terre-plein
 - Identification des ravageurs, maladies et méthodes de luttés des cultures maraichères
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - Les différents types de sol
 - Les vecteurs de la dégradation des sols
 - Le compost aérobie
 - Le fumier recyclé
 - Les engrais bio liquide
 - Les microorganismes effectués (EM)
 - Le bokashi
 - Le biochar
 - Les différentes formulations biopesticides
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation :**

L'approche pédagogique est participative avec des phases de cours magistraux et des phases pratiques
7. **Ferme pédagogique :** 2 ha
8. **Ressources humaines :** 3 formateurs
9. **Public visé par ce module de formation :**

Pas de public spécifique, nous avons plusieurs nationalités africaines qui viennent au centre
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**

Non
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - Centre kaydara du Sénégal
 - SIDAF
 - Les écoles d'agricultures
 - Les agriculteurs
 - Les coopératives agricoles
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - Recettes 2019 = 550 000 FCFA
 - Recettes 2020 = 6 775 000 FCFA
 - Dépenses 2019 = 4 875 000 FCFA
 - Dépenses 2020 = 5 889 000 FCFA
13. **Remarques :**
 - Faible connaissance en Agroécologie
 - Faible capacité de champs école. Bâtiments limités. Manque de moyens



GAMBIE – Centre de formation Agricole de Jenoi

1. **Localisation du centre** : Lower River Région
2. **Tutelle du centre** : ministère de l'Agriculture, Direction Régionale de l'Agriculture
3. **Création du centre** : à l'origine le site était exclusivement destiné à loger les conseillers agricoles. Depuis 1998, il est devenu un centre de formation grâce à l'appui de l'Indonésie.
4. **Intitulé des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Pas de modules de formation en agro écologie. Formation en cultures et en élevage en général.
5. **Contenus des modules de formation** :
 - Culture de riz, plantation d'anacardier, horticulture, élevage bovin, aviculture, fabrication de compost, application d'engrais
6. **Méthodes pédagogiques**:
 - Le centre ne fait plus de formations car n'ayant plus le personnel pour. Toutefois le centre abrite des formations à la demande de certaines organisations et ne fournit que la restauration et l'hébergement.
7. **Ferme pédagogique** : 4 ha de maraichage
8. **Ressources humaines** : 3 formateurs
9. **Public ciblé** :
 - En moyenne 800 par an (30 % de femmes)
 - Les publics d'apprenants est un public d'exploitants agricoles
10. **Le centre délivre-t-il des certifications ?**
 - Pas de certification
11. **Qui sont les partenaires du centre de formation ?**
 - Le centre n'a plus de partenaire, mais il est dans l'attente du retour des partenaires indonésiens
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
 - Les personnes trouvées sur place ne sont pas capables de donner des informations financières.
13. **Remarques** :
 - Le centre ne travaille pas sur l'agroécologie
 - Il n'a pas de partenaires et a peu de moyens

GAMBIE – Centre de formation de Ngain Sandial

1. **Localisation du centre** : North Bank Région Ngain Sandial
2. **Tutelle du centre** : ministère de l'Agriculture
3. **Création du centre** : Créé en 1965 après l'indépendance. Il est en cours de réhabilitation.
4. **Intitulés des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Pas de module en agro écologie. Formation agricole générale
5. **Contenus des modules de formation** :
 - Cultures, élevage (aviculture, petits ruminants...)
 - Culture attelée
 - Fabrication de compost
6. **Méthodes pédagogiques** :
Les groupements de femmes sont encadrés dans le centre pour produire des légumes en grande partie des oignons, et plus accessoirement de l'aubergine et du chou. Tout le périmètre est entièrement emblavé
7. **Ferme pédagogique** : 7 ha de cultures légumières
8. **Ressources humaines** : 2 formateurs
9. **Publics ciblés** :
 - 30 agriculteurs par an
 - 167 femmes permanentes exploitent une parcelle chacune en légumes avec les conseils et l'encadrement des formateurs
10. **Le centre délivre-t-il des certifications ?**
 - Pas de certifications
11. **Quels sont les partenaires du centre** :
 - Le centre n'a pas de partenaires
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
 - Les recettes du centre ne sont pas connues des responsables, car ce sont les groupements qui exploitent et encaissent.
 - Pour la parcelle des formateurs les recettes servent à la subsistance (pour payer le petit déjeuner).
13. **Remarques** :
 - Faibles moyens logistiques.
 - Faible capacité d'accueil d'apprenants, car dans l'état actuel, il sera difficile de faire de ce centre une référence, car cela reviendrait à le reprendre aux femmes qui ont pris tout le périmètre.



GAMBIE – Centre de formation de Njawara

1. **Localisation du centre de formation** : North Bank Région, Njawara City
2. **Tutelle du centre** : Centre privé. Au départ, c'était une association communautaire de base (1990) puis cela a évolué en organisation non gouvernementale
3. **Création du centre** : créé en 1996
4. **Intitulés des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Formation sur l'agriculture et l'élevage en général, mais aussi sur l'adaptation aux changements climatiques
5. **Contenus des modules de formation** :
Formations longue durée 9 mois (60 % de femmes)
Formation courte durée 3 mois (50 % de femmes)
 - L'horticulture, l'élevage, les techniques de production agricole, transformation agro-alimentaire
 - Fabrication et entretien du matériel de travail
 - La résilience, les méthodes d'adaptation aux changements climatiques, le reboisement, le maintien de la biodiversité
6. **Méthodes pédagogiques** :
En général ce sont les partenaires qui financent les projets de formation sur les changements climatiques. Les apprentissages se font par la pratique des mesures d'adaptation et l'application des méthodes de conservation de l'environnement et de la biodiversité
7. **Ferme pédagogique** : 6 ha
8. **Ressources humaines** : 5 formateurs + vacataires
9. **Publics ciblés** :
 - 60 personnes par an
 - Les publics de formation sont les agriculteurs de la zone, mais aussi ceux du pays. En général tous les projets financés sont exécutés pour les agriculteurs de la zone du centre
10. **Le centre délivre-t-il une certification ?**
Il n'y a pas de certifications pour les formés. Les participants reçoivent seulement une attestation de participation. Les savoirs acquis sont valorisés dans les exploitations.
11. **Qui sont les partenaires ?**
Les principaux partenaires sont :
 - Solid Agro (sponsorisé par la Coopération Belge (ENABEL))
 - WACOMP : West African Competitive Program
 - United Purpose avec la biofortification (programme de nutrition pour les enfants surtout)
 - ONG Jokalanté basée à Dakar (Sénégal)
 - Action Aid c'est une ONG qui intervient dans l'agroécologie et à cheval entre le Sénégal et la Gambie
 - Aprofes de Kaolack (Sénégal) c'est une association de femmes qui lutte pour l'émergence des femmes
 - ECOWAS et CILSS dans le changement climatique
 Les partenaires financent le centre à travers des projets spécifiques obtenus par soumission après un appel à projet. Généralement ces projets sont très limités dans le temps (durée plus ou moins courte ne dépassant pas 3 ans ou 36 mois). Ils sont souvent profitables au centre dans la mesure où les investissements réalisés comme les voitures, les motocycles ou les ordinateurs restent la propriété du centre.
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
Les finances (recettes/dépenses) ne sont pas communiquées sous prétexte que le Directeur et le comptable sont absents. Mais compte tenu de l'organisation trouvée sur place la communication des données sur l'information était parfaitement réalisable. Dans la mesure où on pouvait aller rechercher dans les archives.
13. **Remarques** :
Le Centre nous est apparu comme étant dans l'attente de soutiens importants pour réhabiliter ou reconstruire pratiquement tous les bâtiments (sauf l'hébergement du Staff) qui ont été endommagés en 2021 suite au passage d'un vent très violent. Potentiellement ce centre a besoin d'appuis conséquents pour se remettre daplomb.

GAMBIE – Centre de formation de Pirang

1. **Localisation du centre de formation** : West Coast Région Pirang City
2. **Tutelle du centre** : ministère de l'Agriculture et rattaché à la Direction de l'Agriculture
3. **Création du centre** : créé en 1965 puis en ruine. Il est aujourd'hui en cours de réhabilitation.
4. **Intitulés des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Pas de module spécifique en agroécologie
 - Le centre est à l'arrêt dans l'attente de la fin de la réhabilitation pour reprendre ses activités
5. **Contenus des modules de formation** :
Pas de contenus
6. **Méthodes pédagogiques** :
Du fait de son rattachement à la Direction régionale de l'Agriculture, les vulgarisateurs qui travaillent, quand le centre est en fonctionnement, font un important travail d'encadrement et de conseil des producteurs. Normalement les groupements qui devaient se partager l'exploitation du centre en installant de petits périmètres ne peuvent pas le faire à cause du manque d'eau dans le centre. Le forage n'est pas raccordé à un réseau
7. **Ferme pédagogique** :
Le centre dispose d'une exploitation d'au moins 5 hectares qui reste à modeler qui pourra abriter plusieurs infrastructures de production comme un champ école, des poulaillers ou des étables pour faire des activités de production durables et agro écologiques.
Le centre abrite un lycée agricole connecté au réseau électrique de Gambie et c'est une grande opportunité de développer des synergies pour la formation des jeunes, des femmes et des agriculteurs.
8. **Ressources humaines** : 4 formateurs et 7 conseillers
9. **Public ciblé** :
Quand le centre fonctionnait. Il formait de 50 à 100 agriculteurs par an.
10. **Le centre délivre-t-il des certifications ?**
Non
11. **Qui sont les partenaires ?**
Le centre n'a pas de partenaires
12. **Quel est le niveau du budget ?**
Les responsables trouvés sur place sont incapables de donner les chiffres sur les dépenses et les recettes.
En matière de dépense, le centre reçoit un budget insuffisant qu'il dépense entièrement et pour les recettes d'exploitation elles très négligeables entièrement et pour les recettes d'exploitation elles très négligeables
13. **Remarques** :
Le centre ne fonctionne pas actuellement !



GHANA – Centre de formation de l'Institut Entrepreneuriat Agri Impact

1. **Localisation du centre de formation** : Grande Région, Brekusu, District Sud d'Akuapim
2. **Tutelle du centre** : Agri-Impact Consult (AIC)
3. **Création du centre** : la création de l'AETI a été portée par M. Daniel Acquaye, un expert renommé de l'agro-industrie qui a défendu et facilité les produits végétaux naturels africains. Son parcours professionnel l'a conduit dans plusieurs pays européens et africains et a été beaucoup exposé en Afrique du Sud, où il a suivi une formation en production de légumes dans une serre de l'Université de Stellenbosch.
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent** :
Principes fondamentaux de la production en serre : l'agriculture en tant qu'entreprise + production végétale en serre + bonnes pratiques agronomiques
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Préproduction, Pépinière et Fertilisation, Élevage, Lutte Intégrée antiparasitaire (IPM) Récolte & Marketing Post-Récolte, Leadership & Entrepreneuriat, Entretien des Serres
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation** : Les méthodes d'enseignement sont à la fois théoriques et pratiques ; Méthode théorique généralement pratiquée en classe ; La méthode pratique nécessite l'utilisation de la présentation PowerPoint, l'utilisation de téléviseurs
7. **Ferme pédagogique** : oui avec 6 serres : 2 de 210 m² et 4 de 330 – 390 m²
8. **Ressources humaines** : 16 formateurs au total : 10 pour un public adulte et 6 pour un public plus jeune.
9. **Public ciblé pour ce module de formation** : 500 personnes par an. Agriculteurs en exercice, Aspirants individus ayant l'agriculture comme intérêt, Étudiants (en stage / attachement), Groupes de femmes et autres
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ?**
Certificats COTVET
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
 - Les universités tertiaires (KNUST) et UCC aident dans les travaux de recherche et fournissent un soutien technique et une expertise. Ils assurent également le partage des connaissances dans le domaine d'actualités importantes de l'agriculture.
 - ASNAPP fournit un soutien en termes de backstopping technique des formateurs et de formateurs pour le centre
 - Fresh Logistics, qui est une société de marketing, aide à l'agrégation et à la commercialisation des légumes de serre produits au centre
 - Ghana EXIM Bank fournit un financement et un soutien en termes de formation des apprenants, ainsi que pour la construction et la production de serres
 - Delphy dans le soutien technique dans la production en serre.
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
Le centre est principalement financé par Agri-Impact Consult et par des services fournis en termes de soutien technique et de vente de produits.
2020 : Recettes 105 352 Gh
2020 : Dépenses 90 136 Gh
13. **Remarques** :
 - Trop spécialisé en agriculture sous serre, ce qui ne rentre pas forcément directement dans l'Agroécologie

GHANA - Centre de l'Institut d'Agriculture Tropicale de Kumasi (CIATK)

1. **Localisation du centre de formation** : Région Ashanti, Ejisu, Domeabra, Kumasi
2. **Tutelle du centre** : Centre privé
3. **Création du centre** : l'institut a été créé en 1984 par deux personnes, le Dr Noah Owusu-Takyi et son épouse, Susanne Owusu-Takyi. Au moment de sa création, il n'y avait pas d'institution au Ghana dédiée aux études agricoles.
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent** :
Initialement et jusqu'en 2012, l'institut a mis en place une formation diplômante sur deux ans. A ce jour, l'institut gère trois programmes grand public :
 - les programmes de formation certifiée fondée sur les compétences (TCC) du Conseil de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (COTVET)
 - le programme HND et le programme de certificat d'un an.
 - Il y a aussi plusieurs cours de courte durée tout au long de l'année.
5. **Contenu de l'offre de formation en agroécologie ou équivalent** :
 - Agriculture biologique et permaculture
 - Gestion durable de la forêt
 - Conservation sociale
 - Production de légumes
 - Lutte intégrée contre les ravageurs
 - Conception d'écovillages
 - Agriculture intelligente face au climat
 - Quelques modules peuvent être menés spécifiquement pour des femmes : transformation du manioc ; apiculture ; élevage d'escargots ; production et transformation du maïs.
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation** : La formation est composée à 70% de travail sur le terrain (pratique) et à 30% en classe (théorie). Il y a aussi l'introduction de l'aspect commercial ; Également des compétences générales en éthique, conservation et gestion des ressources. Formation inclusive en matière de genre.
7. **Ferme pédagogique** :
Centre d'agro-transformation + 1 laboratoire + 13 Projet de démonstration agricole + Verger + Porcherie + Ferme piscicole + Lapinerie + Ovins et caprins + Bétail + 1 serre (200 mètres carrés) + maison d'ombrage + ferme maraîchère de 1 acre + unité de biodiversité + 1 bibliothèque + 6 amphithéâtres + 1 auditorium (110 places) +3 bureaux et salle commune du personnel
8. **Ressources humaines** : 21 formateurs dont 14 Certifiés COTVET, 9 Maîtres, 5 Baccalauréat ès sciences et 3 HND
9. **Public ciblé pour ce module de formation** :
Le centre forme 50 apprenants pour les programmes HND et Certificate chaque année. Pour les cours de courte durée, c'est entre 60 et 300 personnes par an.
Il n'est pas limité ; ouvert aux jeunes, aux agriculteurs, aux travailleurs des entreprises.
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ?**
Conseil de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (COTVET) : certificat
Programme de certificat de diplôme national élevé
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
Conseil national d'accréditation ; Conseil de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels (COTVET) ; ministère des collectivités locales. ; Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi ; ministère de l'alimentation et de l'agriculture ; Kuma Farms Complex ; Akate Farms ; permaculture au Ghana ; Krapa Farms ; société de transformation de l'ananas ; Juaben Oil Mill et North Palm
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
Chiffre d'affaires pour 2019 : 988.467.00 Ghs et chiffre d'affaires pour 2020 : 1 022 382,00 GHS
Dépenses pour 2019 : 730 045,90 Ghs et dépenses pour 2020 : 433 249,70 Ghs
13. **Remarques** :
Centre qui a un bon potentiel technique même si l'Agroécologie n'est pas vraiment dans les compétences actuelles



GHANA – Centre de formation de la station agricole presbytérienne-Garu

1. **Localisation du centre de formation (région, ville, village, adresse précise) :**
Région du Haut-Est, Garu
2. **Tutelle du centre :** Église presbytérienne de Garu et conseil d'administration de l'Institut
3. **Création du centre :** le centre a été ouvert en 1967 par l'Église presbytérienne du Ghana avec l'aide d'un agronome Hollandais nommé Karel Rigters.
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent :**
Production végétale, Agriculture durable, Adaptation au changement climatique, Moyens de subsistance alternatifs, Production d'élevage/volaille
5. **Contenu de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
Amélioration de la nutrition et de l'intégration des cultures et du bétail, augmentation des besoins des agriculteurs, améliorant ainsi les moyens de subsistance, protégeant l'environnement de la dégradation, bonnes pratiques agronomiques, gestion des sols, gestion post-récolte, plan agricole), amélioration de l'agriculture et amélioration de l'élevage
Résilience climatique, Intégration des cultures et de l'élevage, Agriculture de conservation
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation :** Langue maternelle (kusal), Démonstrations, Réunions, Sessions en salle de classe
7. **Ferme pédagogique : oui**
8. **Ressources humaines :** 12 formateurs
9. **Public ciblé de ce module de formation :**
500 exploitants par an. Les cibles comprennent les petits exploitants (95 %) et les agriculteurs commerciaux (5 %) ; dont 60 % d'hommes, 40 % de femmes), les jeunes contribuant à environ 30 % et les PTW de 5 %. La catégorie d'âge se situe entre 18 et 35 ans (30 %) chez les jeunes ; Au-dessus de 35 ans : 70% à l'âge adulte.
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ?**
Aucun certificat n'est délivré pour l'instant ; Mais il est prévu à l'avenir de commencer une formation formelle
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
Les partenaires vont d'organismes publics et non gouvernementaux qui apportent leur aide de diverses façons. Il s'agit notamment des MMDA, MoFA, OXFAM international, Care International, MADE Ghana, CSIR-SARI NRGP, IFDC/SNV World Vision international, Global Shea Alliance, Commonwealth of learning Agdevco Smallholder Development Unit (SDU). Certaines institutions financières sont également en bon partenariat.
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
Le centre est en mesure de financer une partie de ses activités par le biais de l'aide agroalimentaire et également par le biais de subventions de partenaires qui jouent un rôle clé dans le soutien du centre avec les fonds nécessaires ou le soutien technique.
Chiffre d'affaires total (2019) : 1,308,484.06 ghs ; Dépenses totales : 1,136,955 ghs
Chiffre d'affaires total (2020) : 333,792.00 ghs ; Dépenses totales : 333,427.62 ghs
13. **Remarques :**
Centre réputé, mais qui ne forme pas encore sur l'agroécologie. Il reste sur un modèle agricole venu des Pays-Bas d'il y a quelques décennies.

GHANA – Centre de formation du département d’agriculture écologique de l’Université de Bolgatanga

1. **Localisation du centre de formation (région, ville, village, adresse précise) :** Région Du Haut-Est, Bolgatanga, Sumbrungu
2. **Tutelle du centre :** Ghana Tertiary Education Commission (GTEC), Conseil d’administration de l’Université technique de Bolgatanga ; Conseil académique de l’École des sciences appliquées et des arts de l’Université technique de Bolgatanga Conseil de l’Université technique de Bolgatanga
3. **Création du centre :** Le Département d’agriculture écologique (Université technique de Bolgatanga) a été créé en septembre 2008. Les structures suivantes ont créé le Département de l’Agriculture Écologique : Commission ghanéenne de l’enseignement supérieur (GTEC) + Conseil d’administration de l’Université technique de Bolgatanga + Conseil académique de l’Université technique de Bolgatanga + Conseil de l’École des sciences appliquées et des arts de l’Université technique de Bolgatanga. Le Département de l’agriculture écologique a été créé au cours de l’année universitaire 2008/2009 pour jouer un rôle unique dans la formation des diplômés en agriculture / agriculteurs afin de fournir le soutien nécessaire au développement durable du secteur agricole dans le pays.
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent :** Utilisation agrochimique et gestion de la sécurité dans les cultures maraîchères ; Pratiques agronomiques de résilience climatique dans la production maraîchère ; Pratiques de gestion post-récolte et commercialisation de cultures légumières sélectionnées.
5. **Contenu de l’offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - le diplôme national supérieur (HND) en agriculture écologique se concentre sur les sciences animales et végétales est sur 3 ans
 - le Baccalauréat technologique en agriculture écologique se concentre sur les sciences animales, la science des cultures est sur 4 ans

Matières : technologie post-récolte et horticulture, agro-industrie, économie et vulgarisation, sol et technologie de conservation de l’eau, agro-industrie, économie, méthodes de vulgarisation, conservation des sols et de l’eau...
6. **Méthodes d’enseignement utilisées pour ce module de formation :**
Utilise l’approche de la formation basée sur les compétences (CBT) où les étudiants combinent des cours théoriques avec une formation pratique et basée sur la technologie. Les méthodes de formation comprennent des conférences, des pratiques de laboratoire, des travaux sur le terrain, des stages / attachements structurés sur le lieu de travail / industriels, des démonstrations sur le terrain, des excursions ainsi qu’une expérience obligatoire de formation à la vulgarisation agricole rurale.
7. **Ferme pédagogique :** 5 acres
8. **Ressources humaines :** 6 formateurs plutôt enseignants
9. **Public ciblé :** le département forme 381 personnes par an. Les groupes de formation comprennent 250 agriculteurs et 131 étudiants. Le public ciblé est des étudiants des établissements secondaires (WASSCE/SSCE/ GBCE) et des adultes.
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ?** Diplôme National Supérieur ; Degré
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
Le département est en partenariat avec le ministère de l’Alimentation et de l’Agriculture (MOFA), l’Institut de recherche agricole de la savane (SARI), la Division des services forestiers (FSD), la Société d’irrigation de la région supérieure (ICOUR), l’Autorité ghanéenne de développement de l’irrigation (GIDA), Wienco Cotton, l’Association des projets de développement de l’Église (ACDEP), le Pong-Tamale Veterinary College, Integrated Tamale Fruit Company Ltd (ITFC), les associations et coopératives d’agriculteurs, les centres de formation des agriculteurs, entre autres. Ce partenariat vise uniquement à améliorer les formations pratiques et technologiques pour le développement des compétences.
12. **Quels sont les moyens de financement du centre ?**
Le chiffre d’affaires (2019/2020) s’élève à 5 823 656,91 francs CFP (frais de scolarité).
Les dépenses (2019/2020) se sont élevées à 3 520 736,32 francs CFP (frais administratifs, biens et services, examens, équipements, bibliothèque, aides à l’enseignement et à l’apprentissage).
13. **Remarques :** /



GUINÉE BISSAU - Centre d'Enseignement et de Formation Agricole (CEFA)

1. **Localisation du centre de formation :**
Centre de « Santo Isidoro Lavrador » situé dans la région Quinara, secteur Buba
2. **Tutelle du centre :** le Comité de suivi stratégique est composé comme suit :
 - Coordonnateur technique du Projet d'appui au développement rural intégré (PAIDR)
 - Assistant du Secrétaire général de Caritas Guinée Bissau
 - Administrateur et/ou Administrateur du CEFA
3. **Création du centre :** en novembre 2017
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent :**
Formation sur les techniques agricoles en 3 ans
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - 1^{ère} année (pédologie des sols, agronomie générale et sciences animales atomiques)
 - 2^{ème} année (pathologie végétale, entomologie, culture herbacée et mécanique)
 - 3^{ème} année (Conservation des produits, Horticulture, Culture des arbres)
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation :**
Les méthodes pratiquées sont les suivantes : théorie (en classe) et pratique (sur le terrain).
7. **Ferme pédagogique :** oui, mais peu développée (champ + matériels)
8. **Ressources humaines :** 19 enseignants en matières générales et un enseignant spécialisé en agriculture
9. **Public visé par ce module de formation :**
Agriculteurs en plein exercice et jeunes qui veulent acquérir des connaissances d'une agriculture moderne et mécanisée.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Le CEFA est un établissement d'éducation de base (3e cycle) et d'enseignement secondaire, qui délivre donc trois types de certificats, à savoir : (i) certificat de 9e année ; ii) certificat de 12e année ; et iii) certifié en tant que technicien agricole.
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
Ministère de l'éducation nationale
Fondation Foi et Coopération (FEC)
Projet de soutien au développement économique des régions du sud (PADES).
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
Au cours de l'année académique 2019/2020, les entrées sont de 26 324 516 FCFA ;
Les sorties de trésorerie et de banque sont de 15 412 660 FCFA
produisant un bilan d'entrées / sorties de : 10 911 856 FCFA.
13. **Remarques :** /

GUINÉE BISSAU – Centre d’Instruction et de Formation Professionnelle (CIFAP)

1. **Localisation du centre de formation** : région Cacheu, secteur Bula
2. **Tutelle du centre** : ministère de l’Education Nationale
3. **Création du centre** : le centre a été créé à l’initiative de la congrégation Jusephine. Cette congrégation est arrivée en Guinée-Bissau en 1984, et l’année suivante le centre a été créé par les premiers confrères à savoir le P. Giovanni Martelli et d’autres compagnons. Le CIFAP est soutenu par ENGIM (Ente Nacional Josefinos de Murialdo), l’ONG est née au sein de la Congrégation avec pour mission de soutenir les travaux éducatifs et de formation pour les jeunes. Elle opère dans 13 pays du monde par la promotion et la gestion de projets de coopération et de développement.
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Formation en techniques agricoles
5. **Contenus de l’offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Systèmes de production agricole : conventionnels et écologiques
 - Introduction à l’agroécologie
 - Stratégies de lutte contre les ravageurs et les maladies
 - Gestion des agroécosystèmes
 - Gestion des agroécosystèmes pour la production végétale
 - Gestion des agroécosystèmes pour la production animale
 - Méthodes et techniques de conservation des sols - Partie I - pratiques végétatives
 - Méthodes et techniques de conservation des sols - Partie II - Pratiques liées au sol
 - Gestion et conservation de la biodiversité
 - Mécanismes de détérioration de la biodiversité
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
Deux méthodes sont appliquées : Théorie à 60% (en classe) et Pratique à 40% (sur le terrain).
Celles-ci s’accompagnent d’échanges et de visions techniques avec les ONG du secteur et les entreprises agricoles.
7. **Ferme pédagogique** : 2 champs école, 6 bâtiments dont 3 bâtiments avec 6 salles de classe par bâtiment, 1 bâtiment administratif, 1 bâtiment de cantine et d’internat et enfin un bâtiment pour le stockage des matériaux de récolte.
Ressources humaines : le centre compte 18 formateurs au total : 3 pour les disciplines techniques de la mécanique, 3 pour les disciplines techniques de la menuiserie, 3 pour les disciplines techniques de l’agriculture et d’autres formateurs pour les disciplines scientifiques telles que les mathématiques, la biologie, la physique, etc.
8. **Public visé par ce module de formation** :
Le public cible est composé d’enfants/jeunes de 16 à 30 ans de tout le pays, en particulier des régions de Cacheu, Oio et du Secteur autonome de Bissau (SAB). 34% sont des filles.
9. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquelles ?**
Le CIFAP délivre deux types de certificats, les suivants : (i) un certificat de technicien agricole; et (ii) un autre niveau académique équivalent à la 12e année de scolarité.
10. **Quels sont les partenaires principaux ?**
Projet de LABRADUR financé par l’UE dans le futur (2017-2022) soutient la formation agricole
Projet GOT financé par l’AICS (2019-2021) soutien à la formation professionnelle
11. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
Chiffre d’affaires de l’année académique 2019/2020 : 29. 735 850 FCFA.
Chiffre d’affaires pour l’année académique 2020/2021 : 21 090 335 FCFA.
Dépenses pour l’année académique 2019/2020 : 23 250 446 FCFA.
Dépenses pour l’année académique 2020/2021: 17 883 035 FCFA.
12. **Remarques** :
 - Pas de collaboration avec le ministère de l’agriculture.
 - Pas de compétences en agroécologie



GUINÉE - Centre de formation de la Maison Guinéenne de l'Entrepreneur

1. **Localisation du centre de formation** : Région de CONAKRY, Commune de CONAKRY
2. **Tutelle du centre** : Centre privé
3. **Création du centre** : créé en 1987. Initiative de deux ONG dont l'une Française (CIDR) et l'autre Guinéenne (Association des Volontaires pour le Développement de la Guinée (AVODEG). Ces 2 structures se sont mises en consortium pour répondre à un appel à projet de l'UE en vue du renforcement des artisans et petits commerçants (APC) en Guinée forestière et en haute Guinée.
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Formation sur la gestion durable de l'exploitation agricole - 3 jours (mardi/mercredi/jeudi) une semaine tous les 15 jours pendant 3 mois puis une semaine par mois sur 9 mois soit un total de 45 jours de formation étalés sur 12 mois.
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Groupage des apprenants en fonction du type de systèmes d'exploitation (cultures maraichères spécialisées ou cultures diversifiées, avec élevage ou pas, avec de l'arboriculture ou pas. On va même essayer de regrouper les éleveurs suivant le type d'élevage...
 - Fonctionnement d'une exploitation agricole (notion de système)
 - Gestion des intrants (semences, engrais organiques ou pas, produits phytosanitaire bio ou pas...)
 - Gestion des cultures en interaction avec l'élevage et avec les arbres avec prise en compte des problématiques environnementales (changement climatique, érosion, déforestation, gestion de l'eau, du sol, de la pression phyto sanitaire...)
 - Gestion économique (notion de marges, de trésorerie, crédit de campagne, notion de rentabilité ...)
 - Gestion sociale (temps de travaux, pénibilité, embauche de journaliers ou de saisonniers, entraide...)
 - Stockage des productions, normes de qualité
 - Transformation et normes de qualité
 - Commercialisation et structuration des filières
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
A présent, ils partagent librement leurs expériences professionnelles à travers des échanges interactifs, des études de cas et des travaux de groupes thématiques.
7. **Ferme pédagogique** : oui. 4 sites
8. **Ressources humaines** : 15 formateurs polyvalents pour les adultes et les publics plus jeunes.
9. **Public visé par ce module de formation** :
En moyenne 45 sessions par an de 15 participants par session pour un total annuel de 690 participants
Trois (3) grands types de publics formés :
 - Des entrepreneuses exerçant l'étuvage du riz) (60%)
 - Des jeunes entrepreneurs qui vont s'installer et créer une exploitation (35%)
 - Des femmes commerçantes de riz (5%)
 Depuis juin 2003, il y a des modules de formation pour les jeunes sortants des ENAE, CFP et les femmes qui désirent s'installer dans les activités de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Octroi de certificat après chaque module de formation
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - 2013 à 2019 avec la Banque Mondiale
 - 2015 avec la Fondation Rio
 - 2015 à 2019 avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM)
 - 2020 à nos jours avec Agence Belge de Développement (Enabel) pour la promotion des filières mangues et ananas ;
 - 2019 à nos jours avec le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
 - En 2019 – Recettes : 4 000 000 FCFA (25 % sont des fonds publics de l'État, 60 % sont des fonds privés reçu dans le cadre de partenariat avec des projets ou des bailleurs de fonds directement)
 - En 2020 – Recettes : 2 500 000 FCA, car notre activité a fortement chuté à cause du COVID.
13. **Remarques** :
Pas de compétences particulières en agroécologie

GUINÉE - Centre de Recherche Agronomique de Foulaya (CRAF)

1. **Localisation du centre de formation** : Région de KINDIA, Commune de DAMAKHANYA
2. **Tutelle du centre** : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
3. **Création du centre** : Créé en 1958 par l'administration coloniale française. A l'époque c'était un centre régional de recherche agronomique : l'Institut des fruits et agrumes coloniaux. Après la décolonisation, le centre est devenu l'institut de recherche fruitière, puis l'Institut National de Recherche Agronomique et zootechnique, puis depuis 1994, c'est le centre de recherche agronomique de Foulaya.
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Formations à la carte : association des cultures, rotation des cultures, couverture de sol, conseil aux exploitations, intégration agriculture-élevage, de la transformation des produits, la gestion de l'exploitation, adoption des pratiques innovantes pour faire face au changement climatique, utilisation de composts et matières organiques en cultures maraîchères.
 - Diagnostic continu des systèmes agraires ;
 - Diversification des vivriers et la promotion des fruitiers divers ;
 - Mise au point des systèmes de production alternatifs et d'itinéraires techniques adaptés ;
 - Comment mettre en place de l'expérimentation et l'essai
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :

La durée de la formation varie de 3 jours à une semaine et jusqu'à 9 mois suivant le public ciblé.
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :

Ils reçoivent des formations théoriques en salle et pratique sur le terrain
7. **Ferme pédagogique** : oui, avec champs école et champs de collections vivantes
8. **Ressources humaines** : 11 formateurs dont 4 spécialisés en agroécologie et 4 techniciens pour le suivi des parcelles de démonstration.
9. **Public visé par ce module de formation** :

200 personnes formées par an : 100 stagiaires SCAD et 100 agriculteurs envoyés par des projets. 25 % de femmes.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**

Toutes les formations sont sanctionnées par des certificats.
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - Les groupements et coopératives des fruitiers, vivriers et maraîchers)
 - Services d'appui (ANPROCA, DNA SNPV, Collectivités...)
 - ONG (APEK, Guinée44, RGTA...)
 - Au niveau international : CNRA de la sous-région (CNRA Côte d'Ivoire, EIR Mali, ISRA Sénégal...)
 - Africa Rice, CIRAD, Institut de Recherche pour le Développement (IRD)...
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
 - 2019 Recettes : 8 500 000 FCFA (30 % sont des fonds publics de l'État, 50 % sont des fonds privés reçu dans le cadre de partenariat avec des projets ou des bailleurs de fonds directement), le reste sont les prestations de l'employé du centre et la vente des productions.
 - 2020 Recettes : 6 000 000 FCA, car notre activité a chuté à cause du COVID.
13. **Remarques** :

Centre historique avec des compétences et une forte expérience.



GUINÉE - Ferme intégrée FABIK KINDIA

1. **Localisation du centre de formation** : Région Kindia, Commune SAMAYA, Village KONDEYA
2. **Responsable** : FOFANA Hadja Mbalou Téléphone : 00224 620032009 email : hadjambaloufofona@gmail.com
3. **Tutelle du centre** : Centre privé
4. **Création du centre** : Créé en 2016 par Mme FOFANA Hadja Mbalou, juriste de formation
5. **Intitulé des modules en Agroécologie ou équivalent** :
Formation sur les techniques de gestion durable des exploitations agricoles
6. **Contenus des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Association de cultures
 - L'importance de l'élevage dans une exploitation agricole
 - Utilisation rationnelle des intrants
 - La qualité de l'eau
 - La petite mécanisation
 - Transformation et conditionnement des produits agricoles
 - Le système de commercialisation
7. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation**
Enseignement théorique en classe et pratique aux champs.
8. **Ferme pédagogique** : Oui 72 ha de terres dont 30 ha de palmier, 20 h de terre cultivable, 5ha de bas-fond
9. **Ressources humaines** : 2 formateurs sur la théorie et 5 sur la pratique. 2 sont spécialisés en agroécologie.
10. **Public visé par ce module de formation** :
30 à 60 formés par an. 4 groupes de 15 personnes par an. Un groupe commence tous les 15 jours.
Une formation dure presque 3 mois. Public jeune, les femmes et les hommes.
11. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Oui, les certificats de formation sont délivrés, les certificats en agricultures et en transformation agroalimentaire
12. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - SCAD
 - Ministère Enseignement Technique,
 - ENABEL, INTEGRA, USAID,
13. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
 - 2019 Dépenses : 3 900 000 FCFA.
 - 2019 Recettes : 4 000 0000 FCFA (25 % fonds publics / 60 % privés)
14. **Remarques** :
 - Pas de compétences spécifiques en agroécologie

GUINÉE - Centre de vulgarisation agricole de Bamban

1. **Localisation du centre de formation** : Région KINDIA, Commune KINDIA, Village de BAMBAN
2. **Tutelle du centre** : ministère de l'Agriculture et de l'élevage (MAE)
3. **Création du centre** : créé en 1985. A l'origine ferme Agropastorale d'arrondissement. C'est en 1991 que le centre est devenu centre technique de recherche et vulgarisation agricole
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Formation sur les systèmes de cultures intensives durables (Riziculture, maraichage, légumineuses)
Formation sur la gestion durable de l'exploitation agricole
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Fonctionnement d'une exploitation agricole. Techniques agricoles : aménagement du domaine, préparation des pépinières maraichères, fruitières vivrières, préparation du sol pour le plein champ, assolement et rotation des cultures, association harmonisée des cultures, compte d'exploitation, compostage, culture des plantes de couvertures
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
Les groupes sont composés de 15 à 20 personnes par module de formation. Formation de 20 groupes de 15 personnes par an. Un groupe commence tous les 15 jours. La formation dure 12 mois.
Chaque paysan a des savoirs endémiques ou autres savoirs qui sont intéressants à partager. La pédagogie plus active : elle prend en compte les savoirs des apprenants qui participent.
7. **Ferme pédagogique** : oui ferme clôturée. 5,25 ha de bas-fond aménagé ; retenue d'eau de 43 000 m³ ; 3,75 ha de coteau aménagé
8. **Ressources humaines** : 10 formateurs dont 2 femmes. 5 formateurs pour le public jeune.
9. **Public visé par ce module de formation** :
300 personnes par an. Deux grands types de publics formés :
 - Des jeunes diplômés sans emplois et déscolarisés qui vont s'installer et créer une entreprise,
 - Des agriculteurs agricultrices en pleines activités.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Oui, délivrance des certificats de formations
11. **Quels sont les partenaires principaux ? Expliquer à quels niveaux/comment ceux-ci appuient le centre.**
 - FAO ; USAID, FIDA et la Banque Mondiale
 - 2010 : formation des producteurs sur utilisation et entretien des engins agricoles avec l'entreprise Berca Bara et la maison Guinéenne d'Entrepreneuriat (MGE).
 - APEK, SARA, RGTA-di, PNAAFA,
12. **Quel est le niveau du budget ?**
 - En 2019 – Recettes : 10 000 000 FCFA (60% sont les fonds publics de l'État et 25% sont les fonds Privés). Vente de prestations : vente de semences, frais de scolarité et d'internat.
 - En 2020 – Recettes : 6 125 000 FCFA, car nos activités ont été fortement affectées par le COVID19.
13. **Remarques** :
 - Infrastructures et compétences agricoles
 - Pas de spécialisation en agroécologie



LIBÉRIA - Centre de formation Agro Tech

1. **Localisation du centre de formation :**
Paynesville, comté de Montserrado
2. **Tutelle du centre :** Organisme privé à but non lucratif
3. **Création du centre :** créé en février 2019 par M. Jonathan S. Stewart, diplômé de l'Université du Libéria avec un diplôme en agriculture générale.
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent :**
Pratiques de production agricole intelligente face au climat
5. **Contenu de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
La plupart des programmes de formation initiale étaient axés sur l'agro-industrie et l'entrepreneuriat agricole. Le centre fournit une formation pratique à la production agricole dans l'agriculture intelligente face au climat, y compris la gestion des pépinières, la production de légumes, le jardinage urbain, l'apiculture et d'autres pratiques intelligentes face au climat.
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation :**
La formation dure six mois. Il y a alternance entre séances en classe et séances pratiques sur le terrain
7. **Ferme pédagogique :** le centre a 20 acres de terres, dont environ 25% sont actuellement cultivés.
8. **Ressources humaines :** 15 formateurs
9. **Public cible de ce module de formation :**
Nous formons environ 300 personnes par an : étudiants universitaires et nouveaux diplômés ainsi que des agriculteurs adultes pratiquant. Les groupes de formation comprennent en moyenne 100 à 150 personnes par cycle de formation. Chaque cycle d'entraînement dure une période de 6 mois.
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquels ?**
Certificat de fin de formation offert par le centre de formation.
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
 - 2019 avec Youth Action International, qui nous a fourni un financement soutenu pour la formation pratique en agriculture des jeunes sur notre site de démonstration à Careysburg
 - 2020 avec le One Planet Éducation Network, pour mettre en place des sites d'agriculture pratique pour les écoles primaires des comtés de Montserrado et de Margibi.
 - 2021 avec le projet STAR du ministère de l'Agriculture, pour soutenir l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, au cours duquel nous avons soutenu plus de 2000 bénéficiaires dans le comté de Montserrado
 - 2021 avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour organiser une formation pour les jeunes sur l'investissement dans l'agriculture responsable et les modèles d'affaires inclusifs pour 100 jeunes dans les 15 comtés du Libéria
12. **Quels sont les moyens de financement du centre**
Le centre obtient généralement un financement par le biais de donateurs et de soutien philanthropique ainsi que par la vente de produits agricoles.
Le montant des dépenses en 2019 était de 2 557 942 FCFA
Pour 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, les dépenses totales du CFAF s'élevaient à 598 812 FCFA, principalement grâce aux ventes de fruits et légumes et au soutien philanthropique.
13. **Remarques :**
 - Installations de formation inadéquates
 - Manque de machines agricoles
 - Les formateurs manquent de spécialisation en agroécologie

LIBÉRIA - Centre de formation Technologie de compostage

1. **Localisation du centre de formation (région, ville, village, adresse précise) :**
Buchanan, comté de Grand Bassa
2. **Tutelle du centre :** Organisme privé à but non lucratif
3. **Création du centre :** le centre a été créé en 2019 par deux jeunes professionnels dans l'agriculture, Libériens
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent :**
Formation en agriculture biologique
5. **Contenu de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - Qu'est-ce que l'agriculture biologique
 - Importance de l'agriculture biologique
 - Management des cultures, du bétail et des arbres en tenant compte des questions environnementales (changement climatique, érosion, déforestation, gestion de l'eau et des sols,
 - Fabrication du compost et développement d'amendements organiques du sol
 - Production de cultures vivrières communes
 - Gestion agricole et tenue de dossiers
 - Manutention et entreposage après récolte
 - Normes de traitement et de qualité
 - Commercialisation agricole
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation :**
Séances en classe et séances pratiques sur le terrain
7. **Ferme pédagogique :** le centre a 75 acres de terres dont environ 50% sont actuellement cultivées.
8. **Ressources humaines :** nous avons 5 spécialistes en la matière et 5 assistants d'enseignement qui sont généralement des diplômés récents du collège des sciences de l'agriculture et de l'alimentation. Deux de nos spécialistes sont formés à l'agriculture biologique et à l'agriculture durable, tandis que deux sont formés à l'agronomie et à la production de riz.
9. **Public cible de ce module de formation :**
Étudiants universitaires et nouveaux diplômés ainsi que des agriculteurs adultes pratiquant.
Nous formons environ 50 à 75 personnes par an. Les groupes de formation comprennent en moyenne 20 à 30 personnes par cycle de formation. Chaque cycle d'entraînement dure de 3 à 6 mois.
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquels ?**
Certificat de fin de formation offert par le centre de formation.
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
 - En 2020 avec le One Planet Éducation Network, pour participer à une plateforme de formation agricole en ligne pour les élèves du primaire.
 - 2021 avec le projet STAR du ministère de l'Agriculture, qui a fourni une subvention agro-industrielle que le centre a utilisée pour la création de son entreprise de valeur ajoutée plantain.
 - 2021 avec le projet STAR du ministère de l'Agriculture, qui a fourni au centre une usine de traitement du manioc à utiliser pour la transformation du manioc et la valeur ajoutée.
 - 2021 avec le Global River Center, pour soutenir la mise en œuvre d'un projet de transformation communautaire en construisant des écosystèmes inclusifs pour vous les gens.
12. **Quels sont les moyens de financement du centre ?**
Le montant des revenus en 2019 s'est élevé à 4 395,49 CFAF (75 % sont des fonds du fondateur, 25% sont des fonds reçus des membres du conseil d'administration). En raison de la COVID-19, en 2020, le chiffre d'affaires s'élevait à 1 758,2 FCA
Le montant des dépenses en 2019 était de 291 005 FCFA. 94. Il peut être décomposé comme suit :
40 % pour les coûts de personnel/formateur ; 40 % pour les coûts structurels (bâtiments, entretien des infrastructures, etc.) ; 20 % dans l'approvisionnement en matériaux, équipements et fournitures
En 2020, le montant était de 407 408. 32 ont été dépensés : 50 % pour les coûts de personnel/formateur ; 20 % pour les coûts structurels (bâtiments, entretien des infrastructures, etc.) ; 30 % dans l'approvisionnement en matériaux, équipements et fournitures.
13. **Remarques**
 - Installations de formation inadéquates
 - Manque de machines agricoles adéquates
 - Les formateurs manquent de spécialisation en agroécologie



LIBÉRIA - Centre d'Agriculture et de formation professionnelle de Tumutu

1. **Localisation du centre de formation (région, ville, village, adresse précise) :**
Salala, comté de Lower Bong
2. **Tutelle du centre :** Le centre est une propriété publique et géré par le ministère de la Jeunesse et des sports du Gouvernement libérien. Il est géré par un directeur, qui supervise le fonctionnement quotidien du centre, assisté d'une équipe de direction et de divers membres du personnel administratif et de soutien.
3. **Création du centre :** Le centre a été créé par une organisation non gouvernementale connue sous le nom d'Action on Armed Violence en février 1978.
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent :**
Production végétale et animale durable
5. **Contenu de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - Production intégrée de riz (irrigué vs pluvial)
 - Production de plantes sarclées et tubercules
 - Production de cultures horticoles
 - Développement et gestion de pépinières de palmiers à huile
 - Développement et gestion de pépinières de caoutchouc
 - Production et gestion de la volaille
 - Production et gestion de porcheries
 - Aquaculture ou pisciculture
 - Manutention et entreposage après récolte
 - Gestion agricole et tenue de dossiers
 - Agro-industrie et commercialisation agricole
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation :**
Séances en classe et séances pratiques sur le terrain
7. **Ferme pédagogique :** Il y a 198 acres de terrain disponibles pour une démonstration pratique sur le terrain, y compris des rizières de plaine et de montagne, des champs de légumes, des étangs à poissons et des sites de pépinières d'arbres. Les champs sont gérés par des techniciens de terrain guidés par les formateurs, mais rien n'est fonctionnel pour l'instant.
8. **Ressources humaines :** 14 formateurs au total : 7 instructeurs et 7 assistants d'enseignement. La plupart de nos formateurs sont compétents dans diverses disciplines agricoles.
9. **Public cible de ce module de formation :** la priorité du centre est de fournir une formation aux compétences agricoles aux jeunes âgés de 17 à 38 ans ; cependant, le centre s'adresse également aux agriculteurs adultes. Avant sa fermeture en 2017, le centre accueillait environ 250 à 270 stagiaires par an. Depuis la reprise des programmes de formation en 2021, le centre compte actuellement 120 stagiaires et gère un cycle de formation de 12 mois.
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquels ?**
Diplôme et certificat offerts par le centre de formation professionnelle.
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
Le centre de formation a des partenariats de collaboration technique avec le bureau du comté de Bong du ministère de l'Agriculture et l'Institut central de recherche agricole ; mais le centre a été en sommeil pendant un certain temps jusqu'en 2021, de sorte que ces partenariats doivent être relancés.
12. **Quels sont les moyens de financement du centre ?**
Le centre était inactif en 2019 et 2021, il n'y a donc pas de dossier de financement pour la période (revenus ou dépenses). Le centre est généralement financé par le gouvernement du Libéria par le biais du budget national. Un financement supplémentaire est généralement obtenu auprès d'organisations donatrices et d'un soutien philanthropique.
13. **Remarques :**
Centre non fonctionnel pour l'instant

LIBÉRIA - Centre de Formation Agricole pour les Jeunes (CFAJ ou YATC)

1. **Localisation du centre de formation :**
Bensonville, comté de Montserrado
2. **Tutelle du centre :** Public
3. **Création du centre :** créé en février 1978
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent :**
Production végétale et animale durable
5. **Contenu de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - Production intégrée de riz (irrigué vs pluvial)
 - Production de plantes sarclées et tubercules
 - Production de cultures horticoles
 - Production et gestion de la volaille
 - Production et gestion de porcheries
 - Manutention et entreposage après récolte
 - Gestion agricole et tenue de dossiers
 - Agro-industrie et commercialisation agricole
 - Fabrication de machines agricoles
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation :**
Séances en classe et séances pratiques sur le terrain
7. **Ferme pédagogique :** il y a 1500 acres de terrain disponibles pour une démonstration pratique sur le terrain, y compris les zones de plaine et de montagne. Une grande partie de la terre est inculte.
8. **Ressources humaines :** Deux de nos formateurs connaissent bien la production agricole durable et la production végétale et animale intégrée ; cependant, aucun d'entre eux n'a de compétences spécialisées en agroécologie
9. **Public cible de ce module de formation :**
Jeunes et adultes agriculteurs pratiquants
À l'époque de l'Initiative Centre Songhai Liberia, le centre accueillait environ 150 stagiaires chaque année.
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ? Si oui, lesquels ?**
Diplôme et certificat offerts par le centre de formation professionnelle.
11. **Qui sont les principaux partenaires ?** Au début, le centre était principalement financé par un accord bilatéral avec le gouvernement allemand. Pendant ce temps, le centre était géré par le gouvernement du Libéria par l'intermédiaire du ministère de l'Agriculture. En 2011, la gestion du centre a été transférée au ministère de la Jeunesse et des Sports et le centre est devenu une institution pour le développement des capacités des jeunes. Quelques partenaires ont soutenu l'institution :
 - En 2012-2016, l'USAID a fourni un soutien financier à l'initiative Centre Songhai Liberia pour couvrir le coût des programmes de formation, les frais pour les stagiaires et l'indemnisation des formateurs et autres membres du personnel.
 - En 2016-2017, la FAO et le PNUD ont fourni des fonds pour soutenir divers programmes de formation à court terme pour les jeunes du centre.
 - Depuis la fin du cycle de formation 2017, l'établissement est devenu inactif et n'a été rouvert qu'en 2021.
12. **Quels sont les moyens de financement du centre ?**
Le centre était inactif en 2019 et 2021, il n'y a donc pas de dossier de financement pour la période (revenus ou dépenses). Le centre est généralement financé par le gouvernement du Libéria par le biais du budget national.
13. **Remarques :**
Machines agricoles insuffisantes ; Formateurs inadéquats ; Les formateurs actuels manquent de spécialisation en agroécologie ; Installations de formation à rénover ; Ressources de formation limitées ; Contrôlé par le gouvernement



MALI - Centre d'Apprentissage Agricole de Samanko

1. **Localisation du centre de formation** : Région Koulikoro, commune Mandé, village Samanko
2. **Tutelle du centre** : Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)
3. **Création du centre** : créé en 1962
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Amendement et fertilisation des sols
 - Protection de l'environnement
 - Restauration et conservation des sols
 - Gestion Intégrée des Productions et des Déprédateurs (GIPD)
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Les cordons pierreux, zai, schéma d'assolement rotation, demi-lune, production de fumure organique
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
Les modules sont dispensés selon une approche participative, avec beaucoup de séances pratiques dans les ateliers pédagogiques : champs-écoles des producteurs (CEP), parcelles didactiques, périmètre maraicher, visites d'échanges avec une valorisation des savoirs paysans.
7. **Ferme pédagogique** : oui avec 2 étables, 2 poulaillers, 1 périmètre maraicher, 1 bosquet, des champs-école, 2 clapiers, 2 étangs piscicoles
8. **Ressources humaines** : 26 formateurs pour adultes et 11 pour le public jeune
9. **Public visé par ce module de formation** :
460 personnes par an. Les groupes comprennent en moyenne 20 personnes. Nous formons 23 groupes de 20 par an.
Jeunes apprenants pour leur insertion et des producteurs agricoles pour leur certification.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Oui, délivrance d'attestation
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
Les partenaires du Centre sont :
 - Sassakawa Africa Association (SAA)
 - Centre d'Innovations Vertes (CIV)
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
Le financement du Centre est principalement assuré par le budget national à travers divers chapitres dont les matériels et fournitures de bureau et la prise en charge des bourses des élèves.
Les partenaires viennent en appui pour les matériels ou équipements pédagogiques.
13. **Remarques** :
 - Peu de compétences en agroécologie
 - Infrastructures vétustes

MALI - Centre d'Apprentissage Agricole de Samé

1. **Localisation du centre de formation :** Région Kayes, **commune** Diangoma, **village** Samé
2. **Tutelle du centre :** Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)
3. **Création du centre :** centre public créé en 1960
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent :**
Formation sur la gestion durable de l'exploitation agricole
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - Amendement et fertilisation des sols, Protection de l'environnement
 - Restauration et conservation des sols
 - Gestion Intégrée des Productions et des Déprédateurs (GIPD)
 - Cordon pierreux, demi-lune, Zai, les fascines, rotation assolement.
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation :**
Les modules sont dispensés selon l'approche participative, avec beaucoup de séances pratiques dans les ateliers pédagogiques : champs-écoles des producteurs (CEP), parcelles didactiques, périmètre maraicher, etc.
7. **Ferme pédagogique :** oui avec une unité maraichère, des champs de cultures et une parcelle arboricole
8. **Ressources humaines :**
9. **Public visé par ce module de formation :**
410 personnes par an avec des groupes de 20. Formation de 20 groupes de 20 par an.
Jeunes apprenants pour leur insertion et des producteurs agricoles en activités ou non.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Oui, délivrance d'attestation
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
Les partenaires du Centre sont ;
 - Sassakawa Africa Association (SAA)
 - Centre d'Innovations Vertes (CIV)
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
 - Le financement du Centre est principalement assuré par le budget national à travers divers chapitres dont les matériels et fournitures de bureau et la prise en charge des bourses des élèves.
 - Les partenaires viennent en appui pour les matériels ou équipements pédagogiques.
13. **Remarques :**
 - Infrastructures vétustes
 - Faibles moyens
 - Faibles compétences en agroécologie



NIGER – Centre de l'Institut Privé de formation (IPF) de KAOURA Matamèye »

1. **Localisation du centre de formation** : Commune Urbaine de Matamèye, ville de Matamèye
2. **Tutelle du centre** : Centre privé
3. **Création du centre** : créé en 2015 sur l'initiative de Mr ISSAKA Maman Nazir
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent**
 - Formation diplômante de technicien rural (4 ans) : 35 par an
 - Formation diplômante de Bac pro (3 ans) : 30 par an
 - Formation diplômante de BEP agriculture (2 ans) : 40 par an
 - Formation diplômante de CAP agriculture (2 ans) : 13 par an
 - Formation adulte sur des modules divers en agriculture : 42 (formation de 6 mois)
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Formation sur la biodiversité
 - Fabrication du biopesticides et Régénération Naturelle Assistée
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
Méthode de pédagogie active où on prend en compte les savoirs endémiques des apprenants ;
 - Études de cas ;
 - Cours théoriques suivis d'applications
 - Visites d'exploitations : des sorties sont organisées en faveur des bénéficiaires pour la découverte de certains sites d'application
 - Travaux de groupes : Les bénéficiaires forment des groupes de travail pour l'exécution des tâches.
7. **Ferme pédagogique** : oui, 12 ha pour des parcelles de pépinière, pour l'arboretum et pour les cultures avec des infrastructures importantes (possibilité d'accueil de 160 personnes)
8. **Ressources humaines** : 15 formateurs dont 4 en agroécologie
9. **Public visé par ce module de formation** :
Jeunes apprenants
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Attestation de participation à la formation et des diplômes de niveau CAP, BEP et BAC Pro
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - Les Universités de Tillabéry, Zinder et Maradi
 - L'IPDR de Kollo à travers des échanges, visite et voyage d'étude
 - Réseau des acteurs de l'agroécologie du Niger
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
Recettes : fonds propres du fondateur, frais de scolarité des apprenants, crédit bancaire et quelques prestations

2019	35 040 000 FCFA
2020	84.150.000 FCFA

 Dépenses :

2019	35.040.000 FCFA
2020	84.150.000 FCFA
13. **Remarques** :
 - Potentiel intéressant pour former à l'agroécologie
 - Centre assez isolé des villes

NIGER - Centre de Formation aux Métiers (CFM) de Madaoua

1. **Localisation du centre de formation** : Région de Tahoua, commune urbaine de Madaoua
2. **Tutelle du centre** : La maîtrise d'ouvrage est assurée par la commune qui a mis en place un COGES pour la gestion de l'exploitation et du fonctionnement du centre
3. **Création du centre** : créé en 2009
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie** :
Récupération et protection des terres dégradées
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Les caractéristiques physiques et biologiques du sol
 - La Confection des demi-lunes
 - L'installation des cordons pierreux, Zaï, banquettes
 - L'opération biologique de protection
 - Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation :
6. **Les méthodes pédagogiques appliquées sont** :
 - Les cours théoriques
 - Les travaux pratiques en groupe au niveau des ateliers et des parcelles de démonstration
 - Les visites de terrain pour la découverte et l'identification de certaines ressources naturelles
 - Partage d'expérience entre apprenants adultes
 - Le Partage d'expérience entre apprenants adultes et chercheurs (recherche actions)
7. **Ferme pédagogique** : oui de 5 ha
8. **Ressources humaines** : 2 formateurs dont une femme
9. **Public visé par ce module de formation** :
68 filles formées en 2019/2020. 56 inscrits seulement en 2020/2021.
Le centre forme les jeunes âgés de 15 à 25 ans qui sont résidents de la commune de Madaoua et d'autres communes environnantes et des adultes producteurs envoyés par des projets
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Oui, les apprenants obtiennent un certificat
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - Le Fonds d'Appui à la Formation professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), qui est une agence du ministère de l'enseignement Technique et de la formation professionnelle chargée de la gestion des fonds destinés à la formation professionnelle depuis la création du centre à nos jours ;
 - Le projet d'autonomisation des femmes et dividende et démocratique au Niger, qui a assuré la prise en charge 68 jeunes apprenantes filles de 2019 à 2020
 - Le projet PROMAP de 2020 à 2021 pour la formation des producteurs, mais aussi en matière de renforcement de capacités des formations
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
En 2019 : les recettes s'élèvent à 2 850 000 FCFA
En 2020 : les recettes s'élèvent à 2 450 000 FCFA
En 2019, le montant des dépenses est de 2 700 000 FCFA. Il se répartit comme suit :
 - . 0 % pour les charges de personnels
 - 25 % pour les charges de structure (bâtiments, entretien des infrastructures...)
 - 75 % en approvisionnement de matériels, d'équipements et de fournitures
13. **Remarques** :
 - Petit centre, peu de formateur
 - Faibles compétences en agroécologie



NIGER - Site d'Apprentissage Agricole (SAA) de Sakoira

1. **Localisation du centre de formation** : Région Tillabéry, commune Sakoira et village de Sakoira
2. **Tutelle du centre** : La maîtrise d'ouvrage est assurée par la commune qui a mis en place un comité de gestion pour la gestion de l'exploitation et du fonctionnement du centre
3. **Création du centre** : créé en 2020
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Production du compost
 - La culture hors sol
 - La production de bio pesticides
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Les éléments constitutifs du compost ;
 - Les matériels pour la production ;
 - La technique de compostage ;
 - Le suivi de compostage ;
 - La connaissance de la maturité ;
 - Comment utiliser le compost ?
 - Les éléments constitutifs de la culture hors sol,
 - Les matériels pour la culture hors sol,
 - La technique de production,
 - La conduite d'irrigation
 - La conduite de culture,
 - La récolte et commercialisation
 - La fabrication de bio pesticides
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - Travaux de groupe
 - Alternance de 4 mois de théorie et de 4 mois de stage
 - Visite de terrain et rencontres de professionnels
 - Partage d'expérience entre apprenants
7. **Ferme pédagogique** : Oui, cultures sur 2 ha, Elevage sur 1000 m² et 52 m² de pisciculture
8. **Ressources humaines** : 5 formateurs dont 2 prestataires externes (dont un formé en agroécologie)
9. **Public visé par ce module de formation** :
 - 90 jeunes formés en 3 groupes de 30 par an.
 - Le centre forme les jeunes âgés de 15 à 25 ans qui sont résidents de la commune de Sakoira. Ces jeunes doivent avoir un acte de naissance et un terrain avec un titre foncier sur la commune.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
 - Oui, les apprenants obtiennent un certificat
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - Le programme PRODEC à la création du centre à travers l'appui financier pour la réalisation des investissements et le fonctionnement du centre de 2020 à 2021
 - La Chambre régionale d'agriculture et son réseau (RECA) à travers des appuis techniques à l'amélioration des outils de conseil et de formation
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
 - Recettes 2021 : 13.881.000 dont 601 000 de vente d'animaux
 - Dépenses 2021 : 13.280.000 FCFA
13. **Remarques** :
 - Insuffisance de formateur
 - Faibles compétences en agroécologie
 - Vétusté de certains matériels

NIGÉRIA - Institut de Formation à la Gestion Agricole et Rurale (IFGAR)

1. **Emplacement du centre de formation** : North Central, Ilorin, Km 18, Ilorin-Ajasse-Ipo Highway, Ilorin, Kwara State Nigeria
2. **Tutelle du centre** : Ministère fédéral de l'agriculture
3. **Création du centre** : créé en 1980
4. **Intitulé des modules de formation en agroécologie ou équivalent** :
 - Gestion de la chaîne de valeur des produits agricoles pour l'agro-industrie
 - Méthodes efficaces de vulgarisation de la volaille, du bétail et de la gestion des pêches
 - Gestion de la vulgarisation agroforestière pour une production agricole durable
 - Entreprise d'engraissement de bovins, d'ovins et de caprins
 - Développement de l'agropreunariat et compétences en gestion pour les jeunes
 - Rôle des chefs de projets agricoles dans la mise en place d'initiative Alternative Verte
 - Gérer l'effet du changement climatique sur le développement agricole et rural
 - Production agricole marketing
 - Production et gestion de volailles commerciales
 - Développement de la pêche
5. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation** :
 - Conférences, études de cas, discussion de groupe, exercices, visites sur le terrain, voyage d'étude, liens avec l'industrie pour les programmes d'attachement
6. **Ferme pédagogique** : oui
7. **Ressources humaines** : 70 formateurs
8. **Public cible de ce module de formation** :
 - 1760 formés par an (68 % d'adultes). Tous les groupes d'âge et les deux sexes
9. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrée ?**
 - Oui – Certificat de participation, Certificat de présence
10. **Qui sont les principaux partenaires ?**
 - Le Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural est partenaire au niveau national. Ils soutiennent par le financement du centre
11. **Quels sont les moyens de financement du centre ?**

- Total des ressources	2019 : CFA 162 500 000	2020 : CFA 175 600 000,00
- Dépenses en capital	2019 : CFA 86 975 583,79	2020 : CFA 75 024 416,20
- Dépenses récurrentes	2019 : CFA 94 975 623,44	2020 : CFA 80 624 376,56
12. **Remarques** :
 - Très grand centre de formation avec beaucoup d'infrastructures et de matériel.
 - Faible compétences en agroécologie



NIGÉRIA - Centre d'Agriculture de Kabba

1. **Emplacement du centre de formation** : Centre-Nord du Nigéria, Kabba, Km 5, Kabba – Ilorin Highway, Kabba, Kogi State Nigeria
2. **Tutelle du centre** : Ministère fédéral de l'agriculture
3. **Création du centre** : créé en 1964 avec le soutien de l'USAID
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent** :
 - Gestion, santé et transformation de la production animale
 - Gestion des parcours et des pâturages
 - Technologie de production du poisson
 - Technologie de production végétale
 - La durabilité à l'ère du changement climatique
 - Horticulture et gestion du paysage
 - Production et gestion de la volaille commerciale
 - Agro-transformation
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Bétail/Volailles/Pratiques de production végétale - diversification
 - Production alimentaire à l'aide de produits provenant d'activités dans le centre
 - Agriculture biologique/Pratiques de gestion et de recyclage des déchets organiques
 - Utilisation efficace des sols et de l'eau et pratiques de gestion
 - Atténuation des changements climatiques
 - Gestion agroforestière – palmier à huile, *agrumes*, cultures de plantation – banane, plantain, ananas
 - Valeur ajoutée et transformation des produits agricoles
 - Innovation agricole et adaptation aux pratiques locales
 - Pratiques de travail du zéro labour
 - Agriculture en serre, activités d'élevage et propagation
 - Équité entre les sexes et intégration
 - Science des mauvaises herbes et gestion du contrôle
 - Socio économie
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation** :
 - Conférences, études de cas, discussion de groupe, exercices, visites sur le terrain, voyage d'étude, liens avec l'industrie pour les programmes d'attachement
7. **Ferme pédagogique** : oui 348 ha, mais avec une faible partie exploitée
8. **Ressources humaines** : 40 formateurs et 40 techniciens.
9. **Public cible de ce module de formation** :
 - En moyenne 1100 formés par an (30 % de femmes). Tous les groupes d'âge et les deux sexes
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ?**
 - Oui – Certificat de participation, Certificat de présence
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
 - Le Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural est partenaire au niveau national.
 - Ils soutiennent par le financement du centre.
 - Division des collèges agricoles, Université Ahmadu Bello,
 - Zaria est un partenaire au niveau administratif, fournissant un soutien global à un certain nombre de collèges d'agriculture dans le pays.
12. **Quels sont les moyens de financement du centre ?**
 - Total des ressources 2019 :112 500 000,00 FCFA 2020 : 125 320 000,00 FCFA
 - Total des dépenses 2020 :106 875 000,00 FCFA 2020 : 121 560 400,00 FCFA
13. **Remarques** :
 - Très grand centre avec des infrastructures importantes
 - Faible connaissance de l'agroécologie
 - Manque de moyens

NIGÉRIA - Centre de l'Institut de Formation Agricole d'Ibadan

1. **Emplacement du centre de formation** : Sud-Ouest du Nigéria, Moor Plantation, Apata, Ibadan, État d'Oyo Nigéria
2. **Tutelle du centre** : ministère fédéral de l'agriculture
3. **Création du centre** : créé en 1969
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent** :
 - Acquisition de compétences et autonomisation des riziculteurs
 - Autonomisation et formation des jeunes et des femmes dans la volaille, la chaîne de valeur des petits ruminants, l'irrigation et les techniques de gestion de l'eau (I & II)
 - Formation technique sur les opérations et la manipulation des machines de traitement des semences
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Bétail/Volaille/Pratiques de production végétale - diversification
 - Production et transformation des semences
 - Agriculture biologique
 - Bonnes pratiques d'utilisation des engrais
 - Programme efficace de gestion des ressources en terres et en eau
 - Gestion agroforestière
 - Programmes génétiques et de sélection d'amélioration : kénaf, jute, maïs, légumineuses à grains
 - Programme d'amélioration du bétail
 - Programme de développement des produits agricoles
 - Système agricole du Sud-Ouest et programme de vulgarisation
 - Socio économie
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation** :
 - Formation pour adultes de 1 à 7 jours maximum.
 - Conférences, études de cas, discussion de groupe, exercices, visites sur le terrain, formation pratique
7. **Ferme pédagogique** : oui avec 7 sous stations le long des zones agroécologiques. La plus petite des stations fait 20 ha.
8. **Ressources humaines** : 101 formateurs, 506 employés administratifs et 356 techniciens.
9. **Public cible de ce module de formation** :
 - 1500 formés par an (35 % de femmes). Tous les groupes d'âge et les deux sexes
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ?**
 - Oui – Certificat de participation, Certificat de présence
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
 - Le Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural est partenaire au niveau national.
 - Ils soutiennent par le financement du centre.
 - Obafemi Awolowo University, Ileife Osun State Nigéria est un partenaire au niveau administratif, fournissant un soutien global au centre.
12. **Quels sont les moyens de financement du centre ?**
 - Total des ressources 2019 : 265 500 000,00 FCFA 2020 : 275 500 000,00 FCFA
 - Total des dépenses 2020 : 257 535 000,00 FCFA 2020 : 264 480 000,00 FCFA
13. **Remarques** :
 - Très grand centre avec beaucoup de personnel.
 - Pas de structure d'internat



SÉNÉGAL - Ferme Agroécologique de Kaydara

1. **Localisation du centre de formation** : Région de Fatick, Département de Fatick, Commune de Fimela, Village de Samba Dia
2. **Tutelle du centre** : centre privé avec un conseil d'administration
3. **Création du centre** : créé en 2003 mais démarrage en 2007. Centre créé par Mr Gora Ndiaye
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Formation longue durée de 6 à 9 mois sur les fondamentaux de l'agroécologie et de l'intégration cultures/élevage
 - Formation Immersion et initiation à l'agroécologie et à la permaculture
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Les fondamentaux de l'agroécologie
 - L'agroforesterie
 - L'agriculture multi-étage
 - La vie du sol
 - La protection naturelle des cultures
 - La permaculture
 - L'adaptation au changement climatique
 - L'entreprenariat
 - Le projet d'insertion
 - L'élevage : l'apiculture
 - La commercialisation et gestion
 - La production de semences
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 - Alternance théorie et pratique, learning by doing (apprentissage par la pratique), échanges, le brainstorming
7. **Ferme pédagogique** : oui avec 3 champs-écoles sur 15 ha
8. **Ressources humaines** : 13 formateurs et 10 assistants pour les champs-écoles
9. **Public visé par ce module de formation** :
 - 20 à 25 personnes par an sur une formation de 9 mois (cycle long)
 - 5 à 10 personnes par groupe en cycle court, 20 groupes par an soit une centaine de personnes
 - Dans le cadre du projet Agri Jeunes : groupes de 25 jeunes
 - Adultes 30 % ayant acquis des terres (entre 40 et 55 ans), beaucoup de jeunes sélectionnées dans les communes entre 35 à 50 ans
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
 - Une attestation de formation est délivrée après des tests de fin de formation en oral et en écrit à la fois pour la pratique et la théorie
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - L'intercommunalité (Diofior, Fimela Palmarin et Djilas et Loul sessene) pour l'envoi des jeunes et leur dotation en terres de cultures
 - Le conseil départemental : l'appui insertion des jeunes
 - Universités ; USSEIN formation et l'accueil de stagiaires (immersion)
 - Agri jeunes : financement de la formation de cohortes de jeunes
 - FAO et Unesco : accompagnement dans la formation des jeunes
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - 2019 : cumul accueil paysan et recettes production (ventes de plants d'arbres) : 5 millions
 - 2021 et 2020 / une période COVID 19 avec arrêt des activités jusqu'en 2021 à cause de l'avis du préfet
 - 2019 : 2,300 millions par mois pour la nourriture et l'hébergement des apprenants
13. **Remarques** :
 - Pas de transparence sur les comptes
 - Niveau des formateurs insuffisant Accès difficile

SÉNÉGAL - Centre de formation de Casa Bio

1. **Localisation du centre de formation :**
Région de Sédhiou Département de Bounkiling, Commune de Diaroumé, Village de Bagadadji
2. **Tutelle du centre :** Centre privé créé par Mr Boucar Seydi et Fransceca
3. **Création du centre :** Créé en 2016
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - Agriculture Agro écologique
 - Elevage Responsable
 - Transformation des produits
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - Transformation des produits et hygiène
 - Apiculture
 - Elevage responsable
 - Cosmétique naturelle
 - Alphabétisation
 - Marketing
 - Entreprenariat
 - Gestion financière
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation :**
Théorie et pratique, learning by doing (apprentissage par la pratique), promenades écologiques
7. **Ferme pédagogique : oui champ école de 3000 m2**
8. **Ressources humaines :** 6 formateurs permanents
9. **Public visé par ce module de formation :**
200 personnes formées par an dont 50 % femmes
Jeunes : 15% on discute avec les femmes sur les mariages précoces
Migrants 30%
Personnes en situation de handicap (sourds muets) : 5%
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Non
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - Partenaires étatiques : Eaux et Forêts (reboisement sensibilisation offre de plants, formation et sensibilisation),
 - ANA (Agence Nationale de l'Aquaculture pour l'accompagnement technique en pisciculture),
 - Aire Marine Protégées : fleuve ; marine, salinité*
 - Partenaires de la recherche et formation : ISRA (technique ENSA et l'université de Thiès : formation,
 - ITA (Institut de Transformation Agroalimentaire : transformation)
 - Partenaires des ONG : ENDA Energie sur les pratiques durables d'énergie

Extérieurs : OIM (formation financement), COPE, Ecologie Universelle, CERVENE (sécurité alimentaire)
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - 2020 Dons privés : environ 60 millions de FCFA
 - Sur fonds propres = financement des activités de construction des bâtiments et d'infrastructures (2 bâtiments, mis en place d'un puits, de lampadaires) et paiement des salaires pour environ 35 millions de FCFA)
13. **Remarques :**
 - Infrastructures insuffisantes
 - Accès difficile



SÉNÉGAL - Centre de formation de la Ferme4 chemins

1. **Localisation du centre de formation :**
2. **Tutelle du centre :** centre privé
3. **Création du centre :** créé en 2016
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent :**
 - Formation complète de 6 mois sur des pratiques agroécologiques
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent :**

Métiers de producteur agro écologique

 - L'agro écologie : définitions et objectifs
 - Exploitation Maraichère
 - Gestion des produits d'exploitation
 - Techniques de commercialisation
 - Elevage local
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation :**
 - Alternance salle de cours exploitation, champ école (parcelle de démonstration) et exploitation
 - Echanges de savoirs entre formateurs et apprenants.
7. **Ferme pédagogique :** oui avec 2 champs école de 1ha chacun
8. **Ressources humaines :** 4 formateurs sur l'agroécologie
9. **Public visé par ce module de formation :**

700 formés par an.

Cible est très diversifiée en termes de selon le degré de maîtrise de la langue française qui est la langue de base. De niveau zéro jusqu'au niveau Bac +.

 - Les femmes, Les jeunes
 - Les étudiants et les élevés
 - Producteurs/paysans et Les gens en reconversion
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
 - Non il est délivré une attestation de formation
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - Principal partenaire : Association les 4 chemins
 - SACO (une ONG italienne)
 - GRDR (ONG française)
12. **Quel est le niveau de budget du centre ?**
 - Recettes : 15 millions environs par an
 - Les charges fixes autour de 1, 2 millions par mois
 - Les charges sont couvertes par les recettes
13. **Remarques :**
 - Exploitation petite
 - Peu de possibilité d'extension

SIERRA LEONE - École gestion des ressources naturelles Université Njala

1. **Emplacement du centre de formation** : Région Sud, Campus Njala Makonde, Université Njala, Off Freetown/Bo Highway.
2. **Tutelle du centre** : L'école est dirigée par le doyen et soutenue par le chef de département. L'administrateur nommé rend compte aux autorités centrales de l'Université qui est administrée par le chancelier, le vice-chancelier et le principal, le tribunal et le Sénat de l'université. Le contrôle se fait au niveau de la faculté, du campus, du Sénat, du greffe de l'Université et du tribunal. Le poids du contrôle est d'environ 80%, tandis que les 20% restants sont internes au niveau de l'école.
3. **Création du centre** : créé en 2005
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent** :
 - Formation pratique innovante en pisciculture
5. **Contenu de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** : Cette formation particulière met l'accent sur les techniques piscicoles innovantes à travers l'adoption des meilleures pratiques de gestion. Les sujets abordés dans la formation sont : la biosécurité des fermes piscicoles, la construction et la gestion des étangs piscicoles, la manipulation et le tri des poissons, la gestion de la reproduction et de l'écloserie, la gestion de la qualité de l'eau et le contrôle de la pollution, la comptabilité et la tenue de registres de la ferme, la santé de la ferme, la prévention et le contrôle des maladies et le régime de manipulation et d'alimentation des aliments.
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation** : Des méthodes d'enseignement mixtes sont utilisées. L'utilisation d'audiovisuels, de comédies, de sketches dramatiques et d'explications soutenues par des commentaires immédiats et des discussions de groupe a été utilisée avec succès pour obtenir de bons résultats avec les apprenants adultes.
7. **Ferme pédagogique** : oui avec site forestier de 30 ha, maraichage, jardin à fleurs, clapier, escargots, étangs, champignons
Ressources humaines : 25 experts dont 13 chefs d'équipe, spécialistes et développeurs de modules, 6 formateurs et remplaçants et 6 démonstrateurs pratiques
8. **Public ciblé** :
 - 550 formés par an en moyenne.
 - Le public et les participants proviennent de partout au pays et se conforment la plupart du temps au ratio de 40 % de femmes à 60 % d'hommes. Formation d'adultes, de jeunes et de femmes en fonction du but et des organisations qui envoient les stagiaires. Il s'agit notamment du gouvernement, des projets, du personnel des ONG et des agriculteurs.
9. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ?**
 Pour la formation à court terme, des certificats de participation sont délivrés, tandis que pour les formations à long terme, des certificats, des diplômes et des grades sont délivrés.
10. **Qui sont les principaux partenaires ?**
 L'école est partenaire de nombreuses organisations publiques, privées et internationales telles que Miro Forestry Plantation (sur la formation pratique de l'étudiant pendant le stage); La société minière Seawright étend sa responsabilité sociale d'entreprise à l'école en parrainant des voyages de formation à l'étranger, la fourniture d'installations de formation; La FAO soutient la formation et la base de stages pour nos stagiaires; Le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Enseignement supérieur et supérieur (MTHE) et le ministère de la Jeunesse soutiennent l'école de nombreuses façons, en particulier par le biais de dons et de parrainage des candidats que nous avons formés. La Banque africaine de développement (BAD), CORAF/WECARD, la Banque mondiale, WorldFish et Skyfox par l'intermédiaire de l'USAID apportent un soutien financier à l'école par le biais de subventions de projet.
11. **Quels sont les moyens de financement du centre ?**
 Les sources de revenus : subventions de projet, les frais de formation (formation à court terme et régulière) et l'allocation. En 2019, l'école a enregistré 5 133 913,59 CFA provenant de l'allocation, 7 700 870,39 CFA de la formation à CT et 40 814 613,06 CFA du paiement des frais par les étudiants réguliers. En 2020, l'école a obtenu 102 678 271,86 CFA de subvention, 40 814 613,06 CFA du paiement des frais par les étudiants, 5 133 913,59 CFA de l'allocation et 5 133 913,59 CFA formation à CT. En 2019 et 2020, le montant des dépenses utilisées pour l'achat de matériel pédagogique comme le projecteur, les éléments essentiels de bureau et l'entretien de l'infrastructure s'est élevé à 18 482 088,93 CFA.
12. **Remarques** : Personnel insuffisant. Matériel et équipement pédagogique inadéquat.



SIERRA LEONE – Université de Makeni, faculté d'Agriculture

1. **Localisation du centre de formation** : Campus de Yoni, Région Nord, District de Bombali, Village de Yoni, Au large de la ville de Makeni, Autoroute Makeni-Kamakwie.
2. **Tutelle du centre** : Cour de l'Université, Sénat
3. **Création du centre** : créé en 2005
4. **Titre du ou des modules de formation en agroécologie ou équivalent** :
 - Perspectives agroécologiques dans la production, la transformation, la distribution et la commercialisation des aliments
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Non détaillés
6. **Méthodes d'enseignement utilisées pour ce module de formation** :
Le Centre utilise la pédagogie active, c'est-à-dire que les enseignants partent des connaissances et du savoir-faire des apprenants. Par exemple, il pose la question : que faites-vous sur vos fermes ? Pourquoi le faites-vous de cette façon ? Rencontrez-vous des problèmes ? Si oui, lesquels et pourquoi le pensez-vous ? A partir de ces données initiales fournies par l'apprenant lui-même, d'autres apprenants vont réagir et expliquer comment eux le font ? Que pensez-vous des problèmes de M. X ? Que lui recommanderiez-vous ? Et ce n'est qu'à ce niveau que le formateur intervient et propose une méthode et une vision qu'il partage avec les apprenants. Il y a co-construction de solutions. Les visites de fermes d'échange, « le remue-méninges », les connaissances et les méthodes de partage d'expériences sont utilisés tout au long de l'approche pratique.
7. **Ferme pédagogique** : oui avec 3 ha pour les cultures, une porcherie, un poulailler
8. **Ressources humaines** : 24 formateurs dont 12 pour adultes
9. **Public cible de ce module de formation** :
360 formés par an. Il existe deux principaux types d'audience que le centre avait ciblés dans la formation : les agriculteurs pratiquants (femmes ou hommes), 65%, les jeunes qui vont s'installer et créer une ferme – 35%.
10. **Existe-t-il une certification pour les compétences délivrées ?**
Certificat de participation
11. **Qui sont les principaux partenaires ?**
 - En 2014 avec le ministère de l'Agriculture et avec le ministère de l'Éducation, à qui le centre a demandé respectivement l'approbation des cours et des subventions.
 - En 2016 avec les services locaux de développement agricole, un partenaire privé, qui intervient pour expliquer leurs rôles et le soutien qu'ils peuvent apporter localement.
 - En 2020 avec les instituts nationaux de recherche agricole. Les chercheurs qui mènent des essais sur les systèmes de culture permettent au centre de visiter leurs essais avec leurs apprenants, de mener des essais sur des fermes d'apprenants sous la supervision du chercheur.
 - En 2021 avec un centre semencier qui travaille sur la multilication d'une sélection de semences locales variétales.
 - En 2021 avec une ONG spécialisée dans le crédit rural pour travailler sur le micro-crédit pour les agriculteurs. Ils interviennent lors de nos formations pour expliquer comment cela fonctionne.
 - En 2021 avec une ONG telle que COOPI dans l'approche agricole intégrée dans l'établissement de la culture interculturelle de l'agroforesterie avec des cultures d'arbres et l'apiculture mellifère avec de petits agriculteurs dans les communautés rurales.
12. **Quels sont les moyens de financement du centre ?**
 - Les recettes en 2019 se sont élevées à 4 000 000 DE FCFA (25 % sont des fonds publics de l'État, 60 % sont des fonds privés reçus en partenariat avec des projets ou des donateurs directement), le reste sont des frais d'inscription et de scolarité payés par les apprenants.
 - En 2020, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 500 000 FCA, car notre activité a fortement chuté en raison de la COVID. Le montant des dépenses en 2019 était de 3 900 000 CFAF. Il peut être ventilé comme suit : 30% pour les coûts de personnel, 20% pour les coûts structurels (bâtiments, entretien des infrastructures, etc.) et 50% pour l'achat de matériaux, d'équipements et de fournitures.
 - Les revenus de 2020 ont tous été dépensés.
13. **Remarques** :
 - Disponibilité insuffisante en intrants, trop faible formation des formateurs, le centre ne peut répondre à toute la demande

TOGO - Centre d'Assistance au Démunis et Orphelins (CADO)

1. **Localisation du centre de formation** : Régions des Plateaux, Préfecture d'Agou, Village Agou Avédzé située sur la piste Notsé Monou Kati à environ 03 kilomètres de la route Lomé Kpalimé. Non loin du dispensaire et de l'école primaire publique Avédzé
2. **Tutelle du centre** : Centre privé avec un conseil d'administration
3. **Création du centre** : créé en 1998
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
Gestion durable d'une exploitation agricole familiale
5. **Contenus de l'offre de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Cultures vivrières avec apport de la matière organique provenant des déjections animales
 - Cultures maraichères avec apport de la matière organique provenant des déjections animales
 - Production du palmier à huile
 - Elevage traditionnel des poules locales, de petits ruminants, d'escargot, de porcs en association avec la culture et la transformation du manioc
 - Elevage de champignons
 - Apiculture à travers l'installation des ruches dans les forêts mises en place et entretenues par le centre
 - Transformation du manioc en cossettes et gari et farines panifiables
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
Les jeunes formés bénéficient d'une chambre à coucher, d'un puits et d'un kit d'élevage qui varie en fonction de l'option d'élevage (financement ASPO). Par exemple pour un jeune qui souhaite développer l'aviiculture, il bénéficie de l'enclos, de 01 poulet male et de 10 femelles tous d'origine locale. Pour l'élevage des petits ruminants il s'agit de 01 bouc et de 04 chèvres
7. **Ferme pédagogique : oui sur 2 sites (total 17 ha dont 16 ha à 90 kms)**
8. **Ressources humaines** : 6 formateurs spécialisés en agroécologie
9. **Public visé par ce module de formation** :
 - Formation d'un groupe de 10 personnes par an.
 - Parents agriculteurs des enfants défavorisés/démunis représentant
 - Jeunes élèves déscolarisés
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
Oui un certificat
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - Elevage Sans Frontière qui a accompagné les bénéficiaires (hommes et femmes) à travers l'élevage des poules, des petits ruminants et des aulacodes.
 - Association Solidaire des Pays Oubliés (ASPO) à travers le Projet d'Appui à l'Installation des Jeunes. ASPO a également accompagné les épouses des jeunes installés d'une part avec l'octroi des microcrédits d'une valeur de 65 000 FCFA à un taux d'intérêt de 0% pour conduire des AGR et d'autre part à travers l'apprentissage des métiers de l'artisanat.
 - ORESYS : appui dans le domaine du reboisement. Plus de 63 000 plants d'espèces forestières produites depuis 2014 jusqu'à ce jour.
 - Les Amis du Togo (HANOVER) un partenaire qui a apporté ses appuis financiers pour la réhabilitation de la salle de formation d'une capacité de 12 places et l'électrification de l'école primaire du village et les dispensaires de Agou Kati et Kebo Dalave grâce à l'énergie solaire.
 - Institut National de Formation Agricole (INFA) : formation des formateurs en agroécologie
 - L'Association professionnelle des centres de formation agricole et rural (APCFAR) à travers un appui technique et financier annoncé prochainement pour la construction des logements pour les apprenants
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - En 2019, recettes de 24 644 328 F CFA dont 1 976 350 F CFA (produits du centre).
 - Dépenses 2019 : 24 644 328 F CFA
 - En 2020, recettes de 8 975 896 F CFA dont 1 518 626 F CFA (produits du centre).
 - Dépenses 2020 : 10 494 522 F CFA dont 71% pour la construction des chambres et kits d'élevage pour l'installation des apprenants en fin de cycle ; 29% pour les charges de personnel.
13. **Remarques** :
 - Pas d'hébergement pour les jeunes



TOGO - Centre d'Animation Rurale de Tambimong

1. **Localisation du centre de formation** : région des Savanes, Préfecture Kpendjal-Ouest, commune de Kpendjal-Ouest 1, canton d'Ogaro, village de Tambimong
2. **Tutelle du centre** : Evêché et Congrégation des Frères de l'Instruction Chrétienne (FIC)
3. **Création du centre** : Créé en 1984
4. **Intitulé du module ou des modules de formation en Agroécologie ou équivalent** :
 - Formation 1 : adaptation, atténuation aux effets du Changement climatique
 - Formation 2 : techniques de préparation, conservation du sol et des eaux
 - Formation 3 : production maraichère écologique
 - Formation 4 : production de fertilisants et de pesticides naturels
 - Formation 5 : généralités sur la pratique de l'Élevage
 - Formation 6 : production d'aliments des animaux
 - Formation 7 : conduite des élevages
 - Formation 8 : la traction animale
 - Formation 9 : la transformation des produits agricoles
 - Formation 10 : les cultures pluviales
5. **Contenus** : détails dans la fiche détaillée
6. **Méthodes pédagogiques employées pour ce module de formation** :
 La méthodologie utilisée est l'approche par compétences. Basée sur le « *learning by doing* », la théorie occupe 20% de la formation et la pratique 80%.
 La formation des couples agriculteurs dure 12 mois, mais s'étale sur une période de 3 ans dont 9 mois au centre
 La formation modulaire est disponible pour les adultes. Elle dure de 1 à 6 mois.
7. **Ferme pédagogique** : bâtiments d'élevage (volailles, porcs, lapin, petits ruminants...) et champs école.
8. **RESSOURCES HUMAINES** : 14 formateurs dont 7 formateurs en agroécologie
9. **Public visé par ce module de formation** :
 212 formés par an dont 30 % de femmes
 - Les couples de producteurs stagiaires (agriculteurs) provenant de la région des Savanes dans un rayon de 50 km et âgés de 18 à 30 ans
 - Les stagiaires provenant des autres centres de formation agricole au Togo et âgés de 18 à 25 ans
 - Les apprenants modulaires qui viennent de tous les coins du territoire national et du Burkina et âgés de 30 ans et plus. Ce sont souvent des agriculteurs et/ou des personnes en reconversion de métier
 - Les stagiaires en perfectionnement qui viennent de tous les coins du territoire national âgés de 25 ans et plus. Ce sont souvent des étudiants en cours et/ou en fin de formation à la recherche d'une immersion ou d'une de main de la pratique de l'élevage.
10. **Y a-t-il une ou des certifications pour les compétences délivrées ?**
 - Pas de certification, mais des Attestations de fin de formation qui sont délivrées
11. **Quels sont les partenaires principaux ?**
 - **Secours catholique** : au niveau financier pour le fonctionnement
 - **EG AFRIQUE** : contribution à l'installation des couples de producteurs apprenants
 - **SAFARI** : renforcement des capacités des formateurs, renforcement du centre en termes d'équipements et d'infrastructures de formation
 - **GIZ EFTPA Femmes** : renforcement de compétences des formateurs
 - **FIC-Expertise** : appui à la gestion comptable et financière
 - **Autres centres de formation agricole** : partage d'expérience et d'expertise, échange de stagiaires et de formateurs.
12. **Quels sont les moyens de financements du centre ?**
 - Recettes 2019 : 83 442 897 FCFA et Recettes 2020 : 91 680 865 FCFA
 - Dépenses 2019 : 78 554 464 FCFA et Dépenses 2020 : 89 591 137 FCFA.
13. **Remarques** : /



BRL
Ingénierie



www.brl.fr/brli

Société anonyme au capital de 3 183 349 euros
SIRET : 391 484 862 000 19 - RCS : NÎMES B 391 484 862
N° de TVA intracom : FR 35 391 484 862 000 19

1105, avenue Pierre Mendès-France
BP 94001 - 30 001 Nîmes Cedex 5
FRANCE
Tél. : +33 (0) 4 66 84 81 11
Fax : +33 (0) 4 66 87 51 09
e-mail : brli@brl.fr